

DERNIÈRE MINUTE

M. Chirac va se rendre au Tchad les 5 et 6 mars

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran 40 rls. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y.
Israël, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
0,30 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 4297-23 Paris
Télégramme Paris n° 634572
Tél. : 770-91-29

Les militaires s'effacent au Portugal

D'une légitimité à l'autre

Avec la signature, le 26 février, à Lisbonne, du nouveau pacte constitutionnel entre les partis et les forces armées, une page de l'histoire portugaise est tournée. La légitimité constitutionnelle l'emporte sur la « légitimité révolutionnaire » que le succès du « mouvement des capitaines » avait conférée aux militaires, le 25 avril 1974. Le texte approuvé le 26 février sera inséré dans la charte électorale, ces derniers mois, par la Constituante ; il ne deviendra plus qu'un vote, il ne manquera plus qu'un vote, de l'Assemblée élue le 25 avril 1975 pour que les Portugais soient dotés d'une Constitution.

La pièce maîtresse du système sera la présidence de la République — élu au plus tard le 25 juin prochain, — qui désignera le premier ministre « en tenant compte des résultats électoraux ». L'autre pilier sera l'Assemblée législative, que les citoyens désigneront le 25 avril prochain.

Si la source de la légitimité change à Lisbonne, la nature du pouvoir qui va y être instauré pendant une période transitoire de quatre ans — la durée de la prochaine législature — demeure ambiguë. Le nouvel ordre consacre, à l'évidence, un retour des militaires dans les casernes. Les événements du 25 novembre dernier le laissent déjà prévoir, même s'ils n'entraînent pas un accès immédiat des civils au pouvoir.

Certes, le Mouvement des forces armées, acteur de la « révolution des œillets », disparaît : il avait « de facto » cessé d'exister depuis le départ du général Vasco Gonçalves, en août dernier.

Plus significatif encore, le Conseil de la révolution cesse d'être l'incarnation suprême du pouvoir. Il ne retient même pas les prérogatives importantes que le commandant Melo Antunes a voulu, jusqu'au dernier moment, lui réserver — consentant que cet organe pourrait être l'ultime gardien de la flamme d'un « progressisme militaire » et, peut-être, du progressisme tout court au Portugal.

Mais le Conseil de la révolution continue de figurer, aux termes de l'accord du 26 février, parmi les organes du pouvoir. Non plus comme « moteur » de la révolution — comme en d'autres temps, aujourd'hui bien révolus — mais et ce n'est pas peu, comme « garant » du fonctionnement des institutions démocratiques. Ce véritable Conseil d'Etat pourrait agir, pendant quatre ans au moins, comme une sorte de statue du commandeur érigée par les « tombereaux » du salazarisme pour intimider les révolutionnaires, nombreux d'un retour à l'ordre des choses qui a prévalu un demi-siècle au Portugal. Tout dépend, bien sûr, de la future pondération « politique » de cet organe, qui, uniquement composé de militaires, ne pourra pas ne pas tenir compte du vote des électeurs.

Compromis, avec le salazarisme avant le 25 avril 1974, puis emporté, parfois sans discernement, par la vague de gauche consécutive à la « révolution des œillets », l'armée se défile, désormais, des extrémismes — en particulier de celui qui paraît actuellement le plus menaçant : celui de droite. Le président de la République, dont les partis ont admis qu'il serait un militaire, aura pour devoir de l'en préserver si le Portugal, à défaut du socialisme, auquel toute référence a été écartée dans l'accord du 26 février, veut enfin connaître la démocratie.

Le Parlement sera élu le 25 avril

Le nouveau pacte constitutionnel entre les forces armées et les partis politiques portugais a été signé le jeudi 26 février, à Lisbonne, au cours d'une brève cérémonie au palais présidentiel. Il consacre l'effacement des militaires. En outre, la date des élections législatives a été fixée au 25 avril prochain. L'élection présidentielle se déroulera au suffrage universel quelques semaines plus tard.

De notre correspondant

Lisbonne. — Afin de préparer le nouveau projet de pacte, le Conseil de la révolution avait nommé une commission présidée par le commandant Melo Antunes, ministre des affaires étrangères et leader des officiers progressistes. La première version de ce texte, soumise à l'approbation des partis au mois de janvier 1976, avait provoqué l'hostilité de toutes les formations consultées, à l'exception du parti communiste et du Mouvement démocratique portugais, proche du P.C.

Cette première version, qui portait la marque personnelle du commandant Melo Antunes, maintenait, en effet, de larges pouvoirs au Conseil de la révolution. Elle a été finalement repoussée.

Le nouveau texte, signé le 26 février après de longues négociations, réduit considérablement les pouvoirs du conseil, qui perd notamment son droit de veto sur la nomination du premier ministre. Sa compétence législative est désormais limitée à l'organisation, au fonctionnement et à la discipline des forces armées.

JOSE REBELO.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Le mondialisme intérieur

Tandis que M. François Mitterrand est reçu à Alger avec les honneurs réservés à un ancien président des Etats-Unis, on lui reproche à Paris de manifester une attitude antifrancophone.

Par contre, quand le général Haby s'agit de dire à la table des voisins, on reproche à Paris de ne pas se plier plus haut de cette attitude antifrancophone.

Si, dans l'esprit de M. Giscard d'Estaing, le mondialisme consistait à faire de la politique intérieure à l'extérieur, nous sommes en plein dedans. A défaut d'être ailleurs.

BERNARD CHAPUIS.

Le débat entre communistes

M. Carrillo évoque l'« état primitif » du socialisme en U.R.S.S.

Le XXIV^e congrès soviétique reste dominé par le débat entre communistes de l'Est et de l'Ouest. M. Berlinguer rappelle le discours qu'il avait préparé. Le secrétaire général du P.C.I. répondra, sans doute, à M. Brejnev et aux chefs de délégations du camp socialiste qui condamnent l'« opportunisme ».

De Rome, où il séjourne actuellement, M. Santiago Carrillo prend part au débat. Dans une interview au « Corriere della Sera », le secrétaire général du parti communiste d'Espagne affirme que le socialisme dans les pays occidentaux doit être différent du modèle soviétique. Ce n'est pas par souci de tactique ou de propagande, dit-il, que les communistes espagnols, français, italiens, acceptent la démocratie. Dans cette république, il ne peut y avoir le socialisme qu'en se fondant sur la majorité et il faut être « prêt à abandonner le pouvoir si cette majorité cesse d'exister ».

M. Santiago Carrillo déclare que le mouvement communiste a cessé d'être une Eglise. Il estime que le socialisme en U.R.S.S. est « à l'état primitif ». Il se ressent du système quasi féodal qu'il a renversé et dont il porte encore les stigmates.

De notre correspondant

Moscou. — Alors qu'on ignore toujours quand exactement M. Gaston Flissonnier, le représentant du parti communiste français, prendra la parole, six invités étrangers sont intervenus jeudi 26 février au XXIV^e congrès du parti communiste soviétique. Quatre d'entre eux (M.M. Jivkov, Kadar, Tsechenbal et Cernubal, respectivement premiers secrétaires des partis bulgare, hongrois, mongols et portugais), ont violemment condamné toute entorse à l'internationalisme prolétarien, toute concession à l'opportunisme et au maoïsme. Les deux autres,

en revanche (M.M. Ceausescu et Phom Vianh, respectivement secrétaires généraux des partis roumains et laotiens) n'ont fait aucune allusion à Pékin et ont soigneusement évité de donner une définition restrictive de l'internationalisme prolétarien.

L'intervention de M. Ceausescu s'est cependant située nettement en retrait par rapport au discours qu'avait prononcé le secrétaire général roumain au XXIV^e congrès.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 5.)

DU GRAND ÉLAN LYCÉEN A L'ÉTOUFFEMENT

M. René Haby, ministre de l'éducation, va soumettre prochainement aux syndicats d'enseignants et aux fédérations de parents d'élèves plusieurs projets de décrets, en application de la loi qu'il a fait adopter par le Parlement en juillet 1975. Ces textes concernent notamment le baccalauréat, les structures du second cycle secondaire (de la seconde aux classes terminales) et le fonctionnement administratif des établissements. C'est toute une réorganisation des lycées qui se prépare.

Que s'est-il passé, chez les jeunes, en mai 1968 ? On aura beau dire et écrire que la grande secousse résultait d'une situation sociale et économique rendant la crise inévitable, on a peine aujourd'hui à le croire. Ce qui émerge, c'est le besoin qu'ont eu un certain nombre de jeunes — étudiants d'abord, lycéens et jeunes travailleurs ensuite — de créer leur soit d'une vie autonome. A bas la hiérarchie ! Une société d'égaux ! L'imagination au pouvoir ! Liberté de dire ! De se parler !... Autant de thèmes qui trouvent en chaque homme des résonances, mais qui, chez les jeunes, prennent force et vie. L'utopie devient réalité, elle s'est un moment réalisée.

Les éruptions éphémères des divers « printemps lycéens », qui se sont succédés depuis 1968, n'ont guère d'autre signification. De la solidarité avec Gilles Guitot, lycéen emprisonné en 1971, à la mobilisation générale de 1973

contre la « loi Debré », puis aux manifestations contre les projets de réforme de M.M. Fontanet et Haby, les années suivantes, c'est le même phénomène : le rejet de l'école, le « ras-le-bol » des lycéens devant les programmes anachroniques, la discipline désuète, le manque de liberté d'expression, de liberté tout court.

La révolte lycéenne a provoqué une vive campagne « anti-jeunes » dans les organes d'information, tandis que la coupure est devenue encore plus évidente dans les établissements entre professeurs et élèves. Mais le « mouvement lycéen » s'essouffait depuis trois ans. Les militants politiques de gauche et d'extrême gauche sont de moins en moins écoutés et suivis. Le « ras-le-bol » existe toujours, il s'entend même dans la conscience des élèves. Mais il s'interiorise.

Lorsque l'on interroge les élèves et leurs professeurs, l'un observe la vie dans les lycées (1), c'est la passivité générale qui frappe. Peu de chose intéresse les lycéens, qui considèrent que la « vraie vie » est en dehors de l'enceinte de l'établissement, où ils passent pourtant plus de trente heures par semaine. Il y a eu,

(1) « Le Monde de l'éducation », mensuel édité par le Monde, a publié une enquête de trente pages sur ce sujet dans son numéro de mars (n° 15), qui est en vente cette semaine.

Le Monde publie, lundi (daté 2 mars) dans son supplément

EUROPA

• Une interview du chah d'Iran.
• Un dossier sur l'évolution du commerce Est-Ouest.
• Une comparaison des positions des gouvernements allemand, anglais, français et italien sur le rapport Tindemann.
• Une étude sur la rentabilité des grands magasins en Europe.

Ce supplément est préparé en collaboration avec « la Stampa », « The Times » et « Die Welt ».

Préavis de grève à la S.N.C.F. et menace de débrayage à l'E.G.F. pour appuyer les revendications syndicales

Les agents de conduite autonomes de la S.N.C.F. ont déposé un préavis de grève allant du mercredi 3 mars, à 20 heures, jusqu'au 6 mars, à 8 heures, pour soutenir les revendications propres à leurs catégories. La C.G.T. et la C.F.D.T. ne participent pas à cette action, attendant les résultats de la réunion paritaire le 5 mars à la S.M.C.F. Mais à Marseille les agents de conduite des trois syndicats ont décidé de cesser le travail du 28 février au 1^{er} mars.

A l'E.G.F., où des grèves plus ou moins sporadiques ont déjà été enregistrées, la C.G.T. et la C.F.D.T. envisagent un « développement de l'action ». L'ensemble des organisations C.G.T. et C.F.D.T. du secteur public se concertent sur les modalités d'une « action nationale » qui pourrait avoir lieu vers la mi-mars. Les négociations salariales pèlent dans les secteurs public et national. Plusieurs réunions, outre celle des cheminots, sont prévues la semaine prochaine.

« Une forte progression du pouvoir d'achat n'est pas compatible avec une reprise de l'activité économique », a déclaré le 26 février, M. Chirac. Néanmoins, « il faudra bien arriver à conclure », a-t-il ajouté.

Après six ou sept ans de pratique, les négociations salariales dans le secteur public et national suivent inévitablement un rituel où alternent proclamations de bonne foi, mises en garde, et menaces de grève. Cette année, un invisible metteur en scène semble donner aux différents acteurs la même consigne : « Réduisons-nous lentement », avec le souci de faire durer un dialogue que personne, jusqu'à présent, n'avait voulu rompre.

Les grèves annoncées à la S.N.C.F. les menaces à l'E.G.F. sont-elles de nature à mettre en relief la politique contractuelle ? Des incidents de parcours simi-

laires n'ont pas empêché, dans le passé, la conclusion d'accords. L'an dernier une vingtaine ont été signés dans les secteurs public et national. Pour les salariés de l'Etat-patron et les assimilés, ces accords se sont concrétisés par une augmentation de la masse salariale de 14 à 15 % ; ce qui a entraîné (les prix ayant officiellement monté de 10 %) une progression moyenne du pouvoir d'achat de 4 à 5 % (et même plus pour les bas salaires). Mais la C.G.T. et la C.F.D.T. démentent toute valeur à l'insuffisance de mesure officielle du coût de la vie, et assurent qu'il y a eu, au contraire, perte du pouvoir d'achat pour les salariés de l'Etat. Les confédérations ouvrières ne renouvellent, au demeurant, dans leur appréciation que l'évaluation du traitement de base, écartant les opérations de reclassement qui ont eu lieu en 1975 et les autres améliorations salariales similaires.

Les défilés pour 1976 tiennent surtout aux limites fixées à la négociation par le gouvernement : si le maintien du pouvoir d'achat est garanti à tous, une progression ne sera accordée qu'aux petites catégories de la fonction publique et aux travailleurs manuels du secteur national.

Or les syndicalistes signataires des accords des années précédentes, ceux de l'E.G.F. et de la P.S.N. de la C.F.T.C. et de la C.G.C., sont bien résolus à obtenir davantage, en invoquant les déclarations des pouvoirs publics selon lesquelles le pays sort de la crise.

« Le gouvernement, disait encore M. André Bergeon voici deux jours, a pris la détestable habitude d'interpréter les accords précédents pour en limiter la portée ».

JOANINE ROY.

(Lire la suite page 10.)

DOSSIERS D'HISTOIRE

Le christianisme hier et aujourd'hui

L'historien de métier écrit normalement d'abord pour ses confrères les historiens et c'est naturel : homme de science, attaché à la recherche de la vérité, il se soumet au jugement de la communauté scientifique internationale. Cela dit, il faut souligner d'autre part que son travail n'est, socialement et si l'on veut dire moralement, justifié que dans la mesure où l'expérience du passé qu'il a laborieusement acquise vient enrichir la culture commune et profiter à ses frères les hommes. D'où le problème difficile qui se pose, pour l'historien comme pour toutes les disciplines, celui de la vulgarisation.

Il est souvent bien mal résolu par des tâcherons sans compétence ; on est d'autant plus heureux de signaler un cas d'exceptionnelle de la sorte. L'équipe du « Journal de la vie », rassemblée autour de Jean Ruy, a mis au point une méthode qui a déjà fait ses preuves dans la série, publiée d'abord en fascicules, « Aujourd'hui, la Bible » : assurer la collaboration de spécialistes les plus qualifiés de la matière, l'antiquité chrétienne, a été réalisée sous la direction scientifique d'André Mandouze et par ailleurs faire appel aux techniques d'exposition et de présentation les plus modernes, graphiques, caricatures même ; illustration abondante, soignée en couleurs, toujours commentée ; des documents originaux, brefs mais percutants ; le texte ne comprend pas seulement des articles de style classique mais recourt volontiers à l'interview, au malheureux spécialiste, intelligemment torturé, est bien contrasté de condensés son savoir en quelques formules simples.

HENRI MARROU.

(Lire la suite page 15.)

Samedi 28 février

Reprise des Courses Plates à Paris

REOUVERTURE DE L'HIPPODROME de SAINT-CLOUD

Un beau programme avec LE HANDICAP OPTIONAL

3 ans - 1.600 mètres - 50.000 F

LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE LATINE

Un dégageant limité (Lire page 6 l'article de Jean-Pierre CLERC.)

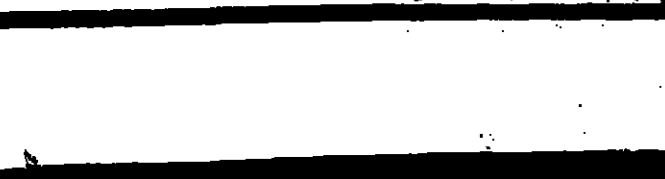
Jacques Lacarrière

L'ETE GREC

Une approche vivante et passionnée de la Grèce par l'auteur de « Chemin faisant »

COLLECTION TERRE HUMAINE DIRIGEE PAR JEAN MALAURIE

PLON



En Allemagne fédérale
Patronat et syndicats s'opposent sur les moyens de résorber le chômage

De notre correspondant

NOUS AVONS UN PAYS UN POUVOIR MILITAIRE

De notre correspondant

NOUVELLES BRÈVES

De notre correspondant

LE VIOL PSYCHIQUE

De notre correspondant

BLASÉ ?

De notre correspondant

AFRIQUE

M. Mitterrand répond aux critiques de la majorité au sujet de son voyage en Algérie

L'accueil chaleureux réservé en Algérie à M. François Mitterrand a suscité de vives réactions chez certains membres de la majorité. M. Roger Chénou, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, s'est déclaré « profondément choqué ». M. Mitterrand, a-t-il dit, « paraît cautionner ou reprendre à son compte les critiques adressées à la France sans même avoir pris la peine de s'informer auprès des responsables de son pays des motifs de l'attitude de la France ». La même critique a été formulée par M. Jacques Dominati, secrétaire général des R.I., au cours d'une conférence de presse. Enfin, M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R., a estimé que le premier secrétaire du parti socialiste « balaie ». « Après avoir longtemps joué les premiers rôles, a-t-il dit dans une déclaration à la presse, il accepte de faire en Algérie la figuration dans une pièce montée par d'autres. C'est dommage ! »

De notre correspondant

Alger. — La visite en Algérie de M. Mitterrand — qui a réuni la France vendredi matin 27 février — a incontestablement été un succès.

Après la première rencontre, mercredi, de la délégation du P.S. avec le président Boumedienne, M. Mitterrand a eu, jeudi, un tête-à-tête de plus d'une heure avec le chef de l'Etat, à qui il a offert une épée d'honneur, d'époque de Bonaparte. Cet entretien a été suivi d'une dernière séance de travail de deux heures avec l'ensemble de la délégation. Aussitôt après, M. Mitterrand a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a répondu, sans biaiser, aux questions — parfois délicates — mettant l'accent sur les points d'accord, mais ne masquant nullement les sujets sur lesquels les deux parties font des analyses différentes. Cette attitude a été favorablement commentée en privé par les Algériens : la décision de retransmettre à la télévision cette conférence de presse d'une heure et demie, le confirme.

Le premier secrétaire a commencé par rappeler les circonstances de sa visite — c'était la première réponse indirecte aux déclarations de M. Chénou — en précisant qu'elle aurait dû avoir lieu l'an dernier. Toutefois, le voyage officiel de M. Giscard d'Estaing avait été annoncé dans l'intervalle, et devant se situer à une date assez rapprochée de la visite de la délégation du P.S., les dirigeants algériens et M. Mitterrand avaient décidé d'un commun accord, d'ajourner celle-ci, « par courtoisie et déférence à l'égard du chef de l'Etat ».

M. Mitterrand a ensuite précisé le sens de son voyage — et c'était sa deuxième mise au point indirecte — en déclarant : « Le P.S. entend défendre les intérêts de la France et de la République ».

« Un réajustement »

M. Mitterrand a estimé ensuite qu'il n'y a « ni rupture, ni cassure » dans les relations entre la France et l'Algérie, mais qu'il existe un « réajustement ». Évoquant la visite du président Giscard d'Estaing il y a dix mois, et les déclarations qu'il avait faites à l'époque, il a dit : « Nous ne comprenons pas la différence que l'on constate entre les paroles et les actes. » Après avoir passé en revue les causes qui ont conduit à cette « phase dépressive », M. Mitterrand a conclu que « la pente peut être remontée », mais qu'il faut pour cela une volonté politique. « Cette volonté existe-t-elle ? », s'est-il demandé.

C'est à ce moment que le dirigeant algérien a dit : « Je ne suis pas un homme de compromis ». Il s'est demandé si les attaques du dirigeant des républicains indépendants signifiaient qu'il y avait eu un changement de la ligne de la France, ou si les républicains de la V^e République ou s'il s'agissait d'une opération de politique intérieure avec des motifs de racisme. « Ce serait mal servir les intérêts de la France que de se laisser aller à ces attaques », a encore dit M. Mitterrand, qui s'est par ailleurs étonné que les ennemis de la France n'aient jamais abouti à une « base » commune.

En ce qui concerne le déséquilibre de la balance commerciale, M. Mitterrand a estimé qu'« il n'est pas raisonnable de laisser subsister un tel déséquilibre entre deux pays qui se font de plus en plus dépendants l'un de l'autre ». Il a insisté sur la nécessité de prendre d'autres habitudes commerciales.

En conclusion, M. Mitterrand a fait savoir, sans le nommer, l'analyse sur laquelle est fondée la position du général de Gaulle à l'égard de l'Algérie : en défendant chacun son indépendance nationale, les deux pays peuvent s'opposer à l'impérialisme, mais ils peuvent aussi et aider les uns les autres. Et Mitterrand ne s'y est pas trompé, qui tire ce vendredi ses quatre colonnes à la une : « Les bases de la coopération F.L.N.-P.S.F. : politique d'indépendance nationale et anti-impérialisme ».

En réponse à des questions, le dirigeant du parti socialiste a affirmé la position adoptée il y a deux mois par le bureau exécutif concernant le droit à l'autodétermination du peuple algérien, parce que c'est, a-t-il précisé, « le principe le plus clair, le plus simple et le plus constant », sur lequel on se fonde dans les phénomènes de décolonisation.

Interrogé au sujet du Proche-Orient, le premier secrétaire a rappelé que le parti socialiste s'est prononcé pour le droit d'Israël à l'existence, qu'il a reconnu le fait palestinien et qu'il a reproché à ses amis socialistes israéliens un certain expansionnisme. Il a cependant précisé que les deux délégations ont peu parlé de ce problème, chacune connaissant la position de l'autre. En revanche, un large échange de vues a eu lieu sur l'ensemble du Proche-Orient, sur la Méditerranée, sur les questions de pétrole et sur les menaces de l'impérialisme dans la région.

Enfin, M. Mitterrand a estimé que l'effort entrepris par l'Algérie est « original et cohérent » et que ses dirigeants font preuve de « réalisme », tout en « appréhendant la présence et l'absence de beaucoup de hardiesse ». « Pour nous, socialistes, il y a à tirer des enseignements très intéressants de l'expérience révolutionnaire de l'Algérie », a-t-il dit, avant d'annoncer que les deux partis ont décidé d'avoir des relations suivies. Ils vont mettre en place des organismes permanents de discussion sur l'émigration, l'information, et les problèmes économiques entre bilatéraux qu'internationalisés.

PAUL BALTA.

La fin de la présence espagnole au Sahara occidental

Le ministère espagnol des affaires étrangères a confirmé officiellement jeudi, dans une note, que le gouvernement de Madrid avait mis « définitivement fin à la présence espagnole au Sahara occidental ». Ce texte affirme cependant que « la décolonisation de ce territoire ne sera réellement achevée que dans la mesure où la population sahraouie aura pu s'exprimer d'une façon valable ». Il demande que, en vertu de la résolution 388 B des Nations unies, « cette consultation soit faite sous le contrôle de représentants de l'ONU ». Le gouvernement espagnol, indique-t-on à Madrid, a transféré ses pouvoirs administratifs au Maroc et à la Mauritanie, mais non la souveraineté sur le territoire, qui appartient aux populations.

La position du gouvernement de Madrid a été notifiée officiellement à M. Waldheim. Dans une conférence de

presse, le secrétaire général des Nations unies a précisé, jeudi, les raisons pour lesquelles il avait refusé d'envoyer à El Aioun un observateur pour assister à la réunion de la Djemaa, convoquée par le Maroc et la Mauritanie. « Ni l'Espagne ni l'administration tripartite intermédiaire, a-t-il indiqué, n'ont pris les mesures nécessaires pour assurer l'exercice du droit à l'autodétermination. Dans ces conditions, la présence d'un observateur n'aurait pas satisfait aux exigences des résolutions de l'Assemblée générale. »

● A EL AIOUN, les membres de la Djemaa, réunis en assemblée générale, ont approuvé « à l'unanimité » des présents l'accord tripartite de Madrid. Le président de cet organisme, M. Khatri Ould Djoumani, a déclaré, selon l'agence officielle de presse marocaine, que cette réunion constituait « un événement mémorable puisqu'il s'agit de la libéra-

tion totale et effective du Sahara et de son rattachement à la mère patrie sous la conduite du roi Hassan II ».

● A ALGER, « El Moujahid » réaffirme, dans un éditorial publié jeudi, la position du gouvernement algérien, selon lequel l'accord tripartite de Madrid est « nul et non avenu ». Le quotidien écrit d'autre part : « La Djemaa est morte de sa belle mort après avoir parcouru un itinéraire tracé au préalable par le colonialisme de Madrid. » Il souligne aussi que « dans un sursaut salutaire », une majorité des membres de cette Assemblée, ralliés au Front Polisario, ont décidé en janvier la dissolution de cet organisme.

M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, qui accomplit actuellement une mission de conciliation, est revenu, jeudi, à Alger après une visite à Nonakchoit.

RABAT : un événement salué comme une seconde indépendance

De notre correspondant

Rabat. — Des titres sur toute la largeur de la première page des quotidiens, l'ouverture des journaux parés : la fin de l'administration étrangère au Sahara occidental est saluée ce vendredi 27 février, au Maroc, comme si le royaume avait acquis une nouvelle indépendance.

Répondant aux commentaires faits à Madrid, la radio marocaine a estimé que l'accord tripartite signé entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie le 14 novembre 1975 ne mentionnait « en aucune manière la nécessité de la présence d'un représentant de l'ONU lors de la consultation de la Djemaa, contrairement à ce qu'ont soutenu certains milieux

en Espagne, ou certains responsables espagnols devant les instances internationales ».

Rabat était désormais sa souveraineté sur environ les deux tiers du Sahara occidental. Le reste, au sud du vingt-quatrième parallèle et d'une ligne oblique allant de Bir-Nan en direction de Zouerate, revient à la Mauritanie.

Depuis près de vingt ans, les Marocains aspiraient à faire reculer leurs frontières du Sud-Ouest. C'est en février 1968, à M'Hamid, (500 kilomètres environ de Marrakech), aux portes du désert, que Mohammed V avait fait le serment de ramener le Sahara à la couronne chérifienne. — L. G.

Angola

L'armée du M.P.L.A. joue un rôle essentiel dans la réorganisation des campagnes

Correspondance

L'Espagne et l'Islande viennent de reconnaître la République populaire d'Angola. D'autre part, un porte-parole de la Communauté européenne a affirmé, jeudi 26 février, que celle-ci était prête à accorder une aide au gouvernement de Luanda si ce dernier en faisait la demande, et le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, M. Schafer, a précisé que les Etats-Unis acceptaient d'accorder rapidement et généreusement « une aide humanitaire à l'Angola ».

La Croix-Rouge internationale pourrait de son côté prendre en charge les camps de réfugiés du sud de l'Angola. Les forces sud-africaines pourraient de la sorte se retirer de la région.

A Luanda, le premier ministre, M. Lopo do Nascimento, a annoncé, jeudi 26 février, une réduction des traitements des hauts fonctionnaires. Le traitement des ministres avait déjà fait l'objet d'une réduction analogue, par « mesure d'austérité ».

Gabela. — A l'ombre de la forêt tropicale, deux millions de réfugiés encadrent la piste qui dévale vers une des plantations de la CADA, la Compagnie agricole d'Angola. Une gare d'images d'Epinal, traversée par un ponton qui s'essouffie pour grimper de Porto-Amboum, sur la côte Atlantique, jusqu'à Gabela, marque l'entrée de ce petit morceau de l'empire du groupe capitaliste Sarmiento Angola. Elle borde une ville construite de toute pièce par la compagnie : une école, un hôpital, une église, un cinéma, un centre sportif, une centrale électrique, une forêt d'ateliers de réparation, de stockage, d'entretien, un dédale de villas cachées dans des jardins d'étagement sous les bureaux de la direction, qui dominent 14 000 hectares de café et 6 000 hectares de palmeira.

Le gérant de la plantation est confiant. Malgré une maladie inconnue qui sévit dans les champs de café, le départ de la totalité des techniciens qualifiés — mais certains ont déjà demandé à revenir, — et, malgré la guerre qui a coupé la fazenda en deux, la production continue. Les événements — ont obligé les administrateurs de la compagnie à quitter le Portugal pour venir s'installer à Luanda. Le gouvernement n'a toujours pas répondu à une demande de transférer à l'étranger les dividendes de 1974. Pour la première fois, les trois mille travailleurs de la fazenda se sont mis en grève. Ils ont obtenu que le salaire minimum (45 escudos par jour au 25 avril 1974) soit porté à 90 escudos. Mais comme, aux termes du nouvel accord, la nourriture n'est plus fournie par la

compagnie, il n'est pas sûr que cette augmentation compense la hausse du coût des denrées alimentaires.

La commission des travailleurs ? « Un simple organe de consultation », répond le gérant, qui s'empresse d'ajouter : « Les pouvoirs de la direction sont intacts. » De toute façon, l'importance de la compagnie est telle qu'en cas de conflit social aigu elle recourt à l'arbitrage du gouvernement, dont l'attitude générale est jugée « très raisonnable ». Le gérant estime même « tout à fait improbable » une nationalisation.

Nationaliser la CADA ? Les huit membres de la coordination de la commission des travailleurs, six employés administratifs et deux contre-maîtres, sont très étonnés de s'entendre poser une question aussi incongrue. Après s'être consultés, ils répondent que ce problème est du ressort du gouvernement et que leur seule préoccupation est de « défendre les intérêts des travailleurs ».

« Nous sommes des secrétaires de contentieux, explique l'un d'eux. Notre rôle est de transmettre à la direction les requêtes des travailleurs et de l'obliger à en discuter. » Si le gérant refuse de donner satisfaction au requérant, le problème est soumis à l'instance locale de l'Union nationale des travailleurs angolais (UNTA), qui doit juger si la revendication est légitime. Or, pour le secrétaire régional de l'Union, l'intéressé premier des travailleurs, dans tous les cas, est d'augmenter la production. « Là où il y a un patron, l'augmentation de la production profite à la partie donc au peuple, puisque le patron ne peut plus exporter ses capitaux. Dans le cas d'une coopérative, elle bénéficie directement aux coopérateurs. » Mais les coopératives sont rares. Les paysans ont du mal à comprendre l'intérêt de se regrouper et demandent qu'on leur distribue les terres abandonnées. L'UNTA exige plus de cadres politiques et techniques, plus de moyens financiers pour venir à bout de ces réticences. Ainsi, les deux seules coopératives qui fonctionnent vraiment ont été créées et sont animées par le commissariat politique des FAPLA, les forces armées de la République.

L'union sacrée s'effrite

Au cœur d'une région de plantations modernes, l'effondrement de l'autorité coloniale laisse Gabela sans aucun centre de pouvoir. L'après des combats contre la F.N.L.A., puis la pression des forces sud-africaines aux portes de la ville, donnaient à la ville une importance stratégique telle que les forces armées devaient y jouer un rôle primordial. Comme le gravité de la situation militaire poussait les militants les plus résolus à s'engager dans les FAPLA, l'armée est devenue, à Gabela et

El Aioun : la Djemaa a ratifié l'accord tripartite

De notre correspondant

El-Aioun. — Y avait-il seulement cent badauds, jeudi 26 février, à 13 heures, à El-Aioun, devant le palais de la Djemaa ? Pourtant, au même moment, dans une salle aux murs carrelés, l'Assemblée des notables sahraouis procédait, à un acte capital. Elle ratifiait l'accord tripartite conclu le 14 novembre 1975 à Madrid, et qui partage le Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie.

Le vote acquis le commandant Don Rafael Valdes Iglesias, dernier gouverneur espagnol, signifiait aussitôt à l'Assemblée que, à compter de cette minute, l'Espagne cessait d'exercer toute autorité dans son ancienne colonie.

Instant historique. Pourtant, ce qui reste de la population sahraoui à El-Aioun avait préféré vaquer à ses occupations habituelles. Il n'y eut que de maigres clameurs lorsque M. Ben Souada, directeur du cabinet du roi Hassan II, enveloppé des pieds à la tête dans un burnous d'une blancheur immaculée, fit son entrée au palais de la Djemaa.

A l'intérieur, les notables sahraouis lui réservèrent un accueil bruyant. « Vive le roi, vive Sa Majesté Hassan II, vive l'accord tripartite ! » L'affaire était déjà entendue. Deux heures durant, l'assemblée siégea dans un désordre bon enfant, haut en couleur, qui compromit un peu la dignité des débats, sinon leur portée, d'autant que les envoyés de l'ONU, de l'O.U.A. et de la Ligue arabe, un moment espérés, n'étaient point venus.

Sur les bancs, journalistes, photographes, policiers — un véritable tableau à la main — fonctionnaires marocains, chefs de tribus indigènes, s'étaient mélangés avec les membres de la Djemaa, si bien qu'il était difficile de déterminer le nombre de ces derniers. Cinquante-huit, soixante, soixante-six, les autorités marocaines donneront tour à tour ces trois chiffres. De toute façon, il n'y avait pas de doute : la Djemaa comptait deux membres du temps de l'administration espagnole.

Dans le débat, pas la moindre fausse note. Avec un bel ensemble une dizaine d'orateurs vinrent dire que, géographiquement, et historiquement, exceptée la péninsule de la colonisation, le sud du Sahara avait toujours été mauritanien et le nord, marocain ; qu'ils perpétueraient le souvenir de l'Espagne qui avait tant fait pour la colonie, que le roi Hassan II et le président Ould Daddah étaient deux chefs d'Etat d'une trop grande sagesse pour aller contre la volonté d'un peuple.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

MADRID : malaise au sein de l'armée

De notre correspondant

Madrid. — Après la fin du retrait de l'administration espagnole du Sahara occidental, les seuls Espagnols qui demeurent dans le territoire sont des instituteurs, quelques prêtres de la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée, dont le prêtre apostolique, Mgr Félix Ervill, a été, le 26 février, rayé des cadres « de la conférence épiscopale espagnole, qui est précisément réunie en assemblée plénière à Madrid ».

Vue de la capitale espagnole, la situation actuelle est paradoxale. L'Espagne a abandonné le Sahara occidental, mais elle a refusé de céder au Maroc sa souveraineté sur ce territoire, la transmettant théoriquement au peuple sahraoui, représenté par la Djemaa. Dans la pratique, cependant, le gouvernement de Madrid a laissé le territoire aux mains des Marocains.

Cette façon de procéder a créé un malaise au sein de l'armée espagnole, surtout parmi les cadres de l'armée d'Afrique. D'après des porte-parole de l'Union militaire démocratique, un grand nombre de ces officiers, de retour en Espagne, auraient rejoint les rangs de l'U.M.D., ce qui explique que des officiers généraux aient fait, ces jours derniers, de fréquentes allusions publiques au « sacrifice » de l'armée d'Afrique. Ce fut le cas dans la conférence récemment prononcée par le lieutenant général Santiago Diaz de Mendivil, vice-président du gouvernement pour la défense, devant le centre supérieur d'études de la défense nationale. — J.-A. N.

● L'envoyé spécial du gouvernement britannique, lord Greenhill, s'est entretenu jeudi 26 février à Salisbury avec le premier ministre, M. Smith, de la possibilité d'une participation britannique à la recherche d'une solution du problème constitutionnel rhodésien. Des pourparlers entre Salisbury et la fraction intérieure du mouvement nationaliste noir A.N.C. (Congrès national africain), dirigé par M. Mzomo, durent depuis plus de deux mois.

RENÉ LEFORT.

Portugal attend « le jour de la suture de l'Europe »

de notre correspondant

Le Portugal attend « le jour de la suture de l'Europe », selon le ministre des affaires étrangères, Américo de Gouveia, qui a déclaré, jeudi, à Lisbonne, que le pays était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps. « Nous sommes convaincus que le jour viendra où l'Europe sera réunie », a-t-il dit, « et nous serons prêts à contribuer à cette œuvre ».

Américo de Gouveia a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

Le ministre a souligné que le Portugal était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans des conflits internationaux.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à coopérer avec les Nations unies pour maintenir la paix dans le monde.

En conclusion, Américo de Gouveia a déclaré que le Portugal était prêt à jouer un rôle de médiateur entre les deux camps.

Il a également déclaré que le Portugal était prêt à accueillir une conférence de paix en Europe, sous réserve que les conditions soient favorables.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison

BOUCHARD
PÈRE & FILS
Négociants au Château

21 Beaune

Tél. (80) 22.14.41

Tél. 35830

SALON DES ARTS MÉNAGERS

Niveau 5 - Foyère Perronet

Allée C - Stand 47.

مكتبة من الأصل

EUROPE

EN VISITE A LISBONNE

Le Portugal attend « à juste titre » le soutien de l'Europe

déclare M. Sauvagnargues
De notre correspondant

Lisbonne. — Les premiers entretiens de M. Sauvagnargues à Lisbonne, jeudi 25 février, ont été principalement consacrés à la reconnaissance de la République portugaise et aux relations entre le Portugal et la Communauté européenne.

Du côté français, il s'agissait d'expliquer une position qui avait été critiquée par d'autres pays européens et qui était considérée comme « opportuniste ». La reconnaissance par la France du gouvernement portugais, M. Agostinho Neto, le 17 février, avait embarrassé certains dirigeants politiques portugais qui, à l'approche des élections législatives et présidentielles, hésitaient à prendre une attitude dont ils craignaient l'impopularité.

Au cours du dîner offert par le ministre portugais des affaires étrangères, le jeudi 26 février, M. Sauvagnargues a évoqué le « passé prestigieux du Portugal » qui, selon le ministre français, « a été la source de rayonnement pour deux cents millions d'êtres humains » et la décolonisation entreprise après le 25 avril 1974, « avec un courage inégalé par la communauté internationale ».

Il a enfin rendu hommage aux efforts entrepris par les autorités portugaises dans le sens de la « restauration de la liberté et de la démocratie », ainsi qu'à leur

détermination à « faire échec à toute tentative pour imposer au pays de nouvelles dictatures ». Le Portugal, a-t-il ajouté, est désormais en mesure de renforcer ses liens avec l'Europe, et peut en attendre « à juste titre » un soutien « pour les « moments difficiles que le pays traverse ».

La nécessité de ce « soutien » a aussi été évoquée par le commandant Melo Antunes, qui a demandé une « grande compréhension » afin de concrétiser le projet d'aide financière du Marché commun au Portugal ainsi que l'extension à tous les émigrés portugais des avantages sociaux en vigueur dans les pays européens où ils travaillent.

M. Sauvagnargues devait être reçu, ce vendredi, par le président de la République portugaise et par le premier ministre. Il aura aussi des échanges de vues avec les dirigeants politiques, notamment M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais.

UN APPEL POUR UNE ENQUÊTE SUR LA DISPARITION DE 2 197 CHYPROTES GRECS

Au cours d'une conférence de presse à Paris, le jeudi 25 février, M. Pella Modinos, ambassadeur de Chypre en France, Papachristoforos et Phylaxandros, respectivement président et vice-président du Comité des parents des Chypriotes grecs disparus, ont lancé un appel pour la création d'une commission internationale qui pourrait circuler librement dans la partie de l'île contrôlée par les forces turques et s'informerait sur le sort des Chypriotes grecs disparus pendant le conflit de 1974.

Des dossiers ont été établis sur les 2 197 Chypriotes grecs disparus depuis le 25 juillet 1974, parmi lesquels 1 232 militaires, 733 civils de sexe masculin et 122 femmes. Ces disparitions affectent plus de 20 000 parents, soit plus de 4 % de la population chypriote grecque.

M. Modinos a précisé que plusieurs photos publiées par la presse turque et chypriote laissent penser qu'il s'agit de Chypriotes grecs prisonniers.

Les trois conférenciers ont précisé que la dernière session à Vienne des conversations intercommunautaires sur le problème de Chypre a prévu une coopération entre délégués Chypriotes grecs et Chypriotes turcs pour régler les problèmes humanitaires.

Italie

CRISE MONÉTAIRE. AVORTEMENT. SCANDALES... Le cabinet Moro devra affronter sans beaucoup d'atouts un inquietant désordre

De notre correspondant

Rome. — Après avoir obtenu la confiance au Sénat par 141 voix contre 115, le cinquième gouvernement de M. Aldo Moro est maintenant en pleine possession de ses pouvoirs. Du moins au regard de la Constitution, car, si l'on considère ses pouvoirs réels, ils sont plus que limités. L'ordre public lui échappe autant que le désordre monétaire, et tout se passe comme si, dans son flottement, le livre était rejoint par l'état en personne.

Même en faisant la part de la « dramatisation » inhérente au pays — en Italie, les non-chômeurs vivent souvent mieux qu'ailleurs — on est forcé de reconnaître la gravité de la situation. Il serait vraiment remarquable que ce cabinet — dont le crédit dans le pays est encore plus faible qu'au Parlement — puisse se maintenir jusqu'à la fin de la législature prévue au printemps 1977.

Quatre obstacles, de nature très différente mais aussi périlleux les uns que les autres, l'attendent : les difficultés économiques et sociales ; la réforme de la législation sur l'avortement ; les affaires des pots-de-vin et les congrès des principaux partis de la majorité.

De notre correspondant

matières premières, de l'évasion fiscale et de la fuite des capitaux. La dépréciation de la lire (12 % en l'espace de cinq semaines) est le signe évident d'un manque de confiance dans l'avenir du pays.

Cette baisse, consécutive à la crise gouvernementale et à la fermeture du marché des changes, a d'autant plus étonné les Italiens que l'année 1975 venait de se conclure sinon dans l'euphorie du moins avec un léger optimisme. La course aux salaires — qui s'était nettement ralentie ; quelques signes de reprise commencent à se manifester ; le déficit de la balance commerciale était très inférieur à celui de 1974, celui de la balance des paiements paraissait résorbé.

Et même l'inversion de tendance, constatée en novembre et en décembre, pouvait passer pour un signe de reprise : si l'argent des industriels sortait, n'était-ce pas dans le but de reconstituer les stocks ?

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

On s'interroge maintenant sur les effets de la dépréciation de la lire, qui peut certes donner un « boom » aux exportations — et donc relancer la machine économique — mais aussi entraîner des augmentations de prix, et donc ramener l'inflation. Les syndicats maintiendront-ils leurs revendications salariales ? Eux-mêmes hésitent, semble-t-il, après avoir été accusés de poser des exigences que l'économie italienne ne peut plus supporter.

ROBERT SOLÉ

Réformes de fond

● L'ECONOMIE n'est certes pas un sujet de préoccupation particulier à l'Italie. Mais, ici, il se présente de manière plus aiguë à cause de l'adaptation des structures industrielles, des carences de l'administration, de la pauvreté en

DIPLOMATIE

DU 15 MARS AU 7 MAI A NEW-YORK

La quatrième conférence sur le droit de la mer s'efforcera d'aboutir à une convention acceptable par 146 pays

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a présenté le 26 février la question du droit de la mer. Le 15 mars prochain s'ouvrira à New-York la quatrième session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui durera jusqu'au 7 mai. Comme

pour la troisième session, réunie à Genève du 17 mars au 9 mai 1975, M. Cavallé présidera la délégation française, dont le vice-président sera M. Guy de Lacharrière, directeur des services juridiques du ministère des affaires étrangères. Les deux premières sessions avaient eu lieu à New-York en 1973 et à Caracas en 1974.

Les bases des négociations de New-York seront les trois « textes unifiés » préparés par les présidents de chacune des trois commissions. Le premier, consacré aux fonds marins au-delà des juridictions nationales, propose que ces fonds, « patrimoine commun de l'humanité », soient administrés et exploités par une « autorité » dont les divers rouages seraient, en fait, par le seul jeu du nombre, sous l'entière domination des « 77 » (c'est-à-dire les pays en voie de développement qui sont actuellement cent dix, sur cent quarante-six participants à la conférence). Les grands pays industrialisés — et notamment les Etats-Unis — souhaitent, au contraire, une organisation internationale légère qui se contenterait de mettre en adjudication les concessions d'exploitation et les attribuerait aux « mieux-disants », même si ces derniers étaient tous de même nationalité.

La session de New-York peut-être aboutir à la signature d'une convention du droit de la mer ? Les pays participants étant au nombre de cent quarante-six et la convention devant être un tout ou rien, on peut douter. Cependant, M. Cavallé est relativement optimiste : peut-être les progrès réalisés à New-York seraient suffisants pour qu'une nouvelle session, concluant cette fois, ait lieu à la fin de l'année. Les Etats-Unis ont accepté les 12 milles d'eau territoriale et les 200 milles de zone économique exclusive auxquels l'administration (mais non le Congrès ni les pêcheurs américains) était opposé. Ils veulent, en effet, assurer la liberté de passage de leurs flottes militaires et civiles et permettre l'exploitation des fonds marins par des sociétés américaines le plus rapidement possible.

Une grande inconnue

Le droit de la mer évolue donc de lui-même, en dehors de la conférence, bien que celle-ci ait, sans nul doute, contribué à cette évolution. Au demeurant, les pays hostiles aux décisions unilatérales n'ont guère les moyens de s'y opposer. Certes, la Grande-Bretagne a envoyé des bateaux de guerre dans les eaux islandaises, mais il s'agit d'un procédé étrange à l'encontre d'un pays pauvre, dont le poisson est la principale richesse. En outre, comme le fait remarquer M. de Lacharrière, au prix de la journée d'un bateau de guerre, même modestes, la mer revient dans ces conditions, plus cher que le saumon fumé.

Certains pays perdront beaucoup à la généralisation de la zone des 200 milles : le Japon et l'U.R.S.S., dont les flottes de pêche fréquentent toutes les mers poissonneuses du monde, et les pays « géographiquement désavantagés » qui, tels la Belgique et les deux Allemagne, se heurtent très vite à la zone économique de leurs voisins, ou qui, tel le Zaïre, ont une toute petite façade maritime. D'autres nations y gagnent une énorme zone : ainsi du Canada (6 millions de km²), de la Grande-Bretagne (650 000 km²) et de la France (340 000 km² pour le territoire métropolitain, et 11 millions de km² avec les territoires et départements d'outre-mer).

L'accord n'est pas encore fait sur le plateau continental. Doit-on y inclure la pente et la glacie conti-

nentaux jusqu'aux grandes plaines abyssales ? Ou doit-on ne lui adjoindre que la pente continentale, plus 60 milles nautiques au-delà du pied de cette pente ?

La session de New-York peut-être aboutir à la signature d'une convention du droit de la mer ? Les pays participants étant au nombre de cent quarante-six et la convention devant être un tout ou rien, on peut douter. Cependant, M. Cavallé est relativement optimiste : peut-être les progrès réalisés à New-York seraient suffisants pour qu'une nouvelle session, concluant cette fois, ait lieu à la fin de l'année. Les Etats-Unis ont accepté les 12 milles d'eau territoriale et les 200 milles de zone économique exclusive auxquels l'administration (mais non le Congrès ni les pêcheurs américains) était opposé. Ils veulent, en effet, assurer la liberté de passage de leurs flottes militaires et civiles et permettre l'exploitation des fonds marins par des sociétés américaines le plus rapidement possible.

La liberté de passage que les Etats-Unis considèrent vitale pour eux, au point de l'avoir qualifiée de « non négociable », est une question épineuse : si les 12 milles sont généralisés pour les eaux territoriales, celles-ci engloberont quelque cent vingt détroits. Si la zone économique exclusive de 200 milles nautiques est instaurée partout, il faut préciser jusqu'à quel point les Etats côtiers n'y établiront pas des normes nationales de pollution — ce qui pourrait par exemple interdire le passage à des navires nucléaires ou à certains super-tankers — et n'y limiteront pas unilatéralement la recherche scientifique. Pollution et recherche scientifique sont, avec la préservation du milieu marin, des thèmes de la troisième commission de la conférence, dont le « texte unifié » est généralement considéré comme une base de discussion acceptable.

Reste une grande inconnue : la position des « 77 ». Leur bloc n'est pas sans réalité à New-York. L'absence de propositions des pays industrialisés, ils gardent le silence sur leurs intentions.

YVONNE REBEYROL

● L'Albanie a décidé de porter de 12 à 15 milles la limite de ses eaux territoriales. — (A.P.)

LES MILITAIRES S'EFFACENT

(Suite de la première page.)

Il devient, en quelque sorte, un simple organe consultatif à la disposition du président de la République. En revanche, le rôle de l'Assemblée législative est valorisé. Le chef de l'Etat disposera comme aux Etats-Unis d'un droit de veto sur les lois votées par l'Assemblée, mais celle-ci pourra passer outre à la majorité des deux tiers.

Même les partis les plus réticents à l'égard de l'intervention des militaires dans la politique considèrent que le nouveau pacte ouvre définitivement la voie à des « institutions démocratiques ». Le président de la République, élu au suffrage universel pour cinq ans, choisira le premier ministre en fonction de la représentation des partis à l'Assemblée nationale ; le gouvernement formé par le premier ministre sera responsable devant le président de la République et les députés. Les parlementaires pourront voter des motions de censure ou refuser le programme du gouvernement. A l'expiration d'une période de transition de quatre ans, le Conseil de la révolution disparaîtra, et une nouvelle Assemblée ayant le pouvoir de réviser la Constitution sera élue.

Les officiers progressistes ont tenu une dernière manœuvre pour conseiller au Conseil de la révolution un minimum de pouvoirs. Ils ont essayé d'ajouter au texte déjà approuvé par les différents partis, un préambule qui, lui, n'aurait jamais été discuté. Celui-ci, considéré comme « instable » par le parti socialiste, et jugé d'inspiration « marxiste » par le parti populaire démocratique et le Centre démocratique et social, a finalement été abandonné, mais les discussions sur ce thème ont retardé de vingt-quatre heures la signature du pacte.

JOSÉ REBELO.

ASIE

Chine

M. TENG HSIAO-PING EST NOMMÉMENT PRIS A PARTIE SUR DES AFFICHES A PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Pour la première fois depuis le début de la crise, M. Teng Hsiao-ping est pris à partie nommément à Pékin sur des affiches. Une source étrangère bien informée indique que de telles affiches sont apparues jeudi 26 février à l'université Peking. De gros titres affirment que « Teng Hsiao-ping est un malin » et est « aussi sournois que le renard ».

A Hangchow, en Chine méridionale, ont rapporté des témoignages, les attaques contre M. Teng Hsiao-ping connaissent une ampleur étonnante. Pour la première fois, le vice-premier ministre n'est pas seulement attaqué sur des affiches, mais les trois caractères de son nom, qui signifient littéralement « petit poisson », sont inscrits en gros à la peinture noire et en graffiti sur les murs du centre de cette cité située au sud de Changhaï.

Perspectives Critiques

THOMAS SZASZ

IDÉOLOGIE ET FOLIE

Quand la psychiatrie fait la contrebande des valeurs humanistes...

puf

... ..

DE L'UNION SOVIÉTIQUE

... LE MONDE — 28 février 1976 — Page 5

Quand le congrès rit...

M. Alexandrov, le nouveau président de l'Académie des sciences, ne passe pas pour un esprit particulièrement indépendant. C'est sans doute pour consolider ses positions — quelque peu ébranlées par la campagne que mène M. Brejnev contre l'Académie, coupable aux yeux du secrétaire général de ne pas accorder assez d'importance aux sciences appliquées — qu'il a jugé bon de glisser son intervention, jeudi, au congrès, une attaque contre le physicien André Sakharov.

Rétractant l'historique de la mise au point des armes nucléaires, M. Alexandrov déclara soudainement : « On est assez surpris qu'en Occident on considère comme le père de la bombe nucléaire une personne dont vous connaissez bien le nom. Mais ce n'est pas la vérité, car la mise au point de la bombe est le résultat d'une entreprise collective dirigée par le savant Kourchatov. C'est plutôt lui qui pourrait être désigné comme le « père de la bombe ».

L'attaque gratuite — et fautive (1) — de M. Alexandrov a été rapportée aux journalistes qui n'ont pas accès à la salle du congrès par le porte-parole du comité central, M. Alanasiev, qui est aussi rédacteur en chef de la revue Kommunist. Elle a cependant dû être jugée déplorable en haut lieu, car elle ne

figure plus dans le compte rendu du discours de M. Alexandrov, que publie la Pravda ce vendredi matin.

L'intervention de M. Alexandrov a également été marquée par une plaisanterie de M. Brejnev. Les manifestations d'humour sont assez rares pour qu'on ne passe pas celle-ci sous silence. Alors que M. Alexandrov évoquait les multiples possibilités de l'utilisation du matériel atomique, y compris dans la médecine, M. Brejnev le coupe et lui demanda :

« At-on trouvé une bombe quelconque pour soigner la grippe ? »

— La grippe, Leonid Ilich, je peux répondre tout de suite. L'institut de physique nucléaire de Gatchina et celui du ministère de la santé ont mis au point un vaccin. Nous l'avons déjà expérimenté. Nous nous occupons de lancer sa fabrication industrielle à Leningrad, mais il faudrait en abaisser le coût.

« Rires dans la salle, applaudissements », précise la Pravda.

J. A.

(1) André Sakharov est bien le « père de la bombe H » en ce sens qu'il dirigea le collectif des chercheurs. M. Kourchatov, ancien directeur de l'institut atomique de Moscou, joua un grand rôle dans la mise au point de la bombe H, mais d'après tous les témoignages, ce rôle fut plus celui d'un coordinateur que d'un chercheur.

Le débat entre communistes

(Suite de la première page.)

M. Nicolas Ceausescu a, certes, réaffirmé la nécessité de respecter le droit de chaque parti d'adopter librement sa ligne politique, sa stratégie, sa tactique révolutionnaire, et de contribuer au développement du marxisme-léninisme, et à l'enrichissement de sa théorie et de sa pratique.

Il n'a pas évoqué cependant comme il l'avait fait en 1971, l'existence de « différences d'opinion » entre partis, ni préconisé comme alors l'établissement de « relations d'un type nouveau entre les pays socialistes ».

Le dirigeant roumain, dont le pays connaît de sérieuses difficultés économiques, s'est prononcé au contraire en faveur de « l'élargissement des relations de coopération et d'aide réciproque avec tous les pays socialistes ». « Il n'est tout particulièrement appréciable, a-t-il ajouté, de mentionner qu'en la Roumanie et l'U.R.S.S. se déploient, dans l'esprit des anciennes traditions d'amitié et de solidarité entre nos deux partis et nos deux peuples, des rapports de collaboration, de coopération, de coopération ». Bien qu'il ait mentionné « la nouvelle phase de la crise générale du capitalisme », M. Ceausescu s'est également prononcé en faveur de la coopération « avec tous les pays, sans distinction de leur régime social, y compris les pays capitalistes ».

Le dirigeant roumain a d'autre part réaffirmé les positions traditionnelles de son pays en politique étrangère. Il est reparti pour Bucarest jeudi, il reviendra à Moscou dans les derniers jours du congrès.

Les prises de position de M. Jivkov, Kadar et Tse-tse-tse ne doivent pas surprendre puisqu'il s'agit d'« inconditionnelles » de Moscou. M. Jivkov a été le plus violent aussi bien dans la défense de l'U.R.S.S. contre ceux qui tenteraient de la « calomnier » alors qu'elle est « le premier État de démocratie et d'authenticité de l'histoire » que dans sa critique de ceux qui veulent « altérer le marxisme-léninisme ».

« L'attitude envers l'U.R.S.S. est la pierre de touche du caractère révolutionnaire de l'Internationale », a déclaré le dirigeant bulgare. « L'attitude envers l'U.R.S.S. est la pierre de touche du caractère révolutionnaire de l'Internationale », a déclaré le dirigeant bulgare. « L'attitude envers l'U.R.S.S. est la pierre de touche du caractère révolutionnaire de l'Internationale », a déclaré le dirigeant bulgare.

nationalisme prolétarien. (...) Le parti bulgare désapprouve la théorie et la pratique du maoïsme. (...) Nous menons une lutte implacable contre les manifestations du nationalisme, contre les métamorphoses modernes du révisionnisme de droite et de gauche, contre toute tentative, quelle que soit son origine, de porter atteinte au prestige du P.C. soviétique et de l'U.R.S.S.

M. Kadar a été beaucoup plus modéré. « Le mouvement communiste mondial, a-t-il dit, est apparu avec l'idée de l'Internationale prolétarienne. C'est précisément grâce à ce dernier qu'il s'est créé une force éditoriale de notre temps. Le parti socialiste ouvrier hongrois considère le principe du patriotisme socialiste et de l'Internationale prolétarienne comme indissolublement liés. C'est dans cet esprit qu'il éduque les communistes, le peuple, la jeunesse. Le parti hongrois désapprouve les thèmes qui nient l'Internationale prolétarienne et qui compromettent notre unité ».

Nous réproposons l'esprit bonifié nationaliste, les nationalistes bourgeois, l'antisocialisme, les activités dissidentes qui sapent l'unité de notre mouvement et leur manifestation la plus révoltante, le maoïsme. M. Kadar a également évoqué le problème d'une éventuelle conférence mondiale européenne des partis communistes, présumant que le parti hongrois « a toujours soutenu les conférences des partis frères et leurs rencontres bilatérales, régionales et mondiales ».

M. Jivkov n'avait fait aucune allusion à ce sujet. M. Ceausescu, lui, n'avait parlé que de la conférence européenne des partis communistes, à la préparation de laquelle, avait-il dit, « nous participons de façon active avec le désir de contribuer au déploiement d'un fécond et démocratique échange d'expériences et d'opinions ». On sait que la Roumanie est opposée au principe d'une conférence mondiale.

Dans son allocution, M. Tse-tse-tse, bien sûr, condamné la Chine, réaffirmant l'attachement du parti mongol au marxisme-léninisme et aux principes de l'Internationale prolétarienne.

M. Cunhal a lui aussi préché « la cohésion de la famille internationale des communistes sur la base du marxisme-léninisme et de l'Internationale prolétarienne ». L'intérêt du discours du secrétaire général du parti portugais réside cependant dans le sombre tableau qu'il a tracé de la situation intérieure de son pays. Il a cité des bruits qui courent sur notre parti et selon lesquels nous aurions voulu prendre le pouvoir par un coup d'État en nous appuyant sur une minorité révolutionnaire. « Bien entendu, ce n'est pas vrai », a-t-il ajouté. « Nous ne sommes pas des blanquistes (1), nous ne sommes pas des conspirateurs. Nous nous fondons sur les lois du socialisme scientifique et nous nous efforçons de contenir les larges masses de la population dans de nos positions. Mais nous ne voulons pas que subsistent les piliers du capitalisme monopolistique de la réaction, qui peuvent de nouveau faire remonter le Portugal au fascisme ».

« L'anticommunisme et la politique d'alliance avec la droite que pratiquent les leaders du parti socialiste ouvrent la voie aux forces réactionnaires. Ces dernières tirent avantage de l'avènement de la gauche et de la pseudo-révolutionnaires. La droite a elle-même provoqué la division du M.F.A., qui a abouti aux événements du novembre dernier et à la dégringolade de notre pays. Il y a des régions où les communistes sont obligés d'agir dans la clandestinité ou dans la clandestinité. La réaction s'empare de ces événements pour provoquer l'effacement de l'État, exige la liquidation des conquêtes démocratiques et cherche à créer les conditions pour un rétablissement de la dictature », a-t-il ajouté.

JACQUES AMALRIC.

(1) Louis-Auguste Blanqui, socialiste et révolutionnaire français, fut l'un des chefs de la révolution de 1848, souleva le pays à la tête d'une petite minorité révolutionnaire. M. Cunhal a été à plusieurs reprises accusé de blanquisme.

Le rapport de M. Brejnev au XXV^e congrès aura fait au moins deux mécoments en U.R.S.S. : l'historien Roy Medvedev et le physicien André Sakharov, dont le Corriere della Sera publie ce vendredi 27 février une interview groupée.

Les opposants reconnaissent que M. Brejnev a donné l'image d'un homme fort, sûr de lui. Seul son état de santé pourrait l'empêcher de continuer à diriger le pays, affirme l'historien, tandis que le prix Nobel de physique remarque : « Les forces du parti et de l'État (...) se considèrent suffisamment fortes pour résister longtemps au pouvoir sans recourir à des réformes sérieuses ».

La marxiste excommuniée et le défenseur des droits de l'homme sont sévères sur le bilan économique. « Le IX^e Plan quinquennal est un échec considérable », affirme Medvedev.

Pour M. Sakharov, « les causes de ces difficultés ne sont pas seulement d'ordre météorologique. Elles résident en facteurs profonds et permanents de nature politique : la persécution du citoyen soviétique. Les réformes sont plus que jamais nécessaires. » Par réformes, le physicien entend surtout des changements de liberté et d'initiative personnelles que les esprits dogmatiques craignent « comme le diable à quatre pattes ». Or, dans le discours de M. Brejnev, M. Sakharov retrouve « le vieux dogmatisme, l'intolérance, l'hypocrisie de l'appareil ».

Selon lui, une « hypothèse » a été apportée « aux procès et à la répression psychiatrique, aux camps de travail, aux tortures, au froid et à la faim dans les camps et les prisons, à la persécution religieuse... ».

N'y a-t-il pas eu tout de même une amélioration au cours des dernières années, demande le journaliste du Corriere della Sera. M. Medvedev affirme que oui : « Il y a davantage de politiciens en Occident et moins de procès ici ». Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas le nombre de personnes poursuivies qui compte. Dans tous les cas, il s'agit de violations de la démocratie et de la loi ».

D'une manière plus générale, l'historien voit un fait positif dans « la plus grande place faite à la coexistence pacifique » et dans « le ton moins agressif que par le passé » du discours de M. Brejnev. Une revanche pour ce qui concerne le mouvement communiste international, il n'y a rien de nouveau, et même « les contradictions ont augmenté ».

Interrogé lui aussi sur l'aspect positif du discours, M. Sakharov affirme : « Même ceux qui, comme moi, considèrent cette doctrine démocratique et non scientifique, ne peuvent pas ne pas accueillir avec satisfaction tout détachement du dogmatisme révolutionnaire et du messianisme agressif, même si ensuite dans la réalité la situation est plus compliquée. » Le physicien conclut : « Tant que continue l'expansion communiste dans le monde, la détente est une illusion. » — R. S.

LE P.C.F. NE SE SENT PAS CONCERNÉ

L'humanité du 27 février rend compte des interventions au vingt-cinquième congrès du P.C.U.S. de MM. Medvedev et Kourchatov, qui ont dénoncé les dangers du révisionnisme dans certains partis communistes (le Monde du 27 février). Elle les accompagne du commentaire suivant :

« Le P.C.F. ne se sent nullement concerné par ces propos. En pleine conscience des responsabilités nationales et internationales qui sont les siennes, il vient de définir sa politique qui vise à ouvrir une voie démocratique originale au socialisme pour construire un socialisme aux couleurs de la France. Il l'a fait sur la base des principes du marxisme-léninisme, ce qui implique la prise en compte scrupuleuse des conditions et traditions nationales. Il considère que la recherche des voies, des formes et méthodes de lutte correspond à la situation du pays et du moment est d'autant plus un devoir que se développent les luttes de classe et que se pose avec une force grandissante la question du changement de politique ».

« La diversité des conditions de la marche au socialisme grandit. C'est pourquoi, comme l'a dit le vingt-deuxième congrès, « aucun parti ou groupe de partis ne peut légitimer pour les autres, proposer des recettes universelles, définir une stratégie exemplaire ».

« L'indépendance de chaque parti, l'égalité en droits de partis intégrants de l'Internationale prolétarienne auquel le P.C.F. est indissolublement attaché. »

« L'indépendance de chaque parti, l'égalité en droits de partis intégrants de l'Internationale prolétarienne auquel le P.C.F. est indissolublement attaché. »

PROCHE-ORIENT

Les relations entre la France et Israël sont « très amicales et très directes »

déclare M. Sauvagnargues

A l'issue d'un déjeuner de travail qui les a réunis jeudi 26 février au Quai d'Orsay, MM. Jean Sauvagnargues et Ygal Allon, respectivement ministres des Affaires étrangères de France et d'Israël, se sont félicités d'avoir échangé leurs points de vue, « même s'ils ne coïncident pas toujours ».

La situation au Proche-Orient, les votes de la France au Conseil de sécurité, les récentes décisions du cabinet israélien concernant des concessions territoriales en échange de la fin de l'état de belligérance, enfin, l'accord financier qu'Israël voudrait voir entériner par la Communauté européenne ont été évoqués au cours de ce déjeuner.

M. Sauvagnargues a qualifié les relations entre la France et Israël de « très amicales et très directes ». De son côté, M. Allon a déclaré : « Je suis convaincu de la détermination de la France d'entretenir de bonnes relations avec Israël et de son désir d'œuvrer pour la paix au Proche-Orient ».

A l'ONU, la stérilité des efforts de paix au Proche-Orient inquiète M. Waldheim, qui a qualifié cette situation de « très dangereuse ». De son côté, M. Charles Robinson, sous-secrétaire américain au Trésor, est arrivé jeudi au Caire, où il doit étudier avec les ministres égyptiens des finances et de l'économie les moyens de renforcer les relations économiques entre l'Égypte et les États-Unis. Cette visite a lieu au moment où selon des sources israéliennes à

Washington, les États-Unis se sont engagés auprès du gouvernement israélien à ne pas vendre d'armes à l'Égypte, à l'exception d'appareils C-130 pour les transports de troupes. — (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.)

CGM : LA NOUVELLE COMPAGNIE MARITIME FRANÇAISE QUI A PLUS D'UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE.

La France : les productions de ses industries de pointe, les fameux produits de son terroir, et un grand armement français pour les transporter.



La Cie Générale Transatlantique et la Cie des Messageries Maritimes joignant leur longue expérience du transport par mer, se sont regroupées pour devenir la Compagnie Générale Maritime.

La CGM, nouvel armement français de taille mondiale, met au service des Importateurs et des Exportateurs d'Europe plus de cent navires, sans compter ceux des consortiums internationaux dont elle est membre.

La CGM est un grand armement conteneurisé, et aussi un des leaders du roll-on roll-off au long cours. Aucune compagnie au monde ne transporte autant de façons de parfums, autant de bouteilles de bons vins, ni autant de fromages que la Compagnie Générale Maritime.

Mais ses navires transportent aussi des trains, des machines de tous modèles et de toutes dimensions, des produits de toutes les industries, quels que soient leur stade d'élaboration et leur forme.

Dans tous les grands ports d'Europe, on voit chaque jour des navires CGM au service du commerce mondial.

CGM, la Nouvelle Compagnie qui a plus d'un siècle d'expérience.

CGM

A travers le monde

Chili

UNE PORTE CHARGE A EXPLOSER le 22 février dans la maison où le président du parti démocrate-chrétien chilien, M. Patricio Aylwin, passe ordinairement ses vacances, dans une station balnéaire située à 700 kilomètres au sud de Santiago.

Cambodge

BOMBARDEMENT ? — Les « impérialistes américains » ont effectué mercredi un bombardement dans la province de Siem Reap (nord-ouest du Cambodge), tuant quinze personnes et en blessant une trentaine d'autres, a déclaré M. Hou Nim, ministre cambodgien de l'information, cité par Radio Phnom-Penh. L'ambassade des États-Unis à Bangkok qualifie de « ridicule » l'information donnée par la radio. (A.F.P.)

Tchad

LES NEGOCIATIONS ENTRE LE TCHAD ET LA FRANCE pour la révision des accords de coopération civile et militaire ont repris jeudi 26 février à N'Djaména. — (A.F.P., Reuter.)

LES BOUTIQUES

GRIFTON

présentent



les armoires-lits escamotables GRIFTON style - contemporain GÉRARD PERSICO ancien élève école Boulle 27 Avenue Rapp Paris 7^e T. : 555.88.22 MONIQUE BAROUH 93 Bd Haussmann Paris 8^e T. : 265.52.23 métro - parking : St-Augustin

ARTS MÉNAGERS : Palais de la Défense Niveau 2 P - Stand 20

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

nous vous habillons en prêt-à-porter

PROMOTION

chemises... 65F pantalons... 159F blazers... 390F costumes... 590F

berdy

79, av. des Termes - 75017 Paris Tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

AMÉRIQUES

Les États-Unis et l'Amérique latine

M. Henry Kissinger s'est déclaré extrêmement satisfait du voyage de neuf jours qu'il vient de faire dans six pays d'Amérique latine : le Venezuela, le Pérou, le Brésil, la Colombie, le Costa-Rica et le Guatemala.

La presse officielle chinoise, pour sa part, estime que ce voyage a été « un échec ». « Les pratiques américaines telles

« Ce voyage m'a été extrêmement précieux. J'ai appris beaucoup et je retourne dans mon pays en ayant mieux compris les forces et les faiblesses, les aspirations et les conflits, les espoirs et les angoisses de ce continent. »

C'est en ces termes que M. Kissinger a tiré les conclusions de son marathon de neuf jours dans six pays latino-américains.

Que n'est-il venu plus tôt, auront sans doute pensé les mieux disposés de ses interlocuteurs, songeant qu'à trois reprises, ces dernières années, il avait ajourné cette tournée ? Propos de diplomate, diront de leur côté ses adversaires, convaincus que, malgré ses exceptionnelles qualités intellectuelles, il aurait fallu, par exemple, au secrétaire d'État plus de deux heures de vol en hélicoptère pour mesurer l'ampleur du drame guatémaltèque.

La visite de M. Kissinger a comporté deux temps forts : son discours du 17 février à Caracas, sur l'aggiornamento des relations inter-américaines, et la signature, le 21 au Brésil, d'un protocole d'accord organisant des liens spéciaux entre Washington et Brasilia. C'est le second, sans aucun doute, qui suscitera le plus de réactions au sud du Rio-Grande.

Le protocole de Brasilia prévoit des consultations biannuelles

entre les États-Unis et le Brésil dans les trois domaines principaux : les problèmes internationaux, le commerce et les transferts de technologie. Brasilia se voit accorder un traitement jusque-là réservé aux grands partenaires des États-Unis : l'Europe occidentale et le Japon. Cette distinction, dont les effets pratiques ne pourront être vérifiés qu'à l'usage, provoque une certaine irritation parmi les voisins du Brésil. A Caracas et à Mexico — les deux capitales qui ont porté à bout de bras le système économique latino-américain, le SELA créé le 13 octobre dernier, — les premiers commentaires sont aigres-doux.

Le sous-impérialisme brésilien

Le président vénézuélien a rappelé que le continent doit agir « de façon globale » quand c'est nécessaire. M. Lopez Portillo, successeur désigné de l'actuel président mexicain, a eu, pour sa part, des mots très durs pour les Brésiliens. « Les Mexicains, eux, ne sont pas intéressés par un développement économique fondé sur le sacrifice et la faim de plus de 50 % de la population. » Parlementaires, opposants et éditorialistes ont, tel et tel, fustigé les « prétentions brésilo-nord-américaines », le « contrôle de gendarmes que Kissinger, a ac-

cordé au Brésil », la désignation du Brésil comme « chef de l'arrière-cour américaine », comme « fondé de pouvoir de Washington », comme « exécuteur, dans le sous-continent, des œuvres hautes et basses des États-Unis », comme « cheval de Troie destiné à détruire la précieuse unité latino-américaine ».

Accordant au Brésil un privilège qu'il refuse à l'Amérique latine, M. Kissinger ne pouvait pas ne pas être soupçonné de vouloir torpiller le SELA naissant. Certes, il a atténué la portée du protocole de Brasilia en indiquant que d'autres pays du sud du continent pourraient, s'ils le voulaient, signer un texte comparable. Il n'empêche que le Brésil se voit, par la grâce de Washington, consacré comme « le plus égal des pays latino-américains ».

Au sud du Rio-Grande, on évoque couramment le « sous-impérialisme brésilien ». On en veut pour preuves la vitalité manifestée, ces dernières années, par les diplomates, les schémas de fonds et les hommes d'affaires brésiliens dans tout le sous-continent, et notamment en Bolivie, au Paraguay et en Uruguay ; l'effort d'armement du Brésil, les proclamations des dirigeants — qui sont en même temps des militaires — sur la nécessité de faire respecter, si nécessaire par la force, le nouveau

par JEAN-PIERRE CLERC

« statut » de « puissance émergente » du pays : la révélation, faite récemment, que le pays dépasse, désormais, les 100 millions d'habitants ; l'activité déployée par le Brésil pour obtenir une « fenêtre » sur le Pacifique, par Chili et Bolivie interposés ; l'accord nucléaire récemment signé avec la République fédérale d'Allemagne, etc. Dans ce contexte ce n'est pas la proclamation de l'« axe » Washington-Brasilia qui pourra apaiser les inquiétudes des des hispanophones.

Le protocole de Brasilia ne constitue pas seulement une bonne manière envers un « cordé de développement » qui a toutes les sympathies du secrétaire d'État, comme il l'a dit lui-même. C'est aussi la première application d'une nouvelle politique de Washington en Amérique latine que le discours du 17 février à Caracas a, prudemment, annoncée. Il porte la marque du froid réalisme de M. Kissinger. On pourrait tenter de résumer ainsi la pensée des Américains. « Il n'est décidément pas possible, pour eux, de maintenir des « liens privilégiés » avec l'Amérique latine : l'O.E.A. devient, chaque jour davantage, un simple forum de revendications ; le « nouveau dialogue » par lequel nous avions tenté de réorganiser, sur une base multilatérale moins formelle, nos relations spéciales avec le sud du continent a capoté avant même d'avoir pris son élan. Ces gens réclament sur tous les tons que nous abandonnions notre paternalisme à leur égard et que nous les traitions en égaux. Prenons-les donc au mot ! »

« Trada, noi aid »

Jusqu'à un certain point, c'est bien un abandon du « très vieux » projet commun à l'ensemble de l'hémisphère » qu'a consacré la tournée de M. Kissinger. « Trade not aid » (Du commerce et non de l'assistance), tel est le nouveau principe de la politique de Washington envers ses voisins du sud. Certes, les « pays les plus pauvres » — ceux d'Amérique centrale en particulier, — continueront à bénéficier de l'aide américaine. Mais les nations « à plus industrialisées » — Brésil, Argentine, Colombie, Venezuela et, peut-être, Pérou et Chili, — qui regroupent l'énorme majorité de latino-américains, ont moins besoin d'aide que « de soutien et de capitaux pour parvenir à entrer dans les grands courants de l'économie mondiale ». « Les pays de l'hémisphère pourront participer sur un meilleur pied au monde industrialisé par l'usage des investissements et de la technologie modernes », a encore déclaré M. Kissinger.

L'abandon des « liens privilégiés » avec l'Amérique latine emporte deux conséquences pour Washington. Toutes deux ont été tirées par M. Kissinger durant sa tournée. L'une est la réhabilitation des relations bilatérales. Le secrétaire d'État l'a illustrée de façon éclatante en signant l'accord de Brasilia. « La négociation des différends sur une base d'égalité », annoncée par M. Kissinger, c'est surtout, pour Washington, une manière d'éviter, grâce à un face-à-face avantageux, tout débat dans un forum où le plus fort est forcément victime de cette « dictature de la majorité » dont M. Moynihan s'était fait aux Nations unies le tonitruant pourfendeur.

L'autre conséquence de l'abandon des « liens privilégiés » est une certaine « dilution », aux yeux

de Washington, de l'Amérique latine dans le reste du tiers-monde : « les rapports entre les États-Unis et leurs voisins du Sud s'inscrivent désormais dans le contexte plus large des rapports économiques mondiaux », a déclaré M. Kissinger dès le premier jour de sa visite à Caracas. « Le défi du développement économique est devenu un souci mondial et est traité sur une base globale », a-t-il ajouté.

Est-ce à dire que les préoccupations « régionales » — qui, au vrai, n'ont jamais empêché les dirigeants américains de dormir — ont désormais totalement disparu à Washington ? Conscient que beaucoup de ses interlocuteurs méridionaux sont hantés par le soupçon, de moins en moins rhétorique, de faire vivre une « communauté latino-américaine », M. Kissinger — tant à Caracas qu'à Lima et Bogota — a répété que les États-Unis n'étaient pas hostiles à une certaine « intégration » du sous-continent. Ils y aideront même dans la mesure de leurs moyens en « soutenant les institutions régionales, pacte andin et marchés communs centre-américain et caribbe ». Mais on sait aussi ce que pense le secrétaire d'État du « concept régional » : c'est, « au bout du compte, une abstraction. Or nous n'avons de relations non avec des abstractions, mais avec des nations ».

Il est pourtant un domaine où, M. Kissinger « croit » encore aux « liens privilégiés » : celui de la « sécurité » du continent. L'Amérique latine cessera peut-être un jour d'être l'« arrière-cour » des États-Unis. Elle ne cessera jamais — et moins encore depuis l'implantation d'un régime communiste à Cuba — de faire partie de ce que Washington considère comme son glacis de sécurité. En particulier, l'éventuelle installation d'un régime « radical » en Amérique latine — considéré comme le prélude inévitable à une implantation soviétique — sera surveillée de près, et même, d'une manière ou d'une autre, empêchée.

« Il n'y aura sans doute pas d'intervention directe, comme celle que nous avons faite à Saint-Domingue en 1965, dans les dix prochaines années. Au-delà, je ne peux pas prédire. Des interventions canoniques, il est probable qu'il y en aura », a récemment déclaré un représentant du département d'État au récent colloque continental de Oaxtepec (Mexique) sur l'avenir de l'Amérique. Il avait aussi déclaré : « Notre politique envers l'Amérique latine a toujours eu pour priorité notre sécurité nationale : éviter que l'Union soviétique n'y prenne pied ». Ce haut fonctionnaire ajoutait : « Le système latino-américain ne pourra pas être socialiste. Il n'est pas concevable qu'il soit socialiste. Ce devra être un capitalisme national, contrôlé par l'État. »

« Trada, noi aid » : le nouveau principe de la politique de Washington envers ses voisins du sud. Certes, les « pays les plus pauvres » — ceux d'Amérique centrale en particulier, — continueront à bénéficier de l'aide américaine. Mais les nations « à plus industrialisées » — Brésil, Argentine, Colombie, Venezuela et, peut-être, Pérou et Chili, — qui regroupent l'énorme majorité de latino-américains, ont moins besoin d'aide que « de soutien et de capitaux pour parvenir à entrer dans les grands courants de l'économie mondiale ». « Les pays de l'hémisphère pourront participer sur un meilleur pied au monde industrialisé par l'usage des investissements et de la technologie modernes », a encore déclaré M. Kissinger.

CONNAISSANCE DE SOI ET DES AUTRES

L'astrologie : méthode d'exploration des structures humaines COURES ET SEMINAIRES DE FORMATION animés par DANIEL VERNEY, ancien élève de l'École Polytechnique, auteur de « Fondements et avenir de l'astrologie » (Payot, 1974).

Réunion d'information le 2 mars 1976, à 20 heures 34, avenue Rodin, Paris-14^e. Renseignements : D. VERNEY, La Séminaire d'astrologie (Axe, 101 1901), 5, rue des Écoles, 91810 BALLANCOURT - Tél. : 450-20-22.

M. Kissinger s'est défendu d'avoir entrepris sa tournée pour amener ses voisins méridionaux contre La Havane. A chaque étape, néanmoins, la question de l'intervention cubaine en Angola a été abordée par le secrétaire d'État. De sources américaines, on indique, d'ailleurs, que, hormis au Pérou, M. Kissinger a trouvé des interlocuteurs très inquiets du nouveau rôle révolutionnaire des Cubains.

A San-José-de-Costa-Rica, le président Daniel Oduber s'est déclaré franchement préoccupé de « se trouver à huit cent kilomètres seulement de La Havane », alors que douze mille soldats cubains, tout gonflés de leur victoire africaine, vont rentrer dans l'île caribbe. L'occasion était bonne, pour M. Kissinger, de rappeler que les États-Unis soutenaient « les accords de sécurité collectifs de l'hémisphère », et en particulier, le traité interaméricain d'assistance militaire (TRIAR). « Les récents événements ont montré que l'antériorité étranger n'est pas morte. Les États-Unis ne toléreront pas que soit défilé le principe solennel, contractuel, de non-intervention dans notre continent », a-t-il répondu au chef d'État costaricien.

Les limites du « dégelage » américain au sud du Rio-Grande étaient ainsi clairement posées. Les latino-américains seront-ils satisfaits de ce retrait, relatif, de Washington ? Rien n'est moins sûr. Si l'attitude des peuples du sud du Rio-Grande est clairement « anti-garçons », celle des dirigeants est plus ambiguë. Ils réclament, certes, de la part de Washington, un traitement plus égal et un surcroît de dignité. Mais ils n'ont jamais renoncé, non plus, à réclamer davantage d'aide des États-Unis, au nom de la solidarité inter-américaine. Même le Pérou, champion estimé de la cause du tiers-monde, défenseur des « cartels des pays producteurs de matières premières » — cette bête noire de M. Kissinger — n'a pas renoncé à obtenir des facilités financières de son grand voisin du Nord. Les relations inter-américaines ne paraissent pas près de sortir de l'ambiguïté.

La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Établir par votre médecin ophtalmologiste. M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le votre parmi les modèles 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.

V : Les verres : Votre vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.

Grands champs - ultra-light - incassables - multifocaux... en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi son exclusivité : le Studio 78. Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives. 9 succursales à Paris. Réseau international de correspondants.

LEROY
OPTICIEN, 104 CHAMPS-ÉLYSÉES.
27 bd St-Michel • 127 bd St-Antoine
18 bd Haussmann • 30 bd Barbès

Un dégelage limité

LA JOIE DU SEX
20 000 000 d'américains
ont déjà lu ce livre



Une remarquable édition illustrée par plus de 100 dessins au trait qui accompagnent le texte et 48 pages en couleur en creux. — notamment, à l'art érotique du Japon, de l'Inde et de la Chine. LA JOIE DU SEX est le premier ouvrage qui se réfère à neuf options, tantôt et médicamenteusement exactes en matière de sexualité. Traduit dans le monde entier, il représente en Occident l'équivalent de grands classiques orientaux : le Kama Sutra et le Livre de l'Érotisme de Chine.

Clair

FOIRE AUSKI (DU 28 FEVRIER AU 6 MARS)

- ENSEMBLE SKIS DRAC (ou) OLYMPIQUE S (ou) OLYMPIQUE (ou) CDX (ou) + FIXATIONS LOOK N° 17 (73) POUR 500
- ENSEMBLE SKIS VIX (ou) RTX (ou) LANCE + PLAQUE LOOK 1K POUR 700
- ENSEMBLE SKIS LANCE + RETRACTABLE BURT POUR 800
- ANORAKS OLYMPIQUE FUSALP V COSSIA - 1976 A PARTIR DE 150

"La Foire au ski", c'est aussi des prix pour louer les skis et des prix de location à partir de 100 F pour les chaussures et de 50 F pour les chaussures.

TEAM 15
Les magasins de sport qui donnent

Trois exclusivités Air France vers les Etats Unis au départ de Roissy.

New York: 2 vols quotidiens sans escale.

- A 10 h 00: vol "spécial hommes d'affaires". Arrivés à New York à 12 h 25, ils peuvent traiter leurs affaires le jour même, sans perdre de temps.
- A 13 h 00 en Boeing 747, arrivée à 14 h 55.

Los Angeles: sans escale.

Tous les jeudis, vendredis, samedis et dimanches à 14 h 30, arrivée à 17 h 20.

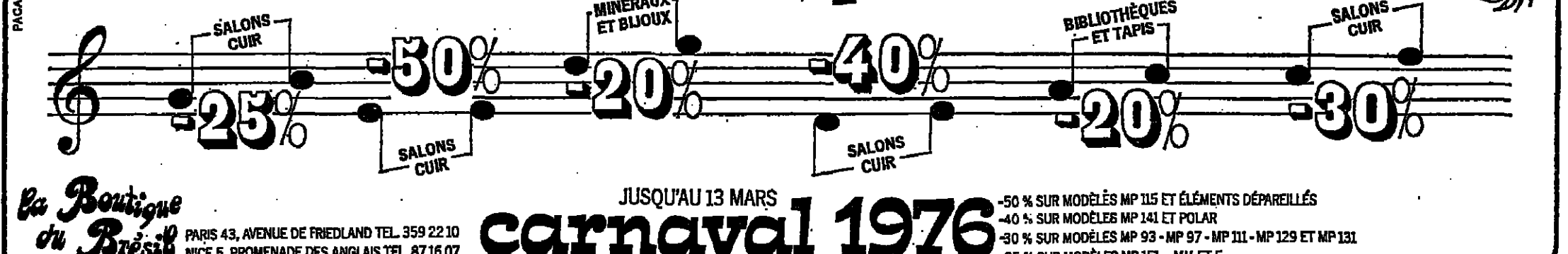
Houston: une liaison exclusive sans escale.

Tous les lundis, mercredis, jeudis et samedis à 10 h 30 en Boeing 747, arrivée à 14 h 15.

Air France assure également des liaisons directes et régulières vers Chicago, Boston et Washington. Pour réserver, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France (Tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

samba des prix !!!



La Boutique du Brésil
PARIS 43, AVENUE DE FRIEDLAND TEL. 359 22 10
NICE 5, PROMENADE DES ANGLAIS TEL. 87 15 07

JUSQU'AU 13 MARS
carnaval 1976
-50 % SUR MODÈLES MP 115 ET ÉLÉMENTS DÉPARILLÉS
-40 % SUR MODÈLES MP 141 ET POLAR
-30 % SUR MODÈLES MP 93 - MP 97 - MP 111 - MP 129 ET MP 131
-25 % SUR MODÈLES MP 151 - MU ET F

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

LE CENTRE DÉMOCRATE DE PARIS A DIX ANS

M. Lecanuet : il faut demander aux socialistes quel est leur socialisme

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, président du Centre démocrate, était jeudi 26 février l'invité d'honneur de la fédération de Paris de ce mouvement, qui fête, au palais des Congrès, son dixième anniversaire. M. Lecanuet était entouré de MM. Paul Pernin, président de la fédération, Dominique Pado, sénateur, Georges Mesmin, député, tous deux élus de Paris, et de M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants et, lui aussi, député de la capitale. A la fin du dîner, devant plus de mille convives, le ministre de la justice a confirmé l'accord passé sur le plan municipal parisien entre les centristes et les républicains indépendants en déclarant à l'attention de M. Dominati : « Nous ne reprenons pas notre parole, nous qui demandons ensemble que Paris ait un maire. Donc, unissons-nous et marchons ensemble... »

Après avoir expliqué comment le Centre démocrate était passé de l'opposition à la majorité, M. Lecanuet a décliné le centriste comme le refus du conservatisme et de la révolution marxiste. « Voici, a-t-il déclaré, que le parti communiste veut s'appeler réformiste, qu'il tente de se dépouiller de ce qui fut sa raison profonde en repudiant le stalinisme, en oubliant la dictature du prolétariat, en se parant des couleurs de l'évolutionisme. Nous n'y croyons guère. Les modifications du parti communiste ont été nombreuses depuis le pacte germano-soviétique. Alors, prenez garde, observez-les et maintenez-les à l'écart du pouvoir ! »

M. Lecanuet estime qu'il faut choisir entre la réforme et la révolution et que le pays a déjà choisi en préférant le changement avec M. Giscard d'Estaing au lieu de l'aventure avec M. Mitterrand. « L'heure est venue pour nous de demander aux socialistes quel est leur socialisme. Si c'est la social-démocratie, nous sommes, nous

le Centre démocrate, des socialistes démocrates. Au reste, une grande partie des socialistes rejettent l'adhésion avec les communistes, et l'alliance socialo-communiste n'est qu'un artifice pour dépasser la barre des 50 % », a-t-il déclaré.

Il nous reste deux ans

M. Lecanuet a parlé de la construction européenne et a rappelé que le gouvernement en délibère au mois de mars. « Le gouvernement apportera, sans surprise, sans excès, son appui à la démarche que le président de la République va tenter pour faire avancer l'Europe », a-t-il déclaré, en précisant qu'il ne déviât pas une initiative particulière. Il a ajouté : « A-t-on assez crié : « U.S. go home ! » Et voilà que parmi ceux qui poussaient ce cri fendaient des lamentations sur le repli américain. » Selon lui, il ne convient pas de creuser davantage le fossé qui sépare l'Amé-

Une justice rigoureuse

Le ministre a traité des problèmes de son département en faisant allusion à la récente déclaration de M. Giscard d'Estaing sur les affaires judiciaires en cours. « On me reproche, a-t-il déclaré, d'être trop rigoureux. Si je prends cette position, c'est que le pays a soif de cette justice aussi. Le pays a besoin de sécurité, de justice rendue dans l'indépendance. Si l'Etat venait à manquer ces nécessités de la justice, je craindrais que le pays ne succombe à la tentation de se faire justice lui-même, et c'est cela qu'il nous faut éviter. »

Après son discours, M. Lecanuet, interrogé sur le fait que ses déclarations pourraient être

interprétées comme une réplique marquant sa volonté de tenir tête à M. Giscard d'Estaing, a déclaré : « C'est absurde. Le président de la République, je le sers du mieux que je peux. »

Quelques heures avant, à Radio-Monte-Carlo, M. Lecanuet avait précisé : « L'obligation de réserve qui a été rappelée par le président de la République est une nécessité, mon devoir est d'en tenir compte. Il convient de tenir une mesure entre la nécessité de répondre aux appels de l'opinion, de rappeler la loi et, d'autre part, de ne pas peser par une interprétation sur l'indépendance du tribunal, qui, seul, peut statuer. »

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e ■ Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

LA JOIE DU SEXE

20 000 000 d'américains ont déjà lu ce livre



LA JOIE DU SEXE
par le Dr Alex Comfort
268 p. Cartonné. 80 F

Une somptueuse édition illustrée par plus de 100 dessins au trait qui accompagnent le texte et 48 pages en couleurs consacrées, notamment, à l'art érotique du Japon, de l'Inde et de la Chine. LA JOIE DU SEXE est le premier ouvrage qui soit réellement neuf, optimiste, inédit, et médicalement exact en matière de sexologie. Traduit dans le monde entier, il représente en Occident l'équivalent des grands classiques orientaux : le KAMA SOUTRA et le livre de l'oreiller de Chine.

JO Clartès

FOIRE AUSKI
(DU 28 FEVRIER AU 6 MARS)

ENSEMBLE SKIS DRAC
(ou) OLYMPIQUE S
(ou) OLYMPIA (Rossignol)
(ou) CDX (Kneissl)
+ FIXATIONS LOOK NEVADA N17 (73)
POUR **500 F**

ENSEMBLE SKIS VTX (Kneissl)
(ou) RTX (Kneissl)
(ou) LANGE
+ PLAQUE LOOK LK 5
POUR **700 F**

ENSEMBLE SKIS LANGE
+ RETRACTABLE BURT
POUR **800 F**

ANORAKS OLYMPIC - HECHTER
FUSALP - V de V
COSSIA - MOSSANT

A PARTIR DE **150 F**

"La Foire au ski", c'est aussi : des prix pour toutes les chaussures et les skis ; et des prix de location : à partir de 150 F pour les skis et de 50 F pour les chaussures.

TEAM 75

Paris :
TEAM 5 MONTMARTRE 41-45, rue St-Pierre 6^e
TEAM 5 MONTMARTRE 30, rue de la Chapelle 20^e
TEAM 5 MONTMARTRE 55, rue de la Chapelle 13^e
et 31, bd Haussmann 6^e
Centres Commerciaux Régionaux :
TEAM 5 ROSNY 2
TEAM 5 MASSY 2
TEAM 5 SURESNES 2
TEAM 5 VILLIERS 2
TEAM 5 CHARENTAIS 2
TEAM 5 LYON-LA PUTEAUX 2

TEAM 5, LES MAGASINS DE SPORT QUI DONNENT ENVIE DE FAIRE DU SPORT.

SOLDES

PHOTO - CINÉ - SON
encore quelques jours
DES AFFAIRES

GMG
RUE DE METZ
75010 PARIS
Métro Strasbourg - Saint-Denis
LA MAISON
DU REFLEX

SI VOUS MESUREZ
1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ETES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES

Costumes - Pantalons
Blazers - Gilets
Pulls - Chemises
(4 longueurs
de manches).
Tissus de grandes
quantités.
Des prix qui vous
surprendront
agréablement.
Votre vêtement livré
immédiatement.
L'élégance et
le confort anglais

40, Avenue de
la République
Métro Parmentier
Ouvert du lundi
au samedi.
Parking gratuit.
355.98.00
Nous n'avons pas
de succursale.

(Publicité)
**Maths, phys,
à la carte...**

Reprises de votre cours.
Cours individuels ou petits groupes.
Rattrapage et mise à niveau 6^e à
terminale, 1^{re} et 2^e années de l'U.C.
Sessions intensives pour l'été.
Direction : D. GUERMONPREZ
S.O.S. - MATHS, 87, bd Saint-Michel
Téléph. : 326-93-54 - 326-90-75

**Avec Jumbo, vous faites votre voyage.
Pas celui des autres.**

Que vous n'avez pas envie de faire le voyage de tout le monde. Jumbo le comprend. Jumbo, c'est un style de voyage et vingt-trois relais pour voyager. Jumbo, comme vous ne fait rien comme tout le monde. Jumbo vit pour vous. Partout dans le monde.

Il a des relais sur place pour vous donner des tuyaux. Des relais qui savent improviser. Et qui, à Paris ou de l'autre côté de la terre, ne vous forcent pas à imaginer ce que vous ferez demain sur les pentes du Popocatepetl.

Des relais très débrouillards qui vous dénichent une moto à Bali, un avion à Bangkok, ou une chambre à Chiang-Mai.

Et surtout des places sûres sur les vols réguliers d'Air France, à des prix très avantageux et aux dates que vous désirez.

Jumbo voyage avec vous et selon votre bon plaisir. Jumbo est discret. Il vous laisse faire le plus important : découvrir votre Asie, votre Afrique et votre Amérique.



Si vous voulez recevoir la brochure Jumbo, la liste des vols, et celle des distributeurs Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom
Prénom
Rue
Code postal
Ville
A envoyer à Ted Bates - Jumbo
3, rue Bellini - 92006 Puteaux

Jumbo. 23 relais pour voyager hors des hordes.

Agadir, Alger, Athènes, Bali, Bangkok, Colombo, Guatemala City, Héraklion, Hong Kong, Lima, Marrakech, Mérida, Mexico, Nabeul, Oaxaca, Oran, Port-au-Prince, Rhodes, Rio, Séoul, Singapour, Tanger, Tunis. En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences AIR FRANCE

POLITIQUE

M. Dominati : le P.S. est devenu une courroie de transmission du P.C.F.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a invité les électeurs, jeudi 26 février, au cours d'une conférence de presse, à voter pour les listes des conseillers généraux et d'être des conseillers généraux, et non pas « des commissaires politiques cantonnaires ». M. Dominati a ajouté : « Dès que des candidats se présentent ouvertement au nom de la coalition socialo-communiste, ils ne veulent pas gérer l'institution mais la dévoyer. Voter majoritairement est une assurance d'efficacité. Dans l'élection cantonale, le choix politique n'est pas le critère principal. Il le devient lorsque l'on s'agit d'éliminer un adversaire de la vie départementale ».

Après avoir qualifié M. Marchais et le P.C.F. de « courroie de transmission du P.C.F. », M. Dominati a ensuite lancé un appel aux électeurs socialistes, « afin qu'ils prouvent dans la vie locale leurs compétences, leur sens de l'intérêt général, qu'ils s'associent à la gestion du pays avec la majorité, qu'ils cessent d'être les victimes de la minorité, le P.C.F. ».

Le secrétaire général des R.I. a expliqué : « Certains de nos amis nous demandent de ne pas attaquer les socialistes, de ne pas les mettre en difficulté. Mais nous sommes obligés de dire, devant une complicité qui dure, que le parti socialiste français joue un rôle de courroie de transmission du P.C.F. ».

Il suggère qu'il le fasse :
1) En renonçant, lors de la publication globale des résultats, à attribuer une appartenance ou une localisation politique aux candidats élus qui ne se sont pas expressément réclamés d'une étiquette précise et donc en harmonisant des tableaux statistiques des catégories sociales « modérées favorables à la majorité » ;
2) En s'abstenant, les 7 et 14 mars, de tout commentaire politique du scrutin.

Le Front progressiste (mouvement des gaullistes de gauche) ne présente pas, sans exception, de candidats aux prochaines élections départementales. Au premier tour, pour le candidat dont le programme se rapproche le plus de celui qui défend le mouvement. Les fédérations du Front progressiste organisent des réunions d'information et de soutien aux candidats de leur choix.

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

de France d'un cycliste qui franchit le col bien après le peloton — pour avoir attendu si longtemps avant d'abandonner la formule de la dictature du prolétariat et de « faire naître » pour avoir présenté comme une nouveauté « ce qui n'est qu'une nouvelle vicissitude de la tactique du P.C.F. », le secrétaire général des républicains indépendants a assuré que pour les partis communistes européens « la maison mère c'est toujours Moscou ». Il a ajouté : « Si le parti communiste voulait passer à l'épreuve de force, à ce moment-là nous réagirions, et il n'y aurait d'ailleurs pas que le gouvernement à réagir. Pour l'heure, la subversion ne se fait que par l'appareil de propagande. Il faut donc privilégier la dénonciation du P.C.F. en tant que parti totalitaire ».

M. Dominati a ensuite lancé un appel aux électeurs socialistes, « afin qu'ils prouvent dans la vie locale leurs compétences, leur sens de l'intérêt général, qu'ils s'associent à la gestion du pays avec la majorité, qu'ils cessent d'être les victimes de la minorité, le P.C.F. ».

Le secrétaire général des R.I. a expliqué : « Certains de nos amis nous demandent de ne pas attaquer les socialistes, de ne pas les mettre en difficulté. Mais nous sommes obligés de dire, devant une complicité qui dure, que le parti socialiste français joue un rôle de courroie de transmission du P.C.F. ».

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

HAUTE-VIENNE. — M. Longueque, député socialiste, maître de Limoges, vient de porter plainte en diffamation contre le P.S.U. Conseiller général sortant et candidat aux élections cantonales, M. Longueque fait savoir que, « à l'occasion de la campagne électorale, un tract comportant le sigle P.S.U. a été répandu dans certains quartiers, mettant en cause son honneur à l'occasion de la vente par la Société d'équipement de Limoges de locaux commerciaux à usage de pharmacie ». Il déclare que « les allégations mensongères et le caractère diffamatoire du contenu de ce tract constituent une pure calomnie sans la moindre fondement ». — (Corresp.)

mission à l'égard du P.C.F. et qu'il représente même un certain gauchisme. (...)

« Même si nous voulons un dialogue avec les socialistes, nous devons dénoncer cette situation, car la direction qu'ils prennent est mauvaise. Nous la dénonçons et nous la dénonçons chaque jour jusqu'à ce que les socialistes soient corrigés. Devant un parti communiste si solide, si fortement structuré, on peut se demander si tous les partis démocratiques ne devraient pas s'unir en un véritable comité de liaison et de résistance à la subversion communiste. (...) »

« Si par malheur, ou par catastrophe, on devait assister demain à la victoire de l'union électorale socialo-communiste, c'est nous qui serions obligés de venir au secours des socialistes et de M. Mitterrand pour maintenir les libertés. Mais nous ne serons pas amenés à le faire, car nous gagnerons les élections. »

M. Dominati a indiqué que son parti présente 453 candidats (178 sortants et 275 nouveaux candidats). Un tiers d'entre eux ont moins de trente-cinq ans, un tiers sont des femmes. Cinquante-huit, âgés de moins de vingt-cinq ans, sont issus du mouvement des jeunes gauchistes. Organisation sociale et libérale. Selon lui, la Fédération des républicains indépendants passera le cap des cinquante mille « véritables adhérents » au printemps.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LA TÉLÉVISION

Les radicaux de gauche protestent contre le débat Mitterrand-Fourcade

M. Guy Gennesseux, l'un des secrétaires nationaux du Mouvement des radicaux de gauche, a estimé que l'égalité des chances des candidats et des partis n'est pas respectée et il a déploré que le parti socialiste, les républicains indépendants et l'U.D.R. disposent de privilèges exorbitants dans la campagne électorale.

D'une part, a-t-il souligné, MM. Mitterrand, premier secrétaire du P.S., et Fourcade, ministre de l'économie et des finances, président des clubs giscardiens d'espérance et de réalisation, s'expriment pendant deux heures à la télévision, le 2 mars, « au cœur même de la bataille électorale » et M. Chirac a pu, lui aussi, faire un « one man show » télévisé.

« Les radicaux de gauche protestent, a-t-il déclaré, contre la partialité du gouvernement, qui a décidé de refuser d'ouvrir une véritable campagne électorale sur les ondes françaises, tout en permettant à certains de s'exprimer bien au-delà de ce que l'objectivité politique autorise. »

M. François Loncle, secrétaire national lui aussi, a déploré la déclaration de M. Gennesseux.

M. MARCHAIS : M. Chirac avoue...

En se fondant sur une interview de M. Chirac dans un journal du Limousin et dans laquelle le premier ministre estime qu'il y a effectivement un choix politique dans la désignation des conseillers généraux, M. Marchais déclare : « La prétention du gouvernement d'empêcher le parti communiste français de s'exprimer à la télévision, au cours de la campagne électorale, n'en apparaît que plus inadmissible. »

« En avançant que les élections cantonales sont politiques, M. Chirac avoue de même coup que si l'on veut étouffer la voix du parti communiste français, c'est pour tenter d'éviter que le 7 mars des millions d'électeurs condamnent avec lui le politique antidémocratique et antidémocratique de M. Giscard d'Estaing et de son gouvernement. »

Le changement, les réformateurs alsaciens prétendent aussi l'offrir. Non sans succès pour l'instant : ils ont fait un retour en force au Palais-

Strasbourg. — Il est au moins un point sur lequel socialistes, centristes et républicains indépendants s'accordent : c'est la fin du gaullisme triomphant en Alsace. Plusieurs coups lui ont déjà été portés, surtout en 1973, aux législatives, avec l'élection de MM. Caro et Zeller (réformateurs) dans le Bas-Rhin, puis, dans une moindre mesure, aux élections cantonales. Cette fois-ci, il s'agit de mettre un terme à l'égérie, du moins à la suprématie régionale de l'U.D.R., regardée par ses adversaires ou rivaux comme un « accident de l'histoire », auquel la mort du général Pompidou, a été toute sa raison d'être.

La compétition entre gaullistes, réformateurs et républicains indépendants est à peu près générale : sur trente-neuf cantons alsaciens à renouveler, vingt vont s'affronter deux représentants de la majorité et onze en verront trois. Dans les grandes villes et surtout à Strasbourg, les élections cantonales suscitent un intérêt dont on avait perdu l'habitude ici, et certains candidats n'hésitent pas à éditer des affiches de format très « présidentiel ». Le nombre total de candidats — cent quatre-vingt-deux — est jugé particulièrement élevé.

Pour les républicains indépendants, il s'agit de faire en sorte que la composition du conseil général reflète, au moins un peu, les résultats obtenus par M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974 : plus de 57 % des suffrages au second tour dans le Bas-Rhin et près de 66 % dans le Haut-Rhin. Le « parti du président », d'un président si « bien élu » en Alsace, s'estime désigné pour recueillir l'héritage démocratique, temporaire, capté par les gaullistes. Ses candidats insistent sur leur filiation politique avec le chef de l'Etat, et font valoir que les républicains indépendants ne peuvent logiquement se contenter d'une représentation régionale aussi modeste que celle qui est actuellement la leur (ils ne comptent que quelques élus locaux). Ils assurent être les mieux placés pour défendre et illustrer tout à la fois la fidélité alsacienne à la V^e République et l'aspiration au changement que certaines mutations nationales ont révélées. « La majorité que nous devons proposer maintenant doit être plus crédible, car renouvelée », assure-t-il tout récemment M. Wahl, président de la Fédération R.I. du Bas-Rhin. En alsacien, au bas des placards que les républicains indépendants font insérer dans la presse locale, cela se dit : « Es muess andersch wäre ! » (« Il faut que ça change »).

Le renouvellement de l'U.D.R. n'est pas moins réel en Alsace qu'ailleurs. D'une vieille fédération, qui ne regroupait que quelques dizaines de membres en 1972, le « courant des assises », venu principalement du P.S.U. et de la C.F.D.T., et la dynamique unitaire de la gauche, ont fait en quatre ans une fédération de sept cents adhérents pour chacun des deux départements alsaciens. Les C.E.R.S. y détiennent une forte minorité.

Pour la première fois, le P.S. peut présenter des candidats dans chaque canton du Bas-Rhin, et il en va pres-

que de même dans le Haut-Rhin. Il a su affirmer son existence militante électorale et dans les entreprises. Auteure d'un « plan socialiste pour l'Alsace », il assure jouer loyalement le jeu de l'union de la gauche. Ce qui semble devoir aller sans dire, mais ce n'est pas sans mérite dans une région où la seule mention de l'existence du P.C. local a valu récemment des centaines de déshonorements à un journal confessionnel, et où les communistes sont particulièrement minoritaires bien qu'ils présentent un candidat par canton. Quelques-uns de ces cantons peuvent offrir une (petite) chance aux socialistes de siéger enfin en conseil général : Barr, Strasbourg I et IX, dans le Bas-Rhin ; Carnay, Mulhouse-Ouest et surtout Soultz (contre le président sortant, M. Goetschy, réformateur), dans le Haut-Rhin.

Le P.S. assure travailler surtout dans la perspective de scrutins ultérieurs. D'abord parce que la série des cantons renouvelables se trouve plutôt être, à quelques exceptions près, une série de « droites ». Ensuite parce qu'on y estime que la situation nationale et régionale ne se prête pas encore sans doute à une avancée décisive de la gauche. Il s'agit de préparer l'avenir, de prendre date et de compléter les voix de la nouvelle gauche alsacienne. A Strasbourg notamment, où P.G. et P.S. envisagent de présenter une liste d'union pour les élections municipales de l'an prochain.

Les arguments de l'U.D.R.

A tous ces plans tirés sur la comète, l'U.D.R. oppose volontiers la solidité de ses positions acquises. « J'admire la rapidité avec laquelle, explique le président de sa fédération régionale, M. Gissinger, député, conseiller sortant à Wittenheim, on enterme un mouvement qui n'est ni moribond ni même malade. » Et dont le secrétaire général, M. André Bord, est un élu alsacien, parfois violemment contesté sans doute, mais aussi fidèlement soutenu par ceux que certains centristes appellent « la petite cour du ministre ».

L'U.D.R. d'Alsace fonde sa campagne sur les résultats acquis. L'exercice des fonctions cantonales. « Si on m'enlève sur le terrain politique, je ne me dérobe pas aux interpellations, explique le conseiller sortant d'un canton du bassin potassique particulièrement difficile pour la majorité. Mais je parle plutôt des réalisations concrètes. Quand vous parlez, dans une réunion de majorité présidentielle ou de programme commun, les gens réagissent beaucoup moins que quand vous dites : tous les G.E.S. promis en 1970 ont été réalisés. En Alsace, deux et deux font toujours quatre. »

Dans le Bas-Rhin, la défense et l'illustration de l'œuvre accomplie par les sortants — en majorité U.D.R. — a même fait l'objet d'une plaquette en couleurs, inscrite au budget départemental, et dont la publication a été dirigée par le préfet. Distribuée à tous les électeurs, sous le titre « Bien vivre dans le Bas-Rhin », elle fait un certain bruit. La gauche s'apprête à déposer à son sujet un recours pour excès de pouvoirs.

En tout cas, si l'U.D.R. est sur la défensive à Strasbourg et dans sa région, elle adopte une attitude nettement plus offensive dans le Haut-Rhin (même si elle ne compte pas trop y reconquérir ses positions d'avant 1973), notamment à Habsheim, à Colmar-Nord et à Mulhouse-Ouest.

Dans cette bataille triangulaire entre les gaullistes et leurs alliés d'une part, les réformateurs et les R.I. d'autre part, et la gauche enfin, et où les deux premiers demeurent favoris, plusieurs inconnues subsistent. La première est l'influence qu'exercera l'extrême gauche. Le P.S.U. est présent dans quatre

cantons et un de ses candidats, M. Armand Jung, à Strasbourg-III, a été inculpé, par la Cour de sûreté de l'Etat, à l'occasion de l'enquête sur la démolition de l'armée. Quant au courant autonomiste, son influence pourra également être mesurée avec intérêt. Les deux principaux animateurs du mouvement E.L. (Elsass-Lotharingen), MM. Ilfrig et Moenchroos, se sont séparés. Le second, solide personnalité locale, assure, dans le quatrième canton de la capitale régionale, sur de grands placards aux couleurs de la province, et en réveillant certains souvenirs : « Il faut libérer Strasbourg. »

Enfin, quelle sera, au confluent de l'extrême gauche et de l'autonomisme, la portée des candidats « écologiques », au nombre d'une dizaine. Les projets d'implantation de centrales nucléaires le long du Rhin leur donnent, parmi d'autres facteurs, une audience locale qui pourrait être pas négligeable, notamment dans la perspective de certains scrutins « serrés » au second tour.

BERNARD BRIGOLEUX.

DÉSORMAIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES

MARS 76

MENDÈS FRANCE : MES ORIGINES

L'ARCHE, revue mensuelle du P.S.U., 19, rue de Tolbiac - 75006 Paris. Prix du numéro : 6 F. Abonnement : 60 F.

De notre envoyé spécial

Bourbon voilà trois ans et ont renversé en leur faveur la majorité du conseil général du Haut-Rhin. « Les centristes ont deux langages, explique un des jeunes candidats du P.S. A Paris, ils appartiennent à la majorité. Ici, ils sont dans l'opposition. »

Dans l'opposition à Bord, précise un réformateur. Nous contestons la toute-puissance du secrétaire d'Etat, son acharnement à durer pour durer et son manque de compétence. Nous ne remettons pas en cause pour autant notre appartenance à la majorité présidentielle. »

Les réformateurs estiment être en bonne posture pour canaliser un certain mécontentement auquel ils pensent fournir une expression « raisonnable », compétitive en tout cas avec la traditionnelle modération du tempérament alsacien. Ils sont d'autant plus enclins à espérer qu'ils font leurs comptes. Pour l'instant, la division du courant centriste entre C.D.P. et Centre démocrate — aux-

que de même dans le Haut-Rhin. Il a su affirmer son existence militante électorale et dans les entreprises. Auteure d'un « plan socialiste pour l'Alsace », il assure jouer loyalement le jeu de l'union de la gauche. Ce qui semble devoir aller sans dire, mais ce n'est pas sans mérite dans une région où la seule mention de l'existence du P.C. local a valu récemment des centaines de déshonorements à un journal confessionnel, et où les communistes sont particulièrement minoritaires bien qu'ils présentent un candidat par canton. Quelques-uns de ces cantons peuvent offrir une (petite) chance aux socialistes de siéger enfin en conseil général : Barr, Strasbourg I et IX, dans le Bas-Rhin ; Carnay, Mulhouse-Ouest et surtout Soultz (contre le président sortant, M. Goetschy, réformateur), dans le Haut-Rhin.

Le P.S. assure travailler surtout dans la perspective de scrutins ultérieurs. D'abord parce que la série des cantons renouvelables se trouve plutôt être, à quelques exceptions près, une série de « droites ». Ensuite parce qu'on y estime que la situation nationale et régionale ne se prête pas encore sans doute à une avancée décisive de la gauche. Il s'agit de préparer l'avenir, de prendre date et de compléter les voix de la nouvelle gauche alsacienne. A Strasbourg notamment, où P.G. et P.S. envisagent de présenter une liste d'union pour les élections municipales de l'an prochain.

Les arguments de l'U.D.R.

A tous ces plans tirés sur la comète, l'U.D.R. oppose volontiers la solidité de ses positions acquises. « J'admire la rapidité avec laquelle, explique le président de sa fédération régionale, M. Gissinger, député, conseiller sortant à Wittenheim, on enterme un mouvement qui n'est ni moribond ni même malade. » Et dont le secrétaire général, M. André Bord, est un élu alsacien, parfois violemment contesté sans doute, mais aussi fidèlement soutenu par ceux que certains centristes appellent « la petite cour du ministre ».

L'U.D.R. d'Alsace fonde sa campagne sur les résultats acquis. L'exercice des fonctions cantonales. « Si on m'enlève sur le terrain politique, je ne me dérobe pas aux interpellations, explique le conseiller sortant d'un canton du bassin potassique particulièrement difficile pour la majorité. Mais je parle plutôt des réalisations concrètes. Quand vous parlez, dans une réunion de majorité présidentielle ou de programme commun, les gens réagissent beaucoup moins que quand vous dites : tous les G.E.S. promis en 1970 ont été réalisés. En Alsace, deux et deux font toujours quatre. »

Dans le Bas-Rhin, la défense et l'illustration de l'œuvre accomplie par les sortants — en majorité U.D.R. — a même fait l'objet d'une plaquette en couleurs, inscrite au budget départemental, et dont la publication a été dirigée par le préfet. Distribuée à tous les électeurs, sous le titre « Bien vivre dans le Bas-Rhin », elle fait un certain bruit. La gauche s'apprête à déposer à son sujet un recours pour excès de pouvoirs.

En tout cas, si l'U.D.R. est sur la défensive à Strasbourg et dans sa région, elle adopte une attitude nettement plus offensive dans le Haut-Rhin (même si elle ne compte pas trop y reconquérir ses positions d'avant 1973), notamment à Habsheim, à Colmar-Nord et à Mulhouse-Ouest.

Dans cette bataille triangulaire entre les gaullistes et leurs alliés d'une part, les réformateurs et les R.I. d'autre part, et la gauche enfin, et où les deux premiers demeurent favoris, plusieurs inconnues subsistent. La première est l'influence qu'exercera l'extrême gauche. Le P.S.U. est présent dans quatre

cantons et un de ses candidats, M. Armand Jung, à Strasbourg-III, a été inculpé, par la Cour de sûreté de l'Etat, à l'occasion de l'enquête sur la démolition de l'armée. Quant au courant autonomiste, son influence pourra également être mesurée avec intérêt. Les deux principaux animateurs du mouvement E.L. (Elsass-Lotharingen), MM. Ilfrig et Moenchroos, se sont séparés. Le second, solide personnalité locale, assure, dans le quatrième canton de la capitale régionale, sur de grands placards aux couleurs de la province, et en réveillant certains souvenirs : « Il faut libérer Strasbourg. »

Enfin, quelle sera, au confluent de l'extrême gauche et de l'autonomisme, la portée des candidats « écologiques », au nombre d'une dizaine. Les projets d'implantation de centrales nucléaires le long du Rhin leur donnent, parmi d'autres facteurs, une audience locale qui pourrait être pas négligeable, notamment dans la perspective de certains scrutins « serrés » au second tour.

BERNARD BRIGOLEUX.

DÉSORMAIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES

MARS 76

MENDÈS FRANCE : MES ORIGINES

L'ARCHE, revue mensuelle du P.S.U., 19, rue de Tolbiac - 75006 Paris. Prix du numéro : 6 F. Abonnement : 60 F.

quels vient s'ajouter, dans le sud du Haut-Rhin, le parti social-démocrate de M. Emil Müller, maire de Mulhouse — demeure bien réelle ; mais de Paris sont venus les échos des tentatives de réunification de la famille centriste... D'autre part, ni M. Pierre Pflimlin ni son fidèle lieutenant, M. Théo Braun, ne se représentent, et leur absence pourrait favoriser la dissolution du « pacte strasbourgeois » de non-agression entre les différentes formations de la majorité municipale. Quelques succès réformateurs au détriment de l'U.D.R. et une fusion avec le C.D.P. pourraient ainsi, si tout se passe comme on l'espère, donner naissance à une majorité départementale puis régionale nouvelle. Après tout, M. Bord n'a été réélu à la présidence du conseil régional que par 20 voix sur 39 suffrages exprimés...

Cette offensive centriste contre des conseillers sortants U.D.R. sera particulièrement vive dans le Bas-Rhin, notamment à Strasbourg-I et Strasbourg-V, à Hœchfelden, à Drulingen.

Le renouvellement du P.S.

De cette division du centre et de la droite, le parti socialiste voudrait bien profiter. Lui aussi, après tout, peut se prévaloir d'un certain retour aux sources : il y a une tradition de gauche, plus ancienne que celle de la démocratie chrétienne, dans certains cantons alsaciens.

L'analyse du P.S. le conduit à penser que les réformateurs sont plutôt plus dangereux pour lui que l'U.D.R. « Les gaullistes sont en train de mourir de mort naturelle, explique par exemple M. Pettidmange, candidat socialiste à Strasbourg-I. Les centristes, eux, incarnent une vieille tentation de l'Alsace. Le risque est qu'ils réussissent à déborder sur leur favori le courant de mécontentement qui devrait logiquement grossir l'électorat de gauche. A nos yeux, le faux progressisme ne vaut pas mieux que le conservatisme déclaré ; il est même plus dangereux. »

Le renouvellement du P.S. n'est pas moins réel en Alsace qu'ailleurs. D'une vieille fédération, qui ne regroupait que quelques dizaines de membres en 1972, le « courant des assises », venu principalement du P.S.U. et de la C.F.D.T., et la dynamique unitaire de la gauche, ont fait en quatre ans une fédération de sept cents adhérents pour chacun des deux départements alsaciens. Les C.E.R.S. y détiennent une forte minorité.

Pour la première fois, le P.S. peut présenter des candidats dans chaque canton du Bas-Rhin, et il en va pres-

que de même dans le Haut-Rhin. Il a su affirmer son existence militante électorale et dans les entreprises. Auteure d'un « plan socialiste pour l'Alsace », il assure jouer loyalement le jeu de l'union de la gauche. Ce qui semble devoir aller sans dire, mais ce n'est pas sans mérite dans une région où la seule mention de l'existence du P.C. local a valu récemment des centaines de déshonorements à un journal confessionnel, et où les communistes sont particulièrement minoritaires bien qu'ils présentent un candidat par canton. Quelques-uns de ces cantons peuvent offrir une (petite) chance aux socialistes de siéger enfin en conseil général : Barr, Strasbourg I et IX, dans le Bas-Rhin ; Carnay, Mulhouse-Ouest et surtout Soultz (contre le président sortant, M. Goetschy, réformateur), dans le Haut-Rhin.

Le P.S. assure travailler surtout dans la perspective de scrutins ultérieurs. D'abord parce que la série des cantons renouvelables se trouve plutôt être, à quelques exceptions près, une série de « droites ». Ensuite parce qu'on y estime que la situation nationale et régionale ne se prête pas encore sans doute à une avancée décisive de la gauche. Il s'agit de préparer l'avenir, de prendre date et de compléter les voix de la nouvelle gauche alsacienne. A Strasbourg notamment, où P.G. et P.S. envisagent de présenter une liste d'union pour les élections municipales de l'an prochain.

Les arguments de l'U.D.R.

A tous ces plans tirés sur la comète, l'U.D.R. oppose volontiers la solidité de ses positions acquises. « J'admire la rapidité avec laquelle, explique le président de sa fédération régionale, M. Gissinger, député, conseiller sortant à Wittenheim, on enterme un mouvement qui n'est ni moribond ni même malade. » Et dont le secrétaire général, M. André Bord, est un élu alsacien, parfois violemment contesté sans doute, mais aussi fidèlement soutenu par ceux que certains centristes appellent « la petite cour du ministre ».

L'U.D.R. d'Alsace fonde sa campagne sur les résultats acquis. L'exercice des fonctions cantonales. « Si on m'enlève sur le terrain politique, je ne me dérobe pas aux interpellations, explique le conseiller sortant d'un canton du bassin potassique particulièrement difficile pour la majorité. Mais je parle plutôt des réalisations concrètes. Quand vous parlez, dans une réunion de majorité présidentielle ou de programme commun, les gens réagissent beaucoup moins que quand vous dites : tous les G.E.S. promis en 1970 ont été réalisés. En Alsace, deux et deux font toujours quatre. »

Dans le Bas-Rhin, la défense et l'illustration de l'œuvre accomplie par les sortants — en majorité U.D.R. — a même fait l'objet d'une plaquette en couleurs, inscrite au budget départemental, et dont la publication a été dirigée par le préfet. Distribuée à tous les électeurs, sous le titre « Bien vivre dans le Bas-Rhin », elle fait un certain bruit. La gauche s'apprête à déposer à son sujet un recours pour excès de pouvoirs.

En tout cas, si l'U.D.R. est sur la défensive à Strasbourg et dans sa région, elle adopte une attitude nettement plus offensive dans le Haut-Rhin (même si elle ne compte pas trop y reconquérir ses positions d'avant 1973), notamment à Habsheim, à Colmar-Nord et à Mulhouse-Ouest.

Dans cette bataille triangulaire entre les gaullistes et leurs alliés d'une part, les réformateurs et les R.I. d'autre part, et la gauche enfin, et où les deux premiers demeurent favoris, plusieurs inconnues subsistent. La première est l'influence qu'exercera l'extrême gauche. Le P.S.U. est présent dans quatre

cantons et un de ses candidats, M. Armand Jung, à Strasbourg-III, a été inculpé, par la Cour de sûreté de l'Etat, à l'occasion de l'enquête sur la démolition de l'armée. Quant au courant autonomiste, son influence pourra également être mesurée avec intérêt. Les deux principaux animateurs du mouvement E.L. (Elsass-Lotharingen), MM. Ilfrig et Moenchroos, se sont séparés. Le second, solide personnalité locale, assure, dans le quatrième canton de la capitale régionale, sur de grands placards aux couleurs de la province, et en réveillant certains souvenirs : « Il faut libérer Strasbourg. »

Enfin, quelle sera, au confluent de l'extrême gauche et de l'autonomisme, la portée des candidats « écologiques », au nombre d'une dizaine. Les projets d'implantation de centrales nucléaires le long du Rhin leur donnent, parmi d'autres facteurs, une audience locale qui pourrait être pas négligeable, notamment dans la perspective de certains scrutins « serrés » au second tour.

BERNARD BRIGOLEUX.

DÉSORMAIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES

MARS 76

MENDÈS FRANCE : MES ORIGINES

L'ARCHE, revue mensuelle du P.S.U., 19, rue de Tolbiac - 75006 Paris. Prix du numéro : 6 F. Abonnement : 60 F.

La préparation des élections cantonales

AUBE : un siège disputé

AUBE : un basculement

La préparation des élections cantonales

AUBE : un siège disputé

Dans l'Aube, où seize sièges sont renouvelables, il n'y a guère de doute à avoir sur la réélection de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, et Paul Granel, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui se représentent respectivement dans les cantons de Rieucy et de Romilly-l.

Le seul canton dont le conseiller sortant ne se représente pas est celui d'Essoyes, où la succession de M. Paul Robin, radical valoi-

AUDE : un bastion socialiste

Dans l'Aude, où vingt-huit des trente-neuf sièges du conseil général sont détenus par le parti socialiste, des batailles triangulaires (P.C., P.S., majorité présidentielle) se dérouleront dans un certain nombre des dix-sept cantons renouvelables.

A Narbonne-Ouest, M. Marcel Souquet, sénateur (P.S.), qui détient le siège depuis 1964, aura en face de lui M. Madalle, adjoint au maire de la ville qui se présente sous les couleurs du mouvement apolitique Nouveau Narbonne, soutenu par la majorité.

A Narbonne-Sud, canton créé en 1973, le sortant, M. Pierre Tourner (P.S.), se heurtera à

AVEYRON : important renouvellement

Le conseil général, qui comprend quarante-cinq membres, sera profondément renouvelé puisque les titulaires de vingt des vingt-trois sièges à pourvoir ne se représentent pas.

Tel est notamment le cas de M. Raymond Bonnefous, ancien

CALVADOS : U.D.R. contre R.I.

Dans le Calvados, où deux membres du gouvernement sont sur les rangs (M. Siffrin se représente à Vire et M. d'Ornano critique le siège de Trouville, où le sortant ne sollicite pas le renouvellement de son mandat), on assistera à plusieurs compétitions entre U.D.R. et républicains indépendants.

La rivalité est aiguë à Tilly-sur-Seulles, où M. Gérard Triboulet (U.D.R.), fils de M. Raymond Triboulet, ancien ministre, qui ne se représente pas, a en face de lui M. Imhof, membre du bureau départemental des R.I. A Troarn, le siège du sortant U.D.R., M. Pierre Martin, est convoité par M. Jacques Richomme, républicain indépendant.

PRESSE

AMORCE DE POURPARLERS DANS LA PRESSE PARISIENNE

Les représentants du Syndicat de la presse parisienne et ceux du Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) se rencontreront le mercredi 3 mars, afin d'amorcer les négociations sur un nouvel accord-cadre régional. Le journal de jeudi 26 février avait été marquée par l'incursion de centaines de manifestants au siège du S.P.P. (le Monde du 27 février), réclamant l'ouverture de pourparlers.

D'autre part, le déjeuner d'adieu à la presse de M. Henri Massot, fondateur de Paris-Presse et ancien président du S.P.P., a été marqué, ce même jeudi, par un incident : avec l'accord de préserver la liberté d'expression, M. Roger Lancry, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien, a exposé, en quelques minutes, les revendications de ses amis et assuré que « le retour au calme dans la profession passerait nécessairement par le règlement du conflit du Parisien libéré ».

Enfin, à l'issue de son assemblée générale, le Syndicat de la presse parisienne a reconduit son bureau, que préside M. Destré Goddyn (France-Soir) : le seul changement concerne un poste de vice-président. M. André Andinot (le Figaro) remplaçant M. Jean Griot.

Le tribunal correctionnel de Nivelles, en Belgique, a condamné ce vendredi 27 février, sept militants syndicaux belges et un prêtre à des peines allant de un à six mois d'emprisonnement avec sursis. Les inculpés, militants de la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.), avaient tenté d'empêcher, dans la nuit du 30 au 31 mai 1975, l'impression du Parisien libéré, aux établissements Havaux, à Nivelles, alors que le siège du quotidien à Paris était occupé par les ouvriers en grève.

Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.

73 avenue des Termes, vous êtes à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne. Dans un quartier aussi privilégié, cette résidence, qui comporte appartements (2 à 6 pièces) et studios, ne peut être que « résidentielle ». Le prix des studios ? Deux exemples.

Au 3^e étage, sur l'avenue, 32 m², 213.000 F.
Au 5^e étage, sur les jardins intérieurs, 31 m² plus 4,5 m² de balcon, 247.000 F. (parkings non compris). Jugez vous-même, compte-tenu du haut niveau d'équipement de ces studios et de la qualité de l'immeuble (Profil "Qualitel").

73 av. des Termes Paris 17^e
Prix fermes et définitifs. Livraison juillet 1976.

Renseignements et vente sur place, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures. Ou, GEFIC, 52 Champs-Élysées Paris 8^e. Tél. 256.98.93.

Une réalisation SERDI.

HAUTS-DE-SEINE : les socialistes ont le vent en poupe

Dans les Hauts-de-Seine, où les cantons n'ont subi aucun redécoupage, vingt sièges sont renouvelables : quatorze sont détenus par des élus favorables à la majorité présidentielle quatre par des communistes, deux par des socialistes. Quatre sortants ne se représentent pas : M. Jean-Marie Lagrèverie (centriste) à Colombes-Sud ; M. Georges Levillain, maire socialiste de Clichy ; M. Achille Peretti, député U.D.R. et maire de Neuilly, et Mme Juliette Plissonnier, communiste à Nanterre-Nord.

La majorité, que détiennent les élus U.D.R., républicains indépendants et centristes, devrait s'amenuiser, mais il semble peu probable que l'on revienne à la division en deux blocs de vingt de septembre 1967. (L'Assemblée élitant le

doyen d'âge, le centriste M. Lagrèverie comme président.)

Par rapport aux précédentes consultations cantonales, la gauche se trouve en position de force, et pas seulement dans les six cantons qu'elle est assurée de conserver.

Le parti socialiste, qui avait perdu trois sièges en 1973, a le vent en poupe : lors de l'élection présidentielle de 1974, M. François Mitterrand avait recueilli dans le département 49,55 % des suffrages. Il n'est pas impossible que dans certains cantons les candidats du parti socialiste — tous soutenus par les radicaux de gauche — devancent pour la première fois ceux du parti communiste, ce qui permettrait au P.S. de se trouver en position favorable pour la constitution

des listes lors des prochaines municipales.

Ce danger, le parti communiste semble l'avoir perçu. Alors qu'il avait pratiqué jusqu'ici une politique de non-cumul des mandats, il envoie à la bataille ses deux sénateurs (M.M. Schmaus à Clichy et Aubry à Antony) et deux de ses députés (M.M. Jans à Levallois-Perret-Sud et Frelant à Colombes-Sud). Ce dernier, élu à l'Assemblée nationale en mars 1973, ne s'était pas représenté quelques mois plus tard dans le canton de Colombes-Nord et avait cédé sa place à M. Sotura. Le P.S.U. présente dix candidats.

Au sein de la majorité, on relève certaines « bavures », les républicains indépendants présentant leurs propres candidats contre les sortants à Boulogne-Sud, Châtillon, Colombes-Sud et Neuilly-Sud.

Les sortants ne devraient guère connaître de difficultés à Asnières-Sud (Mme Verge, U.D.R.) ; à Bagneux (M. Ravera, maire, P.C.) ; à Bois-Colombes (M. Trépo, maire, U.D.R.) ; à Boulogne-Nord-Est (M. Gorse, maire, U.D.R.) ; à Courbevoie-Nord (M. Pinchaux, U.D.R.) ; à Issy-les-Moulineaux (M. Ducloux, député, P.C.) ; à Malakoff (M. Fiqueras, maire, P.C.) ; à Suresnes (M. Pontillon, maire, P.S.) et à Clamart (M. Guyok, mai, prés.).

Il devrait en être de même pour l'élection à Nanterre-Nord de Mme Jacqueline Frayse (P.C.) et à Clichy de M. Roche (P.S.). maire adjoint désigné par son parti pour prendre la succession de M. Levillain, malgré la présence du sénateur communiste M. Schmaus.

Dans les autres cantons la lutte est plus ouverte, principalement à Sèvres, à Levallois-Perret-Sud, à Colombes-Sud et à Châtillon-Fontenay-aux-Roses où la majorité n'est pas certaine de conserver ses sièges.

A Sèvres, Mme Cailhonnau (app. U.D.R.) retrouve sur son chemin le conseiller sortant communiste de 1970, M. Lecomte. Entre-temps, celui-ci a conquis la mairie à la suite d'une élection triangulaire. Le parti socialiste, avec M. Marel, premier adjoint, peut jouer un rôle d'arbitre.

A Levallois-Perret, M. Pasqua, président du conseil général et responsable de l'U.D.R. de l'arrondissement, affronte pour le le maire communiste, M. Jans. Cette élection peut être considérée comme une « belle », puisque M. Pasqua, ancien ministre, siège de député à M. Jans avant de le lui rendre en 1973. Les abstentionnistes tiennent le résultat entre leurs mains.

A Colombes-Sud, le siège laissé vacant par M. Lagrèverie (centriste), suscite la convoitise de huit candidats. Le parti communiste en retient le tiers, du maire de la ville, M. Frelant, à une forte chance de conquérir définitivement Colombes. La majorité n'a pu s'entendre la semaine à chaque élection, se présente démunie. Les républicains indépendants soutiennent Mme Antoinette Baffoulier, et l'U.D.R. semble apporter sa caution à M. Alain Aubert.

M. Mitterrand à Fontenay le 2 mars

A Châtillon, le maire centriste de Fontenay-aux-Roses, M. Dollivet, soutenu par M. Massand, s'efforce de rallier la jeunesse et aux sports, apparaît très menacé. Exclu en 1970 du parti socialiste pour avoir refusé de se retirer au second tour, son parti conseiller sortant, M. Bailleux, maire communiste de Châtillon, arrivé en tête, et pour s'être fait élire avec « des voix », la majorité, M. Dollivet doit faire face à plusieurs assauts. A sa gauche les communistes présentent le nouveau maire de Châtillon, M. Leclerc, les socialistes M. Le Bail. Celui-ci recruta le 2 mars le soutien particulier de M. François Mitterrand qui se rendra, après son débat télévisé avec M. Fournier, sous un chapiteau dressé spécialement pour la circonstance à Fontenay-aux-Roses. A sa droite les républicains indépendants ont investi M. Germond.

ARMÉE

A Nantes

4 000 PERSONNES DEMANDENT L'ARRÊT DES POURSUITES DANS L'AFFAIRE DES COMITÉS DE SOLDATS

Près de quatre mille personnes, selon les organisateurs, ont participé, jeudi 26 février, à Nantes, à un rassemblement « pour la libération immédiate des militants emprisonnés et l'arrêt des poursuites » dans l'affaire des comités de soldats, à l'appel des partis et syndicats de gauche.

M. Edmond Mathe, secrétaire général de la C.G.O., est l'initiateur de cette campagne nationale « car, a-t-il dit, elle marque un progrès de la nécessaire riposte unitaire ». A dénoncé ensuite l'armée de métier pour réaffirmer son attachement à la conscription. Il a demandé, comme tous les autres intervenants, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.

2 rendez-vous parisiens les Arts Ménagers et LES SOLDES FOURRURES DU NORD

MANTEAUX		SOLDE
Vison pastel	11250F	8750F
Vison	8250F	6350F
Vison saphir	9750F	6750F
Vison perl et tourmaline	11750F	8450F
Vison ranch	11250F	8750F
Vison	10450F	6850F
Queue de Vison	4650F	3750F
Vison morceau ranch, saphir, dark	3850F	2450F
Astrakan Swakara	7250F	4650F
Astrakan pleines peaux	4350F	2850F
Patte Astrakan	1850F	1350F
Renard bleu	5850F	4750F
Ragondin	5250F	3750F
Weasel	3850F	2750F
Murmél lustré	3450F	2650F
Opossum	2850F	2150F
Marmotte morceau	2750F	1850F
Opossum	1850F	1450F
Flanc de Marmotte	1350F	1000F
Mouton doré	1350F	950F
Lapin fantaisie	980F	720F

QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES en VISON Black Diamond, Blackglama, Sage, Embla - ZIBELINE - CHINCHILLA - CASTOR, etc, etc

Nos SOLDES bénéficient de notre GARANTIE TOTALE SERVICE APRÈS-VENTE REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS. LES PLUS LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT

LA FAYETTE
115 à 119, rue La Fayette PARIS 10^e près Gare du Nord

PASSY
100, Av. Paul-Doumer (angle rue de la Pompe) PARIS 16^e métro Muette

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h. sans interruption, sauf Dimanche

JUSTICE

Les responsabilités dans la catastrophe de Vierz

Le procès des lampistes ?

De notre envoyé spécial

Soissons. — Le 16 juin 1972, quand cent huit personnes ont trouvé la mort dans le tunnel de Vierz, a été le jour le plus triste de l'histoire de la S.N.C.F., a déclaré, le jeudi 26 février, devant le tribunal de Soissons, M. André Ségala, ancien président du conseil d'administration de la société nationale. Quelques instants plus tôt, M. Henri Lefort, directeur général adjoint au moment de l'accident, avait déclaré que rien n'aurait été oublié de ce drame. En d'autres occasions, on n'aurait guère retenu ce qui pouvait passer pour des phrases de circonstance, mais ce rappel devenait vraiment nécessaire, après quatre jours de débats trop techniques, au cours desquels on avait quelque peu perdu la mesure de la catastrophe, en faisant notamment abstraction du sort des victimes.

Cependant, avec l'audition de sept témoins cités par la défense, le public n'aura pu s'empêcher de penser qu'une fois de plus on semblait nier l'évidence. En effet, la juxtaposition de quelques affirmations n'ont pas manqué de provoquer des remous dans l'assistance : « L'image de marque de la S.N.C.F., c'est la sécurité », a-t-il été dit. Ce qui, au premier chef dans cette grande administration, c'est le souci de la sécurité. « Toute l'exploitation du chemin de fer est imprégnée par la recherche de la sécurité », a-t-il été dit. « La sécurité est un dogme à la S.N.C.F. ». Il fallait sans doute s'entendre sur la signification de ce mot qui revenait sans cesse dans ce procès, précédemment consacré à la manifestation la plus évidente de l'insécurité. Une définition en a été donnée par M. Pierre Protat, ancien chef des services du chemin de fer au ministère des transports : la recherche de la sécurité désigne « l'ensemble des mesures à prendre quand un risque est perçu ».

Mais l'un des conseils de la partie civile devait aussitôt lui faire remarquer qu'on était en droit de penser que cette recherche pouvait aller « au-delà » de cette stricte définition. On se trouvait au cours du débat qui, depuis plusieurs jours, paraissait reposer sur un malentendu : les services de la S.N.C.F. n'avaient-ils pas le devoir de prévoir l'imprévisible, de prévenir le risque avant qu'il ne soit tout à fait perceptible, puis-que Vierz la veille du tunnel s'est soudainement écroulé sans, dit-on, le moindre signe avant-coureur.

Alors que M. Ségala a affirmé qu'« aucune faute, à aucun niveau de la hiérarchie » ne pouvait être

reprochée à la S.N.C.F., les objections précédentes seront développées par les avocats de la partie civile dans leurs plaidoiries. Elles devraient être également opposées par l'accusation, si l'on en croit le réquisitoire écrit. Mais le substitut, M. Henri Collignon, a apparemment jeté un doute sur les intentions du ministère public, car dans une « observation de caractère général » à l'adresse de M. Ségala, il a tenu à préciser, avec l'autorisation du tribunal : « Nous ne faisons pas ici le procès de la S.N.C.F. ». Une telle déclaration peut surprendre, si l'on sait que, dès le début de la procédure, le ministère public n'a pas hésité à engager des poursuites contre les cinq directeurs de l'administration centrale de la S.N.C.F., qui se retrouvent maintenant devant le tribunal. Si la S.N.C.F. n'était pas en cause, on ne jugerait aujourd'hui que des lampistes.

FRANCIS CORNU.



(Dessin de KONK.)

CONDAMNATION A MORT PAR CONTUMACE AUX ASSISES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Un repris de justice, J.-P. Berne, trente ans, auteur d'une série d'attaques à main armée dans les Pyrénées-Orientales, a été condamné à mort par contumace, jeudi 26 février, par la cour d'assises de ce département qui siègeait à Perpignan. Deux des complices de Jean-Pierre Berne, présents devant la cour d'assises, Géraud Casso, trente et un ans, et Roger Serrano, trente-deux ans, ont été condamnés, le premier à dix ans de réclusion criminelle et le second à huit ans de la même peine.

M. Pierre Leroy et son épouse ont été déboutés, mercredi 25 février, par la première chambre du tribunal civil de Paris d'une action en diffamation intentée contre le directeur de l'hebdomadaire Paris-Match et M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, à propos d'un article paru dans le numéro du 28 septembre 1974. Les magistrats ont constaté la prescription de l'instance, l'assignation n'ayant été lancée que le 28 décembre suivant, soit au-delà du délai légal de trois mois, jour pour jour.

YVONNE HURIEZ RÉVÉLÉE

Epouse réputée volage et mère de nombreux enfants, Yvonne Huriez était une réprouvée : elle en novembre 1972 pour une conjonction d'affaires qui va la conduire en prison après une condamnation à quatre mois d'emprisonnement pour une dette de peine quelques centaines de francs.

Son fils Thierry, âgé de quatorze ans, mourut dans la nuit du 23 au 24 novembre, après avoir absorbé une trop forte dose de barbituriques, selon les enquêteurs, il n'avait pas voulu se suicider, mais provoquer la libération anticipée de sa mère.

La France entière, non sans hypocrisie, se lamenta. Malgré son malheur, Yvonne Huriez, elle, ne devint pas hargneuse ni prostrée. Au contraire, elle resta douce d'une grande intelligence des êtres et des situations.

C'est ce portrait d'Yvonne Huriez, révélée, que vient de tracer, dans un court métrage de trente-deux minutes, un groupe de cinéastes (pas très riches de moyens) (1), sous le titre l'Affaire Huriez, réalisé de l'appareil judiciaire, qui se retrouvent devant le tribunal. Si la S.N.C.F. n'était pas en cause, on ne jugerait aujourd'hui que des lampistes.

(1) Iskra-Film, 74, rue Albert, 13013 Paris. Tél. 523-11-18 et 523-04-52. La société a également réalisé de nombreux autres films sur des sujets d'actualité contemporaine, français ou étrangers.

Les suites de la catastrophe d'Ermenonville. — Deux petites filles orphelines depuis la catastrophe aérienne d'Ermenonville, qui avait fait, le 3 mars 1974, trois cent quarante-six victimes, 1 million et demi de dollars de dommages par un jury de Los Angeles.

Il s'agit du premier résultat judiciaire enregistré à la suite de cette catastrophe, qui a entraîné le dépôt de plus de mille plaintes de la part des parents des victimes.

FAITS DIVERS

M. SÉGUY DEMANDE A M. CHIRAC DE PRENDRE DES MESURES URGENTES POUR PROTÉGER LES ÉTABLISSEMENTS ALGÉRIENS

Après les attentats récemment commis contre des établissements algériens en France, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. à Alger, jeudi 26 février, au premier ministre, M. Jacques Chirac, une lettre dans laquelle il insiste très fortement pour que des mesures urgentes soient prises, en particulier pour l'arrestation et le châtiement des coupables et la dissolution des groupes racistes et fascistes. M. Séguy demande également que soit assurée la « protection » des algériens ainsi que des personnes, travailleurs immigrés et leurs familles, en leur garantissant sécurité et dignité.

Jusqu'à ce jour, écrit le secrétaire général de la C.G.T., malgré les promesses du président de la République, malgré les multiples interventions de notre centrale syndicale, la loi antiraciste du 1er juillet 1972 n'est toujours pas appliquée, et des individus et groupes racistes et fascistes continuent à se livrer impunément à des actes terroristes anti-algériens.

En conclusion, M. Georges Séguy demande au premier ministre de lui faire connaître « rapidement » les mesures que le gouvernement compte prendre « pour que cessent ces actes inadmissibles ».

A la suite d'un accident de la circulation

LE PEINTRE KUNDÉRA ATTAQUE EN JUSTICE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE ET L'AMBASSADE DE FRANCE A PRAGUE

(De notre correspondant.)
Marselle. — Le peintre Rudolf Kundera, d'origine tchécoslovaque, mais installé à Marselle, vient d'engager, par l'intermédiaire de son épouse, une double action en justice contre l'Etat tchécoslovaque et l'ambassade de France à Prague à la suite du décès accidentel, durant les vacances de Noël dernier, de son fils, de ses deux enfants, Yvan, douze ans, et Stéphane, huit ans. Les deux garçons ont péri carbonisés à la suite d'un accident de la route causé par un routier tchécoslovaque.

« J'estime, affirme Mme Kundera, qu'il y a eu un véritable scandale dont est responsable l'ambassade de France à Prague. Du 24 décembre 1975 au 16 janvier 1976, elle ne s'est manifestée en aucune façon. C'est finalement un employé des pompes funèbres qui nous a téléphoné pour nous indiquer que les urnes contenant les restes de nos enfants arriveraient le 16 février à Marignane. Nous avons dû récupérer ces urnes contenues dans un carton, au milieu d'un tas de déchets, et régler 20 francs à la douane. Les autorités tchécoslovaques, toujours selon les déclarations de Mme Kundera, ne semblent pas s'être manifestées non plus. Le peintre a choisi M. Paul Lombard pour défendre ses intérêts.

Les malades du centre hospitalier de Chartres (Eure-et-Loir) ont dû être évacués, jeudi 26 février, un incendie s'étant déclaré dans les combles de l'établissement, où se trouvent les chambres de personnes infirmes. L'incendie, dont on ignore les causes, a provoqué d'importantes dégâts matériels, mais l'on ne déplore aucune victime.

L'épidémie de grippe a causé la mort de sept cent cinquante-deux personnes en Grande-Bretagne durant la semaine du 16 au 22 février, selon le département de la santé britannique. La plupart des victimes sont des personnes de plus de soixante-cinq ans. La semaine précédente, la grippe avait provoqué la mort de deux cent cinquante-neuf personnes. En dépit de la forte augmentation du nombre de victimes, le département de la santé indique que l'épidémie commence à diminuer d'intensité.

Empoisonnements alimentaires aux Canaries. — Des aliments préparés à Las Palmas et servis à bord d'appareils de la compagnie charter espagnole Spantax seraient responsables de l'empoisonnement alimentaire qui a frappé des touristes étrangers aux Canaries, et qui a provoqué la mort d'un garçonnet (finlandais) âgé de cinq ans (notre dernière édition du 26 février).

Dans un communiqué, le ministère de la santé à Madrid annonce que sur les deux cent quarante-quatre touristes étrangers qui ont manifesté des signes d'empoisonnement à leur arrivée à Las Palmas la semaine dernière, une cinquantaine — en majorité des finlandais — sont toujours hospitalisés. Les autres ont pu quitter l'hôpital après avoir reçu des soins.

Le service de restauration de la compagnie a été fermé, et le personnel hospitalisé pour observation, ajoute le communiqué.

Arrêté à Paris

LOUIS GUILLAUD POURRAIT N'ÊTRE QU'UN COMPARSE DANS LE RAPT DE CHRISTOPHE MÉRÉUX

Louis Guillaud, quarante-six ans, l'un des ravisseurs présumés de Christophe Mérieux, arrêté le mercredi 25 février à Paris (le Monde du 27 février), a été transféré vingt-quatre heures plus tard à Lyon pour être présenté au parquet.

L'annonce de l'arrestation de Louis Guillaud a paru prématurée aux enquêteurs lyonnais : ils estiment que la nouvelle a alerté les éventuels complices du malfaiteur. Originaire de Lyon, M. Guillaud avait fait partie du gang de Pierre Rétornard, dit « Neuneuil », tué le 2 décembre 1969 au cours d'une fusillade avec la police dans le quartier d'Ainay. Il avait par la suite quitté Lyon pour s'installer à Aix-sur-la-Lys, dans le Pas-de-Calais.

Malgré ses antécédents et une certaine renommée dans le milieu criminel et ménétré, rien ne permet d'affirmer pour l'instant que Louis Guillaud a été le « cerveau » de l'enlèvement du fils du président-directeur général de la société pharmaceutique Mérieux. Le fait que Louis Guillaud ait entrepris de changer lui-même les billets de la rançon contre de minuscules billets à montrer qu'il n'était qu'un comparse.

[C'est à l'occasion de l'enlèvement de Christophe Mérieux que le Canard enchaîné a écrit, dans son numéro du 17 décembre 1975, de l'opposition de M. Valéry Giscard d'Estaing et de Michel Poniatowski à tout versement de rançon. Dans son numéro suivant, « le Canard enchaîné » indiquait que M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, avait fait une démarche auprès de M. Jacques Chirac pour que celui-ci dissuade M. Poniatowski de faire exécuter un plan qui, dans l'esprit du ministre de l'Intérieur, devait empêcher toute remise de rançon aux ravisseurs. Ces informations ne devaient jamais être démenties et, finalement, cette rançon fut bien versée ; mais, le 6 janvier, le ministre de l'Intérieur faisait publier, après l'enlèvement de M. Louis Bazzan, président-directeur général de Phonogram, un communiqué dans lequel il déclarait : « Pour arrêter cette montée dangereuse du crime, il a été décidé que les services de police s'opposeraient à la remise des rançons ». De son côté, le 10 janvier, lors de la remise de France-Inter, M. Jean-Louis Levasseur, indiquait que « dans ces affaires de prise d'otage, tout serait mis en œuvre, sauf cas exceptionnel, pour empêcher le versement de rançons ».

On notera que les sept rapt d'enfants commis en 1975 ont tous eu une issue heureuse, la rançon ayant été versée à chaque fois.]

SPORTS

SUCCÈS DU PREMIER QUARTÉ DISPUTÉ A VINCENNES

Le premier quarté, qui s'est disputé le 26 février à Vincennes, connaît un certain succès du côté des parieurs. La masse des enjeux s'est élevée à 53 millions de francs environ. La combinaison gagnante (3-13-16-21), si elle avait été jouée dans cet ordre, aurait rapporté 22 577 F.

Les professionnels affiliés à la Société du cheval français ne cachent pas leur satisfaction devant ce regain d'intérêt pour la parie, ils prévoient pour la semaine prochaine un plus grand nombre d'enjeux encore.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

SKI. — Le Savoyard, Jean-Jacques Bertrand a gagné la descente des championnats de France de ski, devenant de près d'une seconde Patrick Pelet-Finot, le seul français à avoir participé à la descente des Jeux olympiques d'Innsbruck, où il s'était classé seizième.

Danièle Debernard a enlevé son deuxième titre de championne de France, deux jours après son succès dans le slalom géant, elle a gagné, vendredi 27 février, sur la piste de Montgenève, la descente en 1 min. 31 sec. 26 devant Jacqueline Bouvier, 1 min. 31 sec. 74, et Michèle Jacot, 1 min. 32 sec. 23.

BASKET-BALL. — Villeurbanne, sur son terrain, a réussi l'exploit de battre Mantes par 84 à 60, se qualifiant pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions. Au match « aller », l'équipe belge avait pourtant acquis dix-sept points d'avance (87-70). Les autres demi-finales sont les clubs italiens Forst de Cantù et Varese, et le club espagnol du Real Madrid.

En demi-finales (match « aller ») de Coupe d'Europe féminine, Akademik de Sofia a battu Clermont-Universités-Club par 65 à 60.

MÉDECINE

LES BESOINS EN SCANNERS SONT FIXÉS A UN APPAREIL PAR MILLION D'HABITANTS

Par arrêté pris le 6 février dernier et paru au Journal officiel du 23 février, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a fixé les besoins en tomographes axiaux transverses avec calculateur intégré (scanners) à un appareil par million d'habitants. Le nombre de scanners (1), coûtant chacun 2 à 3 millions de francs, sera donc limité à une cinquantaine pour toute la France, chaque installation devant être soumise à l'approbation du ministère de la santé.

De son côté, la Fédération interacadémique des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP) a indiqué que son président avait reçu de Mme Veil l'assurance que le secteur privé serait autorisé à installer des scanners. Estimant que « le secteur privé peut plus rapidement que les hôpitaux publics » mettre ces appareils à la disposition du public, la fédération souligne que, du fait du montant d'investissement des scanners qui sera probablement accordé par la Sécurité sociale, leur fonctionnement sera cause de « déficits importants ».

(1) Le scanner est un appareil révolutionnaire d'exploration du corps humain combinant l'utilisation des rayons X et de l'informatique (le Monde des 5 février et du 17 septembre 1975).

Votre

maison terrain

(et garage)

avec PRET SPECIAL IMMEDIAT

à partir de 200.000 F

dans l'un des 5 villages Bâtir tout autour de Paris.

Prix ferme et définitif avec Crédit Foncier, frais de notaire inclus,

Centre d'information ouvert : le week-end de 10 à 19 heures, les autres jours de 14 à 19 heures (sur rendez-vous)

le Haut-du-Breuil 77380 Combs-la-Ville 060.62.91

Un constructeur solide

ERAGNY La Postolice 436.30.30 DAMMARTIN-EN-GOËLE Le Village de la Thulerie 436.30.30 TRIPIER Le Village de la Thulerie 433.07.87 LAGNY La Chapelle 067.30.33 BONDOLLE La Hâle Fleurie 497.84.37

LA COMPAGNIE

Les responsables dans la catastrophe de Vierz

Le procès des lampistes ?

CONDAMNATION A MORT PAR CONTUMACE AUX ASSISES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

YVONNE HURIEZ RÉVÉLÉE

M. SÉGUY DEMANDE A M. CHIRAC DE PRENDRE DES MESURES URGENTES POUR PROTÉGER LES ÉTABLISSEMENTS ALGÉRIENS

Arrêté à Paris

LOUIS GUILLAUD POURRAIT N'ÊTRE QU'UN COMPARSE DANS LE RAPT DE CHRISTOPHE MÉRÉUX

A la suite d'un accident de la circulation

LE PEINTRE KUNDÉRA ATTAQUE EN JUSTICE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE ET L'AMBASSADE DE FRANCE A PRAGUE

SUCCÈS DU PREMIER QUARTÉ DISPUTÉ A VINCENNES

D'UN SPORT A L'AUTRE...

LES BESOINS EN SCANNERS SONT FIXÉS A UN APPAREIL PAR MILLION D'HABITANTS

30 % de remise sur ce salon anglais

1 canapé Regency 2 places

2 fauteuils Regency

1 tabouret Regency

Acacia massif, pleine peau patine antique.

BRITISH HOME

Fabrique de sièges anglais aux dimensions standards

Cuir pleine fleur et pleine peau, patine traditionnelle. Livraison dans toute la France. Catalogue gratuit.

Nocturnes : tous les jours de 18h à 22h

43, rue de Valenciennes, 75011 Paris

مكتبة من الأصل

FAITS DIVERS

**M. SEGUY DEMANDE
A M. CHIRAC DE PRENDRE
DES MESURES URGENTES
POUR PROTEGER
LES ETABLISSEMENTS ALGERIENS**

Arrivé à Paris, Louis Guillaud vient d'être reçu par M. Chirac. Dans le cabinet de M. Chirac, M. Seguy a demandé à M. Chirac de prendre des mesures urgentes pour protéger les établissements algériens.

SPORTS

**PARIS. LES BISTROTS
F. LE CAMP**

Paris. Les bistrotiers ont décidé de se défendre. Ils ont décidé de se défendre. Ils ont décidé de se défendre.

EQUIPEMENT ET REGIONS

A PROPOS DE...

La situation du SGAC

QUI DIRIGE L'AVIATION CIVILE?

Le siège du secrétaire général à l'aviation civile est désespérément vide depuis deux bons mois, depuis que M. Maurice Grimaud a cessé de l'occuper. Ce ne sont pourtant pas les candidats qui manquent pour assurer cette succession...

La tout est de savoir — l'Élysée s'interroge sur ce sujet — s'il vaut la peine de maintenir le poste de secrétaire général à l'aviation civile ou s'il ne convient pas plutôt, en le supprimant, d'alléger les structures passantes du secrétariat d'État aux transports.

Cette administration comprend, en effet, trois grands services bien distincts : la direction des transports terrestres, le secrétariat général à l'aviation civile et le secrétariat général à la marine marchande, qui établissent leur propre budget et mènent leur propre politique. M. Yves Guéna, alors ministre des transports, avait eu l'ambition de briser le pouvoir de ces « localités » — quels que soient les cris qui seraient poussés —. Il n'a pas eu le temps d'arriver à ses fins.

A la faveur du départ de M. Grimaud, le gouvernement va-t-il se décider à « remodeler » le secrétariat d'État aux transports, afin que le titulaire de ce portefeuille puisse avoir barre plus directement sur ses services ? Ou bien, invoquant les droits acquis, en restera-t-on au statu quo ? De toute façon, les personnels de l'aviation civile et même les simples citoyens aimeraient savoir.

P. T. T.

Certains usagers du téléphone pourront obtenir dès cette année une facturation détaillée de leurs communications

Au cours de la conférence de presse qu'il a réunie, le jeudi 26 février, M. Norbert Segard, le nouveau secrétaire d'État aux postes et télécommunications, a notamment indiqué que les P.T.T. allaient d'ici quelques années donner la possibilité à tous les usagers du téléphone d'obtenir une facturation détaillée de leurs communications. Cette mesure ne peut être appliquée immédiatement puisque tous les abonnés actuels ne permettent pas d'« évaluer » une facture détaillée. En fait, deux situations se présentent :

1) Les abonnés desservis par des centraux à commutateur électronique pourront, dès cette année, demander une facture détaillée de leurs communications moyennant une taxe supplémentaire dont le montant n'a pas encore été fixé.

2) Pour les abonnés desservis par les centraux électromécaniques anciens, les mesures suivantes sont décidées. Dès cette année, un dispositif prototype sera installé dans un central parisien. Un calculateur pourra donner aux abonnés le numéro du demandeur, du demandeur, ainsi que la taxe due. Ce service sera payant.

En tenant compte de l'accueil réservé à ce prototype, les P.T.T. pourront décider de transformer les anciens centraux.

Facture plus simple

En attendant, les usagers pourront cependant demander, moyennant une redevance, l'installation soit d'un compteur à domicile qui indique le coût d'une communication évalué en taxes de bases (compteur partiel) et le coût cumulé des communications (compteur totalisateur). Le coût d'installation est de 548 F, plus 5,86 F mensuels : soit d'un dispositif individuel, dit « justificatif d'élaboration de taxes » (JET) qui pourra être posé soit chez l'abonné, soit au central et fournira, pour chaque communication, un ticket comportant le numéro demandé, les dates et heures de la communication, ainsi que le nombre de taxes imputées. Les premiers prototypes de cet appareil sont actuellement mis au point : leur prix n'est pas encore fixé.

D'autre part, un nouveau modèle de facture plus simple et plus complet est actuellement à l'étude et sera essayé sur la région parisienne.

Enfin, le secrétaire d'État aux P.T.T. a indiqué que le délai de suspension de l'usage d'une ligne téléphonique, en cas de non-paiement de la facture adressée par les P.T.T., sera porté de trente à quarante jours.

TRANSPORTS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME lance un programme d'investissement de 4 milliards de francs

« La Compagnie générale maritime (C.G.M.) sera en déficit en 1978 », a déclaré, jeudi 26 février, son président, M. Jacques Friedmann au cours d'une conférence de presse. Ces résultats sont dus notamment aux difficultés des Messageries maritimes sur les lignes du Pacifique (perte de 10 millions de francs) et à celles de la Transat dont les finances sont obérées par l'amortissement du paquebot *France* (20 millions de francs par an). Toutefois les chiffres d'affaires des trois sociétés du groupe sont (sauf pour la Transat) en progression : Transat, 970 millions, Messageries, 715 et Transmediterranéenne, 270.

Le groupe d'économie mixte (les actionnaires privés possèdent encore 30 % du capital des Messageries et 37 % de la Transat) fait preuve toutefois d'un dynamisme remarquable puisque la C.G.M. est le premier armement français de lignes régulières et le troisième en Europe. Il vient d'engager un programme d'investissement (1975-1980) qui s'élève à 4 milliards de francs et porte l'acquisition de vingt-quatre navires (la flotte actuelle comprend une centaine de navires).

Ce programme quinquennal se traduira par l'embauche chaque année de sept cents marins et d'une centaine d'officiers.

Parlant de l'arrivée dans quelques jours des nouveaux porte-conteneurs de la Compagnie de navigation mixte sur la ligne des Antilles, M. Friedmann a rappelé que la « philosophie de la C.G.M. était celle de la concurrence, mais qu'il était regrettable que cette concurrence soit « franco-française », risquant de conduire à une guerre fratricide. Il a rappelé aussi que la C.G.M. avait présenté il y a trois ans aux pouvoirs publics un programme de construction de quatre navires porte-

conteneurs pour les bananes. « Les objections d'ordre social et politique opposées jusqu'à maintenant à la réalisation de ce programme devraient désormais tomber « de jaco ».

Répondant enfin à une question à propos du paquebot *France*, M. Friedmann a dit : « Il y a à l'étude trois ou quatre propositions d'achat sérieuses. Ce n'est jamais pour des raisons de prix de vente que les diverses propositions, depuis quinze mois, n'ont pas abouti. Il faudra, au début du printemps, que le paquebot passe en cale sèche. C'est normal. Mais il est actuellement en bon état ».

Faits et projets

Aménagement du territoire

● **PLUS DE COMITÉ RÉGIONAL DE LORRAINE.** — Le comité régional de Lorraine vient de prononcer sa dissolution au cours d'une assemblée générale extraordinaire à Pont-à-Mousson. Créé en 1954, le comité régional de Lorraine inspira les travaux de la CODER. La mise en place des nouvelles assemblées régionales, puis l'éviction de son président, M. Bertrand de Mondigny — ex-président de la CODER — qui n'avait pas été retenu pour siéger au comité économique et social de Lorraine, porta un coup fatal au comité régional de Lorraine. (Corresp.)

Pêche

● **OCCUPATION A SÈTE.** — Les exploitants de parcs à coquillages de l'étang de Thau et les pêcheurs de Sète occupent depuis jeudi soir 26 février le service des affaires maritimes de cette ville. Deux cents à trois cents personnes se sont installées pour une durée indéterminée dans les locaux administratifs afin de protester contre les promesses non tenues concernant le règlement des sinistres qui frappe le bassin de Thau et le report du plan d'assainissement qu'ils réclament avec insistance.

P.T.T.

● **REACTIONS POSITIVES DES UTILISATEURS.** — Les représentants des usagers du téléphone, l'AFUTT (Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications) se félicitent, dans un communiqué, des décisions annoncées par M. Norbert Segard, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, en faveur de l'installation progressive d'un système de facturation détaillée du téléphone en France. Il reste cependant beaucoup à faire dans le domaine de la facturation téléphonique, poursuit l'AFUTT, puisqu'il ne s'agit pour le moment, que d'une mesure partielle.

Transports

● **HAUSSE DES TARIFS ROUTIERS.** — Le ministre de l'économie et des finances vient d'autoriser un relèvement de 5,12 % des tarifs routiers de marchandises à dater du 1^{er} mars.

Le secrétaire d'État aux transports a pris l'engagement de défendre auprès de la Rne de Rivoli une nouvelle augmentation des tarifs routiers de marchandises d'au moins 2,56 % à dater du 1^{er} septembre prochain.

URBANISME

ACCORD A NANCY SUR LE PÉRIMÈTRE DU SECTEUR SAUVEGARDE

(De notre correspondant.)

Nancy. — Après de longs mois de mésintelligence (le Monde du 12 novembre 1976), un accord vient d'intervenir sur la délimitation du périmètre du secteur sauvegardé du centre de Nancy.

M. Gaston Leclaire, architecte des bâtiments civils et des palais nationaux, avait proposé le périmètre large en fin d'année 1975. Si les associations de sauvegarde y étaient globalement favorables, le maire, M. Marcel Martin, désirait un périmètre plus restreint se limitant à la ville vieille.

Le nouveau projet de M. Leclaire, qui découpe le centre-ville en deux secteurs sauvegardés — vieille ville et ville de Stanislas, d'une part, ville de Charles III, d'autre part — séparés par l'axe Saint-Jean, Saint-Georges, sera présenté prochainement au conseil municipal de Nancy.

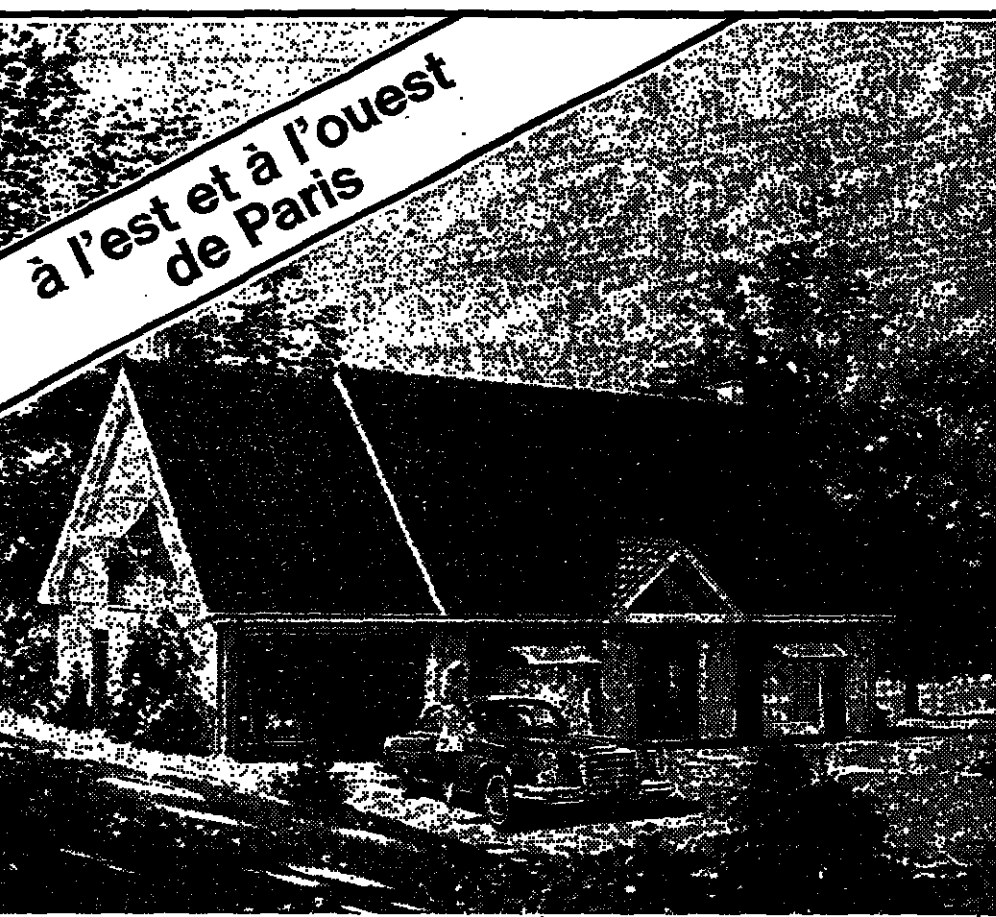
C. L.

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2240 F ?

(et même 1990 F à partir du 1^{er} mai 76)

Le nouveau projet de M. Leclaire, qui découpe le centre-ville en deux secteurs sauvegardés — vieille ville et ville de Stanislas, d'une part, ville de Charles III, d'autre part — séparés par l'axe Saint-Jean, Saint-Georges, sera présenté prochainement au conseil municipal de Nancy.

Le nouveau projet de M. Leclaire, qui découpe le centre-ville en deux secteurs sauvegardés — vieille ville et ville de Stanislas, d'une part, ville de Charles III, d'autre part — séparés par l'axe Saint-Jean, Saint-Georges, sera présenté prochainement au conseil municipal de Nancy.



Oranger : 220 m², 5 chambres, 2 salles de bains, 1 douche. Un des 4 modèles de 5 à 8 pièces, de 325 000 à 670 000 F, parmi lesquels vous pouvez choisir.

Breguet: deux nouveaux domaines

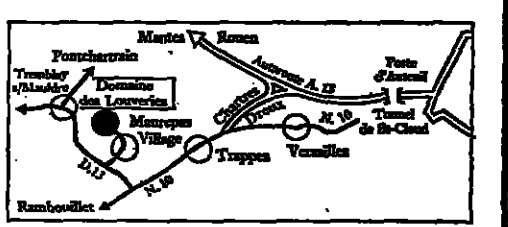
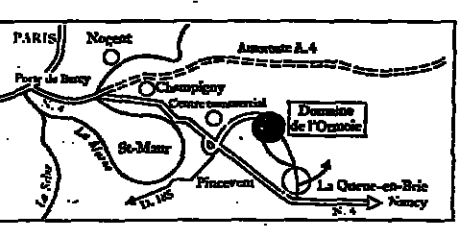
(dignes des plus exigeants)

Deux nouveaux domaines pour tous ceux qui rêvent de calme et d'espace. Situés dans les régions les plus recherchées à l'est et à l'ouest de Paris pour leur cadre et leur facilité d'accès. Demeures de construction traditionnelle

dans des jardins de 600 à 1800 m². 4 modèles de 134 à 278 m² - 2 à 4 étages et 2 de plain-pied - avec vastes séjours (39 m² à 63 m²), 3 à 6 chambres, 2 salles de bains, fenêtres à double vitrage, des grandes cuisines, celliers, garages, etc.

A l'est, le domaine de l'Ormeau. La Queue-en-Brie (94). Tél. 933.71.30. A 15 km de la porte de Bercy. Le plus proche des nouveaux villages qui entourent Paris. Tout près du petit village de La Queue-en-Brie. A deux pas des magasins, des supermarchés, des équipements scolaires et sportifs. Accessible en un temps record par la voie express rive droite, l'A. 4 et la N. 4. Un train toutes les 10 mn relie en 25 mn Paris-Est aux gares de Villiers-sur-Marne et Pontault-Combault. Et le R.E.R., à Sucy-en-Brie et Boissy-Saint-Leger, vous conduit à la Nation en 22 mn.

A l'ouest, le domaine des Louveries. Maurepas (78). Tél. 062.96.43. A 28 km du pont de Saint-Cloud. Dans un site exceptionnel : un terrain de plus de 20 hectares entre les bois et le vieux village de Maurepas. A proximité de la ville nouvelle de Maurepas avec son centre commercial, ses équipements scolaires et sportifs. Rapidement accessible par l'autoroute de l'Ouest (branche Chartres et Dreux), sortie Trappes, la N. 10 jusqu'à la D. 13 à droite et le village de Maurepas. Plus de 30 trains relient en 27 mn Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière.



Crédits préférentiels Cogefimo et Crédit Agricole, de 3 à 20 ans. Visites sur place des maisons modèles décorées par Alessandra Orsini, tous les jours de 10 h à 19 h.

30 %

de remise sur ce salon anglais :

- 1 canapé Regency 2 places
- 2 fauteuils Regency
- 1 tabouret Regency

Acjou massif, pleine peau patine antique.

BRITISH HOME

SPECIALISTE DU STYLE ANGLAIS

- Fabrication de sièges anglais aux dimensions que vous souhaitez. Très nombreux coloris exclusifs.
- Cuirs pleine fleur et pleine peau, patine antique. Stock important.
- Meubles anglais importés directement. Livraison dans toute la France. Ouvert du lundi au samedi inclus.
- Nocturnes tous les mercredis, jusqu'à 21 heures.

43, rue de Ménilmontant, Paris (20^e). Tél. : 366-91-24

RELIGION

Le christianisme, hier et aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Nous ne trouvons pas ici une histoire du christianisme déroulant ses chapitres au fil de la chronologie mais, dans chaque volume, une série de dossiers (« L'Eglise face au monde romain », « L'âge d'or des Pères de l'Eglise », « L'essor de la chrétienté aux XI^e et XII^e siècles »...). De plus, la culture historique ne se réduit pas à une simple curiosité pour les hommes et les choses d'autrefois : elle est un dialogue permanent entre hier et aujourd'hui, entre les problèmes qui se posent à nous dans le présent et leurs antécédents ou homologues du passé. De façon systématique, on fait alterner ici un dossier proprement historique et un dossier consacré à une question brûlante d'actualité : l'évaluation du premier épanouissement du christianisme dans le monde romain suscite tout naturellement un dossier intitulé « Diocèse ou nouvelle jeunesse de l'Eglise » ; à l'analyse, développée sans complexe (ni dénigrement systématique, ni enthousiasme apologétique à la Chateaubriand) de la chrétienté médiévale fait suite une méditation très poussée (la contribution de René Rémond est particulièrement remarquable) sur le thème « Fin de la chrétienté », sur la situation faite au christianisme quand s'effondrent ou s'effritent sous ses yeux ses survivances, car elle n'en finit pas de mourir.

Tout lecteur sera frappé de la très large ouverture d'esprit dont fait preuve cette entreprise : si beaucoup de collaborateurs sont catholiques, les protestants et les orthodoxes jouent un rôle qui n'est pas secondaire (ainsi l'histoire de la séparation progressive entre les Eglises latine et byzantine est prolongée par un dossier très fouillé sur l'état présent de l'orthodoxie) ; aussi bien tant de tendances diverses se font jour au sein du catholicisme (tout un dossier, sympathique, est consacré au mouvement charismatique) : toutes les voix se font entendre, y compris la contestation, voire l'utopie. Il y a là beaucoup d'excellentes choses, de bonnes vérités à faire pénétrer enfin dans la mentalité commune (quand cessera-t-on de parler d'une « Eglise des catacombes » ? Ces cimetières n'ont jamais servi de refuge), beaucoup d'idées neuves sous la plume de notre jeune génération d'historiens ; ainsi à propos de la conversion des peuples germaniques au moment des invasions, on répète volontiers : « L'Eglise est passée aux barbares » — mais, tout autant, fait observer finement Pierre Riché, on doit dire que ce sont les barbares qui sont venus à elle, accédant par elle à un stade de civilisation supérieure...

Je ne prétendrai pas que tout dans ce riche concert paraît acceptable à tous les lecteurs, ainsi provoqués à réfléchir et à réagir. Le dossier d'aujourd'hui sur « Les dossiers et les grandes religions de l'Asie » aurait gagné à être précédé d'une évocation historique sur l'étonnante diffusion

du nestorianisme, qui avait atteint la Chine dès le VII^e siècle, donc bien avant les franciscains du XIII^e, les jésuites du XVII^e, les missions du XIX^e (si la « révolution culturelle » paraît avoir importé de savoir ce qu'est pour la quatrième fois que l'Occident se produit). André Vauchez a raison de souligner d'un point d'interrogation le titre « François d'Assise, fondateur d'ordre ? », mais je trouve un peu raide tel jugement de Jacques Le Goff sur la basilique « anti-franciscaine » élevée à Assise, en son honneur ; elle abrite pourtant les fresques de Giotto et dira-t-on que celles-ci soient une « trahison » de l'idéal du Poverello ?

La technique même, empruntée

aux mass media, dont je soulignais l'efficacité, conduit parfois à des simplifications excessives : « Le mariage devient un sacrement » seulement au XII^e siècle, semble dire un sous-titre, et ailleurs : « L'Eglise tente de christianiser le mariage, entreprise tardive. » J'entends bien, il s'agit du cérémonial, de la réglementation devenue plus serrée, des aspects juridiques de la chose — mais le lecteur innocent pourrait en conclure qu'il a fallu attendre l'époque carolingienne, voire le XII^e siècle, pour reconnaître la grandeur du « mystère » conjugal, si solennellement affirmée dans l'épître aux Ephésiens. Il aurait été beaucoup plus utile de bien marquer le caractère indissoluble du mariage chrétien, si

constamment maintenu, aujourd'hui où certains ne parviennent plus à comprendre ce que signifie un engagement pour la vie. Il est du moins réconfortant que cette notion, en effet essentielle au christianisme, soit affirmée ici par l'admirable témoignage de deux jeunes époux, « Est-il possible d'être chrétien quand on a vingt ans ? », qui écrivent avec simplicité : « Nous avions pensé qu'il n'est pas stupide de s'engager à être fidèle ; que le mariage n'est pas réalité figée mais évolue avec les ans »...

HENRI MARROU, membre de l'Institut.
* Deux mille ans de christianisme, trois volumes parus, Société d'histoire chrétienne, éd., 17, rue de La Trémolle, 75008 Paris.

Cadeau original ou support publicitaire ?

D'une élégance raffinée, ce prospectus en marbre de Carrare sera un cadeau distingué que vos Clients ou amis conserveront avec plaisir sur leur bureau.

Ce sera le support permanent de votre signature luxueusement reproduite en 5 couleurs emailées. Vous pourrez l'offrir à l'occasion de congrès, séminaires, rencontres et même y faire figurer un mot de remerciement ou des vœux en fin d'année.

Demandez notre brochure en couleur. Nous vous l'enverrons gratuitement, sans engagement de votre part, accompagnée d'un échantillon.

Adresse : PAPERWEIGHTS S.A.M. "La Roche" 6 rue de l'Industrie N.C. MONACO 93 060 000

HATEZ-VOUS

Pour souscrire vos déclarations de revenus et vérifier vos impositions

UTILISEZ

LE GUIDE PRATIQUE DU CONTRIBUABLE

(Édition 1976)

Rédigé par des spécialistes et édité par le Syndicat National Unifié des Impôts

En vente dans les kiosques et 40, rue des Mathurins 75008 PARIS - 8 F.

Maeva. Abondance et Indépendance.

Ouvrir soi-même sa porte sur la mer, les fleurs, les amis de son choix.
Respirer à son rythme.
Se sentir chez soi.
Dans une maison bien à soi dont on est seul à posséder la clé.
C'est la nouvelle formule de vacances Maeva.
Pour jouir de son indépendance.
Dès Avril.

Sid nautique. Des monteurs pour vos premiers pas. Des skis pour les figures. Cela pour un prix raisonnable.

Des monteurs pour vous initier sous perfectivisme. A un prix modique.

Auditorium. Gratuit.
Le chant du rossignol couvrait quelques fois les premières notes du "Sacre du printemps".
Sirauskis aurait aimé être à votre place.

Jeux de ballon. Gratuits.
Volley-ball, football, basket-ball.

Jardin d'enfants. Offert par Maeva.
Des moniteurs potentiels comme des anges.

Pêche. 2 Bleue, belle.
pour pêcher quand vous le souhaitez.
Frais entre deux bords de soleil.
Offerte par Maeva.

Végétation.
Belle, luxuriante, envivante.
Entretien tous les jours par Maeva.
Pour votre joie.

Volée. Apprendre à voler, à entraîner.
filer pique-nique dans une petite crique.
Cela pour un prix raisonnable.

Pour retrouver vos ailes, louez à Pedras au Portugal, près de petits ports de pêche et d'une plage sauvage de 12 km.
Dès Avril grâce à la nouvelle formule de vacances Maeva.
Et pour connaître les maisons, les activités, les prix.
Renvoyez vite ce coupon.
Vous recevrez une brochure gratuite qui explique tout.
En détails. En images.

Nom _____
Adresse _____

Maeva 742.68.90.
7, rue des Filles Saint-Thomas - 75002 Paris

louer une maison et profiter de mille activités à la carte

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
90 F 160 F 232 F 300 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ETRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 301 F 400 F

IL - TUNISIE
125 F 221 F 331 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse dé-
finitifs ou provisoires (deux
semaines ou plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres
ou caractères d'imprimerie.

l'idée c'est jersey

— 1.54 —

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

[illegible]

Famme

J

l'hôtel

p'Horizon



Vacances et jeunesse petite île de l'Océan Atlantique (Océan Sud) possède un magnifique complexe hôtelier, quatre étoiles, très certainement l'un des plus beaux d'Europe ayant le plus de charme et du confort.

Situation exceptionnelle : 140 mètres de plage bordée de la magnétique baie de Saint-Barthélemy à sable fin et les vagues en direct.

Confort maximum (1914 m²) dans les chambres... Trois salons-bains avec deux piscines belles et uniques piscines infinites (20 x 16 m). Un restaurant et un bar à cocktail excellent orchestra qui anime des soirées musicales... Et toujours une atmosphère parfaite pour passer de merveilleux moments agréables.

M. Jean Willemann, le jeune directeur est si sûr et tellement incomparable, tout cela vous séduira directement en votre reconnaissance. Vous pouvez également le joindre par téléphone au 19 (44) 534-43101. Hôtel p'Horizon (Saint-Barthélemy, Île de Saint-Barthélemy, France).



Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

AUX ANTIPODES

LES Etats-Unis préparent la grande kermesse de leurs deux cents ans. Les grands moyens seront employés pour le grand pays pour célébrer sur place l'événement. Et un peu partout dans les Etats occidentaux, les marchands de voyages mettent la dernière main aux forfaits qui permettront de franchir l'Atlantique dans les meilleures conditions.

Ce sera l'occasion pour le Nouveau Monde d'entrer de manière décisive dans le monde des échanges touristiques. Contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, les Etats-Unis avaient jusqu'à présent négligé de solliciter les visiteurs étrangers. Parce qu'ils étaient trop grands, trop prospères ; parce qu'ils avaient quantité d'autres richesses à exploiter. C'est ainsi qu'il a fallu attendre ces toutes dernières années pour qu'apparaissent quelques guides détaillés sur cette partie du continent nord-américain.

Les deux cents bougies de l'Amérique seront un excellent prétexte pour les voyageurs — si sollicités par les terres de vieille culture — de découvrir une nouvelle façon de se déplacer en parcourant ne serait-ce que quelques territoires de ce pays dont on croit connaître tant de choses et dont, finalement, on ignore presque tout. La surprise en face du monde de demain après l'étonnement devant les vestiges des civilisations disparues.

Mais voici pourtant qu'un autre immense pays, sur un autre continent, fait mine de dévotionner ses frontières et permet à de plus en plus de visiteurs de venir s'écouiller les yeux sur son aventure. La Chine en effet, elle aussi, mais pour des raisons radicalement différentes, cesse petit à petit de s'isoler des curiosités et, sans pour autant encore voir les prémices d'une industrie, accueille les touristes d'élite avec le sourire et la gentillesse qu'on connaît aux disciples de Mao. Il s'agit là, dans ce pays, de se pencher sur le passé certes, mais aussi de s'interroger sur l'avenir...

Ainsi, aux antipodes idéologiques, deux pays invitent leurs visiteurs à deux réflexions : l'une sur le monde de demain, l'autre sur celui d'après-demain. Il est temps d'apprendre à voyager.

GOLF AND LANGUAGE (DUBLIN) LTD

Une occasion unique, un double profit. Combinez le sport avec une langue étrangère. Avec notre programme de leçons de Golf et d'Anglais en République d'Irlande assurés par des professionnels.

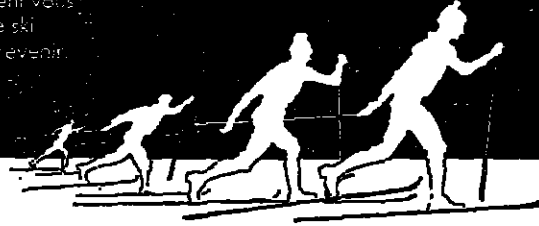
- Deux semaines demi-pension dans un hôtel de Dublin catégorisé « A ».
- Vols directs de Paris à Dublin.
- Départ le 19 juillet, les 2 et 16 août.
- Age minimum 18 ans.
- Prix : 2.500 FF (T.T.C.).

Brochure sur demande : F.O.R. 632 M DUBLIN (République d'Irlande).

le ski nordique, autant le pratiquer dans son pays d'origine, la Norvège.

A Lillehammer, le plus important centre de ski nordique d'Europe, 240 km de pistes, ballades, entraînement, vous attendent. Et pour que l'année vous soit profitable, l'équipement vous est fourni : bâtons et chaussures, ou tenues de ski qui restent votre propriété pour vous engager à revenir. Dépliants sur demande à l'Office National du Tourisme en Norvège, 10, rue Aubert - 75009 Paris - Tél. 07.32.24.30.

AIR FRANCE SAS Scandinavian Airlines



UN ENTRETIEN A BATONS ROMPUS AVEC LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

M. Jacques Médecin s'est fixé un an pour donner au tourisme des structures cohérentes

CE secrétariat d'Etat au tourisme, moins de deux mois après s'être installé, M. Jacques Médecin le voit d'abord comme « un ministère très difficile ». N'est-il pas tout à la fois, lui, « le ministre des loisirs, de la détente, de la liberté, de l'optimisme », celui qui a généralement affaire à ses compatriotes « au moment de l'année où ils éprouvent plus fortement que d'habitude encore le désir d'échapper aux contraintes ? » Certes, et c'est pourquoi il perçoit la difficulté de se comporter « comme un ministre dont les diktats puissent être contraignants », et qui devra donc « faire preuve en toutes circonstances de beaucoup de psychologie pour créer des règlements qui doivent beaucoup plus à l'inspiration qu'à l'obligation... »

Mais, si c'est « difficile » de devoir perpétuellement ménager la chèvre et le chou, il admet quand même, entre deux boutées de cigare qu'il déguste d'une lèvre gourmande, qu'il « se gonfle d'orgueil à la pensée de devenir dès cet été, et pendant cinq semaines, le « ministre de tous les Français ». Cinq semaines pendant lesquelles il oubliera la politique intérieure comme la politique extérieure, leur boulot, leurs soucis... »

Et en disent « cinq semaines », il a ouvert tout grand le dossier de l'étalement des vacances, « tarte à la crème et serpent de mer », qui n'est, en fait, qu'un « tout petit chapitre du très gros volume qui s'appelle l'aménagement du temps », mais n'en reste pas moins au centre de ses préoccupations toutes neuves, même s'il « dépasse largement les attributions du seul secrétariat d'Etat au tourisme et concerne de fait les ministères de l'éducation nationale, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, tant d'administrations... »

A cet égard, il se penchera de près sur les résultats de l'opération Nord-Sud lancée par son prédécesseur, M. Gérard Ducray, parce qu'elle pourrait « elle soit faire ses preuves l'été prochain, se voir multiplier jusqu'à intéresser pratiquement toutes les régions françaises dans un vaste chassé-croisé de populations. Car l'étalement des vacances, s'il est affaire de temps, doit être aussi une affaire d'étalement dans l'espace, tendant à éviter à tout prix les hyper-concentrations d'individus sur des points précis de la carte des vacances françaises pendant des périodes de pointe... »

A l'école de Nice

Tout cela n'est guère facile, il faut en convenir. Mais le tourisme, de toute façon, « ce n'est pas une science qu'on apprend à l'école, ça n'est pas comme les mathématiques, où deux et deux font invariablement quatre... » (Et c'est peut-être aussi bien comme cela, puisqu'il a été « un très mauvais étudiant en faculté de droit à Paris, qui se passionnait beaucoup plus pour la vie politique française que pour le code pénal... » Non, croyez-moi, « le tourisme, c'est impossible à apprendre ». Pourquoi ? « Parce que c'est d'abord un produit difficile à cerner,

dont on ne peut saisir toutes les incidences ni les ramifications, de façon technique, voire logique... Non, pour vraiment comprendre le tourisme, c'est bien simple, « il faut être né dedans, en être imprégné par osmose à force d'y évoluer et de s'y adapter d'instinct... »

Il reconnaît qu'à Nice il a été à bonne école : dans l'ombre de son père, d'abord, qui fut avant lui maire de Nice et président du Conseil supérieur du tourisme, puis, à son tour, aux commandes d'une municipalité qui ne se cache pas d'avoir tiré du tourisme, depuis un peu plus d'un siècle — depuis qu'elle est devenue française — le plus clair de ses ressources. De là à conclure que la poste qu'il occupe aujourd'hui lui était en toute bonne logique destinée, n'y aurait-il qu'un pas ? « Devenir ministre ? Bien sûr, j'en ai rêvé, comme en rêve — normalement, naturellement — tout parlementaire bien né, tout homme politique désireux d'aller plus loin, tout élu ayant de l'ambition ! ». D'ailleurs, l'ambition, « cela n'a rien de honteux, à la condition qu'elle ne soit ni égoïste ni dévorante... »

L'action de Gérard Ducray

Alors, « il attendait son heure », consent — à juste titre — « d'incarner un tant soit peu la nouvelle vague des animateurs touristiques, et d'avoir, pour en arriver là, payé de sa personne, en n'hésitant jamais à prendre son bâton de pèlerin pour aller vendre Nice aux Etats-Unis, au Japon et ailleurs... ». Même si les Niciens, « voyagistes beaucoup », ce qui voulait dire « beaucoup trop ». Et même si les hommes de la génération d'avant la sienne préféraient « faire des ronds de jambe et sabler le champagne en attendant que le client se décide à passer devant leur porte... »

Le tourisme étant « une chose importante, très importante », et enfin dotée depuis l'automne 1974 de structures convenables (« Je rends hommage à l'action de Gérard Ducray, puisque nous lui devons d'avoir grâce à sa persévérance obtenu du président de la République que le secrétariat d'Etat au tourisme ait enfin un véritable « pa-

tron »), il va falloir continuer sans relâche à en persuader tout un chacun, et à tous les niveaux, en commençant par le gouvernement : « La preuve existe qu'en période de crise, les gens, quel que soit leur pays, leurs origines, s'ils acceptent de se priver de ceci ou de cela, se refusent à sacrifier leurs vacances... »

Et puis il faut persuader aussi les Français de rester en France, et les étrangers d'y venir plus nombreux et d'y séjourner plus longtemps. Quand on a le privilège de vendre « le plus beau pays touristique du monde, celui des sites, des œuvres d'art, des vieilles pierres, de la gastronomie et du champagne — l'ai conseillé à Air France de servir du champagne sur ses vols intérieurs plutôt que ces infimes boîtes-repas dont la moitié finissent à la poubelle », cela devrait être facile ?

Un peu moins qu'on ne le pense. « J'ai un projet qui me tient à cœur, parce qu'il est à la base de toutes les actions futures. J'aimerais pouvoir, d'ici à la fin de ma première année d'exercice, proposer au Parlement un texte où seraient reformés en un seul tout ceux existants, de façon à donner au tourisme une structure pyramidale cohérente. Le squelette de l'activité touristique a été composé, au fil des années et des événements, d'une multitude d'éléments dispersés et, pour la plupart, dépassés aujourd'hui... »

« Ma structure pyramidale a le secrétariat d'Etat à sa pointe, aussitôt suivi du Conseil supérieur du tourisme, en qualité d'élément consultatif ; puis, en descendant, nous y trouvons les comités régionaux, avec nos délégués, mais attention ! pas des comités locaux en fonction des régions de programme (la région Rhône-Alpes en a trois, la Provence-Côte d'Azur deux, ce qui est aberrant !), mais des comités correspondant à des régions touristiques ! Viendront ensuite les comités départementaux de tourisme, suivis enfin de syndicats d'initiative et d'offices de tourisme — peu importe le nom, — l'important étant que leurs structures soient elles aussi revues et corrigées dans le sens de la cohérence... »

Ainsi, les incitations descendraient naturellement du sommet vers la base, tandis

qu'à l'inverse les informations, les suggestions remonteraient directement jusqu'au faite de l'appareil... Un moyen certain, en tout cas, de mettre fin à un manque de cohésion dans les initiatives, carence qui se traduit la plupart du temps par des dépenses injustifiées et du gaspillage. Et même « s'il n'a été capable, le jour où il cédait le fauteuil, que de faire aboutir cette réforme, il sera heureux de l'avoir menée à terme... »

Des idées, encore. Pourquoi ne pas créer, par exemple, hors de nos frontières où cela se justifie, une « Maison de France », dont le point fort serait peut-être un grand restaurant français (le gourmet, auteur d'un livre de cuisine nicoise, croit ferme aux vertus de nos fourneaux), plutôt que le bureau de tourisme proprement dit, et qui comporterait en outre une salle de cinéma : « Qui dit premier film dit gala, qui dit gala dit souper fin, qui dit... ». Pourquoi pas ? Pas d'argent ? Si, peut-être, puisqu'une telle maison ne saurait se passer non plus de belles vitrines françaises — haute couture, parfums, articles de luxe, produits régionaux, vins renommés — et que... le commerce extérieur pourrait se laisser tenter, et y aller de son « obole ».

Un ministère passionnant

De l'audace ? Il en faut. « Le tourisme, voit, que je prônerai de toutes mes forces, se passe loin des villes. Prenons le cas du Massif Central : « Trop loin, disent les Parisiens, il faut y aller ! ». Eh bien, imaginez un aéroport en un point bien précis, bien central, doté d'une piste « normale » pour recevoir les avions légers d'une compagnie du genre d'Air-Alpes, mais un aéroport complété de vastes parkings, d'un petit complexe hôtelier, et où chevaux, bicyclettes, roulettes, automobiles de location, attendraient le passager au pied de la passerelle ? A deux heures de Paris, sans fatigue, une route, et une semaine de itinérance... »

Des idées, de l'audace. Et l'argent ? « C'est là que le bât blesse. Il me faut de quoi ouvrir chaque année cent cinquante mille places nouvelles de camping. J'ai demandé que le VII^e Plan en tienne compte. » Et puis il va demander un assouplissement des règles de prêts qu'accorde le F.D.E.S. Pour encourager les ruraux à faire des chambres d'hôte dans les vastes corps de ferme parfois inutilisés, « parce qu'il croit beaucoup à la valeur sociale du tourisme qui loge chez l'habitant ». Et puis il va « concorder avec les finances une législation particulière pour ceux qui accepteraient de loger des « étrangers » chez eux ne soient pas écrasés de taxes, mais en payent tout de même un peu ». Et puis, il va se pencher sur le dossier « plaisance », où il y a aussi bien des choses à améliorer.

Et puis, et puis... Et puis, c'est peut-être un ministère très « difficile » ? Mais en tout cas c'est sûrement un ministère très, très passionnant.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Montagne

LES STATIONS CONTRE-ATTAQUENT

LES grandes stations de sports d'hiver se sentent attaquées. Par la voix de M. Morel, maître de Saint-Bon, c'est-à-dire Courchevel, elles ont tenté de défendre leur dossier lors d'une conférence de presse réunie, lundi 23 janvier, à Courchevel 1850, en présence de quinze généraux et députés de la Tarentaise. Cette vallée savoyarde grouille en effet de stations les plus connues. Anciennes ou récentes, comme Val d'Isère, Tignes, La Plagne, Les Arcs, Courchevel, Méribel et la Vallée de Belleville, sans compter de nombreux villages qui étaient eux aussi représentés, mais par des élus très discrets, lors de la conférence de presse.

En arrière-plan des débats, deux dossiers : l'ouvrage de Danielle Arnaud, la Neige empochée (1), qui raconte comment sont nées les grandes stations et au prix de quelles injustices s'est fait depuis quinze ans l'aménagement touristique des Alpes ; ensuite les critiques portées contre la répartition des crédits du Fonds d'action locale (FAL), longuement et précisément analysées par la revue Aménagement et Montagne (2) et, dans nos colonnes, par Gilbert Mathieu (Le Monde du 31 janvier). L'idée essentielle qui se dégage de ces analyses est que les crédits dispensés par l'Etat profitent beaucoup plus aux grandes stations riches qu'aux petites communes. « Il n'est pas possible d'assurer une rentabilité en offrant du ski à social », sauf si l'Etat ou une collectivité publique comme pense le député, comme c'est le cas pour les études ou les piscines », a notamment déclaré M. Morel, qui explique que les stations n'ayant pas de moyens propres ont été obligées de se rabattre sur la prise et que « la clientèle qui s'est présentée n'était pas une clientèle moute ». « Ce n'est pas, selon

M. Morel, en critiquant les stations qui ont une clientèle aisée et en les sacrifiant pour l'on crèder des études de neige. » On exagère en parlant de subventions à propos du FAL, estime, en outre, M. Morel. Le FAL ne fait que remplacer des ressources fiscales supprimées : celles de la taxe locale (3). Certaines communes ont calculé que, si la taxe locale avait été conservée, elles bénéficieraient de ressources de plus en plus importantes. Cela dit, tout le monde convient que certaines modifications au système actuel sont nécessaires : simplifier la procédure de calcul du FAL pour en rendre plus claire la répartition ; réviser les coefficients attribués aux différentes catégories de lits (hôtels de luxe, V.V.F., stations thermales ou campings...) pour réduire certaines disparités qui existent dans l'octroi des fonds.

MICHEL CHAMPENOIS. (Lire la suite page 22.)

J'aime l'Horizon

J'aime Jersey

L'étonnante et joyeuse petite île de Jersey (à 70 minutes de Paris Only-Sud) possède un merveilleux hôtel : l'Horizon, quatre soleils, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe.

Une situation exceptionnelle : 140 mètres de façade, plein sud, le long de la magnifique baie de Saint-Brelade.

Le sable fin et les vagues en direct... Un confort maximum (télé, radio...) dans les quelque 100 chambres... Trois salons-bars dont l'un donnant sur la très belle et unique piscine intérieure d'eau de mer chauffée (8 x 16 m)... Un restaurant et un Star-grill réputés... Un excellent orchestre qui anime des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière pour des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Willeman, le jeune Manager, qui règne, souriant, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs. Ecrivez-lui directement en vous recommandant du journal. Vous pouvez également le joindre par téléphone en appelant, par l'automatique, le 19 (44) 534-45101. Tél. N° 41281.

Hôtel l'Horizon, Baie de Saint-Brelade, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

DANEMARK 1976

A louer bord de mer pour vacances familiales, à 50 km de Copenhague et de la Suède, villas tout confort avec jardin.
Promenades forestières, proximité fjord, pêche mer ou lac, possibilité équestre, tennis, golf, région intéressante.
Belle vue.
Toujours bureau Asserbo-Liseleje, Asserbo, DK-3300 Frederiksværk.
Téléphone : Liseleje 02-346164.

CHAINES à NEIGE en LOCATION

et SKIS - Chaussures
Perte-skis auto - Remorques Erika
Reprises - Schanzen
Tél. 27-01 DETHY ABC 20-47
CAMPING - SKI - MONTAGNE
20, place des Vosges - PARIS

Tourisme

CLIN D'ŒIL

Un portier rentre chez lui

PARMI tous les métiers de plein air, celui de portier de palace est certainement l'un des plus lucratifs. M. Alex Del-Taglia, que tous les grands de ce monde appellent familièrement Alex, et qui officie depuis 1945 devant le tambour bien huilé de l'Hôtel de Paris, à Monte-Carlo, vient de prendre sa retraite avec, disent ses collègues, un compte en banque que pourraient lui envier certains de ses clients.

Pour être resté par tous les temps — mais il fait généralement beau à Monaco — sur le parvis du dernier grand palace romantique européen à guetter l'arrivée des Rolls-Royce et des Ferraris, notre portier a rassemblé aussi des souvenirs qu'il compte publier, peut-être sous un titre emprunté à Musset : « Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée... ».

Alex, qui mettait le même empressement et la même gentillesse à ouvrir la portière d'un Fiat 500 (les milliardaires ont parfois de ces pudeurs qui déroutent) ou celle d'une Cadillac, n'avait pas la carrure de l'emploi. Mince, vif dans son manteau bleu à boutons dorés, ganté de blanc et portant lunettes, il possédait, en revanche, cette souplesse qui donne de la grâce aux courtesses et le geste arrondi qui permet de jouer de la casquette à gâtons comme d'un feutre de mousseline. L'ampleur du salut étant naturellement dosée en fonction de l'importance de l'arrivant.

Embauché à dix-neuf ans comme groom, Alex gravit les escaliers à moquette au pas de chasseur, avant de devenir livreur, profession qui comporte comme l'eût fait remarquer Alphonse Allais, « des hauts et des bas ». Sa rencontre avec un gros Anglais fumeur de havanes, Winston Churchill, marque le tournant de sa carrière. Ce client prestigieux, qui possédait sa réserve personnelle de vieux whisky dans les caves de l'hôtel, le choisit comme valet de chambre pendant ses séjours. Après une telle promotion, Alex ne pouvait revenir à des tâches obscures. Il fut donc mis à la porte, ce qui, dans l'hôtellerie de luxe, est une situation comblée.

De Vittorio de Sica à Fernandel, en passant par Sean Connery et Frank Sinatra, il se dévoua devant toutes les vedettes et vit de près, émergeant des soirées ou des fourrures, toutes les plus jolies jambes du monde, celles de Marlene, celles de Martine Carol, celles de Milla Shearer...

Cela le conduisit tout naturellement à faire une carrière cinématographique peu ordinaire. On le vit jouer son propre rôle dans plus de trente films. Avec Ludmilla Tchérina dans *Chaussons rouges*, avec Jane Russell dans *Les hommes épousent les brunes*, avec Pierre Fresnay dans *L'homme aux clefs d'or*, avec Marlene Dietrich dans *Monte-Carlo Story*, avec Jeanne Moreau dans *La Bataille des anges*, avec Lana Turner dans *Les Survivants*...

Colette lui dédicacé *Claudine à Paris*, Churchill lui offrit un de ses pincesaux, Errol Flynn l'invita à l'un de ses mariages, le roi Farouk et Gustave V de Suède lui emportèrent la main. Tony Curtis inventa pour lui une grimace et beaucoup de joueurs lui demandèrent une martingale.

Discret, prudent, attentif, Alex avait toujours une place réservée pour la voiture d'un hôte de marque et, les jours d'orage, un grand parapluie pour protéger les toilettes des dames.

Il savait aussi rendre ces menus services que l'on ne peut demander qu'à un homme de confiance, placé aux avant-postes de la vie mondaine, dans un pays où l'incognito vaut parfois son pesant de plaques de Céline.

Père de deux garçons — l'un est agent de police à Monaco, l'autre professeur de lettres à Aubagne —, Alex, que le prince Rainier a décoré de l'ordre Saint-Charles (celui de Saint-Pierre n'existe pas), se prépare dans sa villa du Cap-d'Aï à couler d'heureux jours en égrenant ses souvenirs. Si d'aventure vous aller sonner à sa porte, c'est sa femme qui vient ouvrir. M. le Portier a quitté le service actif.

MAURICE DENUZIERE.

Un toit sous le ciel de l'Aubrac

Qu'ils se trouvent en Margeride, en Aubrac, dans les Cévennes ou près des gorges du Tarn, les gîtes que la Maison de la Lozère met en location sont tous de belles et bonnes maisons de pierre, rustiques d'aspect mais dotées cependant de tout le confort (chauffage central, cuisine entièrement équipée — jusqu'à l'autocuiseur

et le moulin à café électrique). Aientour, la pêche, la chasse, la cueillette des champignons, la randonnée pédestre ou à cheval, le parc des Cévennes, le ski nordique...

* Maison de la Lozère, 4, rue Hauteville, 75006 Paris, téléph. 003-26-64 (tous les jours, de 11 heures à 19 heures, sauf dimanche et lundi).

LA FRANCE DES « PETITES PROVINCES »

JARNIDIEU, le beau guide ! Et malgré son ambition encyclopédique pas rébarbatif pour un sou. Il y avait eu dans cette même collection du Reader's Digest « les Trésors de France », répertoire exhaustif de l'âge de nos pierres appareillées par Le Carbusier aussi bien que par Mansart ou Maurice Sully. Eglises, châteaux, calvaires, musées, manoirs, demeures, rien n'y manquait. De quoi combler le tourisme classique. Il s'y était ajouté « les Merveilles naturelles de la France », celles qui désormais s'annoncent, elles aussi, d'une façon ou d'une autre, aux voyageurs qu'il faut prendre pour carrefours qu'il faut prendre pour y accéder. C'était encore, à l'usage du tourisme classique, une descendance du grand ancêtre que fut le Boedeker.

Ce coup-ci, on innove. Il ne s'agit plus de promener le citadin en d'autres cités, dans un autre univers minéralogique que le sien, grottes ou châteaux, falaises ou calvaires. C'est la franche invitation à la campagne seule et à sa rusticité par la campagne. C'est la revanche de cette roturière sur tous les Perrichon, Bouvard et

PROMENADES

Entendez-

autres Pécuchet. Les temps se prêtent à cette audace avec les rêves de fuite vers les villages ruinés, rêves plus ou moins sincèrement caressés de ne plus « vivre en ville ». Conservateur en chef du Musée national des arts et traditions populaires, Jean Cusenier écrit dans sa préface à ces « Mille Visages de la campagne française » : « L'idée s'affirme que nous sommes tous plus ou moins indigènes et allogènes, étrangers et familiers les uns aux autres, sujets et objets de curiosité mais surtout d'expérience et de connaissance. »

« Les Mille Visages de la campagne française » ont été conçus, « montés », pour faire comprendre ce que signifie véritablement la vie à la campagne, ce qu'elle implique de connaissances, d'expériences, d'observations. L'entreprise ne doit surtout pas être confondue avec celle de « l'Histoire de la France rurale », autrement exhaustive, chargée de références de science historique et humaine et de toute façon d'une autre destination. Pour être presque tous des universitaires, les cent collaborateurs de ce nouveau guide, géographes, ethnologues, agronomes, démographes, folkloristes, s'effacent adroitement comme il convient lorsque l'ambition recherchée est d'atteindre un vrai public. L'illustration, photographies et dessins, les premières toutes en couleurs, les autres en noir et blanc, fait le reste.

On a fusillé le « maréchal Pétain »

Qu'on ne s'y trompe pourtant pas, c'est bien d'un guide qu'il s'agit et non d'un livre. Cela signifie qu'il serait fastidieux, et sans doute vain, de vouloir en conduire la lecture de la première à la dernière des six cent vingt-huit pages. Plus que dans la boîte à gants, c'est dans la valise qu'il trouvera sa place au jour du départ. Le voyage entrepris, ce sera chaque matin avant de se mettre en route qu'il conviendra de l'ouvrir aux pages de la région traversée, de l'une ou l'autre de ces « petites patries » et de ces cent trente-huit terroirs qui, eux aussi, « firent la France ». Et c'est le soir, l'étape achevée, qu'il faudra le rouvrir pour se remettre en mémoire ce que l'on a vu ou senti, pour retrouver le plaisir éprouvé à avoir vu et senti.

Après cela on pourra, bien sûr, faire facilement le malin. On ne risquera plus de confondre « borie » du Pays d'Aix et « garriotes » du Quercy où la « pierre pousse » chaque hiver quand le gel

ASIE

bali 3.150 f
tokyo 3.400 f
bangkok 2.200 f
jakarta 2.475 f

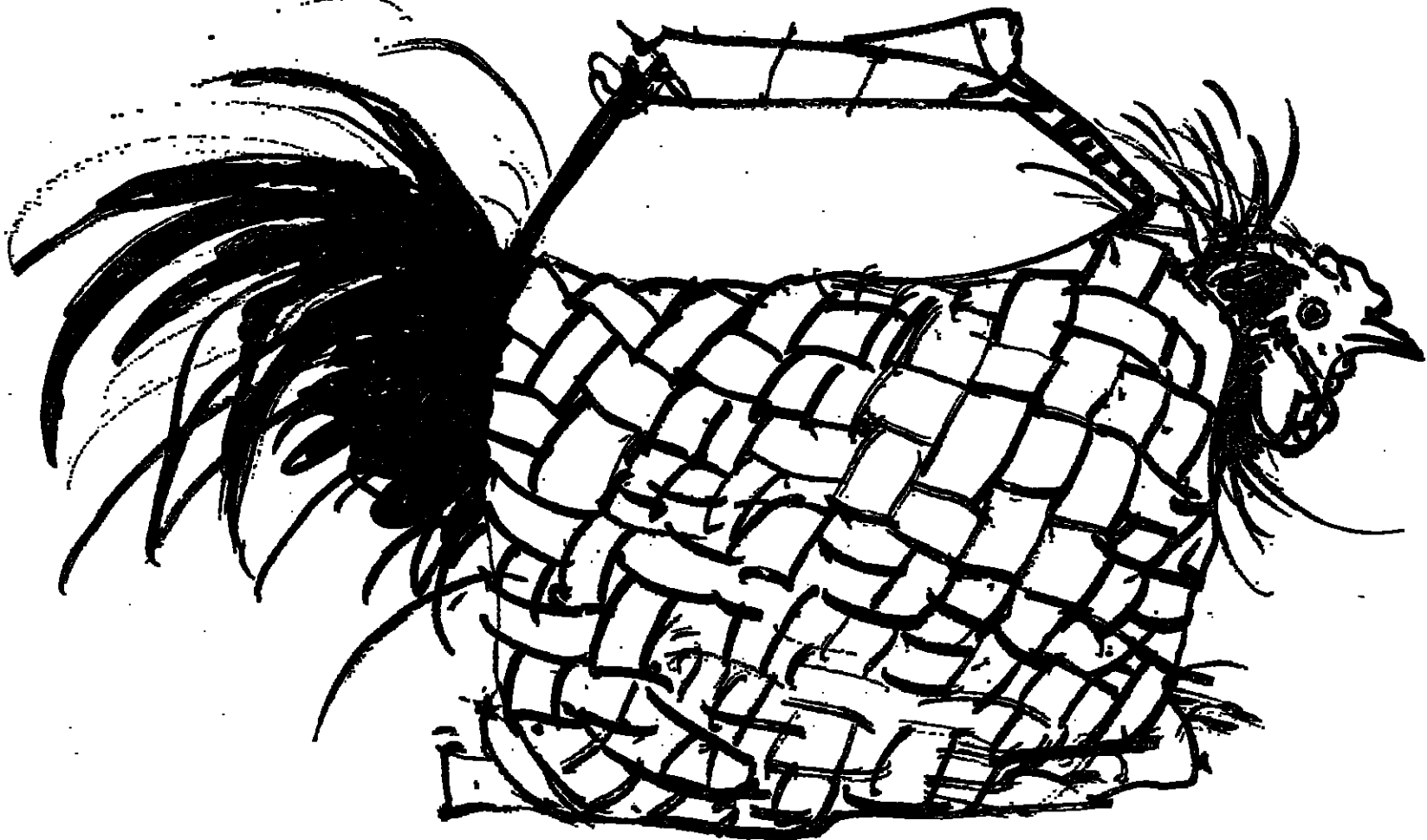
ET 300 VOYAGES SUR L'EXTRÊME-ORIENT

informations sur tous les vols à prix réduits GROUPES INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS CENTRE D'INFORMATIONS TOURISTIQUES DE L'ASIE DU SUD-EST

163, avenue du Maine 75014 Paris 539-37-36

LIC 1103

Avec Jaltour, découvrez le Bali des Balinais.



Et si vous connaissez déjà le Bali, portez en Inde, au Népal, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Thaïlande, en Corée, au Vietnam, en Malaisie, en Indonésie... Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.050 Francs, Hong-Kong à partir de 4.100 Francs et le Japon à partir de 5.100 Francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

مكتبة من الأصل

Les croisières, ces mal connues

LORSQU'UN jour de l'automne 1974, après un long combat, le paquebot France, dompté, vint jeter ses amarres le long d'un quai du Havre, nombreux furent ceux qui soupirent : « La croisière française, c'est bien fini ! »

Et pourtant, si la Transat baissait ainsi pavillon, vaincue par les verdicts tranchants du ministère des finances, ce n'est pas toute la croisière française qui paraît à vau-l'eau. Paquet, filiale du groupe privé des Chargeurs réunis — n'était pas décidée à capituler. Plus, quelques mois après, et dans une conjoncture pour le moins incertaine, la compagnie achetait un nouveau navire, Azur, construit en France en 1971, qui fera son premier voyage méditerranéen le 3 avril au départ de Toulon. Et, pour sa part, la Compagnie générale transatlantique continue d'exploiter en croisière son Ile-de-France lorsque le navire n'est pas utilisé pour la desserte cadencée de la Corse.

L'analyse du marché mondial des croisières, telle qu'elle ressort des remarquables études des courtiers norvégiens Fearnley et Eger, ne confère pas à ce secteur du tourisme un dynamisme particulièrement « percutant ». Les bateaux nouveaux ne font que remplacer — au mieux — les anciennes unités (celles à turbines) dont le caractère obsolete a été accentué par la forte hausse des prix du carburant ces derniers mois. Aujourd'hui, soixante et onze navires se partagent le marché de par le monde, mais on n'enregistre plus de commandes neuves.

Ce sont les navires norvégiens qui détiennent le ruban bleu de la jeunesse et de la modernité. Ceux qui sont inscrits au Liberia et en Italie sont âgés l'un de vingt-quatre ans, l'autre de vingt-

deux. Pour la France, on doit approcher les dix ans.

A part les efforts remarquables, mais rares, de quelques armateurs comme le Grac Carras ou le François Paquet, l'année 1975 aura été — les chiffres ne seront connus que dans quelques mois — celle du repli. Déjà, 1974 avait été caractérisée par une stabilisation.

Le marché américain, qui reste le principal « point de vente », en témoigne. Au départ de New-York, on enregistrait deux millions neuf cent mille passagers-jour en 1969, deux millions sept cent mille en 1973 et un million neuf cent mille en 1974. La Floride, en revanche, est plus « dynamique », puisque les chiffres sont, respectivement, de un million trois cent mille, de trois millions et de trois millions deux cent mille. Mais là, l'amélioration résulte plus d'un allongement de la durée des séjours que d'un accroissement du nombre des départs ou des croisiéristes.

Seuls les Soviétiques semblent engagés — quoi qu'il arrive — sur la voie de l'expansion. Le Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) « estime que l'intérêt des Russes pour la croisière s'est confirmé avec leur décision de confier désormais toute la commercialisation des voyages à leur opérateur en Grande-Bretagne, la C.T.C. Lines ».

La faiblesse de leurs coûts d'exploitation, notamment pour les salaires, leur donne un avantage décisif sur les armateurs occidentaux, auxquels ils ont d'ailleurs racheté des bateaux. Ils exploitent ainsi depuis 1974, sur le marché américain, l'ex-paquebot allemand Hansaatic, appelé maintenant Maksm-Gorki, et ils ont acheté, il y a quelques mois, le navire danois Copenhagen, désarmé depuis sa sortie du chantier, et dont l'armateur cherchait désespérément un acquéreur.

Un bateau. Comment s'en étonner alors que dans ce pays, pourtant héritier de Colbert et « propriétaire » de 3 500 kilomètres de rivages, les choses de la mer n'aient jamais réussi, jusqu'à une date très récente, à toucher les cordes sensibles des hommes politiques et des citoyens ?

La croisière reste un phénomène marginal dans la panoplie des loisirs. En 1973, soixante-cinq mille Français seulement avaient opté pour ce genre de vacances. On s'est interrogé sur les causes d'une réticence si marquée et l'on a cherché, chez les agences de voyages, à y remédier, surtout depuis la mise hors course du prestigieux France.

Il y a sept ans déjà, les membres du club AVRI (regroupant l'American Express, CIT, Havas Voyages, Transcar, Wagons-Lits

Cook), conscients du retard dans ce domaine, créèrent avec des armateurs une association dénommée Croisimex chargée de persuader le public français que les vacances sur paquebots constituaient une formule attrayante. « Nous avons des difficultés de fonds », explique M. René Dessagneux, secrétaire général de Croisimex.

« Le fait que Paquet dispose maintenant d'un quasi-monopole n'est pas nécessairement une bonne chose. D'abord, pour attirer la clientèle, il faut lui présenter une large palette de produits. Et puis, les clients éventuels risquent de penser qu'il n'y a pas d'autres formules de croisières que celles que propose traditionnellement Paquet, auquel s'attache une image de produit de luxe ».

Des idées reçues

C'est pourquoi les membres de Croisimex ont entrepris de réviser trois idées reçues.

— Il n'est pas vrai que la croisière soit un produit réservé aux personnes âgées. Certes, si l'on s'en tient à la clientèle américaine dans la mer des Caraïbes, on peut redouter de rencontrer sur un paquebot plus de quinquagénaires que de jeunes, à cause notamment des prix pratiqués. L'analyse de la clientèle française conduit à des conclusions comparables. Mais les formules nouvelles, et par exemple les « croisières-séjours » qui permettent de fractionner le « temps de mer », devraient ouvrir plus largement le marché. Dans cette formule, le navire suit un itinéraire fixe et touche à des dates régulières les huit ou dix ports du circuit, ce qui permet au passager de passer des vacances « à terre » de deux, huit ou quinze jours, jusqu'au prochain passage du navire qui le ramène au point de départ. « Bonne formule qui conduit à une initiation douce », aux séjours maritimes », commente M. Dessagneux.

— Il n'est pas vrai que la croisière soit toujours un « produit snob ». On peut vivre sur un bateau comme on vit dans un club de vacances. L'image du « smoking obligatoire » est dépassée. Croisimex vient d'ailleurs de publier un guide pratique qui précise en détail la carte de visite de chaque bateau des compagnies françaises et étrangères groupées dans Croisimex. A la lecture de ces classifications, le candidat à la mer constatera que certains bateaux et certains voyages s'adressent « à une clientèle très exigeante, recherchant une table de maître, un confort exceptionnel et une vie à bord raffinée », tandis que d'autres s'adressent à un

public plus porté à « la simplicité dans une atmosphère décontractée et familiale ».

— Il n'est pas vrai, enfin, que la croisière soit un produit touristique cher. « On oublie toujours », note M. Dessagneux, qu'une croisière comprend le transport, des prestations hôtelières très complètes, l'animation, les distractions. La seule formule comparable, ce serait le voyage en autocar, formule qui tend d'ailleurs à disparaître. Les Italiens en huit jours, en car, sont vendus aux alentours de 1 500 francs. C'est le même prix qu'une croisière d'une semaine en Méditerranée occidentale ».

C'est la clientèle aux revenus moyens que les armateurs cherchent maintenant à séduire. Sur l'Azur, qui fera des voyages circulaires en Méditerranée, Paquet proposera des prix moyens de journée de 200 et 250 F — comparables à ceux du Mousalla affecté au trajet Marseille-Casablanca-Dakar, alors que les prix des prestigieux paquebots Mermoz ou Renaissance avoisinent 500 F.

« 1975 a été une année difficile pour tout le monde, et le coefficient de remplissage de nos paquebots s'en est ressenti. Mais 1976 se présente sous un meilleur jour », commente-t-on chez Paquet. Et pourtant la récession économique fait encore sentir ses néfastes effets.

Mais quand on constate que, crise ou pas, les sports d'hiver n'ont jamais tant fait recette, on se prend à rêver que les vacances en mer devraient, elles aussi, bénéficier un peu de cet incompressible besoin des hommes — quoi qu'il arrive — de nature vierge et d'immensité.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Les signes de la vigueur

Et les bateaux français ? La flotte nationale a pu garder la tête haute. Depuis 1965, la progression est constante, puisque, en moins de dix ans, l'accroissement du nombre des passagers qui empruntent les bateaux bleus-blanc-rouge atteint 165 %. Le nombre total des journées-croisières est passé de cinq cent trente mille en 1973 à cinq cent quarante-trois mille en 1974 (deux cent dix-sept mille seulement en 1963). Quant à la durée moyenne des séjours — qui avait tendance à baisser en 1973 (11,7 jours), — elle est remontée en 1974 (13,4). Qui ne verra, derrière l'aridité

de ces statistiques, le signe, toutefois, d'une vigueur incontestable ?

Et pour prendre isolément Paquet, on passe de quatre-vingt-deux départs de croisière en 1974 à quatre-vingt-sept en 1975, et probablement cent vingt-deux en 1976. Les journées-passagers connaissent une progression encore plus marquée : quatre cent un mille cinq cents en 1974, quatre cent vingt-cinq mille six cents l'an dernier et, pense-t-on, près de six cent mille cette année.

Il reste que les Français sont encore en trop grand nombre « réfractaires » aux séjours sur

SPECIAL 3^e AGE
CROISIÈRE LIBERTÉ
DU 5 AU 18 JUIN
VOR VOYAGES & RÉSIDENCES
5, bd de Valenciennes 75015 Paris. Tél. 538.28.40
11, quai des Capucines 92002 Lyon. Tél. 37.82.83
Bon pour 1 brochure gratuite
Nom _____
Adresse _____

CROISIÈRE 13 JOURS MEDITERRANÉE ORIENTALE
à bord du paquebot AUSONIA
classé 4 ancres par CROISIMEX
Venise, Rhodes, Beyrouth, Izmir, Istanbul, Crète, Venise. Départs les : 28/2, 10 et 24/4, 8/5, 5/6, 3 et 31/7, 28/8, 25/9, 13/11, 4 et 27/12. Prix de 1 610 à 5 340 F.
Brochure et renseignements auprès de votre Agent de voyages, ou :
— CIT, 5 bd des Capucines, 75002 PARIS. Tél. : 266.46.50.
— A.M.G., 102, rue de la République, 13205 MARSEILLE. Tél. : 91.90.15.
— Venture Weir, 2 quai Papacino 06000 NICE. Tél. : 85.52.77.

CROISIÈRE 13 JOURS AFRIQUE DU NORD ET ESPAGNE
à bord du paquebot VICTORIA
classé 4 ancres par CROISIMEX
Gênes, Naples, Îles Éoliennes, Palerme, Tunis, Cadix, Tanger, Malaga, Palma de Majorque, Barcelone, Cannes, Gênes. Départs les : 13/3, 10/4, 22/5, 19/6, 3 et 31/7, 28/8, 25/9, 6 et 11/12. Prix de 2 030 à 5 340 F.
Brochure et renseignements auprès de votre Agent de voyages, ou :
— CIT, 5 bd des Capucines, 75002 PARIS. Tél. : 266.46.50.
— A.M.G., 102, rue de la République, 13205 MARSEILLE. Tél. : 91.90.15.
— Venture Weir, 2 quai Papacino 06000 NICE. Tél. : 85.52.77.

SPECIAL 3^e AGE
CROISIÈRE RENCONTRES
A PARTIR DE 2 500 F
VOR VOYAGES & RÉSIDENCES
5, bd de Valenciennes 75015 Paris. Tél. 538.28.40
11, quai des Capucines 92002 Lyon. Tél. 37.82.83
Bon pour 1 brochure gratuite
Nom _____
Adresse _____

PAQUES EN CROISIÈRE "LEONARDO": 1^{re} CLASSE
A PARTIR DE 1.978 F : DU 15 AU 26 AVRIL
GENES, NAPLES, ISTANBUL, RHODES, ALEXANDRIE
Chez votre Agent de Voyages ou **Italian Line**
5, bd des Capucines 75002 Paris / 266.46.50
102, rue de la République 13001 Marseille / 91.90.15
2, Quai Papacino 06300 Nice / 85.52.77
Jetté Albert Edward 06480 Cannes / 39.09.46
LA BELLE ÉPOQUE DES GRANDES CROISIÈRES

... LE MONDE — 28 février 1976 — Page 21

CROISIÈRES DE 8 OU 15 JOURS AFRIQUE OCCIDENTALE, MADÈRE & ÎLES ATLANTIQUES

Départs d'Agadir ou Santa-Cruz jusqu'au 5/5 sur "BORE STAR" construit en 1975 - 12000 T - Air conditionné, piscines, saunas, night-club, casino.
TOUTES CABINES AVEC DOUCHE & WC.
Prix Paris-Paris à partir de 2 570 F en cabine double, avion inclus.
Adressez-vous à votre Agent de voyages ou renvoyez le coupon à

Agents Généralistes 39, rue de la Michodière, 75002 PARIS. Tél. 266.65.40

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part votre brochure en couleur "CROISIÈRES INÉDITES"

Lin. 970 A
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Post. _____ Ville _____ M _____

croisières trans-été

sur le M/S CHOTA ROUSTAVELI
du Havre au Havre

- L'ARCTIQUE
15 Juillet au 1^{er} Août
Spitzberg - Cap Nord - Îles Féroé
à partir de 3.700 F
- L'IBÉRIQUE
1^{er} au 7 Août
à partir de 975 F
- L'ÉGÉEENNE
7 au 17 Août
à partir de 2.550 F

sur le M/S POUCHKINE

croisière fluviale

- AU FIL DE LA VOLGA
9/7 au 24/7 - 78000 Paris
à partir de 3.350 F

TRANSTOURS et toutes agences de voyages
49, Avenue de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742-47-89

CROISIÈRE ROMANZA (11.000 tonnes)
de la Compagnie Chandris

Entièrement air conditionné - Chef de cuisine français
VENISE - DUBROVNIK - EPIDAURO - ATHÈNES - ISTANBUL - EPHÈSE - RHODES - LE CAIRE - TAORMINA - VENISE
Vous fêterez joyeusement le Centenaire de la

Cie Int. des WAGONS-LITS et du TOURISME

Prix à partir de 2.950 F.
en cabine intérieure double avec douche et W.C. privés.
C'est une croisière organisée et animée par WAGONS-LITS/COOK

Programme, renseignements, inscriptions, toutes agences à l'enseigne du carré rouge - 120 agences en France, ou au 265.24.00 - Poste 3181.

à la découverte du Sénégal

CAP SUR DAKAR

13 jours de croisière-soleil à partir de 2100 F

toute l'année au départ de Marseille

Possibilités de séjours aux Canaries et au Sénégal

PAQUET IMASSALIA

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages habituel ou aux Croisières Paquet.

PARIS : 5, Bd des Capucines 75008. Tél. : 266.57.59
MARSEILLE : 70, Rue de la République 13002. Tél. : 91.91.21

NOM _____ ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____ TEL. _____

Photo-cinéma

POINT DE VUE

DES ÉLÈVES POUR NIEPCE

LES fêtes sont l'occasion de répandre dans le public du matériel photographique. Nous sommes loin des 100 kilos de matériel « portatif » des clients de M. Daguerre, ou de la voiture du premier correspondant de guerre en Crimée (Fantin, en 1855), une chambre noire... tirée par trois chevaux. Les dernières caméras-photos peuvent être dissimulées dans un sandwich. Sommes-nous pour autant dans la civilisation de l'image ? « Oui », répondront ceux qui confondent civilisation et avancement.

Quel subtil retournement fait que l'Université s'avère incapable d'enseigner la photo ? Notre Ecole nationale de photographie n'a jamais eu de photographe, de sa création (1926) à son récent effondrement. Jamais elle n'a enseigné l'influence de la photo sur notre histoire, et ses élèves ignorent tout des œuvres des grands « regardeurs » du passé, peintres ou photographes.

Oui, en France, qu'un photographe obtienne une loi sur le travail des enfants grâce à la publication d'une série de photos prises dans les mines et les usines, de 1906 à 1914, aux États-Unis ? L'auteur, Lewis W. Hine, fut assistant de Riis, cet émigré danois lui-même auteur de la célèbre série de photos *How the other half lives*. Il a obligé les États-Unis à regarder ses pauvres... en 1890 !

Cette tradition du témoignage social a permis de montrer aux Américains les réalités de la guerre, du Vietnam et la vie de leurs adversaires sous les bombes bien avant la fin de cette guerre.

Qui sait que le commandant Gandillot, inventeur de l'interprétation militaire des photos aériennes, a pu hâter la fin de la première guerre mondiale ? Incapable de s'expliquer deux étranges traits blancs, il fit rephotographier le secteur. Les deux traits blancs n'étaient autres que les traces des roues d'avions atterrissant dans un champ pour livrer du matériel. Ainsi fut neutralisée la dernière attaque allemande de juillet 1918.

Lorsque Lucien Vogel osa montrer au public français, dans son magazine *Vu*, la guerre d'Espagne vécue des deux côtés du front, il perdit la direction de son journal, qui ne s'en remit pas. Ainsi disparut le journal qui allait inspirer le créateur de *Life*.

Le heurt des corporatismes empêche de voir l'essentiel. Photo, cinéma, télévision, vidéo, communication de la même façon : une chambre noire équipée d'un objectif dont il faut diriger le regard inerte pour rédiger l'expression photographique. Il faut choisir le moment d'enregistrement : bref en photo, prolongé en cinéma. Que cet enregistrement soit gélatineux ou électronique peut influencer le style mais ne change pas l'essentiel : il s'agit d'exprimer photographiquement le regard.

Les Raisins de la colère, le film de John Ford, était tiré d'un roman connu, mais peu de gens savent que John Ford l'a reconstitué scrupuleusement (personnages, maquillage, costumes, situations) grâce à des photos de Dorothea Lange.

(Sous la direction de Striker, responsable du service photo de la F.A.D., cet admirable photographe a mis en boîte, avec d'autres reporters, la pauvreté rurale aux U.S.A. de 1935 à 1943.)

La civilisation de l'image

Les futurs romanciers commencent par apprendre à rédiger une page. Mais nos écoliers n'apprennent ni à lire ni à « rédiger » une photo. Ils ignorent que la photo est une écriture parfaitement codée par la perspective, l'optique et la sensibilité. Ils ignorent que la photo supplée l'œil humain dans le microscope électronique et dans la chambre à bulles de la physique nucléaire, comme en astronomie, en médecine, en géologie, en météorologie... dans toutes les sciences. Et l'invention de Niepce est absente du Palais de la découverte. Notre Ecole nationale de photographie n'a jamais enseigné les motivations des scientifiques, de l'édition, de l'illustration de la photo. Triste dichotomie de notre enseignement : pas d'idées générales pour les « techniciens », pas de savoir-faire pour les « intellectuels ». Quant à la véritable technologie, elle semble inaccessible aux cerveaux qui président à notre culture. Comme la nature a horreur du vide, chacun projette sur la photographie son utopie personnelle : éthique picturale, prouesse technique, preuve policière... ou simplement manie coûteuse. Chacun attend que le photographe concrétise son rêve. Et la présence d'un reporter-photographe dans une usine est toute une histoire...

Dans ce pays, à notre époque, il n'y a pas de civilisation de l'image. Les peintres flamands ou florentins de la Renaissance, ces amoureux du réel, nous traitaient d'idolâtres s'ils visitaient nos écoles de photographie, de cinéma et d'audio-visuel verbalisés.

Entre photographie, c'est apprendre

à regarder et à montrer, c'est reconnaître le significatif autour de soi, comme l'ont fait tous ceux qui ont utilisé la chambre noire, depuis Manolopoulos au Moyen Âge jusqu'aux derniers reporters morts dans un long combat du regard, en passant par Barbra qui ajoute l'objectif (1958), Niepce qui invente l'enregistrement de la photographie, et Nadar qui découvre ses possibilités bien au-delà du seul portrait. Photographier, c'est savoir que nos idées ont des racines dans le réel et que notre environnement porte l'empreinte de nos idées. C'est concrétiser cette dialectique du réel.

Entre photographie, c'est voir pour les autres et parfois les obliger à voir le Vietnam sous les bombes comme les tanks dans la foule sans armes de Prague. C'est témoigner de l'état physique des déportés des camps nazis, du bidonville que les responsables ne voient pas.

La chassée aux photographes exprime la maladie des sociétés comme le refus des miroirs peut décéder des troubles mentaux de la personne.

Notre époque utilise quatre écritures : la mise en mots, l'écriture de notre intellect, la mise en sons, l'écriture de notre audition ; le dessin libre, l'écriture de nos conceptions et de nos visions ; la photo, l'écriture de notre regard et de notre analyse.

Il ne suffit pas d'organiser un silence religieux autour de quelques photos exposées. Silence du public, silence des auteurs. Il faut enseigner cette nouvelle communication et surtout révéler que la communication est polymorphe, et toute écriture renvoie à sa puissance pour un nouvel alliage aux qualités nouvelles.

Les photographes sont-ils à la hauteur des possibilités de la photographie ? Poser la question, c'est demander si ceux qui les choisissent sont dignes de le faire. Manipuler photos et photographes demande une éducation qu'il est urgent de préciser et d'enseigner.

LOIK PRAT. (Paris)

CHAMBRES NOIRES...

FILMER dans les ténèbres des abîmes ? Une expérience rarement tentée, encore plus rarement réussie : l'obscurité totale qui règne dans les cavernes et les gouffres en fait une gageure. Il existe cependant quelques bonnes réalisations. Le film *Siphon* 1122, tourné par G. Marry dans le gouffre Berger, obtint la Gentiane d'or au Festival de Trente, mais il y a de cela plus de quinze ans. Vers l'année 1955, le gouffre de la Pierre-Saint-Martin servit lui aussi de sujet à J. Ertaud et à H. Tazieff. Dix ans plus tard, le cinéaste de télévision P. Waldenfeld a pris ce même réseau souterrain pour cadre de tournage de son film *Amont 1965*. L'exploration de la Pierre-Saint-Martin servit à nouveau de thème pour la TV britannique en 1973. Plus récemment, les Belges G. et P. Deflandre, avec leur film *Équipe de pointe*, ont montré une cordée de spéléologues aux prises avec une rivière souterraine. Mais

les films de spéléologie demeurent rares.

Une explication à cette relative pauvreté de la cinématographie des spéléologues : les difficultés techniques du tournage et, avant tout, les problèmes d'éclairage, la caverne étant le monde des ténèbres absolues. Jusqu'à ces derniers temps, l'arsenal des éclairagistes se réduisait à des batteries difficiles à transporter à cause de leur poids, ou à des torches Eugénier au magnésium, inutilisables dans les conduits étroits en raison de la fumée qu'elles dégagent.

Tout a changé avec l'apparition des batteries Kobold, que leur poids réduit (7 kilos) rend transportables. Deux batteries portées à dos d'homme par deux accompagnateurs, une caméra aux mains d'un opérateur, voilà l'équipe de prise de vues qui peut désormais suivre et filmer une cordée de spéléologues. Le champ des merveilleuses souterraines s'ouvre enfin aux cinéastes.

Pierre MINVILLE.

CHEZ PHOTO-PLAT
LE NEUF EST SOLDÉ JUSQU'À 50%
Du 25 février au 10 mars, PHOTO-PLAT soldes avec des remises allant jusqu'à 50% des appareils neufs de démonstration ou de vitrines. Faites des offres exceptionnelles sur des appareils photo, caméras, projecteurs, Hi-Fi, Neufs, garantis, livrés en emballage d'origine. Lisez sur simple demande. Délai d'expédition 100%.

Stock Central PHOTO-PLAT
3739, rue La Fayette PARIS 9^e

(PUBLICITÉ)
LE MONDE ET L'HISTOIRE EN DIAPOSITIVES
39 F
La série de 50 vues, avec brochure-commentaire. Nouveaux : CHOCOLAT, TIRAGE RÉCENT, U.S.A., TURQUIE, Océan Indien, U.S.A., ÉGYPTES, ITALIE, GOTHIQUE, VOLCANES, BALL, etc.
Dor + 2 vues spéciales en 4 mm. Franceclair Color. 68239 Beauvillier.

ARTISTE, CADRE, ÉTUDIANT, INDUSTRIEL MÈRE DE FAMILLE...
...la Banque de Film de Format Populaire garantit :
● Promotion de tous vos films super-8.
● Finition (montage, générique, sonorisation).
● Création (préparation ou tournage).
● Edition de vos œuvres.
Renseign. : B.F.F.P., 19, villa E.-Mayer - 75016 PARIS - 525-97-76

Plaisirs de la table

ANNIVERSAIRES

« **D**ES Baux, je jure ma capitale », chantait Frédéric Mistral. Raymond Thuillier l'a voulu imiter et réusir ici sa vie. Une vie multiple car en son *Ouvrage de Baux* il n'est pas seulement le cuisinier, l'hôte magnifique, le peintre et le poète, mais tout cela à la fois et plus encore. Raymond Thuillier fête, ce mois de mars, ses quatre-vingts ans. Ou, plus exactement, ses amis le fêtent à l'occasion de ses quatre-vingts printemps, en un dîner chez Mazim's. A l'initiative de M.M. Paul, Henri et Rémi Krug.

Au menu le fois gras comme à l'Oustau, les petits roussets au basilic, le gigot d'agneau des Alpilles en croûte avec son gratin dauphinois, etc.

d'Argent. Il est vrai qu'à la recette de Frédéric, Claude Terrail a fait ajouter dix-sept autres préparations. Et le 17 mars, ce cinquantième anniversaire aura la vie sauve tandis que quelques amis de Claude Terrail attaqueront les suivants (après une variation homardesque et avant les pêches de la vallée de l'Eyreux, flammées). Les filets desdits canetons, dans la cuisine toute neuve refaite de la Tour, auront été enrobés d'une gelée au sauternes. Au très vieux sauternes. J'ai goûté. C'est remarquable. L'envoi ayant ainsi été donné, les grands de ce monde pourront allègrement pousser jusqu'au millionième canard, ces « coquins » d'écailles, comme disait Daudet, que Frédéric troussait, « ouvrant d'une main sûre à l'arcebut toutes les perspectives du goût ».

res du mois sans souligner que les « Mercredis du Bristol » ont en deux ans. Du moins, ils les auront le 10 mars et le menu « Recherches et Créations culinaires », ce jour-là, sera le suivant : foie gras frais poché au mollusques, saumon de Loire braisé beurre blanc, canard de Challans à la Curmonsky (aux olives et aux navets, une merveille !), sorbet mince à la mandarine et petits fours.

LA REYNIERE.

MIETTES

● Les confitures de Bar-le-Duc. — On ne trouve plus à Paris ses confitures de groseilles blanches et rouges épépées à la main et à la plume d'ore. M. Anblanc, à quarante-cinq ans est resté. Elles étaient incomparables, artisanalement préparées.

Un correspondant de Bar-le-Duc m'assure que le « brevel » a été racheté par M. Dubiez (34, rue de l'Étoile). Mais de nombreux lecteurs s'inquiètent de n'en plus trouver à Paris. Alors ? Existait-elles encore, oui ou non ? D'autant qu'à la radio, l'autre jour, il a été parlé d'une contrainte à ce sujet !

● Séminaires de cuisine. — M. Guillot, le maître du *Vieux-Marty* (l'auberge qu'il a vendue voilà trois ans) perpétue ses recettes, notamment son étonnant feuilletage, s'annule dans sa retraite. Aussi organise-t-il des « séminaires » de cuisine en Provence. Renseignements au Mas des herbes blanches (Touces-Gordes), tél. : 72-00-74.

Et André Guillot y a découvert un bon cuisinier, M. Dumas, aux tournaux du Vaccarès, place du Forum, en Arles.

Rive gauche
A SAINT-GERMAIN DES PRÈS TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC
Pâtisseries, crêpes, gaufres, waffles, etc.
LE FURSTENBERG
Pâtisseries, crêpes, gaufres, waffles, etc.
Le Münche
Pâtisseries, crêpes, gaufres, waffles, etc.
25, rue de Buci - Paris 6^e

LES TROIS TOURS
Le nouveau relais des gourmets dans un cadre étonnant
TOUR
MAINE-MONTPARNASSE
12, rue de l'Arrière-Vue 75014

au quai d'orsay
est ouvert tous les jours
le samedi toute la journée
Fermé le dimanche
49, quai d'Orsay, Paris 7^e - tél. 551-58-58

Rive droite
ELDO
Son banc d'huitres
770.13.59
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Le Chalet
84, boulevard des Capucines (7^e)
Tél. : 347-24-44
SPECIALITÉS MARIAGES
La plus belle carte de poissons
SALLS CLAMATISSE
Fermé dimanche et lundi

Julien
16, rue du Fg Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

Chez Jean L'Arvegnat
52, rue Lamartine - 9^e 878.8273
TRIPOUX DE CHEZ LUI
Quai de Cochon Farcie au Vin Blanc
Sa Morue Arvegnate - Sa Poche
"Ma foi, cela mérite une visite !"
LA REYNIERE
Fermé le dimanche

Chez Mauricee
depuis 45 ans de Père en Fils
SON BANC D'HUITRES
Specialité de POISSONS
BOULLABAISSE 28 F.
comme à Marseille
3, r. du Fg St-Denis - 10^e F./marc.
770-31-39

CHATEAU DUCRU BEAUCAILLOU
GRAND CRU CLASSE DE BORDEAUX

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Perrier, Paris 17^e - 754-74-14

OUVERTS JOUR ET NUIT
FRUITS DE MER - GRATINÉE - GRILLADES
AU PIED DE COCHON
le Français RESTAURANT des Halles
6, rue Capillière - 236-11-75

UN FESTIVAL DE CHOUCROUTES
BAUMANN
64, AV. DES TERNES, 17 - Tél. 750.16.66 et 754.01.13
DEJEUNERS D'AFFAIRES - DINERS - SOUPERS
SON BANC D'HUITRES - SES PÂTES - SES VIANDES
3-6-10-15-20-25-30-35-40-45-50-55-60-65-70-75-80-85-90-95-100-105-110-115-120-125-130-135-140-145-150-155-160-165-170-175-180-185-190-195-200-205-210-215-220-225-230-235-240-245-250-255-260-265-270-275-280-285-290-295-300-305-310-315-320-325-330-335-340-345-350-355-360-365-370-375-380-385-390-395-400-405-410-415-420-425-430-435-440-445-450-455-460-465-470-475-480-485-490-495-500-505-510-515-520-525-530-535-540-545-550-555-560-565-570-575-580-585-590-595-600-605-610-615-620-625-630-635-640-645-650-655-660-665-670-675-680-685-690-695-700-705-710-715-720-725-730-735-740-745-750-755-760-765-770-775-780-785-790-795-800-805-810-815-820-825-830-835-840-845-850-855-860-865-870-875-880-885-890-895-900-905-910-915-920-925-930-935-940-945-950-955-960-965-970-975-980-985-990-995-1000-1005-1010-1015-1020-1025-1030-1035-1040-1045-1050-1055-1060-1065-1070-1075-1080-1085-1090-1095-1100-1105-1110-1115-1120-1125-1130-1135-1140-1145-1150-1155-1160-1165-1170-1175-1180-1185-1190-1195-1200-1205-1210-1215-1220-1225-1230-1235-1240-1245-1250-1255-1260-1265-1270-1275-1280-1285-1290-1295-1300-1305-1310-1315-1320-1325-1330-1335-1340-1345-1350-1355-1360-1365-1370-1375-1380-1385-1390-1395-1400-1405-1410-1415-1420-1425-1430-1435-1440-1445-1450-1455-1460-1465-1470-1475-1480-1485-1490-1495-1500-1505-1510-1515-1520-1525-1530-1535-1540-1545-1550-1555-1560-1565-1570-1575-1580-1585-1590-1595-1600-1605-1610-1615-1620-1625-1630-1635-1640-1645-1650-1655-1660-1665-1670-1675-1680-1685-1690-1695-1700-1705-1710-1715-1720-1725-1730-1735-1740-1745-1750-1755-1760-1765-1770-1775-1780-1785-1790-1795-1800-1805-1810-1815-1820-1825-1830-1835-1840-1845-1850-1855-1860-1865-1870-1875-1880-1885-1890-1895-1900-1905-1910-1915-1920-1925-1930-1935-1940-1945-1950-1955-1960-1965-1970-1975-1980-1985-1990-1995-2000-2005-2010-2015-2020-2025-2030-2035-2040-2045-2050-2055-2060-2065-2070-2075-2080-2085-2090-2095-2100-2105-2110-2115-2120-2125-2130-2135-2140-2145-2150-2155-2160-2165-2170-2175-2180-2185-2190-2195-2200-2205-2210-2215-2220-2225-2230-2235-2240-2245-2250-2255-2260-2265-2270-2275-2280-2285-2290-2295-2300-2305-2310-2315-2320-2325-2330-2335-2340-2345-2350-2355-2360-2365-2370-2375-2380-2385-2390-2395-2400-2405-2410-2415-2420-2425-2430-2435-2440-2445-2450-2455-2460-2465-2470-2475-2480-2485-2490-2495-2500-2505-2510-2515-2520-2525-2530-2535-2540-2545-2550-2555-2560-2565-2570-2575-2580-2585-2590-2595-2600-2605-2610-2615-2620-2625-2630-2635-2640-2645-2650-2655-2660-2665-2670-2675-2680-2685-2690-2695-2700-2705-2710-2715-2720-2725-2730-2735-2740-2745-2750-2755-2760-2765-2770-2775-2780-2785-2790-2795-2800-2805-2810-2815-2820-2825-2830-2835-2840-2845-2850-2855-2860-2865-2870-2875-2880-2885-2890-2895-2900-2905-2910-2915-2920-2925-2930-2935-2940-2945-2950-2955-2960-2965-2970-2975-2980-2985-2990-2995-3000-3005-3010-3015-3020-3025-3030-3035-3040-3045-3050-3055-3060-3065-3070-3075-3080-3085-3090-3095-3100-3105-3110-3115-3120-3125-3130-3135-3140-3145-3150-3155-3160-3165-3170-3175-3180-3185-3190-3195-3200-3205-3210-3215-3220-3225-3230-3235-3240-3245-3250-3255-3260-3265-3270-3275-3280-3285-3290-3295-3300-3305-3310-3315-3320-3325-3330-3335-3340-3345-3350-3355-3360-3365-3370-3375-3380-3385-3390-3395-3400-3405-3410-3415-3420-3425-3430-3435-3440-3445-3450-3455-3460-3465-3470-3475-3480-3485-3490-3495-3500-3505-3510-3515-3520-3525-3530-3535-3540-3545-3550-3555-3560-3565-3570-3575-3580-3585-3590-3595-3600-3605-3610-3615-3620-3625-3630-3635-3640-3645-3650-3655-3660-3665-3670-3675-3680-3685-3690-3695-3700-3705-3710-3715-3720-3725-3730-3735-3740-3745-3750-3755-3760-3765-3770-3775-3780-3785-3790-3795-3800-3805-3810-3815-3820-3825-3830-3835-3840-3845-3850-3855-3860-3865-3870-3875-3880-3885-3890-3895-3900-3905-3910-3915-3920-3925-3930-3935-3940-3945-3950-3955-3960-3965-3970-3975-3980-3985-3990-3995-4000-4005-4010-4015-4020-4025-4030-4035-4040-4045-4050-4055-4060-4065-4070-4075-4080-4085-4090-4095-4100-4105-4110-4115-4120-4125-4130-4135-4140-4145-4150-4155-4160-4165-4170-4175-4180-4185-4190-4195-4200-4205-4210-4215-4220-4225-4230-4235-4240-4245-4250-4255-4260-4265-4270-4275-4280-4285-4290-4295-4300-4305-4310-4315-4320-4325-4330-4335-4340-4345-4350-4355-4360-4365-4370-4375-4380-4385-4390-4395-4400-4405-4410-4415-4420-4425-4430-4435-4440-4445-4450-4455-4460-4465-4470-4475-4480-4485-4490-4495-4500-4505-4510-4515-4520-4525-4530-4535-4540-4545-4550-4555-4560-4565-4570-4575-4580-4585-4590-4595-4600-4605-4610-4615-4620-4625-4630-4635-4640-4645-4650-4655-4660-4665-4670-4675-4680-4685-4690-4695-4700-4705-4710-4715-4720-4725-4730-4735-4740-4745-4750-4755-4760-4765-4770-4775-4780-4785-4790-4795-4800-4805-4810-4815-4820-4825-4830-4835-4840-4845-4850-4855-4860-4865-4870-4875-4880-4885-4890-4895-4900-4905-4910-4915-4920-4925-4930-4935-4940-4945-4950-4955-4960-4965-4970-4975-4980-4985-4990-4995-5000-5005-5010-5015-5020-5025-5030-5035-5040-5045-5050-5055-5060-5065-5070-5075-5080-5085-5090-5095-5100-5105-5110-5115-5120-5125-5130-5135-5140-5145-5150-5155-5160-5165-5170-5175-5180-5185-5190-5195-5200-5205-5210-5215-5220-5225-5230-5235-5240-5245-5250-5255-5260-5265-5270-5275-5280-5285-5290-5295-5300-5305-5310-5315-5320-5325-5330-5335-5340-5345-5350-5355-5360-5365-5370-5375-5380-5385-5390-5395-5400-5405-5410-5415-5420-5425-5430-5435-5440-5445-5450-5455-5460-5465-5470-5475-5480-5485-5490-5495-5500-5505-5510-5515-5520-5525-5530-5535-5540-5545-5550-5555-5560-5565-5570-5575-5580-5585-5590-5595-5600-5605-5610-5615-5620-5625-5630-5635-5640-5645-5650-5655-5660-5665-5670-5675-5680-5685-5690-5695-5700-5705-5710-5715-5720-5725-5730-5735-5740-5745-5750-5755-5760-5765-5770-5775-5780-5785-5790-5795-5800-5805-5810-5815-5820-5825-5830-5835-5840-5845-5850-5855-5860-5865-5870-5875-5880-5885-5890-5895-5900-5905-5910-5915-5920-5925-5930-5935-5940-5945-5950-5955-5960-5965-5970-5975-5980-5985-5990-5995-6000-6005-6010-6015-6020-6025-6030-6035-6040-6045-6050-6055-6060-6065-6070-6075-6080-6085-6090-6095-6100-6105-6110-6115-6120-6125-6130-6135-6140-6145-6150-6155-6160-6165-6170-6175-6180-6185-6190-6195-6200-6205-6210-6215-6220-6225-6230-6235-6240-6245-6250-6255-6260-6265-6270-6275-6280-6285-6290-6295-6300-

Jeunes

UNE DOYENNE DÉMÉNAGE

« L'HEURE JOYEUSE », la doyenne des bibliothèques enfantines de Paris, a fêté son cinquantième anniversaire en déménageant. Délaissant la triste rue Boutebrie, la voilà aujourd'hui dans la pittoresque rue des Prêtres-Saint-Séverin, installée face au cloître, dans un immeuble neuf, mais si bien intégré dans l'architecture environnante qu'on le croirait ancien et seulement rénové.

Cette bibliothèque fait partie d'un ensemble socio-culturel, et y voisine avec une crèche et un centre de protection maternelle et infantile. Elle dispose pour elle seule d'une superficie de 800 mètres carrés répartis sur trois niveaux. Au rez-de-chaussée, une vaste salle de lecture sur place ; au premier étage, « la salle de prêts » et ses dix mille volumes, et une salle attenante, moins vaste, réservée aux plus petits lecteurs ; au sous-sol, une salle d'activités et une salle de projection utilisée aussi à l'heure du conte.

Malgré les transformations immobilières du quartier qui en ont chassé presque toutes les familles modestes aux enfants nombreux, la bibliothèque reste toujours très fréquentée. Mille cinq cents lecteurs y viennent, de plusieurs quartiers de Paris, attirés par l'originalité et le renom de cette bibliothèque différente des autres. Il n'existe actuellement que deux autres bibliothèques réservées aux jeunes à Paris, l'une rue Sorbier, l'autre boulevard Mortier.

Un demi-siècle d'expérience

« L'Heure Joyeuse » a été inaugurée, rue Boutebrie, le 12 novembre 1924. Après la guerre de 1914-1918, un comité américain avait décidé de consacrer des fonds à la création d'une œuvre destinée à de petits Français. Il fallait beaucoup de ténacité au « Book Committee on children's libraries » pour faire accepter ce don par les autorités françaises, si nous n'avons pas besoin des Américains pour donner des livres aux enfants... comme on put l'entendre dire à l'époque, nous avions sûrement besoin d'eux pour découvrir ce que doit être une véritable bibliothèque pour enfants.

Dès sa création elle s'était assigné une double tâche : être et une bibliothèque modèle et un centre de documentation. Son second but, « l'Heure Joyeuse » l'assume surtout en tant que conservatoire, puisqu'elle possède de précieuses collections, certains deux mille volumes, des éditions originales de Jules Verne, de la comtesse de Ségur, de nombreux numéros du Magazine d'éducation et de récréation, etc. Regroupés dans une salle de réserve du rez-de-chaussée, les ouvrages rares seront, dès le mois d'avril, à la disposition du public adulte.

Bibliothèque modèle, elle l'est restée grâce à sa constante exigence de qualité. Un personnel nombreux et compétent placé sous la responsabilité d'un conservateur, Mlle Tussaux, s'attache à opérer un choix sévère des ouvrages, à créer une animation régulière, variable selon l'âge des enfants — heure du conte, club de lecture, exposition... — et à faire participer les usagers à la bonne marche de la bibliothèque.

Barrières

Il faut lire les souvenirs chateaux de Mme Leriche, qui fut avec Marguerite Grunz l'une des premières bibliothécaires de la maison, pour se rendre compte des difficultés qu'il a fallu vaincre pour imposer bien des exigences. La modestie par exemple, qui ne fut pas la moindre. Mathilde Leriche rappelle, non sans malice, les propos de cette directrice d'école qui, tout en admirant la collection de livres, frémissait à l'idée d'un mélange de sexes et suggérait de mettre... une barrière au milieu de la salle pour séparer les filles des garçons.

L'heure du conte, le club de lecture, les rencontres avec des auteurs, les expositions réalisées par les enfants eux-mêmes (comme le Canada au mois de février), continuent d'être les animations les plus souvent proposées, et l'on sait gré à la « nouvelle Heure Joyeuse » de ne pas s'écarter d'une multitude d'activités trop souvent rattachées ailleurs aux livres, comme les marionnettes, l'art des masques, le modelage, etc.

Les responsables de la rue des Prêtres-Saint-Séverin semblent avoir compris que ces activités devaient rester du domaine de la libre expression, et que le développement de leur action ne

pouvait se concevoir intelligemment que dans des domaines réclamant une organisation proche de celle du livre (prêts de disques ou de jeux, par exemple). Là encore, il est dommage que la place nécessaire à l'installation d'une discothèque et d'une ludothèque n'ait pas été prévue dans l'aménagement initial.

La qualité des prestations journalières, et depuis de si nombreuses années, par cette bibliothèque modèle aurait mérité de la part des services compétents de la Ville de Paris une attention plus soutenue — et des crédits !

« L'Heure Joyeuse » ferait peut-être encore figure de pionnier, si on l'aidait mieux, aucune réalisation (en France) n'offrant actuellement sous un même toit une bibliothèque, une discothèque et une ludothèque.

EDWIGE TALIBON-LAPOMME.

« L'Heure Joyeuse » : 6-12 rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. Tél. : 232-83-34 (du mardi au samedi, de 10 h. 30 à 18 h. 15).

Mathilde Leriche, Bulletin d'activités de livres pour enfants, n° 16, 4, rue Louvois, 75002 Paris. Tél. : 073-94-15.

DES TRÉTEAUX DANS LA COUR

BARBARA HOFFMANN est blonde, décidée, ses gestes sont nets et sa parole souriante. De la cabine de régie du théâtre Montferrat, comme chaque après-midi, elle guette son public. Des enfants, des adolescents, des gens du quartier, et même une vieille dame sage. Pas d'insultes. La Fête chez Ali est le troisième spectacle du Théâtre de l'Araignée après *Silence, là-dedans* et *Faut pas se laisser faire* (refusé par la commission d'agrément du ministère de l'Éducation).

Des titres clairs : on est très loin, ici, du répertoire enfantin traditionnel. Sur la scène, un mur noir, un escalier noir, une poubelle et deux tentes dressées : à gauche, une famille de travailleurs maghrébins, à droite une famille française. Pas question de transposer si peu que ce soit. On croirait assister à une séquence de cinéma-vérité : on fait de la cuisine, on joue de la guitare, on se regarde de travers, on s'affronte : « Planquez tout ça... On ne sait jamais... Ils sentent mauvais... »

Barbara Hoffmann, 18303.

Force est de reconnaître que la machine fonctionne, qu'il est donné à rire et à penser, sans complaisances ni ménagements. Les comédiens ont un jeu ferme et naturel, vertu plutôt rare dans le théâtre pour enfants. Et Barbara Hoffmann se réclame d'un théâtre brechtien de l'éducation sociale, en rêvant aux moyens solides du Gripsstheater de Berlin.

Non loin de la rue Montferrat, Françoise Pillet, très tôt chaque matin, charge sa camionnette et s'en va toute seule transporter son spectacle, une production de la Pomme verte, *Dix histoires pour un manège*. Françoise Pillet est brune, décidée, non moins nette, non moins souriante que Barbara Hoffmann. Son théâtre, c'est elle-même, qui vit les maternelles dans la région parisienne, mais aussi le Nord, Bourges, Marseille. Aujourd'hui, à Choleys-la-Roche, il pleut : impossible d'installer le parol-ménage dans la cour. Il faut abriter sous le préau les grandes boîtes d'accessoires, tandis que les gosses s'attroupent, déjà effrayés de l'événement : « Je suis effrayé de la tournure didactique que prend aujourd'hui le théâtre pour enfants. Le théâ-

tre n'est pas le discours, il n'est pas l'école, il ne doit pas la remplacer. Il a ses voies propres qui sont justement de développer ce que l'école oublie, lorsqu'elle ne l'étouffe pas : l'imagination, l'irrationnel, le pouvoir et l'audace d'inventer, par exemple, des histoires partout et avec n'importe quoi ».

L'escargot, le seau, l'oiseau et le chapeau

Pendant toute une journée Françoise Pillet entre trois, quatre fois, dans une nouvelle classe, passant de petits aux moyens et des moyens aux grands. À chaque fois un spectacle nouveau, une histoire nouvelle — qui se dit, qui se chante, qui se montre — une histoire dans chaque boîte : celle qui, sur une longue bande dessinée, lit l'histoire d'un petit garçon occupé à peindre en bleu toute sa maison et à la transformer en océan ; celle de l'escargot, du seau, de l'oiseau et du chapeau à partir de silhouettes de plastique qui s'attachent à un fil, qu'on peut reprendre à l'envers, au milieu ; celle des cousins,

où l'histoire finit lorsque la petite fille s'y endort ; celle où les doigts dessinés derrière un minuscule castelet se font acteurs et sont une famille heureuse qui va s'endormir dans un seul pyjama. Le spectacle trouve son animation en lui-même : « Surtout ne pas parler d'exploitation pédagogique ! ». On remet tous ensemble l'histoire dans sa boîte, on peut même la corriger.

« Je préfère l'histoire bleue » dit un tout petit garçon, au milieu de la salle de classe décorée de dessins représentant les familles. Dix heures est finie. La dame brune range ses boîtes avec un peu de mélancolie. Les enfants ne disent plus rien, sinon que le « spectacle » est fini. Elle sort. Et, une fois au bout du couloir, elle entend qu'ils l'applaudissent très fort. Une petite fille la rattrape dans l'escalier : « Dis, madame, tu es une maman ou une grande sœur ? »

BERNARD RAFFALLI.

★ Théâtre Montferrat, 74, rue Montferrat, 75005 Paris. T. 332-62-51.

★ La Pomme Verte, théâtre de Sartrouville, rue Louis-Michel, 75000 Sartrouville. Tél. : 922-42-51.

Jeux

Bridge

L'AGE DE RAISON

On peut, sans doute, atteindre très jeune une grande dextérité dans le jeu de la carte. En revanche, l'art des annonces, qui semble pourtant plus facile, exige une certaine maturité. L'exemple suivant est typique. La donne provient d'un championnat d'Europe junior et le déclarant avait quinze ans.

Ann. N. don. N-S vuln. Sud Ouest Nord Est
Stoppa Garozzo Chemla Mayer
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887

DANS LA COUR

L'encorset, le sautoir, le chapeau

Le chapeau, le sautoir, l'encorset... Les accessoires de la mode féminine sont de retour. Ils apportent une touche de sophistication à nos tenues. Le chapeau, en particulier, est devenu un véritable accessoire de mode. Il existe de nombreuses formes, des plus classiques aux plus originales. Le sautoir, quant à lui, est un accessoire qui se porte autour du cou. Il peut être en soie, en laine, en coton... L'encorset, enfin, est un accessoire qui se porte sous les vêtements. Il sert à soutenir le buste et à donner une silhouette plus élégante.

Jeux

Bridge

L'AGE DE RAISON

Le bridge est un jeu de cartes qui nécessite une certaine stratégie. Il est souvent joué en quatre personnes, deux équipes de deux. Le but du jeu est de gagner des points en combinant les cartes. Le jeu est très populaire et est souvent joué lors de soirées d'été.

Philatélie

La philatélie est l'étude et la collection des timbres-poste. C'est un hobby très populaire qui permet de découvrir de nouvelles cultures et de se faire de nouveaux amis. Les collectionneurs de timbres-poste peuvent trouver de nombreux sites en ligne pour acheter et vendre des timbres.

Maison

Les quarante-cinq ans des Arts ménagers

Le mercredi 3 ou dimanche 14 mars, la quarante-cinquième Salon des arts ménagers se tiendra au Palais du C.N.I.T., à la Défense. Soixante ans après sa création, ce salon garde ses idées (exposants et visiteurs), mais les organisateurs ont adapté à l'actualité, le plaçant cette année sous le signe de l'information du consommateur. Il est vrai que le Salon des arts ménagers reste la plus grande « vitrine » de nouveautés en matière d'équipement de la maison. Il est dommage cependant que les exposants ne soient pas plus exigeants sur la compétence technique du personnel présent sur les stands et qui devrait pouvoir mieux répondre aux questions posées par le public.

Cette information que le consommateur recherche désormais avant tout achat est facilitée par un étiquetage mis au point par l'AFET (Association française pour l'étiquetage d'information). Quatre types d'appareils en bénéficient déjà (aspirateurs, machines à laver le linge, poêles à mazout et téléviseurs noir et blanc), auxquels vont s'ajouter, à partir du Salon, les réfrigérateurs, congélateurs et lave-vaisselle. L'étiquetage AFET (qui n'est pas un label) indique le nom et l'adresse du fabricant, les caractéristiques et performances du produit, des conseils d'utilisation, des informations sur la garantie et le service après-vente et, à la demande de l'agence pour les économies d'énergie, les consommations de l'appareil.

Toujours plus froid

Parmi les nouveaux appareils de « froid » présentés au Salon et dans la gamme des réfrigérateurs à compartiment à -18°C pour la conservation des surgelés. Frigidaire propose un modèle de très grande capacité : réfrigérateur de 400 litres et conservateur de 205 litres. Cet appareil d'importation américaine est doté d'un magnétophone permettant d'enregistrer des messages pour l'aide familiale ou des recettes, ou des recommandations aux enfants. Le prix de 8450 francs est à la mesure des performances en tous genres de ce réfrigérateur de grand luxe. Conçu pour les citadins désireux de faire de la congélation, les nouveaux « combinés » associent réfrigérateur et congélateur en deux enceintes superposées, dotées chacune d'un circuit frigorifique. Ce qui représente un progrès par rapport aux appareils « 4 étoiles » à double porte, mais un seul moteur.

De Dietrich, Philips, Zanussi exposent des « combinés » alliant des réfrigérateurs de 160 litres à 215 litres à des congélateurs de

120 litres à 145 litres. Le combiné de Bauknecht possède un compartiment de précongélation. Ces nouveaux modèles mixtes valent entre 2500 F et 3500 F, selon les capacités.

Cuire à point

Abandonnés depuis vingt-cinq ans, les réfrigérateurs à absorption reviennent avec des améliorations techniques apportées par Starcold, nouvelle marque issue d'un accord Sibir-Camping gaz international. Avantages de l'absorption : silence (appréciable dans un studio avec cuisinette), grande robustesse (aucune pièce mécanique en mouvement) et fonctionnement toutes énergies. Un inconvénient toutefois : prix plus élevé que celui des appareils à compression.

Les appareils de cuisson suivent la tendance qui s'affirme pour l'encastrement des matériels dans les éléments de cuisine. Les nouvelles cuisinières s'allient en hauteur sur les plans de travail ; en façade, les bandeaux de commande et les poignées de four sont en retrait. La plupart des constructeurs ont des cuisinières encastrables, à gaz, électriques ou mixtes. Brandt en présente également une à plaque lisse en vitrocérame à quatre zones de cuisson. En raison de leur prix, ces nouvelles plaques pouvaient lentement leur carrière ; on les trouve aussi en élément séparé à encastrer dans un plan de travail (Alirux, Rosières). Eno vient de sortir deux « platines » de cuisson, l'une à deux brûleurs à gaz et l'autre à deux plaques électriques à palpeur thermostatique (dont une de grand diamètre, ce qui est rare). Ces éléments de cuisson, disposés dans un boîtier encastrable à poser sur un plan de travail, sont pratiques pour ceux qui déménagent fréquemment.

Le four à chaleur pulsée (par une turbine placée derrière la paroi du fond) se généralise ; il permet des cuissons homogènes, sans risques de « coup de feu » ni besoin de retourner les pièces de viande ou volaille. Parmi les fours de ce genre, de nouveaux modèles à encastrer à hauteur de vue (Bauknecht, Chappée, De Dietrich, Philips, Rosières). Chez Cadillac, sortie d'un petit four à chaleur tournante à poser ou à encastrer. Même technique de cuisson pour l'élément supérieur d'un combiné, four et demi-four. De Neff, où le réglage des températures et la programmation se font par des touches semblables à celles des machines à calculer.

JANY AUJAME

* Salon ouvert tous les jours de 10 h. à 19 h. : 3 et 14 mars, 10 h. à 19 h. : 15 et 16 mars. Entrée : avant 13 h., 5 F ; après 13 h., 10 F. Le vendredi, entre 13 h. et 19 h., 10 F.

Mal de gorge? Passez à l'action.



Les tablettes Humex Fournier Kinaldine Vitamine C contiennent de la Kinaldine, antiseptique puissant qui combat l'infection à base de Vitamine C, elles renforcent et stimulent les défenses de l'organisme. Et comme la gorge c'est aussi le palais, les pastilles Humex ont un bon goût de citron.

HUMEX FOURNIER

Demandez-les à votre pharmacien. Laboratoires Fournier, Dijon. Visa n° CP 207 A 478

DINERS A LA BAGUETTE

La Compagnie française de l'Orient et de la Chine (C.F.O.C.) vient d'ouvrir, dans son magasin de Maine-Montparnasse, un nouveau rayon de produits alimentaires chinois et vietnamiens. Pour la première fois — à notre connaissance — ces produits exotiques sont enfin vendus avec des conseils d'utilisation. C'est Marcel Phat, spécialiste de la gastronomie sino-vietnamienne, qui explique comment réaliser les plats de cette cuisine raffinée avec les ingrédients allégés sur les rayons.

Frites à soupe croustillantes, nouilles de riz, pâtes à chair de crevettes, saucis d'huîtres, abalone (conservé de fruits de mer) peuvent ainsi être employés pour des recettes authentiques et adaptées aux possibilités culinaires de chacun, du néophyte ayant tout à découvrir à l'initié recherchant un plat nouveau.

A quelques pas de la Tour, Kitchon Bazar vient de faire peau neuve. Outre une nouvelle disposition des « coins dévoués » aux tentatives de cuisine, au matériel de pâtisserie et à la coutellerie et couverts de bois, on peut y glaner des idées pour installer une cuisine à partir d'échelles à crémaillères et tablettes de sapin. Ces éléments Monté, de Bruyn-zeel, permettent de composer des rangements, des plans de travail et des colonnes d'encastrement d'appareils ménagers. Ils peuvent s'emporter ou être livrés immédiatement et constituent un équipement de cuisine amovible qui peut séduire célibataires ou jeunes couples astreints à un certain nomadisme par le hasard des locations. — J. A.

* C.F.O.C., centre commercial Maine-Montparnasse, 17, rue de l'Arrière, 75015 Paris.
* Kitchon Bazar, 11, rue d'Alençon (angle avenue du Maine), 75015 Paris.

La laine et nous

A la Maison des clubs UNESCO, une exposition-vente de tissus a lieu jusqu'au 11 mars. Organisée à l'initiative du Conseil régional des clubs UNESCO de la région parisienne, cette manifestation reflète le besoin humain d'un rapport avec la laine. Jeanine Hagmann y présente des tapisseries tissées à Annaberg en broderie à l'aiguille, tandis que les costumes entre continents sont évoqués par des photos d'élevages dans divers pays et l'exposition de vêtements de bergers de France, du Maroc, d'Asie centrale et d'Amérique latine.

* Maison des clubs UNESCO, 43, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Un nouveau confrère. — Seize printemps ont fleuri depuis la dernière création d'une revue de jardinage (*Mon jardin et ma maison*) et depuis une nouvelle génération de jardiniers est apparue. C'est l'une des raisons qui ont conduit Christiane Eliaire à créer sa propre revue après dix années d'expérience de la presse horticole. Cette publication, elle l'a voulue résolument pratique, différente, gaie, précise sans bavardages, et conçue pour l'amateur (celui qui aime, mais ne connaît pas toujours), afin que le jardinage devienne pour beaucoup une découverte et pour tous un plaisir.

* Jardin magazine, 88 pages sans maquette le 1^{er} mars au prix de 7 francs.

odette

mince et élégante avec une ligne légère et efficace • sur mesure soutien-gorge, combiné maillot de bain sur rendez-vous 770 42 77 66 rue d'Haussmann 75010 Paris 4^e étage avec ascenseur

Des canapés contemporains habillés spécialement pour vous.

Nous avons sélectionné quelques-uns des plus beaux canapés contemporains. Puis nous avons recherché les tissus que nous aimions et qui nous permettraient de personnaliser avec vous le modèle que vous aurez choisi.

PERSONA

Aménagement contemporain, décoration. 47, rue de l'Université PARIS 7. Tél. : 548-95-83.

Mode

Pantalonnades

ALLONS-NOUS assister à une nouvelle « pantalonnade », celle du spectacle donné par les femmes de quarante ans et plus portant culotte ? En effet, un grand confectionneur, surtout connu pour ses pantalons en maille, vient de persuader Brigitte Bardot de tourner une séquence publicitaire, que nous verrons prochainement sur le petit écran, dans un de ses modèles. La cible : le marché de la quarantaine, celui de la génération de B.B. Personne ne peut se targuer d'avoir en autant d'influence qu'elle sur la mode quotidienne.

A ses débuts au cinéma, elle est plus grande que la plupart de ses partenaires, et doit jouer en ballerines. Toutes ses administratrices la suivent... au pas. Toujours ingénue, lorsqu'elle épouse Jacques Charrier, c'est habillée par Jacques Estève en vinyle quadrillé rose et blanc, orné de broderie anglaise. Le tissu se débite en kilomètres de par le monde, et ce pendant quinze ans. Pour une réception à l'Élysée, habillée en husard, des brandebourgs imprimés sur sa tunique, comme le galon qui souligne la ceinture de son pantalon, elle fait dire au général de Gaulle : « Si j'avais su, je me serais mis en tenue... » Fêtant son quarantième anniversaire par la sortie d'un album de photos qui nous la montrent toujours aussi jeune et belle, notre vedette va-t-elle comme l'espèrent les réalisateurs de la séquence télévisée, remettre en pantalon ses contemporaines à la recherche d'un élixir de jeunesse ? Certes, les récentes collections des couturiers nous en ont montré un peu partout, mais on peut douter qu'il s'agisse, dans leur esprit, d'autre chose que de propositions en alternative avec des jupes de formes plutôt droites, mais confortables.

Des planches à pain

Le Robert définit la pantalonnade de « danse burlesque, d'après *Pantalon*, personnage de la comédie italienne ». Et n'est-ce pas là le risque... à moins d'avoir le galbe de Brigitte Bardot, ses longues jambes et ses fines chevilles ?

Or les statistiques nous démontrent que 32 % des Françaises portent du 44, et 2 % du 46 et plus, et cela à tous les âges, alors que la plupart des boutiques de mode se concentrent sur les 36 et les 40, c'est-à-dire sur moins de 5 % des adultes en activité, sans parler du troisième âge !



(Croquis de MARCQ.)

AMBRE : ensemble coordonné en mélange de lin et de courtelle marine, lavable en machine. La jupe à talon de 4 cm. (84 F), chemise (119 F), le chandail à manches courtes et décolleté au carré (69 F) est travaillé de nervures en diagonale, tandis que la veste ouverte est rayée bleu, blanc, rouge (99 F). Existe du 44 au 54, en canelure d'orange et de pêche ou de bleu clair et de vert Nil, toujours avec de l'écrin dans les queues et jupe unie. (En vente : 83, avenue du Général-Leclerc, dans les centres commerciaux de la périphérie parisienne et à Lyon, à la Part-Dieu.)

UNIC FENÊTRIER : chaussette bicolorée laccée en chevron rouge ou marine et blanc sur semelle de cuir à talon de 4 cm. (84 F), chaussette, 61, avenue Franklin-Roosevelt; France et fils, 91, avenue Paul-Desmoulin; et au Soulier d'or, 9, boulevard Malesherbes.)

Alors qu'en Angleterre tous les rayons de prêt-à-porter des grands magasins vendent les mêmes modèles du 36 au 46, à Paris, les coloris à la mode, les jolies matières, les formes séduisantes (aussi bien en robes qu'en jupes et chemisiers, voire en maillots de bain), paraissent destinés à des créatures ébriées et plates comme des planches à pain. Cette curieuse optique se traduit même dans certains grands magasins par l'importation de Suède, où les grandes et belles femmes abondent, des mêmes tailles que celles fabriquées ici.

Signalons cependant quelques exceptions : C & A se signale dans les premiers prix et surtout pour les manteaux. La Samaritaine offre le choix le plus important de grandes tailles, malheureusement souvent en couleurs banales ou en imprimés qui forcent un peu la note, à moins de fouiller parmi les vêtements de travail. Franck & Pils fait exécuter par ses fournisseurs habituels les tailles intermédiaires dans les nouveautés textiles de la saison.

Certaines boutiques Rodier commandent jusqu'en taille 6 leurs célèbres chemisiers en glans. Toujours dans les points de vente à prix moyens, Aubert (39-41, rue La Fayette) est encore très traditionnel, avec ses robes princesses structurées et surpliquées.

Victoire (12, place des Victoires) importe de Londres, de Dublin et d'Irlande une gamme originale de tenues de sport, de robes d'intérieur, et fait faire des

modèles plus habillés. Dans cet esprit de qualité, il faut aussi classer Burberrys (10, bd Malesherbes), dont les imperméables, les loden, les jupes et les tricolores suivent les canures anglaises, plus épaillées que les nôtres, et où l'on peut commander sur mesure.

Après quelques essais timides, le chaîne Ambre, qui fait partie du groupe Prénatal et Materna, se détache de son optique d'origine et prend conscience du vide à combler dans le secteur au-dessus du 44 de la mode féminine. Neuf points de vente à Paris, dans les centres commerciaux périphériques et en province, bénéficient du goût et du dynamisme d'une jeune acheteuse, Yanick Charlot qui lance pour le printemps toute une série d'ensembles lavables coordonnés en mélanges de synthétiques, en couleurs seyant et jeunes. Les robes et les manteaux classiques voisinent avec ces deux-pièces, ces chemisiers de bonne tenue, aux empiècements d'épaule remplaçant les pinces de poitrine rarement bien placées.

Les tenues du soir, jupes longues et chemisiers, sont aussi faciles à porter, et quelques pantalons marine ou noir sont coupés en tenant compte de la morphologie féminine. Les prix sont accessibles, compte tenu du nombre de petites pièces interchangeables qui permettent de constituer un ensemble de jupe, haut et veste en dessous de 300 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MONDIAL MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE VOUS PROPOSE

SUPER VELOURS disponibles en six magnifiques coloris

32,50 F le M²

MOQUETTE BOUCLEE

15 F le M²

GRANDE LARGEUR

APPORTER VOS DIMENSIONS

DECOREE FINS de SERIE

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRES BAS

39 F le M²

IMBATTABLE à Qualité égale

DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

12 F le M²

PLUS de 200 CHUTES de 10 à 30 m²

OUVERT :

1^{er} Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5^{ème} arr. des Lilas. Tél. : 858-1646

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 405.45.12

COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pneu d'Antenneau. Tél. : 451-70-12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Pres gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT. Tél. : 606.05.73

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures - R.N. 5. Tél. : 388.44.70

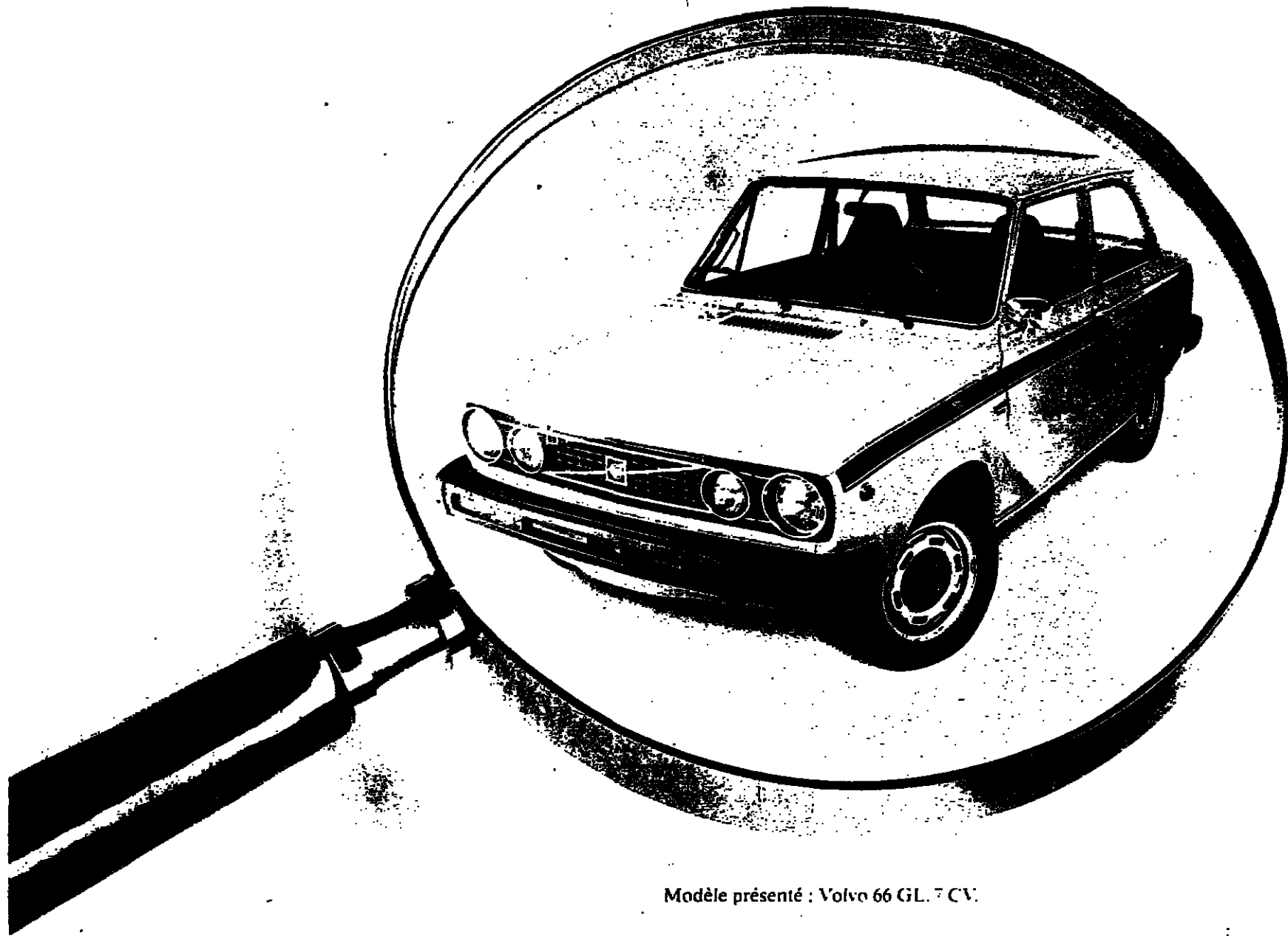
SARCELLES : 29, av. Division-Leclerc - R.N. 16. Tél. : 990.00.77

PARIS 13^e : 40 quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 321.72.38

PARIS 14^e : 60, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans. Tél. : 539.38.62

PARIS 19^e : 144, pl. de La Villette. M^o Colonel-Fabien et J.-Jaures. Tél. : 263.00.79

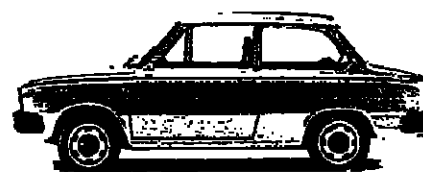
LA VOLVO 66. PETITE ET SURE.



Modèle présenté : Volvo 66 GL, 7 CV.

- La petite volvo 66 ne mesure que 3,90 m, soit 1 m de moins que toutes les volvo.
- La volvo 66 a de gros pare-chocs comme toutes les volvo.
- La volvo 66 a un habitacle de sécurité. La carrosserie est renforcée par une armature de profilés-caissons.
- La volvo 66 a une colonne de direction télescopique qui s'efface en cas de choc pour une plus grande sécurité du conducteur.
- La volvo 66 a un essieu de dion à l'arrière. Il assure une excellente tenue de route.
- La volvo 66 est équipée d'un servo-frein. 2 circuits indépendants de freinage donnent une sécurité de plus.
- La volvo 66 a un pare-brise en verre feuilleté.
- La volvo 66 est protégée par 5 traitements anti-corrosifs avant l'application de 3 couches de peinture.
- La volvo 66 a des sièges avec appuie-tête incorporé et des ceintures de sécurité à enrouleur automatique.
- La volvo 66 existe en version 6 et 7 CV.
- Les avantages qu'elle possède sont uniques dans sa catégorie.

VOLVO
Pour ceux qui réfléchissent.



La petite volvo 66, comme toutes les volvo, est garantie 1 an, sans limitation de kilométrage.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

rustiques
ou mont st-michel
à 300 000 000

LOTTO

هكذا من الأصل

CARNET

Noissances

M. et Mme Philippe Ségura
laissent à Patrick et Catherine la
joie d'annoncer la naissance de
Pierre.
26, villa Croix-Nivert,
75015 Paris.

Fiançailles

M. et Mme Pierre Kohn,
M. et Mme Samy Weinberg,
sont heureux de faire part de
fiançailles de leurs enfants
Assas et Michel.

M. et Mme Marc Naville,
M. et Mme Georges Legé,
sont heureux de faire part de
fiançailles de leurs enfants
Florence et Bernard.
23, rue Raynouard,
75018 Paris.
12, rue de l'Escurie,
62500 Saint-Omer.
18, rue Saint-Romain,
75006 Paris.

Décès

Le premier jurat,
Le conseil de la jurade de Saint-
Emilion et les jurats.
Le grand aumônier et l'aumônier
de la jurade.
Les pairs, prudhommes, prieurs et
vignerons donateurs de la jurade,
ont la profonde douleur de faire
part du décès de
Jean CAPDEMOULIN,
premier jurat fondateur
de la jurade de Saint-Emilion.
La cérémonie religieuse aura lieu
le samedi 28 février, à 10 heures,
en l'église collégiale de Saint-
Emilion (Gironde 33300).

Saint-Yrieix-la-Perche.
Mme Henri COINEAU.
Le docteur et Mme Jean Brachet,
M. et Mme Jean-Louis Coineau et
leurs enfants.
M. Jean-Marie Brachet et Mlle Mo-
nique Lehuire.
Mlle Isabelle Brachet.
Et toute la famille.
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Henri COINEAU,
industriel,
ancien combattant 1914-1918,
médaille d'Orléans,
médaille de Serbie,
médaille de la Résistance,
croix du combattant volontaire
1939-1945,
médaille de Courage
et du Dévouement,
survenu le 21 février 1976, à l'âge de
soixante-dix-huit ans.
Les obsèques ont été célébrées le
mardi 24 février, à 10 h. 30, en
l'église du Moustier, à Saint-Yrieix-
la-Perche.

Le président, le délégué général,
Les membres et les collaborateurs
du Syndicat des importateurs de
produits pétroliers du Sud-Est et
Centre (SIPREC)
ont le regret de faire part du décès de

M. Henri COINEAU,
président-directeur général
des Etablissements H. Coineau,
survenu le 21 février, à Saint-Yrieix-
la-Perche, à l'âge de soixante-dix-
huit ans.
12, rue de Preaubourg,
Paris (16^e).

M. Léopold Fougereau.
Son fils Marcel Fougereau.
Ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants.
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Georgette
FOUGEREAU,
née Louis,
officier de la Légion d'honneur,
secrétaire
au cabinet de G. Clemenceau,
survenu le 24 février 1976, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.
Ses obsèques auront lieu le samedi
28 février 1976, à 10 heures, en
l'église de Saint-en-Pulvisse
(Yonne).

Mme Fougereau Bernicay,
4, allée des Hirondelles,
Villagespo,
91240 Saint-Michel-sur-Orge.

M. et Mme Pierre Gosselin,
Bertrand Gosselin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice GOSSELIN,
née Apolline Heibronner,
artiste lyrique,
survenu le 18 février, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.
L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, au cimetière de Montmartre,
le mardi 24 février.
5, rue Bure,
Paris (18^e).

Mme Georges Huvelin.
M. et Mme Gilles Streichenberger,
Nathalie, Dorothee, Olivier et
Laurent.
M. et Mme Philippe Huvelin,
Stéphane, Véronique et Patricia.
M. et Mme Bernard Duprat et
Claire.
M. et Mme Pierre Huvelin,
Mme Françoise Amblard,
M. et Mme Paul Huvelin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges HUVELIN,
officier de la Légion d'honneur,
leur époux, père, grand-père et frère,
survenu à Neuilly, à l'âge de
soixante-huit ans.
La cérémonie religieuse sera céle-
brée le lundi 1^{er} mars, à 11 heures,
en l'église Saint-Pierre de Neuilly,
80, avenue du Roule, à Neuilly-sur-
Seine.
L'inhumation aura lieu dans l'inti-
mité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
28, boulevard d'Inkermann,
92200 Neuilly-sur-Seine.

(M. Georges Huvelin, né le 16 avril
1907, à Beaune, et ingénieur au corps
des ponts et chaussées, était président
de la Compagnie générale des eaux et
du Syndicat professionnel des distri-
buteurs d'eau. Il était le frère de M. Paul
Huvelin, ancien président du C.N.P.F.)

L'Associazione Italiana
Imprenditori Colaboratori Termo-
autistici (ANICTA)
grand part avec profonde douleur
au décès de

M. Pierre MORAUX,
président de la Fédération euro-
péenne des syndicats d'entreprises
d'isolation.

M. et Mme Jean Pasquallat,
M. et Mme Charles Bergant,
Le docteur et Mme Henri Pasqua-
llat,
ont la douleur de faire part du
décès, survenu à Rabat, dans sa
quatre-vingt-unième année, de
M. Louis PASQUALLAT,
officier de la Légion d'honneur,
docteur honoraire
de la faculté des sciences
de Rabat.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité, le 14 février, à Rabat,
et l'inhumation sera faite ultérieu-
rement au cimetière de Meylan
(Isère).

On nous prie d'annoncer le
décès de
M. Max POMMEROLLE,
directeur des équipements sportifs
de la communauté urbaine,
ancien secrétaire général
de l'Académie de Lille,
président d'honneur du L.O.S.C.,
colonel de réserve,
président du comité de liaison
entre les clubs de la région militaire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite militaire,
officier des palmes académiques,
survenu à Lille le 25 février 1976,
dû à sa cinquante-troisième année.

Les funérailles auront lieu le
samedi 28 février 1976, à 15 heures,
à l'église Saint-Maurice, 14 h. 45, place de l'Eglise,
à Canteleu - Lambermont, suivies de
l'inhumation au cimetière de Can-
teleu dans le caveau de famille.
De la part de
Mme veuve Maurice Pommerolle-
Denoyelles, sa mère,
M. Manuel Pommerolle, son fils,
Marie-Odile,
M. et Mme Denoyelles-Carpo,
M. le recteur et Mme Debeyre,
Toute la famille, ses nombreux
amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.
rue Gustave-Deleury,
Lille.

Mme Gaston RETTMAYER.
Les familles Rettmeyer, Chamond,
Menard, Bouillier, Boccard, Genuyt,
parents et alliés, amis et colla-
borateurs ont la douleur de faire part du
décès de

M. Gaston RETTMAYER,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 28 février 1976 à Paris.
Les obsèques auront lieu mardi
2 mars 1976, à 8 h. 30, en l'église
Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue
d'Armaille, Paris-17^e, où l'on se
réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Sans fleurs ni couronnes.
8, avenue de Vercy,
75017 Paris.

Le conseil d'administration de la
Chambre syndicale de l'Industrie
meunière parisienne.
Le président et le conseil d'admi-
nistration du Comité national de
la meunerie industrielle.
Le président et le conseil d'admi-
nistration de la Banque de l'Union
meunière de la région parisienne
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston RETTMAYER,
officier de la Légion d'honneur,
président de la Chambre syndicale
de l'Industrie meunière parisienne,
administrateur délégué
du Comité national
de la meunerie industrielle,
président d'honneur
de la Banque de l'Union meunière
de la région parisienne,
vice-président
de l'Association nationale
de la meunerie française,
ancien directeur général
des Grands Moulins de Strasbourg,
survenu le 28 février 1976.

Les obsèques auront lieu le mardi
2 mars 1976, à 8 h. 30, en l'église
Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue
d'Armaille, Paris-17^e, où l'on se
réunira.
Sans fleurs ni couronnes.

M. et Mme Jean Trancart et
leurs enfants.
M. et Mme Guy Trancart et leurs
enfants.
Le docteur et Mme Philippe Tran-
cart et leurs enfants.
Les familles Guibert, Rossignol,
Fougerolle, Doussin,
ont la douleur de faire part du
décès de

Mme René TRANCART,
née Lucienne,
rappelée à Dieu le 21 février, suite
de l'inhumation à Abbeville,
32, boulevard des Batignolles,
75017 Paris.
15, place Vauban,
75007 Paris.
2, rue Notre-Dame,
75300 Poissy.

Nous avons le regret de faire
part du décès de
Mme veuve Albert
VAN DEN BOSCH,
née Germaine Seidell,
veuve d'un premier mariage de
M. Alphonse Landier,
survenu le 21 février.

Les obsèques auront lieu le lundi
1^{er} mars, en l'église Saint-Ferdinand
des Ternes, à 8 h. 30, rue
d'Armaille, Paris-17^e, où l'on se
réunira.

L'inhumation au cimetière du Père-
Lachaise.

Remerciements

Font-Saint-Marie, Troyes.
M. et Mme Gérard Trancart, toute
la famille et l'abbé Dominique Roy,
remercient de tout cœur la popu-
lation de l'agglomération, les mili-
tiers de personnes, officiels et parti-
culiers, les associations, les comités
d'entreprises, sociétés et clubs, qui
se sont associés à leur cruelle dou-
leur par leur présence, par la
pénalité, par leurs lettres, innom-
brables, par des fleurs et des gestes
touchants venus de toute la France
lors des obsèques de leur cher petit
Philippe.

M. et Mme Gérard Bertrand
souhaitent que leur drame inéluc-
table leur rappelle sur le meilleur
moyen pour dépasser à tout jamais
les larmes raviveurs d'enfants, pre-
neurs d'otages et bourreaux de
vieilles, de commettre leurs crimes
aussi impardonnables qu'impensables.

LISTE DE
MARIAGE

PORCELAINE
réduction de 15 %
à 20 % sur les
services en promotion

JOAILLIER
ORFÈVRE
LOISEAU AYCARDI
8 rue de la Chapelle, 75010 Paris

Offices religieux

Le comité central de la C.A.
la cérémonie religieuse célébrée à
l'honneur de
M. René CASSEN,
qui aura lieu à la synagogue des
Tournelles, 21 bis, rue des Tournelles,
dimanche samedi à 10 h. 30.

Anniversaires

A l'occasion du dixième anni-
versaire de la mort de
Geneviève MILLABARD,
ses amis sont conviés à la messe,
samedi 13 mars, à midi 15, à Saint-
Pierre du Gros-Caillois, 92, rue
Saint-Dominique.

Pour le quinzième anniversaire
de la mort de
M. Léon SCHICK,
une pensée est adressée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

Soutenances de thèses

Samedi 28 février, à 14 heures,
université de Paris-Sorbonne, amphi-
théâtre Descartes, Mme Micheline
Cuenin. « Une femme de lettres
au dix-septième siècle : Mme de
Villedieu Sa personne, ses romans ».

Samedi 28 février, à 14 heures,
université de Paris-Sorbonne, amphi-
théâtre Descartes, Mme Jean-Marie Gra-
sin. « Le mythe de Thomas Becket
au théâtre. Structure et histoire
d'un épisode du cycle Plantagenêt ».

Samedi 28 février, à 14 heures,
université de Paris-Sorbonne, salle
Louis-Liard, Mme Marie-Claire
Hamard, née Leroux. « Le miroir
des manques. La vie et l'œuvre
de Sir Max Beerholm (1872-1956) ».

Samedi 28 février, à 13 h. 30,
université de la Sorbonne nouvelle,
amphithéâtre Guinet, M. André Joly.
« La séquence verbale en anglais
moderne ».

Samedi 28 février, à 14 heures,
université de Paris-Sorbonne, amphi-
théâtre Guinet, Mme Françoise
Mayeur. « L'enseignement second-
aire des jeunes filles (1867-1924) ».

Visites et conférences

SAMEDI 28 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROME-
NADRES. — Caisse nationale des
monuments historiques. — 13 h. 30,
place de la Concorde, face grille des
Tuileries, Mme Pennac : « Château
de Champs, abbaye de Lagay et de
Saint-Maur ». — 15 h. 30, rue de
Rivoli, Mme Garcy : « Les salons du
ministère des finances ». — 15 h. 30,
33, rue Saint-Dominique, Mme Lévy-
Lassalle : « Hôtel de Kinsky ou de
Gourges ». — 15 h. 30, rue Saint-
Jacques, Mme Lemaire : « Le lycée
Louis-le-Grand ». — 15 h. 30,
devant l'église, Mme Vermeersch :
« L'église Saint-Roch et la rue
Saint-Honoré ». — 15 h. 30, rue
Saint-Antoine, Mme Zujovic : « Hôtel
de Sully ». — 15 h. 30, hall gauche,
Jacques Lemaire : « Le château
côté par. Mme Bulot : « Le château
de Maisons-Laffitte ». — 15 h. 30,
62, rue Saint-Jacques, Mme
« Exposition Labrousse ». — 17 h. 15,
21, rue Notre-Dame-des-Victoires,
Mme Tribes : « Naissance d'une
nouvelle civilisation occidentale :
l'époque des Vikings de l'Amérique à
l'Afrique, de l'Oural à Byzance ».

CONFÉRENCES. — 10 h. 30, Maison
des universitaires juifs de Paris,
30, boulevard de Port-Royal : « Quel-
ques thèmes dans l'œuvre du rav
A. I. Kook (Centre universitaire
d'études juives) ». — 10 h. 30,
à Paris : « Les Juifs de la région de
Bail ». — 17 h. 30, à Charente-Maritime
à Java (Mondé sans frontières) (pro-
jections). — 15 h. 30, rue Pénance,
Marcel : « Méditation transcenden-
tale et réalisation des aspirations
individuelles ». — 15 h. 30, rue de la
Le-Grand, 228, rue Saint-
Honoré, Père E.-Ch. Obry : Saint-
Augustin, père d'une famille spiri-
tuelle (Poésie de culture). — 9 bis,
avenue d'Iéna, M. Roger Orange,
15 h. 30 : « Indonésie ». — 17 h. 30,
15, rue de la Béchardie, M. Robert
Christophe : « Moderne supérieure de
Paris à Jérusalem (Chateaubriand au
vingtième siècle) ». — 15 h. 30, rue de la
Tour-des-Dames : « Méditation trans-
cendantale et état de conscience
supérieures ».

Le SCHWEPES Bitter Lemon.
Comment ne pas l'aimer ?

A L'HOTEL DROUOT
A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Samedi

EXPOSITIONS

de 11 h. à 18 h.

S. 2. - Bijoux. Objets de vitrine.
Argenture ancienne et moderne. —
M. Fromanger, Dille, Déchaud,
M. Ader, Picard, Tajan.
S. 3. - Antiquités méditerranéennes,
iranienne, Objets d'Extrême-Orient.
M. Godeau, Solange, Audap.
S. 4. - Biscuits, Objets d'art, Sceaux
et médailles. S.C.P. Champetier de
Ribes, Ribes, Milon.
S. 5. - Bijoux. Visions. M. le Blanc.
S. 7. - Très bel ensemble, porcelaines,
faïences Chinoises, Céramiques indiennes
européennes. — M. Vandermersch,
M. René et Claude Bolagard.
S. 16. - Tab. Bib. Mob. M. Oger.

VENTE

S. 11. - Estampes. S.C.P. Loudmer,
Poulain.

NEUILLY-SUR-SEINE

Salle de vente du Roule
150, av. du Roule, Neuilly-s-Se.
M. : Font-de-Neuilly, 62-63-64-65-66

VENTE DE GRE A GRE
Samedi, dimanche et lundi
10 h. à 12 h. 30 - 15 h. à 18 h.

TAPIS D'ORIENT
ET CHINOIS

IVOIRES
ET PIERRES DURES
SCULPTURES
CHINE ET JAPON
(livres avec certificats d'origine)
ACHAT ET VENTE

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUS LES RAYONS

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
A TOUS LES ETAGES

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES

Galeries
Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

RE.
... 1 m de moins
... toutes les volvo.
... carrosserie est renforcée
... scopique qui s'efface
... conducteur.
... assure une excellente
... circuits indépendants de
... le.
... anti-corros avant
... incorporé des ceinture
... dans sa catégorie.
... nt.



Cinéma

« La Prime », de Sergueï Mikaelian

L'originalité de la Prime, qui décrit les problèmes suscités par la construction d'un chantier, est d'avoir été tournée en un et demi avant une campagne d'agitation où ont été remises en cause les méthodes dilatoires trop souvent pratiquées dans

les entreprises pour l'exécution du plan. Comme l'explique le metteur en scène Sergueï Mikaelian actuellement de passage à Paris : « Le scénario d'Alexandre Gouzman m'a été proposé par les studios Lantim de Leningrad, pour lesquels je tra-

vaille, en avril 1974. J'avais tourné en 1965 un film intitulé Je vais dans la tempête, qui pose déjà des questions sur l'attitude des soviétiques face à la recherche et à la création. J'ai reçu un scénario entièrement dialogué — l'essentiel sinon la totalité des dialogues ont subsisté au tournage — mais sans le découpage technique que j'ai écrit plus tard. J'ai donc aussitôt accepté. Le scénario est alors parti au comité d'Etat pour la cinématographie de Moscou, le Goskino, qui a ratifié ma désignation comme metteur en scène. Le tournage a débuté le 1^{er} août et a duré trois mois. Le film était entièrement achevé le 30 décembre 1974 : contrairement au héros du film, le chef d'équipe Potapov, j'ai gardé la prime qui m'a été attribuée pour avoir respecté les délais fixés. Le film a été bien accueilli par tous les organismes et par les diverses instances dirigeantes du cinéma, notamment le conseil artistique du Goskino. »

Selon le cinéaste, la Prime n'a eu qu'un succès modéré auprès du grand public, mais est parvenue à convaincre un nombre de dix-huit ou dix-neuf millions de spectateurs l'ont vu à travers toute l'Union soviétique, après sa sortie à Leningrad en avril 1975 et sa diffusion généralisée dans le reste du pays en juillet. Les communistes occidentaux lui ont accordé une importance particulière, aussi bien au dernier Festival d'Avignon où il fut présenté sous le patronage de la Nouvelle Critique — qu'à la Biennale de Venise, début septembre, où le metteur en scène vint lui-même le commenter en plein air pour le public populaire italien.

La Prime est effectivement remarquable, moins par ses présupposés politiques, qui en fixent et délimitent très strictement les règles du jeu, que par sa mise en œuvre, son exécution, qui font penser à la « qualité américaine » du meilleur Hollywood, mise au service d'une idéologie bien différente. L'histoire en tant que telle se raconte à peine, car l'originalité du film repose sur le rythme haletant de la narration, les échanges ininterrompus de dialogues, que commentent habilement les images. Potapov, le chef d'équipe, et ses hommes, refusent de toucher la prime qui leur revient pour désempement du plan. Il provoque une réunion extraordinaire du comité du parti à l'usine. Quatre heures d'affilée, avec une courte pause, le séminaire jeune secrétaire du parti, le directeur de l'usine, le directeur du plan, le directeur du dispatching, l'ingénieur technique chargé des services de sécurité, un jeune femme griffière, le chef du chantier, le directeur du département dont dépend Potapov dans son travail quotidien,

La caution Brejnev

De notre correspondante

Moscou. — M. Leonid Brejnev ne pensait évidemment pas à la sortie en France du film soviétique la Prime, mardi, en présentant son rapport devant le XXV^e congrès du parti communiste soviétique. Pourtant, le secrétaire général lui a fortuitement donné sa caution officielle lorsque, abordant les problèmes de la culture et se réjouissant de ce que « les créations artistiques du réalisme soviétique reflètent de plus en plus, et avec plus de profondeur, ce qu'il y a d'essentiel dans la vie du pays », il a ajouté : « Prenons, par exemple, ce qu'on appelle autrefois un peu sagement le thème de la production. Actuellement, ce thème s'incarne dans des formes authentiquement artistiques. Les personnages littéraires ou scéniques nous font sentir et vivre le succès d'un fondateur d'acier ou d'un directeur d'usine textile, d'un ingénieur ou d'un militant du parti. Même un cas apparemment aussi particulier que l'octroi d'une prime à une équipe de travailleurs du bâtiment trouve alors une grande résonance sociale, fait l'objet de discussions animées. »

Pour mémoire, notons d'ores et déjà que M. Brejnev a également vanté les mérites d'une pièce que les Parisiens verront sans doute l'année prochaine lors de la tournée du Théâtre de la Taganka, à Cheillot, ici les aubas sont calmes. Parler des œuvres consacrées à « l'exploit de ces pères ou de ces jeunes filles à peine sorties de l'adolescence pour lesquels les aubas calmes » vécues au nom de la liberté et de la patrie sont devenues caillottes de l'immortalité. Le voilà l'art véritable : en restaurant le passé, il forme des patriotes soviétiques, des internationalistes !

Enfin, après avoir rappelé que seront « décernés bilingues les œuvres terribles et fides, et à plus forte raison enclenchées de lacunes idéologiques », le secrétaire général a cependant demandé « une attitude compréhensive à l'égard des créateurs, une aide à leurs recherches et la fermeté sur les principes. Et lorsqu'il arrive de temps en temps que certains responsables fassent preuve de simplisme et essaient de trancher par des méthodes administratives les problèmes relevant de la création artistique, de la diversité des formes et des styles individuels, le parti ne laisse pas passer ces faits. Il redresse la situation », a conclu M. Brejnev. Il s'agit sans doute là d'une allusion au cas de M. Lagodine, ancien responsable à l'Idologie de l'organisation du parti pour la ville de Moscou, limogé à la veille du congrès pour avoir, semble-t-il, défendu une ligne trop « conservatrice et administrative » dans un article publié à la fin de l'année dernière dans la revue littéraire Novy Mir.

NICOLE ZAND.

(1) L'Art du cinéma, n° 9, 1975.

Formes

Signes émotionnels

Les rencontres heureuses se méritent. Il faut avoir subi l'assaut de trop de déceptions oulées, et même résisté à des sollicitations moins agissantes, pour que celles de Sam Szafran, par exemple, sur qui on misait tant, ou mineurs dans le cas d'artistes sympathiques. Alors on se heurte à Orlando Pelayo (1). Car c'est un choc, réconfortant, parce que Pelayo, en approfondissant le réel, en s'approfondissant lui-même, s'est transfiguré. Plus de trente-cinq ans de rude peinture acrobate portent leurs fruits.

Un tel sorcier ne consomme pas ses volumes incandescents. Il les construit, les vivifie. La lumière ne ruisselle pas d'en haut, elle sort de la couleur. C'est la couleur qui la crée, violemment, puis, sagement. La réaction est forte d'éprouver à son sujet sur le tragique de l'âme espagnole. C'est vrai sans doute, trop vrai pour ne pas rendre un piège à la facilité. Contentons-nous de l'envie provoquée par la richesse et la diversité d'une palette en fusion, des roses sauteuses, des rouges, des verts — des bruns, des ocres ; par des formes solidement dominées. Laissons-nous convaincre par les légendes de ces toiles : le Songe est une vie, la Cendre des rêves ne s'effondre jamais, le Poème d'Amor... Peinture douloureuse, même lorsqu'elle semble déserter l'imaginaire, les monstres que nulle aube ne dissout, pour les chairs d'un ou tout aussi fabuleux.

Est-ce la seule école possible ? Non. La fascination de Danilo Romero (2) s'inscrit dans un autre registre. Plus austère, plus dépouillé, à première vue, au moins dans les grands dessins à la cire, qu'ils soient fidèles ou infidèles à l'objet, ou à mi-chemin. Ils donnent une extraordinaire impression de relief. Or cet art très transposé va beaucoup plus loin. On le dirait magique dans cette force du terme parce que cet Argentine n'est pas pour rien le fils d'une Indienne. En Le Diable et la Légende, tableau-livre qui a coûté à son auteur deux ans de travail, fait explicitement appel aux forces souterraines, immémorables. Certe-

tois, le relief n'est pas qu'un trompe-l'œil. Il boursouffle la toile sensibilisée qui sert de « plan » à la peinture. Le geste magnifiquement aligné, illustré de dessins, en enrichit deux lithographies. C'est un conte fantastique, déformant, plein d'humour, parfaitement adapté à l'image. Relief encore, cette fois tangible, dans les tableaux modelés à la résine, évoquant le même fabuleux héritage. Tel ce sorcier (?) autolud d'herbes ou de plumes vertes, aux goulottes lèvres rouges.

Se Signe émotionnel, Jacques Levant (3) les a conçus comme pour être amplifiés à l'échelle monumentale, intégrés à l'architecture. C'est le but qu'il poursuit avec ses camarades de « Force et Vie ». Donner un sens à l'existence des habitants des villes, leur inculquer l'optimisme qui irradie de ses vivantes compositions. Ces compositions sont en même temps — tout autre chose — d'éclatantes harmonies de couleurs, des formes simples et séduisantes, l'accord d'un plus magistralement combiné pour la plus grande joie de l'œil. Les amateurs d'art décoratif devront chercher ailleurs. Jacques Levant veut dire, dit quelque chose. Avec son cœur. Et l'insigne sous laquelle il range l'ensemble de son œuvre est assez claire : créer un impact plus profond ; ressentir et communiquer une émotion, ce qui rejoint les préoccupations du grand art, de l'art tout court. Le grand art, l'art tout court n'a que faire des acrobaties cérébrales, trop souvent et à tort confondues avec lui. Si avec ses peintures et ses tapisseries, exécutées selon une technique inédite, des charnières de laines collées sur toile, Jacques Levant parvient à régénérer la cité, à ramener dans la cité la joie de vivre, son entreprise, qu'on souhaite collective, aura porté des fruits à la mesure de ses ambitions. Parce que ces signes sont significatifs.

Il est grand temps — comme pour d'autres expositions, comme celle des œuvres réalisées en commun par Michel Butor et Gregory Masurovsky (4) sur lesquelles on reviendra : on ne subit pas impunément un retard d'une semaine — d'aller voir les admirables des-

de Gerard Barchidemy (5). Ici nulle déception. Sans doute pour se sentir protégé, Barchidemy s'est confié dans son monde qu'on ne saurait pas définir, mais qui est en fait une (maîtrise) souvent, et merveilleusement, dans son sommeil. N'ayant pas cherché autre chose que d'être vrai, sans calcul, avec une sincérité dont on trouve à ce degré peu d'exemples, ayant d'autre part renoncé (provisoirement) à la peinture pour le crayon et le dessin mais maintes fois avec une maîtrise qui s'élève à un seul coup les arrières présentations des esclaves du sommeil. Ses poèmes de terre, germés donc vivants, imposent leur présence irréfutable, sur des fonds aérés, quasi impalpables. Je ne m'arrêterai pas d'en parler. Mais ces dessins parlent tout seuls.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie de Bellechasse, 10, rue Bellechasse.
- (2) Galerie Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Île.
- (3) Galerie Simone Badier, 18, rue Gounod.
- (4) La Seine, 14, rue de l'Abbaye.
- (5) Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine.

COLLOQUE PICABIA AU GRAND PALAIS

Le Musée national d'art moderne organise, à l'occasion de la rétrospective Picabia au Grand Palais, un colloque consacré plus particulièrement à « Picabia après Rélicho ». Il sera présidé par Michel Sanouillet et se tiendra au Grand Palais lesquels au 29 février. Les communications seront suivies de débats et publiées ultérieurement. Vendredi 27, à partir de 14 h. 30, et samedi 28, à partir de 10 h. 30, communications notamment de Marc Le Bot, Arturo Schwarz et Olivier Revault d'Alloues. (Grand Palais, porte A, salle 404.)

Théâtre

« LA NOVIA » A LYON

1931 : la monarchie espagnole est renversée. L'œil du roi commence dans une cave aux murs gris qui s'ouvrent par de longues meurtrières obliques, sur quoi ? Des dédales de couloirs, noirs sans doute. En tout cas, elle communique avec l'extérieur, avec le monde des bruits et des menaces de la lumière et des ruelles qu'on voit lui attribuer à une aumône.

fragilité des hommes et de la pesanteur de l'histoire. Il ne néglige pas les mouvements acrobates du théâtre, il ne le suit pas, il le fait servir à sa propre vision, qui est « unique » et se déplace, éclate (surtout dans la deuxième partie) avec une vraie force tragique.

COLETTE GODARD.

* Maison des Jeunes de Garland, Lyon, 21 heures.

« L'AIGLON »

Les fibres que Rostand taquinait avec ses émois du duo de Reichstadt ne sont plus là, dans la poitrine des clients. Bon, Flammbeau est encore, et au moins il fait des farces. Reste la gaieté d'Edmond Rostand, dont les jeux de rimes, les calembours, sont si « poète du dimanche » que ce n'est pas du verbiage : les phénomènes sont articulés comme des pièces de Macao, les vers de Rostand sont véritablement des bijoux, ils font penser aussi à un pédaler de bicyclette sans « roue libre », on sent physiquement l'assemblage d'es saut qui se plient comme des ressorts de bois plus articulés, c'est bien plus baroque foraine, bien plus bête de mer, sure d'orgue, d'ailleurs japonais que Victor Hugo, c'est passé, c'est pas bête, c'est épatant.

Cela dit, pour s'amuser encore des plaisanteries de Rostand (« Et le chant formidable, alors jecta est, sort de tous les wagons de la gare de l'Est », dit-il par exemple dans la Marcelline), il faut mieux les écouter ailleurs qu'au théâtre Mogador, qui reprend de MM. Jacques Valois et Alain Baugé, qui est d'une infime tristesse. Décors, costumes, diction des comédiens, tout est vieux jeu. Onbliers.

Puisque le théâtre Mogador est rouge et noir comme tout, et grand, et chanté l'inter, et puis, qu'il y a une belle fosse d'orchestre, pourquoi n'y donnerait-on pas, plutôt que des pièces parties qui ne sont pas bien chez lui, les œuvres lyriques que l'Opéra ne présente, en présentera jamais, comme Ondine, d'Hoffmann, Béatrice et Benedict, de Berlioz, Genoveva, de Schumann, tant d'autres ?

MICHEL COURNOT.

* Mogador, 20 h. 30.

LETTRES

NOUVEAUX DÉBATS SUR LA LECTURE PUBLIQUE

Un colloque sur la lecture publique se tiendra dimanche 29 février, de 9 h. 30 à 13 h. 30 et de 13 h. 30 à 16 heures, salle des Fêtes, à Bobigny, 2 rue de l'Union, sous l'égide de l'Union départementale des centres culturels communaux. Il y sera débattu de la situation de la lecture publique dans le département de la Seine-Saint-Denis, de la bibliothèque dans la cité et de ses liens avec l'école.

Faisons affaire.

Vous avez besoin de faire du montage de jouets ou de petites pièces mécaniques, du conditionnement d'articles promotionnels, de la mise sous film rétractable.

Nous avons le personnel pour assembler. Le terminal pour enregistrer. Le matériel pour conditionner. L'atelier pour emballer. L'entrepôt pour stocker. La voie ferrée pour expédier. C'est à Ris-Orangis. Diépai, 6, rue Edmond Bonté. 91130. M. Bernard Gilbert.

Tél. : 906.28.49

Les livres sont en vente en librairie. Les livres sont en vente en librairie. Les livres sont en vente en librairie.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

SNS
recrute d'urgence

INGÉNIEUR « MÉTHODE »
OU
PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste conviendrait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à :
SNS - Direction du Personnel
Service Emploi - B.P. n° 25
BIRMANDREIS - ALGER

Société française
à VOCATION MULTINATIONALE
LEADER SUR SON MARCHÉ

LE DIRECTEUR COMMERCIAL
d'une de ses divisions

Formation : HEC - ESSEC ou équivalent

Expérience 5 ans minimum dans le domaine des produits industriels.

Sens de la synthèse et capacité d'animation exigée.

SALAIRE : 100 à 130.000 F/an

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prêt, n° 44.461.
CONTACTER PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Société Immobilière
(Bureaux à ROUEN)
FILIALE D'UN GRAND GROUPE
recherche pour NORMANDIE

INGÉNIER
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ
A.M. - SYRILLES

Pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.R.D.

Adres. C.V. det., photo et prétentions manuscrites au n° 22.912 - REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur - PARIS (2^e), qui transmettra.

IMPORTANT CABINET de CONSEILS JURIDIQUES et FISCAUX
recherche spécialement pour la Champagne et la Région Bordelaise

JURISTES

Formation Universitaire Droit Privé

Pour occuper ce poste, il faut avoir 25 ans minimum et acquiescé à une solide expérience professionnelle (expérience notariale appréciée).

Envoyer sous le n° 43.675, à CONFESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

C.I.L. (Ouest de la France) rech. attaché de Direction ayant bonne connaissance juridique, et comptables ainsi que négociation commerciale. Env. C.V. det., photo, prétentions manuscrites au n° 22.912 - REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur - PARIS (2^e), qui transmettra.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation supérieure.
Il sera chargé : Marketing, coordination réseau de vente, Comptes clients et expérience agricoles appréciées.

Adr. C.V. manuscrite, et prétentions au n° 43.675, à CONFESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

HET NEDERLANDSE MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN vraagt t.b.v. de Afdeling Vertalingen een

FRANSTALIGE VERTALER (mnl. vtl.)
(voor 3/4 dag = 6 werkuren)

Taak : vertalen van hoofdzakelijk Nederlandse teksten over een grote verscheidenheid van onderwerpen.

Vereist : universitaire opleiding ; de functionaris dient alle mogelijkheden die het Frans (zijn of haar moedertaal) als uitdrukkingmiddel biedt volledig te kunnen benutten. Gedegen kennis van het Nederlands ; behoorlijke kennis van de Nederlandse samenleving en de achtergrond daarvan. Passieve kennis van het Engels en/of Duits strekt tot aanbeveling.

Standplaats : 's-Gravenhage.

Salaries, afhankelijk van leeftijd en ervaring, max. DFL 3.230 per maand. Schriftelijke sollicitaties onder vermelding van vac. nr. 6-3576/2507 (in linker bovenhoek van brief en enveloppe) zenden aan de Rijks Psychologische Dienst, Prins Mauritslaan 1 te 's-Gravenhage.

Het salaris is exclusief 7,8 % vakantie-uitkering.

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

Vd TRES BON ETAT
- 5 chambres Louis XVI.
- 1 bibliothèque moderne.
- Bibliothèque Louis XVI.
TEL : 752-26-25.

LIT CHARLES X mobilier avec literie pouvant servir de canapé.
TEL : 325-48-18.

Part. vend meubles d'époque expertisés : SCRIBAN HOLLANDAIS 17^e, table de console 19^e, bibliothèque 18^e, etc.
TEL : 665-15-16.

Manteau tr. d'Amérique dat. et 1.900 F. et 4.600 F.
TEL : 770-68-88.

A vendre tapisseries Aubusson Calder 1,59 X 2,25 ; Prestation 1,55 X 2,94. Téléphone : 588-79-00.

Peintre cherche leçons Italien pr Italien(ne) créa portr. ou buste. Scr. n° 1.540, « le Monde » Publi. S.F. des Italiens, 75002 Paris-9^e.

SALON LOUIS XV doré TAPISSERIE Très bon état. Mme Le Hecqz, 15 rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 39-78-43-44.

Agencements

ARTISAN TAPISSIER
pose moquette et tissu mural.
TEL : 728-43-72.

ENTREPRISE KCM, menuiserie, plâtre, carrelage, plomberie, peinture, menuiserie.
TEL : 770-17-08.

Nous rénovons en T.C.E. et meubles votre appartement. Vous servez sur 1000 F. et 4.600 F. MINERVE - 337-45-71-73-41.

ACTIVITE SIPP
Entreprise générale bâtiment.
- Maçonnerie, Carrelage,
- Chauffage, Plomberie,
- Menuiserie, Electricité,
- Peinture, Revêtement.
Assurance décennale.
Devis et plans gratuits.
Cursus indicatif.
Téléph. : 335-32-43 et 337-32-00.

RANGEMENT. La solution la plus récente et économique av. PRISMALL créateur du système T. structure d'extinction design à rayonnages réglables, toutes adaptations mobiliers de 0-100, chaîne audio, bibliothèque, magasin, etc. Remise 10 % et 4 mois de crédit gratuit.
Paris-14^e, 101, avenue du Général-Ledoux. Tél. : 540-46-46.

TRANSFORMATION appartements corps d'état, plomberie, chauffage, carrelage, maçonnerie, peinture. Crédit possible : 5,50 %. Téléphone 770-54-99. Mme Le Hecqz (AVANT non remboursable).

Antiquités

ACHATS - VENTES
ANTIQUITES
meubles anciens et style.
Pendules, lustres, bronzes, tableaux, etc.
893-20-55

Arts

Admirable sculpture métallique de NOËL : Belle buste 17^e siècle, m. Pr. : 24.500 F. Peinture de Giotto : 3.500 F. Escr. de Fortin : 1.500 F. Goncace de G. : 1.200 F. Tél. : 555-86-86.

Déménagements

AU BON DÉMÉNAGEUR
Paris, banlieue, prov. Devs. grat.
DETTONI, 286-62-18, 285-62-42.

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront la rubrique l'agenda du Monde

Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 364 et 392.

Artisans

A LA BONNE PEINTURE
devis, estimation gratuite. Prix modéré. Téléphone : 678-75-12.

ARTISAN SERRURIER
sous-traité tous travaux de pose ACIER, ALU et entretien d'immeubles. 75001 Paris. Tél. : 339-21-24.

Entreprise générale démolition de bâtiments et deverts électriques. Devis gratuits. Téléphone : 906-61-36 et 43-28.

TOUS TRAVAUX peintures, papier peint, prix modérés.
Libre de suite. Tél. : 225-53-45.

ARTISAN chauffage, plomberie, maçonnerie, peinture, électricité.
TEL : 935-05-03.

Bijoux

Création et transformation de bijoux. L'ATELIER, 210, bd Raspail (Vavin-Raspail). Tél. : 386-86-86.

BIJOUX ANCIENS et bagues personnalisés à votre goût. Chez GILLET, 19, r. d'Arcueil, Paris-14^e. Tél. : 033-00-63.

FABRICANT solde bagues brillantes, saphirs, alliances brillantes.
Tél. : 272-12-48.

Cours

CLUB RUSSE DE PARIS
cours de russe, russe-anglais, russe-français.
80 ter, r. Michel-Ange, Paris-14^e.
Tél. : 827-94-42 et 827-12-74.

ATELIER D'ART DRAMATIQUE
Diction-Communication animé par le metteur en scène C. STEINGOLD. Rens. 788-69-62. Anglaise, allemand, italien, etc. Part. Entrep. ts niveaux. T. 633-37-65.

Décoration

Tenture murale - moquette - tapis 3 F le m² pose comprise - moquette et tous travaux peinture - devis gratuits. Décoration Conseil S.D.P. Tél. 320-24-91.

TENTURE MURALE
sur moquette ou tapis avec notre lit en 200, 3200 F h. t. le m² avec notre shampoing en 200, 3200 F h. t. le m². Devis gratuits au 330-23-49.

BANDES DE RIDEAUX
BOIS, rustiques, modernes, à vos mesures. Devis gratuits.

Meubles

SEVERAC, 74, fa Saint-Antoine, Paris-12^e, solde pièces et meubles de style de 18^e au 20^e siècle. Tél. 345-88-35.

Moquette

Discount de 30 à 70 % sur toutes moquettes, grande largeur. Spécialiste belle qualité. Tél. : 737-29-18.

Numismatique

Particulier vend tout ou partie collection monnaies d'or royales françaises. Direction des Monnaies, 75116 Paris. Tél. : 727-35-35.

Psychologue

Psychologue conseil familiale. Traitement des difficultés psycho-éfectives. Tél. 964-10-03.

Enseignement

TELEXISTE
Un métier bien rémunéré. Excellente formation assurée par Ecole Française du Télec. 240-33-44, poste 300.

Dactylo d'entretien, pas. Cours accélérés audio-écrit. 727-46-54.

Expert

BOUYEN, Pierre, architecte, isolation, électricité, 9, rue Saint-Florentin, Paris-8^e. Tél. : 240-34-87.

Expertise

EXPERTISES en matière d'insuffisances d'évaluation : Immeubles, fonds de commerce, déclarations plus-values par : ANCIEN INSPECTEUR CENTRAL IMPOTS. Tél. : 338-17-43.

Gadget

POCHETTES ALLUMETTES personnalisées à votre goût. Publiart. 501-33-79, 987-19-02.

Hi-Fi

EMILHENC HI-FI
Hi-Fi, pianos, instr. musique. 143, bd Lefebvre, Paris-13^e. 18^e MOINS CHER.

Homes d'enfants

LES OISEAUX - mdo, de 3 à 12 ans. Voyage accompagné de Paris. Téléphones 38-00-34, 38-00-34, 38-00-34.

Libres

ACHAT DE LIVRES
Sous ou en espèces.
Librairie RIEFFEL, 637-75-23.

Meubles

SEVERAC, 74, fa Saint-Antoine, Paris-12^e, solde pièces et meubles de style de 18^e au 20^e siècle. Tél. 345-88-35.

Moquette

Discount de 30 à 70 % sur toutes moquettes, grande largeur. Spécialiste belle qualité. Tél. : 737-29-18.

Numismatique

Particulier vend tout ou partie collection monnaies d'or royales françaises. Direction des Monnaies, 75116 Paris. Tél. : 727-35-35.

Psychologue

Psychologue conseil familiale. Traitement des difficultés psycho-éfectives. Tél. 964-10-03.

Photos

Photo Y. Bouant
Spécialiste Leica, Nikon, Hasselblad
10 bis, rue Buffault, 75001 Paris.
Tél. : 878-33-94.
Métros : Cadet et N-D-Lorette.

Rencontres

Grande d'analyse et de rencontre à partir du 18 mars. Ouverture et connaissance de Sol. Frictions de la relation. Accroissement des perceptions de 50 et d'autrui. Développement de son expression personnelle. Tél. : 396-35-87, l'après-midi, sauf samedi.

Restaurants

CREPERIE BRETONNE repas, crêpes et galettes, 14, rue J.-J. Rousseau (1^{er}). 508-00-01.

Teinturier

TEINTURIER SPECIALISE
Nettoyage à domicile : moquette, rideaux, tapisseries, Abat-jour, tapis. Profitez des prix hors saison. Germaine Louché, 11 bis, rue de Surène, Paris. 265-99-32.

Télévision

TELE EN PAINNE
de 9 à 23 h, même dim. et fêtes. Tél. : 332-10-49.

Sécurité

Il se produit un cambriolage toutes les 2 minutes 33. Il faut vous protéger ! Alarme, serrures 5 points. Dér. sécurité, M. av. V. Hugué, 92440 CLAMART. Tél. 227-48-42, 24 h, sur 24.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Hauts-Sevres, près La Chaux, 1.150 m. Les chalets sont confortables, 15 m² à 15 m² à fin avril. 5 pers. + 600 F. + 600 F. + 600 F.

PAQUES-EN-ROUGE
Stages de poterie, tissage, sculpture, peinture, couture, week-end pédestre, équestre. Demandez de la N.A.E. 12, rue Saint-Laurent-9^e. Tél. 32.

COURCHEVEL 2, 6 pers. du 20/2 au 20/3 + 4 pers. + 600 F. (6) 26-40-34.

RISOUILLON (Hautes-Alpes). Séjour de neige en hôtel, 720 F par semaine. Pension complète (poss. forfait séjour) Paris. 503-29-78.

REG BERODET-LOCTUDY
Part. rech. ville comprenant 2 appart. 11 pièces, l'un de 2 P. l'autre de 3 P. + jard. clos. Situation proche métro. Ecr. n° 4.179 « le Monde » Publi. 1, r. des Indes, 75002 Paris-2^e, ou tél. au 820-67-77, après 18 h.

Séjour de poterie et de sculpture sur bois chez les Clémenceaux. LA BOUSSIERE, 12910 AYEIN (Corrèze), du 21 mars au 2 avril.

Yachting

Part. vd FREEMAN 28, mal 74 2 moteurs DIESEL 30 CV ch. 200 h. de marche. L. 6,5 m. 720 F par semaine. Pension complète (poss. forfait séjour) Paris. 503-29-78.

Marketing industriel

Vous possédez une formation d'ingénieur ou équivalent et une expérience professionnelle d'au moins cinq ans vous a permis de bien maîtriser les problèmes du marketing dans l'industrie.

Nous vous proposons de prendre en charge la fonction marketing de l'une de nos lignes de produit ; sous votre responsabilité les études de marché et du produit afin de déterminer la stratégie et les orientations commerciales pour les produits actuels et définir les axes de développement futurs en France et à l'étranger.

Notre Société : une importante entreprise de constructions mécaniques : 15.000 personnes - 3 milliards de C.A. - une très forte activité à l'exportation.

Nous sommes en banlieue ouest.

Adresser C.V. ss réf. VELIC (à mentionner sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES.

EMPLOIS ET CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

GRANDE BANQUE
recherche

DEUX PROGRAMMEURS-SYSTEMES, CONFIRMES

• 5 ans d'expérience, titulaires d'une Maîtrise Informatique ou d'un diplôme équivalent.
• Connaissances approfondies de l'I.B.M. 370, des langages Assembleur et Cobol, de l'OS/ALV.2 et du V.S.2.
• Anglais 10.

Ecrire avec curriculum vitae à : ARCHAT, 34, bd Raspail, 75006 Paris (réf. N. 95), qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE
recherche pour région parisienne

RESPONSABLES CCIAUX

de haut niveau très expérimentés dans l'immobilier et l'administration. Possibilités carrière intéressantes. Préférence sera donnée aux candidats ayant expérience dans la profession.

Libres rapidement.

Env. C.V. manuscrit photo s/66.1164 à INTER PA, 19, rue St Marc 75002 Paris qui transmettra.

BANQUE MULTINATIONALE
en plein développement
spécialisée des financements
MLT eurodollar, recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

Mise en forme des statistiques officielles de la production et des industries concurrentes.
Rédaction de notes de synthèse des statistiques et études évalutives.
Tout candidat à ce poste devra avoir le goût du traitement des chiffres et savoir rédiger dans un style clair et précis.
Expérience stimulante souhaitée.

Le poste peut évoluer en fonction des qualités de son titulaire.

Envoyer C.V. manuscrit, prêt et photo sous enveloppe portant mention : Personnel à M. De Bodard, 31, rue de Labonne, 75008 PARIS.

C.I.R.C.E. CIRE
DE CALUL DU C.N.R.S.
équipé IBM 370/148-158
recherche
INGÉNIEUR INFORMAT. pour maintenance et développement de systèmes de calcul d'ordinateurs connaissant AS/40 IBM souhaitée. Niveau études min. DEA ou équivalent. National. Français, diplômé O.M. Adresser C.V. et prétentions : Secrétaire du C.I.R.C.E. Bât. 506 Campus 91405 Orsay Cedex. Tél. : 628-75-75

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FABRICATION ET VENTE DE PRODUITS CHIMIQUES POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
recherche

pour son bureau de BRUXELLES

CADRE COMMERCIAL

La personne retenue, d'au moins 25 ans, aura déjà acquis une très bonne connaissance (2-3 ans) des opérations d'exploitation bancaire (comptabilité, devis, engagements, administration des crédits), si possible dans un contexte international. Très bonne rémunération et excellentes perspectives offertes à un candidat ordonné et capable d'initiatives, ayant de bonnes bases d'anglais lu et parlé. Ecrire : référence C/RB, à TAS, 77, rue La Boétie, PARIS (8^e).

POSTE
La titulaire, à l'issue d'une période de formation complémentaire nécessaire à la connaissance de ses produits, sera appelée principalement sur ventes en France, avec possibilité de voir ses activités concentrées à Paris dans les deux années.

PROFIL
- La candidate devra pouvoir justifier :
- D'une connaissance approfondie de l'anglais ;
- D'une formation technique (diplôme en ingénierie) ;
- D'une expérience de l'industrie française des lubrifiants.

Réponses à envoyer : ROSEEL, Régie Publicitaires n° 50.128, rue Royale 112, 8-1000 BRUXELLES, qui transmettra.

BANQUE FRANCAISE
affiliée à un groupe international important recherche

PERSONNE pour développer relations avec investisseurs institutionnels étrangers. La candidate devra avoir 30 ans minimum et posséder une expérience de l'investissement en valeurs mobilières. Il devra avoir pratiqué le marché de Paris. Avoir des notions d'analyse financière ainsi que le sens des relations extérieures. Le poste est à Paris mais implique de fréquents déplacements. Anglaise indispensable. - Allemand souhaitable. Ecr. à : 084.971 M. REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur - Paris 2

Formaliste

Bonne expérience Position stable - Statut cadre Responsabilités. Ne pas se présenter. Ecrire avec détails pour rendez-vous éventuels à Mme Ferrand, Agence Combel, 30, rue de la Victoire (9^e), qui transmettra. (Téléphone : 04-77-34-6) Discrétion assurée.

Rech. Techn.-Alp. TV-NR
coursier, radio confirm. Salaire 4.000 F. Références exigées. URGENT ! M.L.S. Tél. 28-57-41. Se prés. 8h, bd de Sébastopol.

La Centre psychodermatologique de Mayenne rech. un anesth. contractuel. Adr. cand. et C.V. det. ou Directeur d'établissement 21, bd Paul-Linier à Mayenne.

C.E. RENAUDY D.R.D. rech. snob. cad. exp. C.A.P.A.S.E. En coord. et resp. pch. civil. Ecrire : T. H. 13, rue de la République. Secrétaire du C.E. 112, rue des Bénédictins. 92000 RUEIL. Tél. : 93-62-02.

Marketing industry

minimum 15 lignes de hauteur	44,03
DEMANDES D'EMPLOI	38,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00
	9,18

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITE	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Importante Entreprise de transport national et international recherche d'URGENCE

AGENTS CILIAUX pour région parisienne Commissions, bien rémunérées tant sur le plan national qu'international. Ecrire avec C.V. n° 53-53 B, 17, rue Lohé, 93300 Villetaneuse.

Transport international MALISSARD SAVAIZEUX recherche

DECLARANT EN DOUANE pour CHARTRES Ecrire : 42, 45, rue Charles Heller, 94000 VITRY, ou Tél. 800-85-25 (postes 304 ou 388).

STE MULTINATIONALE offre très intéressante poste d'INSPECTEUR VIE/GROUPE pour PARIS et la région NORD

A personne ayant :
- Solides connaissances professionnelles
- Age minimum 30 ans

Le réseau en place d'Agents Généralistes et de Courtiers d'une exceptionnelle qualité fait de ce poste une situation privilégiée. L'inspecteur disposera d'un bureau avec secrétaire.

Transmettre C.V. à n° 44-382, COTTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}

représent. offre

Entreprise 300 personnes transformant matières plastiques, emballages souples, brevets et autres recherche Paris et région parisienne et région lyonnaise

UN COLLABORATEUR PREMIER ORDRE pour prospecter et visiter clientèle existante. L'expérience de la clientèle industrielle et des grandes centrales d'achat est demandée. Age minimum : 25 ans. Salaire fixe + commission + frais de voiture. Première année minimum garantie.

Ecrire sous n° 2132 à : PUBLICITE DUFAYEL, 6, rue de Clignancourt, 75018 PARIS, qui transmettra.

capitaux ou proposition com.

A vendre Société d'électronique EN PLEINE EXPANSION 3 ans de commandes, résultats exceptionnels. Ecrire n° 245-57, Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, q.t.

propositions diverses

Usine en règlement judiciaire, matériel, matières premières, machines, outillage, etc. Ecrire n° 245-57, Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e, q.t.

JEUNE DIRECTEUR TV HIFI ELECTROMENAGER

Si vous avez au moins 5 ans d'expérience dans un magasin de vente au détail :
- En gestion
- Organisation
- Marketing et commercial
- Relation client
- Vente de produits électroménagers, etc., etc.

Nous sommes une importante chaîne de vente d'articles électroménagers HIFI, électroménagers, etc. Nous recherchons un jeune directeur de magasin pour notre nouvelle succursale qui ouvre en Seine-et-Marne.

Votre salaire sera élevé. Vous serez inscrit à une caisse de retraite. Vous aurez droit à la participation aux bénéfices. Possibilité de logement.

Envoyer une lettre manuscrite avec votre C.V. très détaillé et une photo sous référence 6-37 à : M. LICHOU, 10, rue de la République, 93000 Paris Cedex 12, ou Louvois, 75003 Paris Cedex 03, tel. transmettra.

ÉCONOMISTE 38 ANS

nationalité française 13 ans expérience :
- En gestion
- Organisation
- Marketing et commercial
- Relation client
- Vente de produits électroménagers, etc., etc.

Parlant anglais, arabe, italien, grec. Cherche :
- Poste de directeur
- Poste de responsable
- Poste de responsable technique
- Poste de responsable commercial
- Poste de responsable administratif
- Poste de responsable financier
- Poste de responsable juridique
- Poste de responsable informatique
- Poste de responsable communication
- Poste de responsable relations publiques
- Poste de responsable sécurité
- Poste de responsable environnement
- Poste de responsable qualité
- Poste de responsable innovation
- Poste de responsable développement durable
- Poste de responsable responsabilité sociale
- Poste de responsable responsabilité environnementale
- Poste de responsable responsabilité économique
- Poste de responsable responsabilité juridique
- Poste de responsable responsabilité éthique
- Poste de responsable responsabilité sociale
- Poste de responsable responsabilité environnementale
- Poste de responsable responsabilité économique
- Poste de responsable responsabilité juridique
- Poste de responsable responsabilité éthique

secrétaires

de direction
Chocolats et Confitures de luxe pour Paris
Secrétariat de Direction
Chargée d'assurer :
- Secrétariat de Direction
- Tenue des statistiques sociales
- Synthèse des actions publicitaires
- Synthèse des résultats
- Rédaction de lettres
- Rédaction de rapports
- Rédaction de notes
- Rédaction de procès-verbaux
- Rédaction de comptes rendus
- Rédaction de résumés
- Rédaction de synthèses
- Rédaction de conclusions
- Rédaction de recommandations
- Rédaction de propositions
- Rédaction de décisions
- Rédaction de recommandations
- Rédaction de propositions
- Rédaction de décisions

Secrétaires
Pour ORSA
Secrétariat BILINGUE
Secrétariat de Direction
Chargée d'assurer :
- Secrétariat de Direction
- Tenue des statistiques sociales
- Synthèse des actions publicitaires
- Synthèse des résultats
- Rédaction de lettres
- Rédaction de rapports
- Rédaction de notes
- Rédaction de procès-verbaux
- Rédaction de comptes rendus
- Rédaction de résumés
- Rédaction de synthèses
- Rédaction de conclusions
- Rédaction de recommandations
- Rédaction de propositions
- Rédaction de décisions

secrétaires

de direction
Chocolats et Confitures de luxe pour Paris
Secrétariat de Direction
Chargée d'assurer :
- Secrétariat de Direction
- Tenue des statistiques sociales
- Synthèse des actions publicitaires
- Synthèse des résultats
- Rédaction de lettres
- Rédaction de rapports
- Rédaction de notes
- Rédaction de procès-verbaux
- Rédaction de comptes rendus
- Rédaction de résumés
- Rédaction de synthèses
- Rédaction de conclusions
- Rédaction de recommandations
- Rédaction de propositions
- Rédaction de décisions

Secrétaires
Pour ORSA
Secrétariat BILINGUE
Secrétariat de Direction
Chargée d'assurer :
- Secrétariat de Direction
- Tenue des statistiques sociales
- Synthèse des actions publicitaires
- Synthèse des résultats
- Rédaction de lettres
- Rédaction de rapports
- Rédaction de notes
- Rédaction de procès-verbaux
- Rédaction de comptes rendus
- Rédaction de résumés
- Rédaction de synthèses
- Rédaction de conclusions
- Rédaction de recommandations
- Rédaction de propositions
- Rédaction de décisions

IMPORTANT COMPANY

BILINGUAL SECRETARIES
1 to 3 years experience, to work in English for multinational staff. Standard secretarial skills must include: FLUENT ENGLISH (English) mother-tongue, Cambridge Proficiency or equivalent.

Write with C.V. to n° 44-319, COTTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), who will forward.

cours et leçons

MATH. Rattrap. par prof. exp. 2^e année, 1^{er} degré, 2^e degré, 3^e degré, 4^e degré, 5^e degré, 6^e degré, 7^e degré, 8^e degré, 9^e degré, 10^e degré, 11^e degré, 12^e degré, 13^e degré, 14^e degré, 15^e degré, 16^e degré, 17^e degré, 18^e degré, 19^e degré, 20^e degré, 21^e degré, 22^e degré, 23^e degré, 24^e degré, 25^e degré, 26^e degré, 27^e degré, 28^e degré, 29^e degré, 30^e degré, 31^e degré, 32^e degré, 33^e degré, 34^e degré, 35^e degré, 36^e degré, 37^e degré, 38^e degré, 39^e degré, 40^e degré, 41^e degré, 42^e degré, 43^e degré, 44^e degré, 45^e degré, 46^e degré, 47^e degré, 48^e degré, 49^e degré, 50^e degré, 51^e degré, 52^e degré, 53^e degré, 54^e degré, 55^e degré, 56^e degré, 57^e degré, 58^e degré, 59^e degré, 60^e degré, 61^e degré, 62^e degré, 63^e degré, 64^e degré, 65^e degré, 66^e degré, 67^e degré, 68^e degré, 69^e degré, 70^e degré, 71^e degré, 72^e degré, 73^e degré, 74^e degré, 75^e degré, 76^e degré, 77^e degré, 78^e degré, 79^e degré, 80^e degré, 81^e degré, 82^e degré, 83^e degré, 84^e degré, 85^e degré, 86^e degré, 87^e degré, 88^e degré, 89^e degré, 90^e degré, 91^e degré, 92^e degré, 93^e degré, 94^e degré, 95^e degré, 96^e degré, 97^e degré, 98^e degré, 99^e degré, 100^e degré, 101^e degré, 102^e degré, 103^e degré, 104^e degré, 105^e degré, 106^e degré, 107^e degré, 108^e degré, 109^e degré, 110^e degré, 111^e degré, 112^e degré, 113^e degré, 114^e degré, 115^e degré, 116^e degré, 117^e degré, 118^e degré, 119^e degré, 120^e degré, 121^e degré, 122^e degré, 123^e degré, 124^e degré, 125^e degré, 126^e degré, 127^e degré, 128^e degré, 129^e degré, 130^e degré, 131^e degré, 132^e degré, 133^e degré, 134^e degré, 135^e degré, 136^e degré, 137^e degré, 138^e degré, 139^e degré, 140^e degré, 141^e degré, 142^e degré, 143^e degré, 144^e degré, 145^e degré, 146^e degré, 147^e degré, 148^e degré, 149^e degré, 150^e degré, 151^e degré, 152^e degré, 153^e degré, 154^e degré, 155^e degré, 156^e degré, 157^e degré, 158^e degré, 159^e degré, 160^e degré, 161^e degré, 162^e degré, 163^e degré, 164^e degré, 165^e degré, 166^e degré, 167^e degré, 168^e degré, 169^e degré, 170^e degré, 171^e degré, 172^e degré, 173^e degré, 174^e degré, 175^e degré, 176^e degré, 177^e degré, 178^e degré, 179^e degré, 180^e degré, 181^e degré, 182^e degré, 183^e degré, 184^e degré, 185^e degré, 186^e degré, 187^e degré, 188^e degré, 189^e degré, 190^e degré, 191^e degré, 192^e degré, 193^e degré, 194^e degré, 195^e degré, 196^e degré, 197^e degré, 198^e degré, 199^e degré, 200^e degré, 201^e degré, 202^e degré, 203^e degré, 204^e degré, 205^e degré, 206^e degré, 207^e degré, 208^e degré, 209^e degré, 210^e degré, 211^e degré, 212^e degré, 213^e degré, 214^e degré, 215^e degré, 216^e degré, 217^e degré, 218^e degré, 219^e degré, 220^e degré, 221^e degré, 222^e degré, 223^e degré, 224^e degré, 225^e degré, 226^e degré, 227^e degré, 228^e degré, 229^e degré, 230^e degré, 231^e degré, 232^e degré, 233^e degré, 234^e degré, 235^e degré, 236^e degré, 237^e degré, 238^e degré, 239^e degré, 240^e degré, 241^e degré, 242^e degré, 243^e degré, 244^e degré, 245^e degré, 246^e degré, 247^e degré, 248^e degré, 249^e degré, 250^e degré, 251^e degré, 252^e degré, 253^e degré, 254^e degré, 255^e degré, 256^e degré, 257^e degré, 258^e degré, 259^e degré, 260^e degré, 261^e degré, 262^e degré, 263^e degré, 264^e degré, 265^e degré, 266^e degré, 267^e degré, 268^e degré, 269^e degré, 270^e degré, 271^e degré, 272^e degré, 273^e degré, 274^e degré, 275^e degré, 276^e degré, 277^e degré, 278^e degré, 279^e degré, 280^e degré, 281^e degré, 282^e degré, 283^e degré, 284^e degré, 285^e degré, 286^e degré, 287^e degré, 288^e degré, 289^e degré, 290^e degré, 291^e degré, 292^e degré, 293^e degré, 294^e degré, 295^e degré, 296^e degré, 297^e degré, 298^e degré, 299^e degré, 300^e degré, 301^e degré, 302^e degré, 303^e degré, 304^e degré, 305^e degré, 306^e degré, 307^e degré, 308^e degré, 309^e degré, 310^e degré, 311^e degré, 312^e degré, 313^e degré, 314^e degré, 315^e degré, 316^e degré, 317^e degré, 318^e degré, 319^e degré, 320^e degré, 321^e degré, 322^e degré, 323^e degré, 324^e degré, 325^e degré, 326^e degré, 327^e degré, 328^e degré, 329^e degré, 330^e degré, 331^e degré, 332^e degré, 333^e degré, 334^e degré, 335^e degré, 336^e degré, 337^e degré, 338^e degré, 339^e degré, 340^e degré, 341^e degré, 342^e degré, 343^e degré, 344^e degré, 345^e degré, 346^e degré, 347^e degré, 348^e degré, 349^e degré, 350^e degré, 351^e degré, 352^e degré, 353^e degré, 354^e degré, 355^e degré, 356^e degré, 357^e degré, 358^e degré, 359^e degré, 360^e degré, 361^e degré, 362^e degré, 363^e degré, 364^e degré, 365^e degré, 366^e degré, 367^e degré, 368^e degré, 369^e degré, 370^e degré, 371^e degré, 372^e degré, 373^e degré, 374^e degré, 375^e degré, 376^e degré, 377^e degré, 378^e degré, 379^e degré, 380^e degré, 381^e degré, 382^e degré, 383^e degré, 384^e degré, 385^e degré, 386^e degré, 387^e degré, 388^e degré, 389^e degré, 390^e degré, 391^e degré, 392^e degré, 393^e degré, 394^e degré, 395^e degré, 396^e degré, 397^e degré, 398^e degré, 399^e degré, 400^e degré, 401^e degré, 402^e degré, 403^e degré, 404^e degré, 405^e degré, 406^e degré, 407^e degré, 408^e degré, 409^e degré, 410^e degré, 411^e degré, 412^e degré, 413^e degré, 414^e degré, 415^e degré, 416^e degré, 417^e degré, 418^e degré, 419^e degré, 420^e degré, 421^e degré, 422^e degré, 423^e degré, 424^e degré, 425^e degré, 426^e degré, 427^e degré, 428^e degré, 429^e degré, 430^e degré, 431^e degré, 432^e degré, 433^e degré, 434^e degré, 435^e degré, 436^e degré, 437^e degré, 438^e degré, 439^e degré, 440^e degré, 441^e degré, 442^e degré, 443^e degré, 444^e degré, 445^e degré, 446^e degré, 447^e degré, 448^e degré, 449^e degré, 450^e degré, 451^e degré, 452^e degré, 453^e degré, 454^e degré, 455^e degré, 456^e degré, 457^e degré, 458^e degré, 459^e degré, 460^e degré, 461^e degré, 462^e degré, 463^e degré, 464^e degré, 465^e degré, 466^e degré, 467^e degré, 468^e degré, 469^e degré, 470^e degré, 471^e degré, 472^e degré, 473^e degré, 474^e degré, 475^e degré, 476^e degré, 477^e degré, 478^e degré, 479^e degré, 480^e degré, 481^e degré, 482^e degré, 483^e degré, 484^e degré, 485^e degré, 486^e degré, 487^e degré, 488^e degré, 489^e degré, 490^e degré, 491^e degré, 492^e degré, 493^e degré, 494^e degré, 495^e degré, 496^e degré, 497^e degré, 498^e degré, 499^e degré, 500^e degré, 501^e degré, 502^e degré, 503^e degré, 504^e degré, 505^e degré, 506^e degré, 507^e degré, 508^e degré, 509^e degré, 510^e degré, 511^e degré, 512^e degré, 513^e degré, 514^e degré, 515^e degré, 516^e degré, 517^e degré, 518^e degré, 519^e degré, 520^e degré, 521^e degré, 522^e degré, 523^e degré, 524^e degré, 525^e degré, 526^e degré, 527^e degré, 528^e degré, 529^e degré, 530^e degré, 531^e degré, 532^e degré, 533^e degré, 534^e degré, 535^e degré, 536^e degré, 537^e degré, 538^e degré, 539^e degré, 540^e degré, 541^e degré, 542^e degré, 543^e degré, 544^e degré, 545^e degré, 546^e degré, 547^e degré, 548^e degré, 549^e degré, 550^e degré, 551^e degré, 552^e degré, 553^e degré, 554^e degré, 555^e degré, 556^e degré, 557^e degré, 558^e degré, 559^e degré, 560^e degré, 561^e degré, 562^e degré, 563^e degré, 564^e degré, 565^e degré, 566^e degré, 567^e degré, 568^e degré, 569^e degré, 570^e degré, 571^e degré, 572^e degré, 573^e degré, 574^e degré, 575^e degré, 576^e degré, 577^e degré, 578^e degré, 579^e degré, 580^e degré, 581^e degré, 582^e degré, 583^e degré, 584^e degré, 585^e degré, 586^e degré, 587^e degré, 588^e degré, 589^e degré, 590^e degré, 591^e degré, 592^e degré, 593^e degré, 594^e degré, 595^e degré, 596^e degré, 597^e degré, 598^e degré, 599^e degré, 600^e degré, 601^e degré, 602^e degré, 603^e degré, 604^e degré, 605^e degré, 606^e degré, 607^e degré, 608^e degré, 609^e degré, 610^e degré, 611^e degré, 612^e degré, 613^e degré, 614^e degré, 615^e degré, 616^e degré, 617^e degré, 618^e degré, 619^e degré, 620^e degré, 621^e degré, 622^e degré, 623^e degré, 624^e degré, 625^e degré, 626^e degré, 627^e degré, 628^e degré, 629^e degré, 630^e degré, 631^e degré, 632^e degré, 633^e degré, 634^e degré, 635^e degré, 636^e degré, 637^e degré, 638^e degré, 639^e degré, 640^e degré, 641^e degré, 642^e degré, 643^e degré, 644^e degré, 645^e degré, 646^e degré, 647^e degré, 648^e degré, 649^e degré, 650^e degré, 651^e degré, 652^e degré, 653^e degré, 654^e degré, 655^e degré, 656^e degré, 657^e degré, 658^e degré, 659^e degré, 660^e degré, 661^e degré, 662^e degré, 663^e degré, 664^e degré, 665^e degré, 666^e degré, 667^e degré, 668^e degré, 669^e degré, 670^e degré, 671^e degré, 672^e degré, 673^e degré, 674^e degré, 675^e degré, 676^e degré, 677^e degré, 678^e degré, 679^e degré, 680^e degré, 681^e degré, 682^e degré, 683^e degré, 684^e degré, 685^e degré, 686^e degré, 687^e degré, 688^e degré, 689^e degré, 690^e degré, 691^e degré, 692^e degré, 693^e degré, 694^e degré, 695^e degré, 696^e degré, 697^e degré, 698^e degré, 699^e degré, 700^e degré, 701^e degré, 702^e degré, 703^e degré, 704^e degré, 705^e degré, 706^e degré, 707^e degré, 708^e degré, 709^e degré, 710^e degré, 711^e degré, 712^e degré, 713^e degré, 714^e degré, 715^e degré, 716^e degré, 717^e degré, 718^e degré, 719^e degré, 720^e degré, 721^e degré, 722^e degré, 723^e degré, 724^e degré, 725^e degré, 726^e degré, 727^e degré, 728^e degré, 729^e degré, 730^e degré, 731^e degré, 732^e degré, 733^e degré, 734^e degré, 735^e degré, 736^e degré, 737^e degré, 738^e degré, 739^e degré, 740^e degré, 741^e degré, 742^e degré, 743^e degré, 744^e degré, 745^e degré, 746^e degré, 747^e degré, 748^e degré, 749^e degré, 750^e degré, 751^e degré, 752^e degré, 753^e degré, 754^e degré, 755^e degré, 756^e degré, 757^e degré, 758^e degré, 759^e degré, 760^e degré, 761^e degré, 762^e degré, 763^e degré, 764^e degré, 765^e degré, 766^e degré, 767^e degré, 768^e degré, 769^e degré, 770^e degré, 771^e degré, 772^e degré, 773^e degré, 774^e degré, 775^e degré, 776^e degré, 777^e degré, 778^e degré, 779^e degré, 780^e degré, 781^e degré, 782^e degré, 783^e degré, 784^e degré, 785^e degré, 786^e degré, 787^e degré, 788^e degré, 789

pavillons

BUREAU DES LOCATAIRES,
r. la Michodière. M^o Opéra.
abonn 300 F - 742-78-93.

**... et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

L'excédent commercial de la France a été proche de 6,8 milliards de francs en 1975

Un milliard de francs de plus : la balance commerciale de la France s'est, en définitive, soldée en 1975 par un excédent de 6,764 milliards de francs, au lieu de 5,673 milliards selon les résultats provisoires (le Monde du 18 janvier 1976).

Cette balance avait été déficitaire de 16 870 millions en 1974 et post-

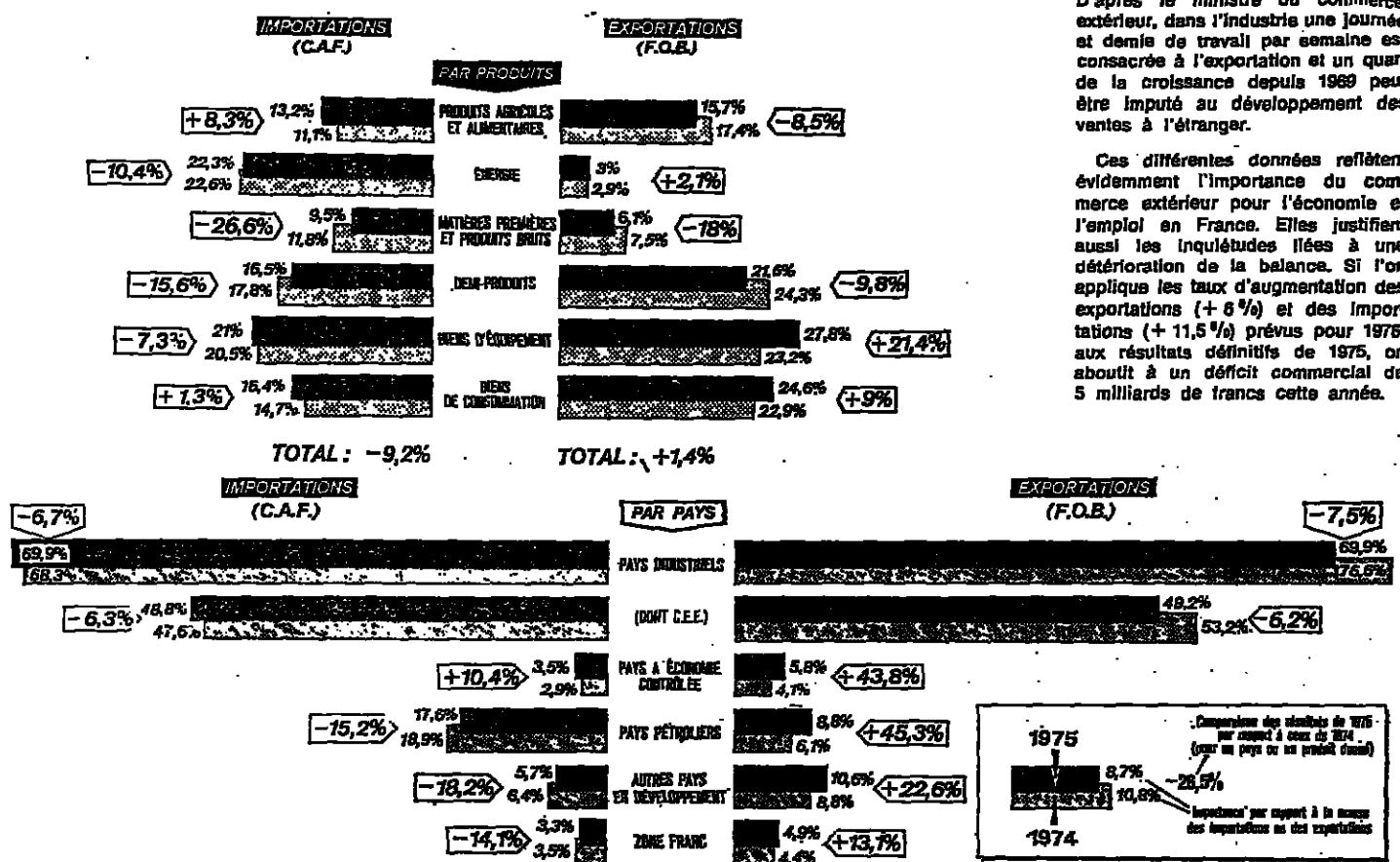
tive de 6 630 millions de francs en 1973. Le redressement enregistré l'an dernier provient pour l'essentiel d'une baisse de 8 % des importations (assurance et fret exclus), les exportations ayant progressé de 2 %. Les ventes à l'étranger se sont élevées en 1975 à 227 198 millions de francs et les achats à 220 434 millions. Le taux de couverture s'est établi à 103,1 % contre 93 % en 1974 et 104,3 % en 1973.

De la lecture du graphique ci-dessous, il ressort que les importations ont reculé dans la plupart des secteurs, surtout pour les matières premières et produits bruts, les demi-produits, et l'énergie. En sens inverse, se sont nettement développées les ventes de biens d'équipement et les exportations vers les pays à économie centralisée, les Etats producteurs de pétrole et aussi

les nations en voie de développement.

Dans une communication au dernier conseil des ministres, M. Raymond Barre a souligné que les ventes françaises ont représenté 16 % de la production intérieure brute en 1975 contre 14 % en 1969. Ce ratio a toutefois été, en 1974, de 20 % en Italie, 21 % en Grande-Bretagne et 23 % en Allemagne fédérale. D'après le ministre du commerce extérieur, dans l'industrie une journée et demie de travail par semaine est consacrée à l'exportation et un quart de la croissance depuis 1969 peut être imputé au développement des ventes à l'étranger.

Ces différentes données reflètent évidemment l'importance du commerce extérieur pour l'économie et l'emploi en France. Elles justifient aussi les inquiétudes liées à une détérioration de la balance. Si l'on applique les taux d'augmentation des exportations (+11,5 %) et des importations (+4,1 %) prévus pour 1976, aux résultats définitifs de 1975, on aboutit à un déficit commercial de 5 milliards de francs cette année.



LE COMMERCE MONDIAL A RÉGRÉSSÉ EN VOLUME DE 6 % EN 1975

Genève (A.F.P., A.P. Agefi). — Pour la première fois depuis 1958, le commerce mondial a régressé en volume en 1975. Ce recul a atteint 6 % pour l'ensemble de l'année (10 % pour le premier semestre) ; il avait été de 1 % seulement il y a dix-sept ans, lors de la récession précédente, indique une étude du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs et le commerce) sur « le commerce international et les perspectives actuelles ». En valeur, les échanges mondiaux ont atteint, en 1975, 880 milliards de dollars, en hausse de 4 % par rapport à 1974 ; mais les prix à l'exportation ont augmenté de 10 % (40 % en 1974). Pour cette année, ces échanges

devraient s'accroître à nouveau, mais ne retrouveraient peut-être pas leur niveau de 1974. Les pays industrialisés, dont le déficit commercial est revenu de 43 milliards de dollars en 1974 à 11 milliards en 1975, devraient, selon le G.A.T.T., connaître cette année de nouvelles difficultés, leurs achats progressant plus vite que leurs ventes. De leur côté, les pays en développement, dont le déficit est passé de 35 à 45 milliards, auront à accomplir de nouveaux efforts en vue de réduire leurs importations, les crédits étant plus malaisés à obtenir. Enfin, les pays pétroliers, dont l'excédent a atteint 65 milliards, un tiers de moins qu'en 1974,

accroîtront leurs achats moins rapidement qu'au cours des deux dernières années. Par ailleurs, l'étude du G.A.T.T. indique que le déficit commercial des pays de l'Est, qui était de 5 milliards de dollars en 1974, a presque doublé en 1975. Pour le G.A.T.T., la reprise de l'activité économique, déjà en cours dans plusieurs pays industriels, paraît devoir se poursuivre et gagner de nouveaux pays au cours de 1976. Toutefois, le rythme de cette reprise demeure très incertain, notamment en ce qui concerne les investissements fixes. « On ne peut envisager, souligne l'étude, qu'un redressement gra-

duel, et les problèmes sociaux et économiques liés à la sous-utilisation de la main-d'œuvre et des capacités de production demeureront une préoccupation majeure ».

● LES TARIFS DE GAZ DE FRANCE sont augmentés de 7,5 % pour les usages domestiques et de 10 % pour les industriels, à partir du 1^{er} mars prochain, confirme un communiqué du ministère de l'économie et des finances. La hausse précédente datait du 1^{er} janvier 1975 ; elle avait été de 20 % pour les industriels et de 8,5 % pour les particuliers.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Occupation d'une filiale de Rhône-Poulenc à Arras contre le blocage des salaires

Le freinage, voire le blocage, des salaires ou le licenciement de délégués, sont à l'origine de plusieurs conflits : dans la région parisienne, la livraison de béton aux chantiers est perturbée par le conflit qui oppose les transporteurs et leurs salariés aux entreprises de fabrication ; à Colmar, des grévistes de Rhénus ont occupé, jeudi 26 février, les locaux de la chambre patronale ; à Lille, le même jour, dans l'après-midi, des ouvriers de l'usine Saint-Frères de Fléacourt (Somme) ont envahi le siège social de la société Agache-Wiloot ; dans le Pas-de-Calais, des grévistes ont décidé d'occuper l'usine Norsyntex pour s'opposer au blocage des salaires.

De notre correspondant

Lille. — Dans la banlieue d'Arras, à Saint-Laurent-Blangy, l'usine Norsyntex, intégrée au groupe Rhône-Poulenc Textiles, est occupée par les ouvriers depuis le mardi 24 février. Joutel, la direction a fait citer devant le tribunal des référés d'Arras treize délégués syndicaux (sept C.G.T., trois F.O., deux C.F.D.T. et un C.F.D.T.) ainsi que trois ouvriers qui, selon elle, « ont pris des initiatives constituant de véritables actes de fait à la porte de l'usine et à l'intérieur de celle-ci ». Le mouvement de protestation s'est manifesté à l'occasion de la réunion paritaire du 11 février au cours de laquelle le Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques a refusé de garantir l'échelle mobile des salaires. Il proposait, arguant des difficultés du textile, un blocage des salaires en abandonnant l'indexation INSEE jusqu'en juillet prochain.

Norsyntex est entrée en 1971 dans le groupe Rhône-Poulenc Textiles, qui occupe actuellement dix-huit mille sept cents personnes dans dix-sept usines. Selon la direction, l'usine d'Arras est pourtant privilégiée dans le groupe : « C'est une usine récente où des progrès ont été constam-

ment réalisés sur le plan de la qualité et du prix de revient. De plus, l'implantation d'une unité pour le fu tupa a apporté un développement important et renforcé la garantie de l'emploi. Enfin, l'intégration de Norsyntex par Rhône-Poulenc Textiles a permis au personnel de l'usine d'Arras de doubler depuis 1971, soit en quatre ans, son salaire. » Pour les syndicats, tous solidaires en la circonstance, hormis la C.G.T., qui ne s'est pas associée au mouvement, l'usine Norsyntex n'est pas effectivement menacée par la crise. Selon eux, « Rhône-Poulenc profite de la crise pour effectuer sa restructuration interne, en investissant dans les secteurs les plus rentables comme la pétrochimie et en liquidant les secteurs les moins rentables à ses yeux comme le textile. On va fermer six usines dans le groupe. Cette liquidation du textile et les investissements à fonds perdus occasionnés des dépenses que Rhône-Poulenc veut récupérer. Une solution consiste à diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui rapporterait pour les premiers mois de 1976 un minimum de 1 milliard et demi d'anciens francs. »

GEORGES SUEUR.

Préavis de grève à la S.N.C.F.

(Suite de la première page.)

Quant à la C.G.T. (la C.F.D.T. étant moins catégorique), elle a réaffirmé à plusieurs reprises que, de toute façon, elle ne souscrirait à aucun accord faisant référence à l'indice officiel des prix. Ce qui équivaut à poser un préalable dont on sait parfaitement qu'il ne sera pas admis par le gouvernement.

Après la série de réunions qui se sont tenues au cours du mois de février, deux caractéristiques se retrouvent à peu près partout dans les offres du gouvernement et des directions des entreprises nationalisées :

● Maintien du pouvoir d'achat. Comme en 1975, il sera garanti par un ajustement trimestriel sur l'indice officiel des prix. Ce système, qui comporte une provision

pour le premier mois de chaque trimestre, avait fonctionné correctement l'an passé. En 1976, le gouvernement (est-ce là un des aspects de son action psychologique anti-inflationniste ?) s'efforce de la provision d'une augmentation des prix de 7,5 % dans l'année, et fixe en conséquence les majorations proposées à environ 1 % le 1^{er} janvier, 0,8 % le 1^{er} mars, 0,75 % le 1^{er} juillet et 0,50 % le 1^{er} octobre ; ce que les syndicats jugent très insuffisant.

● Progression du pouvoir d'achat. — Le gouvernement ne la promet qu'aux salariés les plus modestes de la fonction publique et aux travailleurs manuels des entreprises nationalisées.

À la S.N.C.F., où le personnel d'entretien (ce qui fait aujourd'hui trois mille agents) a une partie de la maîtrise (quarante-sept mille agents) répondent à la dégradation des conditions de travail usuel, une commission des syndicats-direction a tenu une troisième réunion le 26 février pour préparer un avant-projet. À la R.A.T.P., la direction propose des crédits représentant environ 0,85 % de la masse salariale pour l'amélioration du pouvoir d'achat, dont 0,25 % pour les travailleurs manuels (cela représenterait 20 à 30 F par personne, pour vingt-sept mille agents sur trente-sept mille), ainsi que 0,28 % des salaires pour l'attribution de 1,5 point uniforme d'augmentation au juillet et 0,30 % pour des mesures catégorielles.

Deux entreprises continueront à bénéficier d'un régime plus favorable en raison de la reconduction des accords des années précédentes : les Charbonnages et l'E.G.F. Les mineurs sont assurés de bénéficier d'une progression minimale du pouvoir d'achat de la masse salariale de 2 %. Il en va de même à l'E.G.F., où les catégories n'ont pas dénoncé le protocole qui porte leur paraphe, bien que leur centrale ait répété maintes fois qu'elle refusait tout accord faisant référence à l'indice officiel des prix. Les militants C.F.D.T. ont fait de même.

Toutefois, lorsque, le 18 février, la commission d'application de la convention salariale s'est réunie pour décider une augmentation des rémunérations de 7 %, le 1^{er} mars, les représentants de ces deux fédérations ont présenté des revendications qui allaient débiter au-delà des modalités d'application de l'accord. Ils ont réclamé des crédits « hors masse salariale » pour satisfaire ces demandes : c'est-à-dire, pour la C.F.D.T., une majoration uniforme mensuelle de 150 francs et, pour la C.G.T., une augmentation de 15 % du salaire de base. La direction ayant refusé d'examiner leurs demandes, la C.G.T. puis la C.F.D.T. quitteront la séance.

Khalil-ce la rupture avec la politique contractuelle sans précédent connue depuis décembre 1969 ? Les cégétistes et les cégétistes s'en défendent. Ces derniers ajoutant que leur « proposition » était à discuter, donc de nature à aboutir à un compromis. Leur volonté, disent-ils, est d'accepter d'abord les fruits de l'accord, et d'obtenir des avantages supplémentaires, au besoin en recourant à l'action.

JOANNIE ROY.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL OUI ! DÉPORTATION NON !

Pour travailler au cœur des villes...

Oui, les régions doivent vivre, la région parisienne aussi.

Comme beaucoup d'entreprises en France ont leur place dans leur région, les entreprises de la région parisienne ont besoin de Paris. Sen éloigner devient un exode coûteux et risqué.

MOZINOR est une solution nouvelle. Pour que 30 industriels parisiens puissent vivre à PARIS, se développer à PARIS et faire vivre PARIS.

MOZINOR, c'est un immeuble abritant

des unités de production reliées par une autoroute intérieure : sur 3,2 hectares au sol, 40.000 m² de plancher industriel utile, 18.000 m² de voirie autoroutière intérieure couverte, 530 places de parking couvert, 1 restaurant pour 800 personnes, 2,5 hectares d'espaces verts.

MOZINOR fonctionne. Vous pouvez y fonctionner dès aujourd'hui. Venez nous voir.

Pour tous renseignements :
SADEMO - 15, Avenue de la Résistance -
93100 MONTREUIL
Monsieur MANENQ - Tél. 858.15.60



LE PREMIER ENSEMBLE INDUSTRIEL A LA VERTICALE DE FRANCE

... et un prêt CCE financera votre activité



(PUBLICITE)

TURKISH ELECTRICITY AUTHORITY GENERAL MANAGEMENT ANKARA - TURKEY

4 Concrete, Hyperbolic, Natural-Draught «Cooling Towers» will be constructed for 4x300 MW Afsin-Elbistan Thermal Power Plant, Turkey. Work covers, design, manufacturing of internals, entire construction and commissioning of

«COOLING TOWERS»

1. Companies who wish to bid, must have supplied and provided the engineering, manufacture, erection, and/or erection supervision services of at least three installations in the similar characteristics and put them, into operation successfully.
2. Bidders are required to submit the documents with their bid which certifies that they have enough experience to perform this work.
3. Bids will have been received until 15.00 hours on April 15, 1976 at the below address.
4. Bidders can obtain the bid documents from the following address from the date of March 1, 1976 against 2500. - TL per set:

**TURKIYE ELEKTRIK KURUMU
SANTRALLAR DAİRESİ BASKANLIĞI
NECATİBEY CAD. NO. 3 MARO HAN KAT. 5
YENİŞEHİR/ANKARA.**

5. Turkish Electricity Authority is not subject to law no. 2490.

TURKIYE ELEKTRIK KURUMU

**ODOUL
Garde-meubles**
208 10-30

**IMPRIMERIE SPECIALE
POUR PERIODIQUES
HEBDOMADAIRES ET MENSUELS**
Consultez les Presses du Palais
Royal 65 rue Sainte-Anne
(26-10-00) maison fondée en 1825
DELAIS EXEMPLAIRES
PRIX AGREABLES

Le contrôle industriel

Envisagé suffisamment tôt: un facteur essentiel de rentabilité.

Tout le monde s'accorde sur ce point : dans l'industrie moderne, le contrôle fait intégralement partie des processus industriels. Et immédiatement on pense au contrôle qualité. Ce qui est moins connu, c'est que le contrôle industriel peut s'exercer largement en amont du stade opérationnel, pratiquement dès la conception de l'usine ou de l'installation industrielle et concerne en fait toutes les étapes de la réalisation. Éléments essentiels de la rentabilité d'un complexe de production, le contrôle industriel ainsi compris est une affaire de spécialiste. Il existe en effet des moyens puissants, un personnel de haute qualification spécialement formé, et une expérience pluridisciplinaire dans des domaines très divers. Socotec, première société de contrôle française, illustre bien cette spécialité. Quels services une telle société peut-elle apporter?

Socotec : un interlocuteur unique, tous corps d'état, tous niveaux.

Le contrôle Socotec s'exerce à tous les niveaux et commence dès l'avant-projet. Spécifications, notes de calcul, plans, gammes de fabrication, programmes de contrôle... tout doit être soigneusement examiné. En effet, quels que soient le soin et la rigueur apportés à la réalisation, la moindre erreur au stade de la conception ne peut que se répercuter défavorablement au niveau de la réalisation des objectifs.

En aval de la conception, l'intervention Socotec se poursuit logiquement par les prestations suivantes : Recette des matériaux en usine et contrôle de fabrication - supervision par des ingénieurs spécialisés en soudage, structure des métaux et assurance qualité - Contrôle des expéditions - Contrôle sur le site : Génie Civil, installation des machines et des équipements,



Les ingénieurs Socotec : des collaborateurs à part entière qui épousent vos objectifs.

essais individuels, mise en service de l'installation, réceptions provisoires et définitives.

Le Centre de Contrôle Industriel Socotec assure la formation des contrôleurs usine aux techniques de contrôle les plus récentes : ultra-sons, courants de Foucault, radiographie X et 7. etc. Il procède également à l'homologation des soudeurs (gaz, arc, etc.) et constitue une base d'intervention pour ses équipes mobiles de contrôle.

Quand faut-il faire appel à la société de contrôle?

Principe général : plus l'industrie est lourde ou de pointe (nucléaire, chimie et pétrochimie, sidérurgie, etc.) plus le contrôle est important et plus tôt il doit intervenir. La consultation de la société de contrôle dès le stade de l'avant-projet est alors indispensable.

Pour les autres industries, le contrôle en amont se révèle toujours utile. Il peut éviter des erreurs graves, facilement rectifiables à un stade non avancé du projet. Et il constitue dans tous les cas un facteur important de rentabilité.

La Socotec, une force au service de l'industrie.

Une grande société de contrôle doit pouvoir apporter un service complet et l'assurance d'une collaboration efficace dans les domaines les plus variés. C'est le cas de Socotec qui met à votre disposition 950 ingénieurs spécialisés ou pluridisciplinaires, plus 275 techniciens et un centre de calcul informatique.

Un autre point fort de la Socotec, son implantation décentralisée : 110 agences en France et à l'étranger.

Vous êtes ainsi assurés d'une collaboration étroite facilitée par la proximité de votre contrôleur.

Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez à Socotec : 17, place Etienne-Pernet 75738 PARIS CEDEX 15 Tél. : 842.64.00



"Quand le contrôle devient service".

C.A.P. Industrie

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les cotisations d'assurances seront davantage modulées

II. — La prévention : une conception souvent trop étiquée

Un conseil restreint devait arrêter, ce vendredi 27 février, les grandes lignes d'un plan d'action gouvernemental contre les accidents du travail, dont le coût direct et indirect pèse lourd sur l'économie (« Le Monde » du 27 février). Mais la prévention des accidents, qui retient l'attention des pouvoirs publics, des syndicats et du patronat, ne doit pas se limiter aux seules mesures dites de sécurité.

Peu de firmes ont essayé de chiffrer le coût de la prévention au sens strict, celle qui consiste à acheter et à installer le matériel de protection et à rémunérer des spécialistes de la sécurité. Une entreprise du bâtiment nous a ouvert ses livres de comptabilité : elle applique, depuis près de trois ans, une politique de « prévention intégrée » : détermination avec la participation d'un ingénieur de sécurité des mesures nécessaires, et cela bien avant l'ouverture du chantier ; achat de filets, garde-corps et matériels de protection représentant 2 % du chiffre d'affaires ; installation et entretien de ce matériel à hauteur de 1,5 à 2 % du chiffre d'affaires ; nomination d'un délégué et responsable à plein temps de la sécurité pour toute équipe de trente ouvriers. Au total un coût égal à 3 % du prix de revient d'un édifice.

Toutes les firmes du bâtiment et des travaux publics n'agissent évidemment pas de la sorte. Certaines sont tentées de réduire les installations de sécurité : d'autres, qui intègrent le coût de ces

dépenses dans leurs prix de vente, ont tendance à « gratter » sur cette partie du budget pour compenser d'autres hausses et respecter le prix global promis au client. Les problèmes de la concurrence et de la rentabilité conduisent ainsi souvent à placer la sécurité au second plan.

A Saint-Etienne, par exemple, un entrepreneur a omis de bouter une tranchée de 4 mètres de profondeur : un homme est mort, un procès engagé. « Si les mesures de sécurité avaient été prises à temps », déclare un délégué C.F.D.T., il aurait fallu une dizaine de jours pour terminer le travail, alors que, dans le cas, il n'en fallait que trois jours. Récemment une société a proposé un nouveau système de garde-fou. Le patronat l'a rejeté : trop cher ! »

Dans un rapport de septembre 1975, le ministère de l'Équipement reconnaît les faits, en évoquant « les exigences de rendement des entreprises qui condamnent les travailleurs à négliger les prescriptions de sécurité pour faire la production ». Quelques employeurs ont essayé d'atténuer les méfaits de la concurrence. Cependant, selon M. Vallée, de l'organisme de prévention du bâtiment, « dans le secteur de l'étalement, la Chambre syndicale des employeurs a proposé à ses membres la signature d'un engagement sur le respect de règles minimales de sécurité ». Une exception ? En tout cas un exemple à suivre.

La racine du mal

Mais la prévention n'est pas toujours aussi coûteuse qu'on l'affirme. « Installer des filets, des garde-fous, cotés effectivement cher ; mais l'une des solutions, si elle est mise en œuvre, ne pas avoir à utiliser ces matériels, en montant au sol des éléments préfabriqués. » Dans d'autres branches industrielles, des sociétés ont même démontré que la prévention pouvait se solder par des économies substantielles.

La Société générale de fonderie a développé depuis cinq ans une politique globale de prévention : achat de matériel de sécurité pour la protection individuelle et collective (lunettes, gants, chaussures), amélioration de l'éclairage et formation du personnel, etc. « Nous n'avons pas chiffré le coût global de cette campagne », reconnaît M. J. Vignier, directeur de la société, bien qu'il ait fait allusion à des sommes impressionnantes pour certaines mesures ; mais « le coût des accessoires pour la protection individuelle, par exemple, est deux à trois fois moins élevé que le coût qu'auraient atteint les accidents évités ». Après cinq ans d'efforts, les résultats sont spectaculaires : réduction du taux de fréquence de 39 % en moyenne et, dans certaines usines, de 60 à 75 % ; cela a entraîné une diminution substantielle du taux de cotisations d'assurance, représentant en moyenne une économie de 1 % de la masse salariale (et même 2 à 3 % si l'on tient compte d'autres éléments).

Pour le Dr Amphoux, cité hier, le coût indirect des accidents du travail peut représenter jusqu'à la moitié des bénéfices d'une entreprise. Dès lors, « un investissement en moyens et méthodes de prévention est à l'échelle du décime des bénéfices réalisés devient rentable s'il entraîne, ce qui est plausible, une diminution des accidents de 10 % seulement ». Faudrait-il, dans les adjudications de travaux, obliger les entreprises du bâtiment à prévoir une ligne budgétaire pour les dépenses de sécurité ? An ministre de l'Équipement, M. Moreau y est hostile. Certes, admet-il, il faut exiger la prévention et faire préciser dans les contrats les mesures qui seront prises ; mais « il faut résister à la pression des chefs d'entreprise qui veulent distinguer le coût de la prévention pour mieux le faire payer par le client. Trop de chiffres aboutiraient à transférer les responsabilités et à commercialiser la sécurité ».

M. Vallée, de l'organisme de prévention, formule la même opinion. Avec de nombreux spécialistes, il insiste sur le fait que la prévention ne se résume pas à la mise en place de systèmes de protection. Bien des chefs d'entreprise ont, selon lui, une notion trop étiquée de la prévention.

La prévention c'est, par exemple, le renforcement du rôle des comités d'hygiène et de sécurité (C.H.S.) et de l'inspection du travail ; surtout lorsqu'on sait, selon un rapport de l'inspection des affaires sociales, que « les deux tiers des accidents mortels pourraient être évités en respectant les règles de la sécurité en vigueur ». La mise en place de C.H.S. partout où la loi l'exige et la reconnaissance d'un droit au congé-formation pour ses membres auraient donc un effet non négligeable. Tout comme le renforcement des effectifs de l'inspection du travail et la publication annuelle d'un rapport par cette administration (rendue obligatoire par la loi de 1982 et pourtant abandonnée). On peut aussi songer à une sévérité accrue dans les sanctions, trop

souvent symboliques, prises contre les responsables d'accidents. La réforme envisagée par le gouvernement en vue de mieux moduler les cotisations des entreprises en fonction de la fréquence de leurs accidents est aussi souhaitable.

Mais ces réformes, si coûteuses soient-elles, apparaissent encore insuffisantes car elles ne s'attaquent pas à la racine du mal. Comme l'ont noté les personnalités qui ont préparé le rapport de 1974 adressé au ministère du travail, « la protection technique se rapproche de la limite de ses possibilités (...) ; de nouvelles que d'une action complexe qui, sans négliger les méthodes techniques, s'intègrent toujours plus aux facteurs humains ».

Cela suppose tout d'abord une autre conception et des ateliers et des machines ainsi qu'une profonde transformation des conditions de travail associant tous les salariés, de l'O.S. à l'ingénieur : de nombreux accidents imputés à la négligence ou à la fatigue s'expliquent en fait par une trop grande monotonie des tâches et leur répétition à des cadences trop élevées. Ils expliquent aussi les multiples pressions exercées sur le salarié pour qu'il respecte le rendement, ce qui amène l'O.S. ou le manoeuvre à utiliser mille petites « astuces » dangereuses pour « faire la production » : cette femme par exemple qui, pour éliminer les déchets d'une petite presse, utilisait avec une soufflette du white spirit contenu dans une bouteille de soda.

Cela suppose aussi une organisation du travail qui aboutisse par exemple à une réduction de la durée du travail et à une diminution du taux de rotation du personnel.

Des études ont révélé que 53 % des salariés victimes de chutes travaillaient plus de quarante heures par semaine. D'autres enquêtes, notamment celles de M. J. Vignier (1), ont démontré qu'un grand nombre d'accidents surviennent lors de la première semaine ou du premier mois de l'embauche, ou encore que la fréquence des accidents était plus élevée chez les travailleurs intérimaires ou chez les sous-traitants. Dans le bâtiment, les taux de fréquence sont d'autant plus élevés que l'instabilité et la mobilité des salariés y sont plus grandes. En Allemagne, une étude de M. Helmut Salowski révèle que « la fréquence des accidents serait double pour les salariés qui sont employés depuis moins de douze mois dans une entreprise » (2).

Changer les mentalités

Pour certains entrepreneurs, l'essentiel de la prévention réside dans le freinage de la mobilité des travailleurs, ainsi que dans un effort pour convaincre chaque salarié de la nécessité de respecter la sécurité. « Nous avons de grandes difficultés pour passer sur le tas le message de la sécurité. Certains ont l'habitude d'embaucher pour un seul chantier ; une fois les travaux terminés, ils licencient puis, une semaine plus tard, réembauchent... » Avant la crise, le « turn over » atteignait 100 %, parfois 200 % par an, dans certaines entreprises de bâtiment. Taux exorbitants au point de devenir scandaleux lorsqu'on sait que l'esprit d'équipe, l'appréciation des gestes du voisin annonçant le danger et bien d'autres petites détails de ce genre figurent parmi les meilleures mesures de prévention.

Cette conception de la prévention est partagée par un nombre croissant de dirigeants d'entreprises ; mais elle est loin de se traduire encore dans les faits. Le coût est, là encore, un obstacle : mieux informer le personnel de l'embauche, multiplier les stages de formation, stabiliser les salariés par une politique d'augmentation des rémunérations ouvrières, de réduction des horaires, d'aménagement des ateliers et des chantiers, cela coûte effectivement cher. D'autant qu'à ces charges s'ajoute le coût indirect — peu quantifiable, mais énorme — des réunions multiples, de la constitution d'équipes semi-autonomes ; ce qui suppose d'ailleurs une remise en cause de la hiérarchie et, par le fait même, des responsabilités. Il sera difficile de faire accepter le partage du pouvoir, qui implique aussi un partage des responsabilités. La prévention des accidents nécessite pourtant une nouvelle organisation des tâches, c'est-à-dire un changement profond des mentalités et, à la limite, une certaine réforme de l'entreprise. Les syndicats l'affirment, le ministère du travail l'admet dans un autre contexte, mais les industriels français campent presque tous sur leurs positions : « l'autorité ne se partage pas... »

JEAN-PIERRE DUMONT.

FIN

(1) Cahiers des comités de prévention du bâtiment et des travaux publics, 4-3-1975.

(2) Ces études ont en outre l'intérêt de démontrer que le nombre important d'accidents chez les immigrés n'est pas dû à leur nationalité, mais au fait qu'ils changent souvent d'employeur et ont une « expérience d'entreprise » insuffisante.

LA VIE ÉCONOMIQUE

BILLET

Siemens n'achètera pas d'ordinateurs X-4 et X-5

Un coup fatal pour la technologie française de grande informatique ?

Le groupe allemand Siemens n'achètera pas à la France de grands ordinateurs X-4 et X-5. Ces machines devaient être fabriquées à l'usine de Toulouse de la C.I.J. dans le cadre de l'accord européen Unidata conclu en juillet 1973 entre la C.I.J., Siemens et Philips.

Bien qu'à Paris on déclare ne pas avoir été informé officiellement de la décision allemande, on peut tenir celle-ci pour acquise. Après la dissolution d'Unidata, consécutive à la décision du gouvernement français de marier une partie de la C.I.J. avec Honeywell-Bull, Siemens a été contraint de réviser toute sa politique informatique. Le groupe allemand cherche un peu partout dans le monde des licences et privilèges pour fabriquer directement les quelques X-4 dont il aura besoin. En outre, on n'est sans doute pas mécontent à Munich de montrer aux anciens partenaires français que leur attitude naïve depuis deux ans n'a guère été payée.

Pour l'avenir de la technologie française sur la grande informatique, la nouvelle est d'importance. Dans les discussions avec Honeywell, lors de la préparation de la fusion C.I.J.-Honeywell-Bull, la question des produits de la nouvelle société avait occupé une bonne partie du temps des négociateurs. Pour le groupe allemand, qui fabrique un gros ordinateur — le 66 — il n'était pas question de laisser se développer une gamme concurrente et de technologie différente comme c'est le cas des X-4 et des X-5 français. De plus, la production simultanée des deux gammes n'était pas jugée compatible avec une saine gestion financière.

Or l'abandon pur et simple des X-4 présentait, aux yeux des pouvoirs publics français, trois inconvénients majeurs : il aurait entraîné des dépenses très importantes pour assurer la conversion des matériels (C.I.J.) ; il aurait supposé le versement de dommages et intérêts au groupe allemand Siemens qui comptait sur ces machines ; enfin, il aurait abouti à un alignement pur et simple sur la technologie américaine. Finalement, un compromis boiteux fut

trouvé en décembre : la fabrication des X-4 ne relèverait pas de C.I.J.-H.B., mais de l'autre société, c'est-à-dire la C.I.J. vidée de ses activités grande informatique ; elle se ferait à l'usine de Toulouse. On espérait vendre quelques dizaines de machines à l'administration française et une quarantaine à Siemens, le seul de ces clients de l'opération dont il était certain d'être sûr.

La décision nouvelle de Siemens, outre qu'elle aggrave la situation déjà fort précaire de l'usine de Toulouse, remet en cause tout cet échafaudage. A la satisfaction, sans doute, de ceux qui se sont toujours opposés à la fabrication des X-4 et X-5. Certes, au ministère de l'Industrie et de la Recherche on indique que le retrait de la commande de Siemens n'implique pas l'abandon. « C'est un calcul à faire », dit-on, « mais si le prix de revient des machines n'est rendu beaucoup plus élevé, ce surcoût sera peut-être intériorisé aux frais que les administrations concernées devraient engager pour s'adapter tout de suite au matériel Honeywell-Bull.

En fait, plus personne ne croit maintenant à l'avenir du programme X-4-X-5. Selon l'abandon ou qu'on produise quelques exemplaires de ces matériels, la situation sera la même. La nouvelle société C.I.J.-Honeywell-Bull va vendre les grands ordinateurs d'Honeywell. Qu'elle les fabrique dans deux ans sur le sol français ne changera rien au fond du problème. Il y a alignement du moins pour plusieurs années, sur la technologie américaine pour ces grands matériels.

Dans l'ensemble européen Unidata — paix à ses cendres ! — la France n'avait peut-être pas la majorité financière, mais elle était le chef de file en matière technologique. Dans l'opération montée avec Honeywell, la France détenait 50 % de la nouvelle société, mais l'essentiel du pouvoir technologique pour les grands systèmes se trouvait outre-Atlantique. Or, dans les secteurs de pointe, n'est-ce pas celui qui invente qui finit par commander ?

J.-M. QUATREPOINT.

MATIÈRES PREMIÈRES

M. FOURCADE SOULIGNE L'IMPORTANCE D'UNE RÉGULARISATION DES COURS

Pour aider les pays en voie de développement, il s'agit plus de régulariser les « fluctuations erratiques » des prix des matières premières que d'augmenter les prix financiers, a déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, au cours d'un déjeuner organisé le 26 février par l'Association des journalistes d'outre-mer. Cette régularisation, qui sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion des ministres de la zone franc

Dakar, pourrait, selon lui, s'effectuer soit par la création de stocks réguliers, soit par une répartition de la production.

La France, souligne M. Fourcade, soutient de façon isolée — qu'il faut parvenir à des accords par produits pour une dizaine de matières premières. La République fédérale d'Allemagne et les autres pays européens sont favorables à une stabilisation des recettes par pays. Le ministre de l'économie a d'autre part affirmé qu'il s'employait à rendre le fonctionnement de la zone franc, « et plus largement de la francophonie, plus souple et plus adaptée aux besoins des pays qui la composent ». Dans ce but, a-t-il précisé, sera instauré le Fonds de solidarité africaine, dont la création devrait être décidée lors d'un prochain « sommet » franco-africain, « s'il a lieu ».

Comment ! Vous n'avez jamais loué de voitures ?

europcar ☎ 645.21.25

vous cherchez une maison individuelle ou un terrain ?



le numéro du 15 février vient de paraître

prochain numéro le 15 mars

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Visite, Pavillons et Nouveaux Villages à Rio de Janeiro 75001 Paris Tél. 742.61.69

ASSURANCES

Les agents généraux réclament une réforme du « risque automobile »

Les vingt-cinq agents généraux d'assurance ont organisé ce vendredi 26 février une journée nationale automobile plus juste, assurée de l'efficacité et de la sécurité des brochures.

Il y a quelques jours, au cours d'une conférence de presse, leur président, M. Bernard Vinstock, évoquant les attaques dont l'assurance automobile est l'objet depuis quelques mois, avait dénoncé les « géométries variables dans les grilles », et proposé une réforme complète de l'indemnisation. Il soulignait qu'actuellement on trouve sur le marché, pour le même véhicule et dans la même région, un éventail de tarifs allant du simple au double, « ce qui relève de l'anarchie ».

Selon M. Vinstock, l'explication de ce phénomène tient moins aux différences de coût de distribution entre le réseau commercial classique des compagnies et celui des mutuelles qu'à un refus d'assurer les « mauvais risques » opposé par certaines d'entre elles.

Il est certain que la part grandissante du marché de l'assurance automobile prise par les mutuelles (30 % à l'heure actuelle) rend de plus en plus vive la concurrence entre les deux secteurs de distribution.

Pour leur part, les agents généraux proposent un certain nombre de mesures, parmi lesquelles le réajustement d'une répartition équitable entre toutes les sociétés d'assurance du poids des risques « mauvais » ou « lourds », au sein d'un « pool » des risques agréés à l'Etat y ajoutant également l'instauration d'un bonus-malus uniforme pour toutes les sociétés, avec une présentation claire et compréhensible.

(A l'heure actuelle, une certaine anarchie règne dans les modes d'attribution et les niveaux des bonus aux automobilistes qui n'ont pas eu d'accident. L'assuré, en outre, ne pouvant pas toujours obtenir le maintien de son bonus lorsqu'il change d'assurance. La direction des assurances au ministère des finances a donné son accord de principe à une réforme du système. — F. B.)

(PUBLICITE)

COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELÉTRICA-COPEL

CENTRALE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE FOZ DO ARIÁ



APPEL D'OFFRES

AUX FABRICANTS DE TURBINES PRÉQUALIFICATION ET SOUMISSIONS

Companhia Paranaense de Energia Elétrica - COPEL informe qu'elle procédera à un appel d'offres international s'adressant à des fabricants devant être soumis à une préqualification en vue : du projet, de la fabrication, de la fourniture et de la supervision du montage des équipements indiqués ci-après :

- 3 turbines hydrauliques, type Francis, à axe vertical, puissance maximum 525.000 CV, sous une chute de 135 m. ;
- 3 régulateurs type électro-hydraulique pour turbine de caractéristiques ci-dessus.

L'acquisition de cet équipement sera effectuée moyennant des fonds d'investissement concédés à COPEL par la Banque inter-américaine de développement (BID).

La documentation de préqualification sera reçue par COPEL jusqu'au 20 avril 1976 et les soumissions devront être remises le 25 juin 1976. Les soumissions pourront être présentées par tous les fabricants de turbines des pays membres de la BID et/ou des pays reconnus par cet organisme financier.

Les « instructions de préqualification » et quatre (4) exemplaires du cahier des charges sont d'ores et déjà à la disposition des intéressés, à l'adresse ci-dessous, contre paiement de la somme de Cr\$ 5.000,00 (approximativement US\$ 500,00).

COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELÉTRICA - COPEL

Superintendência de Obras Especiais

Rua Voluntários da Pátria, 233 - 5º andar

CURITIBA - PARANA - BRÉSIL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Le conseil d'administration du Crédit commercial de France, dans sa réunion du 25 février, a examiné les comptes de l'exercice 1975, qui font ressortir, après déduction de toutes charges, amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net non consolidé de 72 993 063 F, se comparant à 56 978 822 F pour l'exercice 1974.

Ce bénéfice est obtenu après provision pour dépréciation du portefeuille-titres de 1 017 980 F, au lieu de 12 038 396 F en 1974. En outre, l'exercice 1975 n'a pas eu à supporter de dépréciation fiscale exceptionnelle de 11 milliards de francs, qui s'élevait à 3 322 009 F en 1974.

Le total du bilan s'élève, au 31 décembre 1975, à 22,6 milliards de francs, au lieu de 20,7 milliards de francs au 31 décembre 1974, et les dépôts de la clientèle à 11 milliards de francs, en hausse de près de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, l'affectation d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de 10 F par action, dont l'impôt sur le revenu sera payé d'avance au Trésor, de 150 F. Ce dividende est égal au précédent, mais il s'applique à un capital en augmentation de 25,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 26 avril 1976, la distribution d'un dividende de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
26 FÉVRIER

Toujours bien disposée, la Bourse de Paris a poursuivi son avance ce jeudi avec un volume d'affaires encore accru.

Une bonne soixantaine de hausses ont été ainsi notées, les plus d'un tiers des valeurs supérieures à 2 %. Presque tous les compartiments ont enregistré des gains notables. Mais c'est surtout le bâtiment qui a été favorisé au premier rang, les gains étant dans l'ordre des préférences, par les pétroles, les magasins, le secteur bancaire, la construction électrique, les métallurgiques et les industries chimiques.

A noter les performances res-

LONDRES

Fibichissement

Déçu par la baisse de Wall Street, le marché se reploie sur un large front vendant à l'ouverture. Recul des Industrielles, des pétroles, des mines d'or et des fonds d'Etat.

DR (ouverture) 100,25; 132 30 contre 132 20

VALEURS	CLOTURE	COURS
26-2	27-2	

New Loans \$ & %	77	26 7 8
Backstops	356	354 1 2
British Petroleum	680	682 1 2
Shell	378	383 1 2
Others	179	173

Campana	175	172
Chemicals	384	383
Companys	159	157
De Beers	236	236 1/2
Western Holdings	23 3/8	22 3/4
Fluoro Zinc Corp	187	186
West Orlington	26	26 5/8

(*) En libras.

NEW-YORK

Wall Street a enregistré jeudi la plus forte baisse depuis le 3 décembre dernier, suite à d'importantes ventes bénéficiaires survenues une heure après l'ouverture. L'indice de Wall Street a baissé de 3,4 points au cours de la séance, passant de 978,83 à 975,43.

Sur 1 895 valeurs traitées, 1 214 ont replié, 397 ont monté et 484 n'ont pas varié.

Une forte activité a continué à régner : 34,32 millions de titres ont changé de mains contre 34,88 millions précédemment.

Ce rituel était attendu depuis plusieurs jours. Selon M. Gordon, chef du département de recherche de la Dreyfus Corp., il ne s'agit pas que le mouvement de hausse soit stoppé. Simple réaction tech-

Parmi les compartiments les plus touchés figurent des compagnies aériennes, les ordinateurs, les pétroliers, les sidérurgiques.

Indices Dow Jones : transport 96,98 (— 2,01); services publics 7,58 (— 0,39).

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Patacras (cl.)		119	Doc-Lamotte	320	321	Boussier S.A.	816	840	Akzo	79 58	76
Providence S.A.	196	197	J.C.M. Leblanc	458	460	Socotr Rénovés	128	128	Chaco Industries	168	170
Provençal	196	197	Leclercq	458	460	Strobel	245	245	Fochet	17 58	17 35
(R) Sidi	138	138	R.A.C.M.	675	677	Thalys S.A.	122	72 70	Forchet	17 58	17 35
Caia-Fin		65	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Caia-Fin		65	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Selmer	358	363	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Cambridge	50	50	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Chenex	428	412	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Chenex	428	412	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Madag. Agr. Ind.	74	74	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Almou	31	33	Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35
Sauces du Val	58		Franges Strasbourg	95	95	Union S.E.D.	114	89	Glaxo	34	35

ait les jours précédents. Il est vrai qu'aux achats des organismes de placement collectif, en position depuis le début de la semaine, se sont ajoutés ceux des

investisseurs étrangers — britanniques, disaient-on, qui recommencent à s'intéresser aux valeurs de reprise française. Les investisseurs s'identifient le meilleur parti de la reprise de l'expansion des deux côtés de l'Atlantique.

L'or a fléchi, le lingot de 50 F à 19 350 F (après 19 350 F), et le waponon, à 19 350 F (après 19 350 F). Le volume des transactions est passé de 8,61 à 9,13 millions de francs. Aux valeurs étrangères, fléchissement des mines d'or, des allemandes et des pétroles internationaux. Irégularité des américaines.

INDICES QUOTIDIENS

d'exploitation pour 1975 ferait ressortir une perte de 40 millions de francs après amortissements et provisions, égale à celle enregistrée l'an passé. Le déficit du compte de pertes

34,45 millions. Un retour à l'équilibre est escompté pour 1978.

FACOM. — Le bénéfice pour 1975 est de 11,6 millions de francs (contre 11,6 millions de francs). Ce résultat, obtenu grâce à une amélioration de la productivité, devrait permettre d'atteindre le chiffre d'un montant global de 16,50 F pour l'exercice 1978.

S.N.I. — Le dividende net de 19,55 F pour 1975 est divisé en 3,55 F.

SOFICAL. Bénéfice net pour l'exercice 1975 : 4,79 millions de francs contre 4,61 millions. Dividende global de 44,50 F contre 31,50 F.

BASF. — La répartition le 25 juin d'une indemnité exonérée d'impôt de 13,51 F par action.

VALEURS	COURS 26 2	COURS 26/2
COG	49 1 2	49 1 4

[illegible][illegible][illegible]

	25 févr.	26 févr.
Valeurs françaises ..	109,8	111
Valeurs étrangères ..	100,8	101,1

Indice général	80,3	81,1
----------------------	------	------

CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE. — Dividende global pour 1975 : 9,45 F (inchangé).
PLACOPLATRE. — Poliet et Chausson a cédé au groupe britannique

B.P.B. Industries Ltd. la participation de 10 % qu'il détenait dans le capital de cette société. B.P.B. Industries détient donc dorénavant 85 % des actions Piacoplatre.

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
26 2	27 2

dollar (en vens)	302 15	302 30
Taux du marché monétaire		
Effets privés	7 3 8 %	

Boers Per. Decas.	69	69	Lampas	112 10	111	Lyons	108 90	109 90	Lettin-Rom.	125 83	118 92
Borneo	300	300	Merlin-Garin	169	168	Genoa	5 90	5 70	Lettin-Yokoy.	144 33	137 79
Camp. Bernard.	101 90	101	Mora	50	50	Pavia	48 80	44 10	Nouv. Franco-Ital.	275 20	262 80
C.E.C.	105	105	Oceanic	151 10	162 30	Rabat	5 20	5 30	France Protection	156 50	150 48
			Paris-Rhone	118	113 30	S.A.P.	128 10	126 10	Garçon Rondon.	195 87	195 96
									Cart. S.A. A.		

Cornwall	124	229	Pile Wander	478	465	H&B Soc., France	186	26	18
Cosmos Vical.	222	70	Radiologie	400	405	S.A.S.C.	(46)	10	(38)
Gocharty	85	85	SAFT, Act. Yves	1020	1005	Iodo-Interrail	171	41	163
Org. Trav. Pou.	116	111	Schneider Radio	152	152	Mars Spencer	160	35	(48) 53
F.R.E.M.	107	106	SEB S.A.	615	625	A.E.S.	177	174	
E.T.F.	195	134	S.I.N.T.B.	676	676	Livrai portel	202	41	193

BOURSE DE PARIS - 26 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS		Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS		Cours précéd.	Dernier cours
3 %		37 30	1 325	France (I.A.R.B.)	211	210	Lyon-Alemann	199	199	208	208	Me. imm. France	130	132	
3 1/2 %		56 10	1 251	France (A.R.B.)	341	345	Suez Canal, Crédit	199	199	208	208				
3 1/2 % 1970-1980			0 365	Profrance S.A.R.L.	241	240	Seydoux-Benoit	200	200	208	208				
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251	Profrance A.R.B.	258	257	SILMINCO	167	169	178	178	Acier Investec.	109 50	118	118
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251	S.A.P.	529	530	Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Secur. Edific.	208	208	208
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	45 56	1 721	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	178
3 1/2 % 1981	30 20	3 788	1 251				Syn. Cret. Banque	167	169	178	178	Invest. et Gast.	178	178	1

G. Tron de l'Est	132		137		Nitch		2 86	Parnes Invest.	132 70	126 98
Hortica	230	234 30	Carscan	50 05	61	Remywell Inc.	254 30	Fleuve Inverliss.	178 24	176 16
Iema Industries	62	d 54	Geniac	40 60	40	Mariushaw	s 78	Kutchuk-Hie-Exp.	238 84	246 82
Lachert Freres	61	80	Savem	315	316	Olyo Elevator	170 50	Soleter-Croissance	654 48	628 32

Leroy (Ets.)	115	60	116	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
Leroy (Ets.)	115	60	116	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783																																																																																																																																																																																																																									

MARCHÉ A TERME

Compen- ation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- ation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- ation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- ation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	
828	4.40 % 1873	526	521	521	534	760	Cas Rio Cans	771	743	759	769	85	Drina-Cany	214	215	214	80	511	540	L.A.M.	606	637	637	235
1378	C.E.E. 3 %	1378	1379	1379	1378	481	San. Metra	221	227	227	245	50	Griff-Paribas	94	95	95	95	95	104	104	104	104	235	
485	Africane C.	445	442	441	440	440	et L. Lefevre	731	743	747	745	114		816	816	816	816	816	816	816	816	816	235	
476	Am. Lyonnaise	392	390	390	390	392	et S.A.F.	91	90	91	90	91		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
742	Am. P. et C.	240	240	240	240	240	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
580	Am. Suprem.	290	290	290	290	290	San. P. et C.	375	375	375	375	375		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	197	196	197	196	197		780	781	781	781	781	781	781	781	781	235	
738	Alcatraz	84	84	84	84	84	San. P. et C.	19																

COTE DES CHANGES

MARCHAL OFFICER	COURS 28/2	COURS 28/2
Châtel-Vin (5 km.)	4 485	4 487
Canada (5 km.)	4 448	4 448
Châtel-Vin (100 km.)	176 335	176 195
Beignone (100 km.)	11 474	11 470
Danemark (100 km.)	73 050	72 578
Espagne (100 km.)	8 758	8 747
Grande-Bretagne (2 km.)	8 887	8 113
Italie (1 000 km.)	6 714	6 536
Norvège (100 km.)	8 250	8 150
Portugal (100 km.)	167 950	168 115
Portugal (100 km.)	18 250	18 180
Suisse (100 km.)	102 520	102 520
Suisse (100 km.)	175 560	175 276

COURS DES BILLETS **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

1976 en francs	MONNAIES ET DEVISES	COURS en francs	COURS 25/2
4 48	Or fin (Ale au barre)	19455	19276
174 58	Or fin (Ale en lingots)	19539	19360
225 10	Pièces d'or (20 fr.)	225 10	222 10
72 75	Pièces d'argent (10 fr.)	175	174
8 70	Pièces d'argent (20 fr.)	191 48	189
9 10	Pièces d'argent (50 fr.)	189	184
6 27	Souverains	187 30	185 70
83 75	Pièces de 20 dollars	978	964 80
168 20	Pièces de 10 dollars	470 50	471 08
54 50	Pièces de 5 dollars	236	236
101 00	Pièces de 50 pesetas	780	776
75	Pièces de 10 florins	193	190 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - L'Espagne a pris fin la semaine dernière le processus de décolonisation du Sahara occidental.
 - M. Mitterrand a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
3. EUROPE
 - L'Espagne a pris fin la semaine dernière le processus de décolonisation du Sahara occidental.
 - M. Mitterrand a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
- 4-5. LE XXV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'U.R.S.S.
 - Un document sur le conflit Moscou-Tirane.
 - « Où va l'Albanie ? », livre d'opinion par A. Behar.
6. PROCHE-ORIENT
 - M. Mitterrand a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
- 7-8. AMÉRIQUES
 - LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES dans la situation en Alsace.
 - M. Lecourt a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
9. POLITIQUE
 - Réaffirmation de l'intention des gouvernements de rester fermes dans sa politique de strict contrôle des salaires.
 - M. Juan Miguel Villar Mir, ministre des finances, a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
10. ÉDUCATION
 - LA FORMATION DE LA NOUVEAU : les professeurs de M. Sautou.
11. SPORTS
 - M. Mitterrand a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.
12. MAZEAUD
 - M. Mazeaud a annoncé que la France ne participera pas à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 17 A 25
- M. Jacques Médéric a été élu un an pour donner au tourisme des structures cohérentes.
 - Les croisières, ces mal connus.
 - Promenade dans les pages : La France des petites provinces.
 - CLIN D'ŒIL : Un portier rentre chez lui.
 - PLATON DE LA TABLE : Anniversaires.
 - JEUNES : Une doctoresse dénonce : Des trépassés dans la cour.
 - Mode, Maison, Jeux, Philatélie, Photo-cinéma.

29-31. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA : Le Prince, de Sergueï Mikhaïlov.

35-38. LA VIE ÉCONOMIQUE

- LIBRES OPINIONS : « L'absentéisme des ouvriers du Nord », par Georges Séguin.
- ACCIDENTS DU TRAVAIL : Les cotisations d'assurance seront davantage modulées (III), par Jean-Pierre Dumont.
- ÉCHANGES INTERNATIONAUX : l'excédent commercial de la France a été proche de 6,5 milliards de francs en 1975.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (28) : Antennes classées (32 à 34) ; Aujourd'hui (38) ; Carnet (37) ; Journal officiel (33) ; Météorologie (26) ; Mots croisés (36) ; Finances (35).

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1976 a été tiré à 574 855 exemplaires.

● L'Amicale des Algériens en Europe, la C.G.T. et la C.F.D.T., ont publié jeudi 26 février un communiqué commun dénonçant la nouvelle vague d'attentats commis contre des locaux algériens à Paris, Lyon et Strasbourg. Les organisations signataires estiment notamment que « cette nouvelle flambée de violence » s'explique par l'impunité dont jouit et jouissent jusqu'à présent les auteurs des attentats anti-algériens.

L'Amicale des Algériens en Europe annonce qu'une manifestation se déroulera le samedi 28 février à 15 heures devant le consulat d'Algérie, 11, rue d'Argentine, à Paris, « pour exprimer la solidarité entre travailleurs français et immigrés ».

A B C D F G H

En Espagne

Les grèves s'étendent à l'ensemble du pays

Madrid (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Les grèves se sont étendues à l'ensemble du pays après que 80 % des deux cent mille camionneurs, les enseignants et même les deux mille sept cents instituteurs de la capitale eurent rejoint un mouvement revendicatif qui touche désormais plusieurs centaines de milliers de salariés ainsi que de nombreux commerçants. En Catalogne, les grévistes réclament des augmentations de salaire, mais aussi la démission du maire, le retrait des forces de police et l'élection démocratique d'un nouveau conseil municipal. Des revendications concernant l'amnistie des militants démocratiques sont également avancées.

Face à cette agitation, la quelle il voit un « danger communiste », le gouvernement a réagi. Le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Arias Navarro, a déclaré, dans la soirée de vendredi, à Barcelone, que les ouvriers du textile et des autres secteurs placés en grève ont été placés en état de siège. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. A Vigo, dans le nord-ouest du pays, quatre policiers ont été blessés au cours de bagarres devant le siège des syndicats.

Réaffirmant, à l'intention des grévistes, que le gouvernement restait ferme dans sa politique de strict contrôle des salaires, M. Juan Miguel Villar Mir, ministre des finances, a annoncé jeudi soir un tableau très sombre de la situation économique. Le ministre a, notamment, souligné la

signation de la production, une diminution notable des investissements et une forte dégradation de la dette extérieure.

● A ROME, les représentants de la Junta Democrática de la República ont affirmé jeudi qu'ils ne se joignent jamais à un mouvement démocratique qui ne soit pas admis et notamment par le parti communiste. Diego Carrillo, secrétaire du P.C.P., a déclaré, pour que le déchaînement de violence pourrait devenir inévitable en Espagne si les éléments réformistes du gouvernement actuel n'acceptaient pas d'ouvrir des négociations avec les forces d'opposition.

● A VIENNE, la section autrichienne d'Amnesty International a signalé, le 26 février, qu'un travailleur espagnol, M. Francisco Telles Luna, trente ans, père de trois enfants, avait été croisé, après avoir été arrêté au cours d'une manifestation pour les libertés syndicales et l'élargissement des prisonniers politiques. Dans une lettre ouverte, le syndicat de la métallurgie, dont M. Luna est membre, a demandé aux autorités de poursuivre en justice les responsables au sein des services rapporte Amnesty International.

● L'ambassadeur de France en Espagne, M. J.-F. Deniau, a remis, le jeudi 26 février à Madrid, ses lettres de créance au roi Juan Carlos IV. — (A.F.P.)

Après les déclarations du général Haig

M. HERNU : un coup de Rome ou de Madrid.

Parlant mercredi 25 février à Sucoy en « Elia » (Val-de-Marne), M. Charles Hernu, responsable des questions de défense au parti socialiste, a commenté les propos tenus dimanche par le général Haig au cours d'une conférence à Munich sur la participation des partis communistes aux gouvernements en Europe occidentale (le Monde du 24 février). M. Hernu, qui assistait à cette conférence, a dit notamment : « C'est après ma prestation que le général Haig a prononcé les discours dont le texte de l'agence France-Presse, à mon avis, reflète bien l'esprit (1), discours qui déborderaient le cadre de l'O.T.A.N. que le commandant en chef des forces alliées en Europe a même parlé du « danger de mort qui menaçait l'Union de l'Europe ». Il était clair que, pour le général Haig, la sécurité est un tout socio-économique et militaire et même la défense européenne était une conception impuissante après son intervention, les deux autres participants français (2) ont protesté en termes très vifs et Jacques Hantzinger a même déclaré que la participation à l'Union atlantique. On nous parle du coup de Prague, mais ces propos dérisoires évoquaient bien davantage un coup de Rome ou de Madrid. »

(1) L'A.F.P. attribue au général Ben Salman al Khalifa, qui sera l'hôte officiel de la France les 1^{er} et 2^e mars, aura durant sa visite deux entretiens avec M. Giscard d'Estaing. Le deuxième, prévu le mardi 2 mars, sera suivi de conversations élargies aux deux délégations.

Le souverain de Bahreïn sera accueilli à Orly, le lundi 15 h. 15, par le président de la République dont il sera l'hôte à dîner.

(2) M. L.-A. Girault de Courzac, président de l'Institut de politique étrangère (I.P.E.), nous a déclaré : « Les déclarations du général Haig constituent une offense à l'égard de la France et de l'Italie. La France a eu raison de quitter l'O.T.A.N. puisque, en nom de la sécurité occidentale, les États-Unis avaient voulu empêcher notre peuple de décider lui-même si les communistes entreraient ou non au gouvernement par la voie démocratique. Il faut que la France riposte, rompsse avec le pacte atlantique. Les propos du général Haig sont semblables à ceux du chancelier allemand Helmut Schmidt. L'Europe qui se prépare pour 1978 est celle de la fin des libertés, avec le risque du fascisme et d'une guerre dans laquelle on pourra nous épuiser sans que nous voyons décider dans ces conditions, le Parlement européen sera fou, d'un fouisme tirant sur le feldgrau. »

(1) 26, rue Saint-Benoît, 75006 Paris.

● L'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a approuvé jeudi 26 février deux accords de vente de matériels nucléaires : celui signé en juin 1975 entre la R.F.A. et le Brésil, et l'accord conclu entre la France et le Pakistan sur la livraison d'une usine pilote de retraitement des combustibles nucléaires irradiés.

Attendu le 1^{er} mars à Paris

L'EMIR DE BAHREIN AURA DEUX ENTRETIENS AVEC M. GISCARD D'ESTAING

L'émir de Bahreïn, cheikh Issa Ben Salman al Khalifa, qui sera l'hôte officiel de la France les 1^{er} et 2^e mars, aura durant sa visite deux entretiens avec M. Giscard d'Estaing. Le deuxième, prévu le mardi 2 mars, sera suivi de conversations élargies aux deux délégations.

Le souverain de Bahreïn sera accueilli à Orly, le lundi 15 h. 15, par le président de la République dont il sera l'hôte à dîner.

LES RELATIONS ENTRE PARIS ET ALGER

M. CHIRAC : j'espère que M. Mitterrand s'informerait du point de vue français.

M. Chirac a déclaré, vendredi 27 février, en fin de matinée, à sa sortie de l'Élysée, qu'il lui semblait « logique » que M. Mitterrand, après s'être informé des relations franco-algériennes auprès des dirigeants algériens, s'informerait de son retour auprès des dirigeants français du point de vue français.

« Les relations entre la France et l'Algérie, a-t-il déclaré, ne sont pas des relations de parti politique, ce sont des relations d'État à État. Ajoutant : « M. Mitterrand sentira avoir voulu s'informer du côté algérien sur ces problèmes et sur ces relations d'État à État, qu'il aura à cœur, dès son retour, de s'informer soit auprès du président de la République, soit auprès du ministre des affaires étrangères ou du premier ministre, du point de vue français sur ces affaires. Cela me semble logique. » (Lire nos informations sur le voyage de M. Mitterrand page 2.)

● M. Mitterrand est sévèrement critiqué dans l'offensive égyptienne d'Al-Ahram. — Dans une série d'articles de M. Ali El-Samman directeur pour l'Orient, le premier secrétaire du parti socialiste est accusé de faire obstacle à un dialogue entre l'Internationale socialiste et les forces progressistes arabes, et cela afin de préserver le rôle prépondérant d'Israël. Selon le journal, M. Mitterrand se serait livré à des « manœuvres » de couloirs pour empêcher le gouvernement porteur de la paix de modifier sa position sur le conflit du Proche-Orient. M. El-Samman, qui rend hommage à MM. Bruno Kreisky et Willy Brandt, souligne en revanche que le rôle de M. Mitterrand et Harold Wilson, « les deux grands alliés d'Israël », est sur son déclin.

L'O.U.A. VA ENVOYER UNE MISSION A DJIBOUTI

L'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) a décidé, vendredi 27 février, d'envoyer une mission dans le territoire français des Afars et des Issas.

D'autre part, le gouvernement français a informé les gouvernements arabes de sa position à l'égard du territoire des Afars et des Issas, déclarant qu'il était dans les milieux autorisés français.

A sa demande, l'O.L.P. a également été informée. Ces communications ont été faites ar-

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ET LES SOCIÉTÉS GULF ET CONTINENTAL

Londres (A.F.P.). — Le gouvernement britannique a conclu, avec les sociétés pétrolières Gulf et Continental, un accord de prise de participation de 51 % dans leurs gisements de mer du Nord.

Plusieurs autres sociétés pourront conclure prochainement avec le gouvernement des accords du même genre, a annoncé M. Wedgwood Benn, ministre de l'Énergie, au cours d'une conférence de presse, jeudi 26 février.

Au total, dix compagnies ont jusqu'à présent accepté le principe de cette participation. Le ministre a précisé que les modalités de ces accords varieront suivant les compagnies. Afin de sauvegarder le secret commercial, elles ne seront pas révélées.

LE REDRESSMENT DE LA LIRE SE POURSUIT

Le redressement de la lire, amorcé mercredi 25 février sur l'annonce d'une reprise à partir du 1^{er} mars, dû à des interventions de la Banque d'Italie sur les marchés des changes, s'est poursuivi à la veille du week-end. Le cours du dollar est revenu ces trois jours de 809 liras à 785 liras, soit 11 % de dépréciation par rapport au cours du 21 février, contre 17 % en début de semaine. La monnaie italienne, cotée en francs, remontait de 5,55 F à 5,70 F (pour 1 000 liras). Dans la prochaine semaine, l'Italie devrait disposer de crédits globaux d'environ 2,5 milliards de dollars, dont 1 milliard accordé par la C.E.E., 500 millions par la Suèdebank, 500 millions par la Reserve Federal de New-York et 500 millions par le F.M.I. Pour compléter les mesures déjà prises, les touristes italiens ne pourront emporter à l'étranger que 65 000 liras en devises sous forme liquide, le plafond annuel de 500 000 liras étant maintenu.

En ce qui concerne Gulf et Continental, M. Harold Lever, ministre sans portefeuille chargé des négociations avec les compagnies, a indiqué aux Communiqués que « ces accords laisseront les compagnies ni plus riches ni plus pauvres », que la prise de participation n'entraînera aucun versement financier de la part du gouvernement et que les deux compagnies continueront d'avoir droit à leur part totale de la production pendant les trois premières années d'exploitation. L'État aura ensuite l'option d'acheter jusqu'à 51 % de leur production aux cours du marché mondial.

A l'issue de cinq années d'exploitation, l'État pourra se réserver 57 % du débit. Le ministre n'a pu préciser si le gouvernement entend ou non exercer ces options. A l'heure actuelle, il ne dispose d'aucune capacité de raffinage ni de distribution, mais il pourrait, s'il le souhaitait, revendre sa part de production sur le marché mondial.

Les accords en question portent principalement sur les gisements de Thistle et de Dunlin, et sur la partie britannique du gisement anglo-norvégien de Statfjord.

Ambassadeur en Turquie

M. VAURS EST CHARGÉ DE PROMOUVOIR L'« IMAGE DE MARQUE » DE LA FRANCE AUX ÉTATS-UNIS

Un ambassadeur de France va travailler à promouvoir l'image de marque de la France aux États-Unis. M. Roger Vaur, actuellement ambassadeur en Turquie, a été chargé par M. Jean Sauvagnargues, de cette mission en vue de préparer à la fois le voyage que le président de la République fera aux États-Unis du 17 au 21 mai et la célébration du bicentenaire de l'indépendance de ce pays.

M. Vaur, dont la mission est temporaire à poste d'ambassadeur en Turquie, il avait été notamment, de 1948 à 1952, deuxième secrétaire à l'ambassade de Washington, avant de devenir, à partir de 1952 et jusqu'en 1958, directeur des services d'information de l'ambassade de France aux États-Unis, puis de 1958 à 1968, directeur du service de presse au Quai d'Orsay, avant d'être nommé ambassadeur à Ankara, en 1973, il avait été directeur adjoint du cabinet du premier ministre, puis conseiller du premier ministre pour les relations publiques.]

VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.

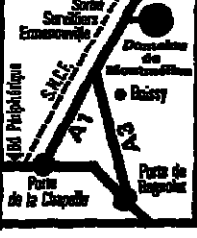


"Oranger", 224 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

DOMAINE DE MONTMELIAN

95 St. Witte
TEL. 471.56.55
à 25 km. de Paris
à 2 km. de l'Autoroute du Nord

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1^{er} Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m², 5 à 7 pièces, idéalement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m². CRÉDIT AGRICOLE.



"Chelsea", 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault.
TEL. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km.
du Bd Pétain.
A 12 km. à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA HENIN. Prix : 250, 400 à 400.000 F.



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet